Anti.mythes

Devise: «Petit mythe au logis, par la grâce de Dieu et de l'État, deviendra grand mythe errant. A bas tous les mythes!».

Anti.mythes

Devise: «Petit mythe au logis, par la grâce de Dieu et de l'État, deviendra grand mythe errant. A bas tous les mythes!».

LA QUESTION NATIONALE?

OU

LA QUESTION SOCIALE?

PREMIÈRE PARTIE:

(1ère édition)

ESPAGNE - CATALOGNE - 2017

Sommaire en page 2.

DEUXIÈME PARTIE:

(2ème édition)

NI CATALUNYA - NI ESPAÑA

Sommaire en page 43.

TROISIÈME PARTIE:

(dernière édition)

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE?

Sommaire en page 77.

POST-FACE:

EN REVENIR AUX RÔLE FONDAMENTAL, RÉFORMISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE, DU SYNDICALISME (page 97).

Brochure numérique gratuite n° 8 d'Anti.mythes: «La question nationale? ou la question sociale?».

SOMMAIRE de la première partie:

L'anarchisme est-il soluble dans le nationalisme ou est-il une émulsion appelée à s'y développer? **p.2**
- Anti.mythes - 4 novembre 2017

Droit de décider? Oui, mais pour tout! **p.3**
Fédération Anarchiste Ibérique - sept. 2017

Pour le «droit de décider» et contre la répression **p.5**
- Solidaridad Obrera - 17 sept. 2017

Perplexité intempestive sur l'actualité du moment **p.7**
- Tomás IBÁÑEZ - 26 sept. 2017.

Lettre à Tomás Ibáñez sur «Perplexité intempestive» - Miquel AMORÓS - 27 sept. 2017. **p.8**

Perplexités n° 2 et quelques certitudes à la veille du 1er octobre - Tomás IBÁÑEZ - 29 sept. 2017. **p.10**

L'État agit en Catalogne comme une dictature **p.11**
Sec. perm. du Com. Conf. de la CGT -1er oct. 2017.

Quelques certitudes **p.12**
Tomás IBÁÑEZ - 3 oct. 2017.

A propos d'orages et de boussoles **p.13**
Tomás IBÁÑEZ - 3 oct. 2017.

Position de la CNT sur la situation en Catalogne - **p.14**
13 octobre 2017.

Au sujet de la Catalogne **p.15**
Sous la plage les pavés - 15 oct. 2017.

A l'indépendance du monde **p.23**
A Contretemps - 16 oct. 2017.

Quelques considérations sur la situation actuelle en Catalogne et l'action des anarchistes **p.24**
Des anarchistes de Barcelone - 16 oct. 2017.

A propos de la situation en Catalogne **p.26**
C.G.T. - C.N.T. - S.O. - 26 oct. 2017

Des libertaires en pleine dérive **p.28**
Tomás IBÁÑEZ - 8 nov. 2017.

La contre-révolution en marche **p.29**
Camillo BERNERI - 5 mai 1937.

Indépendance de la Catalogne: OUI - NON **p.31**
Monica JORNET
Gruppo Errico Malatesta - Napoli
octobre 2017

L'affaire catalane - Miquel AMORÓS - *20 déc. 2017.* **p.39**

L'ANARCHISME EST-IL SOLUBLE DANS LE NATIONALISME, OU EST-IL UNE ÉMULSION APPELÉE À S'Y DÉVELOPPER?

Soluble: qui peut se dissoudre. **Dissoudre:** mélanger intimement deux corps; défaire, ruiner, rompre; faire disparaître. **Émulsion:** substance tenant en suspension une autre substance à laquelle normalement elle ne s'y mélange pas; mélange instable, les deux substances se sépareront en quantités identiques à la préparation initiale.

L'un des groupes anarchistes les plus célèbres de Barcelone s'appelait *Nosotros*. Cette appellation est reprise en France par un groupe anarchiste (*Nous-autres*), nous la trouvons de même pour un groupement nationaliste breton extrémiste (*Emsav* signifie *Nous-autres* en breton populaire), et une dénomination similaire en gaélique pour désigner un parti nationaliste irlandais (*Sinn-fein - Nous-mêmes*). Cela donne t-il un but commun aux organisations utilisant cette dénomination? Absolument pas, ça signifie qu'ils cherchent une *«autonomie»*, les premiers *«sociale»*, les seconds *«politique»*, et pour nous, anarchistes, il y a antinomie.

Quand Bakounine disait, s'adressant au moment du *Risorgimento* aux italiens, que la constitution d'un État péninsulaire en place des petits États existants n'aiderait pas en soi à leur émancipation, il ne recommandait pas de combattre pour la sauvegarde ou le retour à ces petits États, ni de se fondre parmi les partisans du grand État national, il soulignait qu'un grand État pouvait aussi être source de plus de servitude qu'un petit, et que la participation à une lutte politique ne devait être envisagée que sur la garantie qu'elle faisait avancer la question sociale.

Hier, à propos du futur référendum sur l'autodétermination en Nouvelle-Calédonie, une autochtone questionnée par *FranceTVinfo* répondait: *«Est-ce que, avec l'indépendance, on aura encore la retraite, la sécurité sociale, les allocations?»*. Une autre autochtone répondait: *«N'ayez pas peur! L'indépendance c'est notre salut à tous!»*.

C'est sans hésitation que je combattrai pour les droits sociaux avec la première d'entre-elles, y compris si elle va assister aux mêmes rites religieux que la seconde, en des lieux où sont ressassés ces litanies wojtylo-obamiennes.

En Catalogne, une discussion a eut lieu entre militants anarchistes sur cette même question. La haine commune de l'État central monarchiste, la défiance envers tous les partis nationaux qui souhaitent coûte que coûte la stabilité constitutionnelle, la haine du gouvernement du *''Parti populaire''* à cause de la régression sociale qu'il a créée, une propagande d'État (catalan) exacerbée pour l'indépendance, la crainte de rester à l'écart des *''masses''* dont la conscience semble bien peu libre en la circonstance... tous ces éléments de discussion sont rassemblés dans cette brochure.

Une chose est certaine: les tenants d'un éventuel État catalan indépendant n'ont rien à envier en régression sociale aux ministres centraux, et les méthodes respectivement utilisées de part et d'autre sur le droit à l'autodétermination sont du domaine *pronunciament* contre *pronunciamento*.

L'avenir de l'humanité, la paix que nous souhaitons à tous, avec le pain et la liberté, méritent autre chose que des référendums qui décideraient sur la base de 50% du corps électoral et une voix.

Si une nouvelle *"collectivité de destin"* était créée dans de telles circonstances, l'indépendance ainsi acquise pourrait aisément être mise en cause dans les mêmes circonstances, par un référendum de *"réunion"*... mais Carles PUIGDEMONT l'autoriserait-il plus que Mariano RAJOY?

L'avenir d'une telle *"collectivité"* mérite un autre consensus, n'en déplaise aux partisans de la *"République à tout prix"*, fut-elle l'État le plus réactionnaire qui soit.

***Anti.mythes** - 4 novembre 2017.*

Federación Anarquista Iberica - Fédération Anarchiste Ibérique -
Tierra y Libertad - Terre et Liberté - Septembre 2017

Derecho a decidir, sí, pero en todo
Droit de décider? Oui, mais pour tout!

Así de claro, el «*derecho a decidir*» de los pueblos es, debería ser, un derecho real e inalienable para que los «*pueblos*» puedan decidir lo que quieren ser y cómo quieren serlo. Pero también es o debería ser el derecho a decidir de cada uno de sus miembros, de todos los «*ciudadanos*», en todo lo que les (nos) concierne. El derecho a decidir debería ser un derecho que deberíamos poder ejercer todos y todas en todo momento; pero no es así, la existencia del Estado lo impide y solo lo permite ejercer cuando es él quien lo decide. Es decir: solo cuando y para lo que le conviene… Y eso es así y vale tanto para el Estado español como para el catalán, ése que quieren constituir los que reclaman el «*derecho a decidir*» solo para tal objetivo.

Los explotados y dominados catalanes y españoles, como los de todo el mundo, deben, debemos luchar para poder ejercer ese derecho en todo momento y sobre todo lo que nos concierne; pues, solo luchando por conseguirlo, nuestra lucha - contra la explotación y la dominación de que somos objeto en Cataluña, España y en el mundo entero por las burguesías nacionales vinculadas mundialmente - será eficaz. Los explotados y dominados, seamos de donde seamos y estemos donde estemos, no debemos olvidar que el objetivo de nuestra lucha es poner fin a la explotación y la dominación de que somos objeto, y que, venga de donde venga, solo uniéndonos podremos ponerle fin. No debemos olvidar, pues, que la unión es necesaria para poder conseguirlo, y que por ello tampoco debemos olvidar lo que sucedió en el pasado, cada

Ainsi le «*droit de décider*» - *(l'autodétermination - précision du traducteur)* - des peuples est, devrait être, un droit réel et inaliénable pour que les «*peuples*» puissent décider de ce qu'ils souhaitent être et de la manière dont ils veulent être. Mais c'est aussi le droit de décider, ou ce devrait être le droit de décider pour chacun de ses membres, de tous les citoyens en tout ce qui les, ce qui nous concerne. Le droit de décider devrait être un droit que nous pourrions exercer chaque jour, tous et toutes, à chaque moment; mais ça ne se passe pas comme ça, l'existence de l'État l'interdit et permet seulement de l'exercer quand c'est lui qui le décide. Ce qui revient à dire: seulement quand et quand cela lui convient… et c'est ainsi et ça vaut autant pour l'État espagnol que pour le catalan, pour ceux qui veulent la constitution, pour ceux qui réclament «*le droit de décider*» dans ce seul objectif.

Les exploités et dominés catalans et espagnols, comme ceux du monde entier, doivent, devons lutter afin de pouvoir exercer ce droit à tout moment et de tout ce qui nous concerne; c'est donc en nous battant pour l'affirmer que notre lutte – contre l'exploitation et la domination dont nous sommes l'objet en Catalogne, en Espagne et dans le monde entier par les bourgeoisies nationales coalisées mondialement, que notre lutte sera efficace. Nous autres exploités et dominés, étant d'où nous sommes et étant là où nous sommes, ne devons pas oublier que l'objectif de notre lutte est de mettre fin à l'exploitation et à la domination dont nous sommes l'objet et que, d'où que cela vienne, ce n'est qu'en nous unissant que nous pourrons y mettre fin. Nous ne devons donc pas oublier qu'il est nécessaire de s'unir pour y arriver, ni oublier

vez que los explotados y dominados se unieron a sus explotadores y dominadores para defender el mito de la patria común.

No olvidar lo que entonces sucedió: que la Patria no era la misma para unos y otros, que la unión de los explotados y dominados con sus explotadores y dominadores solo sirvió y sirve para perpetuar la explotación y la dominación. No debemos olvidar esa lección de la historia: que la emancipación de los explotados y dominados solo puede ser la obra de ellos mismos. Que las clases existen y la lucha de clases continúa, aunque en esa guerra sea - por el momento - la clase explotadora la vencedora… Y esto es lo que debemos considerar en el caso de la consulta que el gobierno burgués catalán está promoviendo para decidir la «*independencia*» de Cataluña con respecto a España; pues, más allá de lo anecdótico, salir de la Monarquía, la República catalana seguirá siendo tan capitalista neo-liberal como lo es la España monárquica.

Una vez más, la verdadera cuestión, para los explotados y dominados, es no caer en la trampa en la que nos quieren hacer caer y encerrar las burguesías española y catalana. Pues es obvio que lo único que verdaderamente cuenta para ellas es la continuidad del sistema de explotación y dominación de los trabajadores y trabajadoras en el planeta. Este sistema que, además de acrecentar las desigualdades en el mundo, lo está volviendo cada vez más impropio para la vida.

Así pues de claro: libertad para decidir; pero sobre todo lo que nos concierne, no solo sobre lo que deciden y quieren los que mandan y nos explotan. Derecho a decidir, sí; pero, para todo, en todo momento y para todos y todas. Me sumo pues a esto que ha escrito la directora de cine catalana Isabel Coixet: «*Este no es el momento de crear más fronteras, ni muros ni barreras. Este, quizás más que nunca en la historia, es el momento de tender puentes, de centrarnos en las cosas que tenemos en común, de solventar las diferencias y las injusticias con auténtica y genuina voluntad de diálogo, de enfrentarnos juntos, todos los europeos en un marco federal, sin distinciones de pasaportes, a los desafíos de un mundo descabezado, convulso, ardiente, complejo y terrible. Es el momento de dejar de estar absortos en nuestro ombligo y de elevar la vista más allá de los límites de lo que consideramos nuestro, más allá de nuestras banderas - por mucho que las amemos -, nuestros agravios - por muchos que tengamos -, nuestro pasado. Yo no poseo demasiadas certezas, pero he vivido lo bastante para saber que construir, sumar y amar siempre es infinitamente mejor que destruir, restar y odiar*».

Yo tampoco poseo demasiadas certezas; pero he vivido lo bastante también para saber que solo se podrá construir un mundo de igualdad y libertad con los y las que no quieran explotar ni dominar.

Octavio ALBEROLA.

ce qui est arrivé dans le passé, à chaque fois que les exploités et les dominés se sont alliés à leurs exploiteurs et leurs dominateurs pour défendre le mythe de la patrie commune.

Ne pas oublier ce qui est alors arrivé: que la patrie n'était pas la même pour les uns et pour les autres, que l'union exploiteur/exploité, dominant/dominé n'a servi et ne sert qu'à une chose, perpétuer l'exploitation et la domination. Nous ne devons pas oublier cette leçon de l'histoire: que l'émancipation des exploités et dominés ne peut venir que d'eux-mêmes (ne peut être que leur œuvre); que les classes existent et que la lutte des classes continue, et aussi que, dans cette guerre, c'est pour le moment la classe des exploiteurs qui gagne... Et nous devons avoir cela bien en tête dans la perspective de cette consultation dont le gouvernement bourgeois catalan fait la promotion pour décider de «*l'indépendance*» de la catalogne dans le respect de l'Espagne; c'est à dire que, au-delà de l'anecdote, la Catalogne veut sortir de la monarchie pour demeurer dans le même capitalisme néo-libéral que l'Espagne monarchique.

Une fois de plus, la vraie question pour les exploités et les dominés, consiste à ne pas nous-mêmes tomber dans le piège où nous voulons faire tomber et enfermer les bourgeoisies espagnole et catalane. De plus, il est évident que la seule chose qui compte véritablement pour elles, est de continuer à exploiter et dominer les travailleurs et travailleuses de la planète. Ce système, outre qu'il accroît les inégalités dans toutes les parties du monde, devient de plus en plus impropre à la vie.

Ainsi donc, clairement: liberté de décider, oui mais pour décider de tout ce qui nous concerne, non pour ne choisir que ceux qui décident et désignent ceux qui commandent et nous exploitent. Le droit de décider, oui mais pour tout, tout le temps, pour toutes et tous. Aussi je m'associe à ce qu'a écrit la directrice catalane de cinéma Isabelle Coixet: «*Ce n'est pas le moment de créer de nouvelles frontières, de nouveaux murs ou de nouvelles barrières. C'est peut-être plus qu'à aucune autre époque de l'histoire, le moment de jeter des ponts, de nous recentrer sur ce que nous avons en commun, qu'une réelle et authentique volonté de dialogue résolve les différences et les injustices, que tous les européens affrontent ensemble, dans un cadre fédéral, sans distinction de passeports, les difficultés d'un monde qui a perdu la tête, convulsif, cuisant, complexe et terrible. Le moment est venu d'arrêter de se regarder le nombril et de regarder au-delà des limites de ce que nous considérons nous appartenir, au-delà de nos drapeaux – pour autant qu'on les aime -, au-delà de nos haines – pour autant qu'on en ait, au-delà de notre passé. Je ne possède pas suffisamment de certitudes, mais j'ai suffisamment vécu pour savoir que construire, s'associer et aimer est toujours infiniment meilleur que détruire, affaiblir et hair*».

Moi aussi, je n'ai pas suffisamment de certitudes, mais j'ai également suffisamment vécu pour savoir qu'on ne pourra construire un monde d'égalité et de liberté qu'avec celles et ceux qui ne veulent ni exploiter ni dominer.

Octavio ALBEROLA.

Solidaridad Obrera (Confederación Anarcosindicalista)
Solidarité Ouvrière (Confédération Anarchosyndicaliste)
17 septembre 2017

Por el derecho a decidir y contra la represión
Pour le «droit de décider» et contre la répression

El próximo 1 de Octubre, la mayoría del Parlament de Catalunya ha anunciado la convocatoria de un referéndum de autodeterminación. El Gobierno Central ha anunciado que lo impedirá por todos los medios, y han llegado a amenazar afirmando que *"por tierra, mar y aire, las Fuerzas Armadas y la Guardia Civil se encuentran donde haya que proteger la integridad y la soberanía de nuestro país"*. En definitiva, utilizar la fuerza y la retórica represiva para impedir un acto democrático.

Desde SOLIDARIDAD OBRERA tenemos claro que no podemos permanecer indiferentes ante la amenaza de impedir al Pueblo Catalán su legítimo derecho a decidir su futuro, a través de un acto democrático y pacífico como es votar. Porque esto ya no va de banderas, sino de libertad y de derechos democráticos. Si estamos a favor de la libertad de las personas y de la emancipación de la clase obrera, ¿cómo no vamos a querer lo mismo para los pueblos, ya sean el kurdo, el palestino o el catalán?

Nuestro apoyo al derecho de autodeterminación es firme y sin fisuras: LOS PUEBLOS TIENEN DERECHO A DECIDIR QUÉ SON Y CÓMO QUIEREN ORGANIZARSE.

Llamamos a todas las organizaciones, sindicales y sociales, así como a todos los trabajadores/as, a defender, en nombre de los derechos democráticos y de la unidad de la Clase Obrera, el DERECHO DE CATALUNYA, O DE CUALQUIER PUEBLO, A DECIDIR. Porque este reconocimiento y este apoyo, también son internacionalismo.

Quienes niegan el derecho de autodeterminación de los pueblos son los herederos de los que crearon y mantuvieron el régimen represivo y opresor anterior al 78, son los mismos que reformaron en apenas una semana el artículo 135 de la *"intocable"* Constitución, con el objeto de atacar todo tipo de derechos sociales bajo las órdenes de la UE.

Esta es una oportunidad que se presenta a la clase trabajadora del estado español en su conjunto, por varios motivos. El primero, y más evidente, es el

Ce 1er octobre 2017, la majorité du parlement catalan a décidé d'appeler la population à un référendum d'autodétermination. Le gouvernement central a annoncé qu'il l'interdirait par tous moyens, allant jusqu'à menacer que *«la force armée et la guardia civil se trouveraient partout où l'intégrité et la souveraineté de notre pays devraient être protégées»*. Pour résumer, utilisation de la force et du discours pour interdire un acte démocratique.

Nous, Solidaridad Obrera, ne pouvons clairement pas rester indifférents face aux menaces d'interdire au peuple catalan le droit légitime de décider de son propre futur par l'acte démocratique et pacifique de votation. Il ne s'agit pas de drapeaux, mais de liberté et de droits démocratiques. Nous sommes pour la liberté des individus et l'émancipation de la classe ouvrière, comme nous le sommes, de même, pour les peuples kurde, palestinien ou catalan.

Notre soutien au droit à l'autodétermination est ferme et sans faille: les peuples ont le droit de décider d'eux-mêmes et de leur propre organisation.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et sociales, ainsi que les travailleurs et travailleuses, à défendre le droit de la catalogne comme de tout autre peuple, au nom des droits démocratiques et de l'unité de la classe ouvrière. Parce que cette reconnaissance et ce soutien, c'est aussi ça l'internationalisme.

Ceux qui nie le droit à l'autodétermination des peuples, sont les héritiers des oppresseurs qui ont créé et maintenu le régime répressif d'avant 1978, ce sont les mêmes qui, pour en finir avec tous types de droit social défendu par l'UE, ont amendé en tout juste une semaine, l'article 135 de «l'intouchable» Constitution espagnole.

Pour différentes raisons, c'est une véritable opportunité qui se présente à la classe des travailleurs espagnols dans son ensemble. Tout d'abord, le plus évident: c'est le fait que l'idée de désobéissance puisse intégrer l'imaginaire collectif. Il sera nécessaire de faire pression pour que cette révolte dé-

hecho de que la idea de desobediencia puede calar profundamente en el imaginario colectivo. Será necesario presionar para que esa rebeldía traspase los rígidos límites del nuevo Estado y sus instituciones. QUEREMOS DECIDIRLO TODO!. En segundo lugar, la lucha por el derecho a decidir representa una de las fisuras más importantes que se han abierto en el monolítico muro del régimen del 78. Apoyando al pueblo catalán, la clase obrera del resto del territorio podría conseguir desmoronar por fin este Estado, que no es otra cosa que el resultado de la continuidad tardo franquista. Todo dependerá de la movilización e implicación de la clase obrera en este período, pero resulta ya evidente que las sinergias que se están produciendo alrededor de este movimiento popular están removiendo los cimientos de lo establecido. Y seguirá siendo un movimiento popular en la medida en que la clase obrera no se inhiba de defender los derechos democráticos que están en juego, para que la correlación de fuerzas sea lo más favorable posible.

Condenamos y rechazamos tajantemente las amenazas y actuaciones represivas que están tomando desde el Gobierno y otras instituciones contra este proceso, que forma parte de la política represiva del Gobierno y del Estado mismo. SOLIDARIDAD OBRERA hace un llamamiento a REPUDIAR Y MOVILIZARSE CONTRA TODA MEDIDA REPRESIVA contra la Clase Obrera y el pueblo de Catalunya.

Queremos mostrar y agradecer toda la solidaridad de la Clase Obrera del resto del Estado con la Clase Obrera catalana y viceversa. Reiteramos la necesidad de la UNIDAD de los trabajadores/as para seguir luchando contra la explotación, la injusticia social y la desigualdad, por la emancipación, la autogestión y la libertad de la clase obrera, porque sólo mediante la movilización y la independencia de nuestra clase podremos conseguir nuestras legítimas aspiraciones. Ni el Estado actual, ni los Estados resultantes son nuestra meta. Nuestra finalidad es, ahora y siempre, la extinción de los Estados y la superación de la sociedad de clases. Pero debilitar las instituciones gubernamentales e irrumpir en escena para tomar nuestras propias decisiones es un buen comienzo.

Desde SOLIDARIDAD OBRERA tenemos más claro que nunca que ahora SÍ toca decir bien alto aquello de *"Si votar sirviera para algo, estaría prohibido"*. A lo que nosotros añadimos *"Si prohíben votar el 1-O, es que sirve para algo"*

Barcelona, 17 de Septiembre de 2017.

passe les limites rigides du nouvel État et ses institutions. C'EST À NOUS TOUS DE LE DÉCIDER! En second lieu, la lutte pour le droit de décider (à l'autodétermination) représente une des failles les plus importantes qui se sont créées dans le mur monolithique du régime installé en 1978. En soutenant le peuple catalan, la classe ouvrière du reste du territoire pourrait, au final, obtenir l'effondrement de cet État qui n'est rien d'autre que la continuité de l'époque franquiste. Tout dépendrait de la motivation et de l'implication de la classe ouvrière au cours de cette période; mais à l'évidence, les synergies qui se sont construites autour de ce mouvement populaire ont commencé d'abattre les fondations de l'édifice. Il devrait s'ensuivre un mouvement populaire si la classe ouvrière, dans cette période plus que favorable à la conjonction des forces, s'empare de la défense des droits démocratiques qui sont en jeu.

Nous condamnons et rejetons catégoriquement ces menaces et actions répressives , prises par le gouvernement et les autres institutions contre le processus en cours, et faisant partie de la politique répressive de ce gouvernement et de l'État lui-même. Solidaridad Obrera appelle à rejeter et se mobiliser contre toute mesure répressive à l'encontre de la classe ouvrière et du peuple de catalogne.

Nous tenons à remercier la classe ouvrière du reste de l'État en mettant en avant sa solidarité avec la classe ouvrière catalane, et vice-versa. Nous réitérons la nécessité de l'unité des travailleurs et travailleuses de poursuivre la lutte contre l'exploitation, l'injustice sociale et l'inégalité, la lutte pour l'émancipation, l'autogestion et la liberté de la classe ouvrière, comme seul moyen permettant la mobilisation et l'indépendance nécessaires à notre classe pour atteindre ses aspirations légitimes. Ni l'État actuel, ni ceux qui apparaîtraient ne constituent notre objectif. La finalité qui est la notre, aujourd'hui comme toujours, c'est l'abolition des États et la suppression de la société de classes. Par contre, les événements d'aujourd'hui constituent un bon début. L'affaiblissement des institutions gouvernementales et l'irruption de la volonté de décider par soi-même auxquelles nous assistons aujourd'hui, constituent un bon début.

C'est pourquoi Solidaridad Obrera, plus clairement que jamais, considère que le Oui (à l'indépendance) revient aujourd'hui à dire bien plus que: *«si ça servait à quelque chose, le vote serait interdit»*, et signifie *«s'il est interdit de voter,c'est que ça sert à quelque chose»*.

Barcelone, 17-09-2017.

Perplexité intempestive sur l'actualité du moment

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 26 sept. 2017.

Alors que la Catalogne est en proie à des changements aussi impressionnants que ceux qui sont survenus depuis les manifestations *multitudinaires* **(*)** du 15 mai 2001, il est difficile de ne pas éprouver une certaine perplexité.

Qu'est-il arrivé pour que des secteurs parmi les plus combatifs de la société catalane soient passés du *"rodear el Parlament"* (*"encercler le Parlement catalan"*) durant l'été 2011 à la défense des institutions de la Catalogne en septembre 2017?

Qu'est-il arrivé pour que ces secteurs soient passés de faire face devant les *mossos d'escuadra* [policiers catalans] sur la place de Catalunya, en leur reprochant leurs sauvageries, comme celles qu'ils ont infligées à Esther Quintana ou à Andrés Benítez, à applaudir maintenant la présence de ces policiers dans les rues en craignant qu'ils ne soient dessaisis d'une pleine autonomie policière?

Qu'est-il arrivé pour qu'une partie de ces secteurs soient passés de la dénonciation du *Govern* [gouvernement catalan] à cause de ses mesures politiques anti-sociales au vote récent de son budget?

Et également, qu'est-il arrivé pour que certains secteurs de l'anarcho-syndicalisme soient passés de l'affirmation qu'on n'obtiendra jamais de libertés en votant à la défense actuelle de cette possibilité pour les citoyens?

On pourrait rallonger énormément la liste des questions et on pourrait présenter de multiples réponses à celles qui ont été formulées ici. En effet, on peut évoquer des facteurs comme l'épuisement du cycle de 1978 (vote de la constitution espagnole), la crise économique et ses coupes sombres et la précarisation, l'installation de la droite dans le gouvernement espagnol et ses politiques autoritaires, la corruption scandaleuse du parti majoritaire, etc...

Cependant, il me semble qu'il serait naïf d'exclure de ces réponses celle qui tient compte, également, de la poussée extraordinaire du sentiment nationaliste. Une poussée que les facteurs auxquels je viens de faire allusion ont contribué à renforcer, mais qui a reçu également des doses très importantes de combustible de la part des structures mêmes du gouvernement catalan et de son contrôle des télévisions publique catalanes. Ces années de persistante excitation de la fibre nationaliste ne pouvaient ne pas avoir d'effets importants sur les subjectivités, d'autant plus que les stratégies afin d'élargir la base de l'indépendantisme nationaliste catalan ont été, et continuent de l'être, d'une extraordinaire intelligence. La puissance d'un récit construit à partir du droit à décider, avec l'image des urnes, et à exiger la liberté de voter, était extraordinaire et réussissait à dissimuler parfaitement le fait que c'était tout l'appareil d'un gouvernement qui se mettait en branle pour promouvoir ce récit.

L'*estelada* (rouge ou bleue) est aujourd'hui sans le moindre doute le symbole chargé d'émotivité sous lequel les masses se mobilisent. Et c'est précisément cet aspect que ne devraient pas sous-estimer ceux qui, sans être nationalistes, voient dans les mobilisations pour le référendum une occasion que les libertaires ne devraient pas laisser passer afin de tenter d'ouvrir des espaces chargés de potentialités, sinon révolutionnaires, du moins porteuses d'une forte agitation sociale.

Et ils se lancent donc dans la bataille qui oppose les gouvernements de l'Espagne et de la Catalogne.

Ces libertaires ne devraient pas sous-estimer cet aspect car lorsqu'un mouvement de lutte inclut une importante composante nationaliste, et c'est, indubitablement, le cas dans le conflit actuel, les possibilités d'un changement de caractère émancipateur sont strictement nulles.

J'aimerais partager l'optimisme des camarades qui veulent essayer d'ouvrier des brèches dans la situation actuelle pour permettre des issues émancipatrices, cependant je ne peux fermer les yeux devant l'évidence que les insurrections populaires, et les mouvements pour les droits sociaux ne sont jamais transversaux, ils se heurtent toujours aux classes dominantes qui se regroupent d'un côté des barricades. Alors que dans les processus d'autodétermination, et le mouvement actuel est clairement de cette sorte, une forte composante interclassiste intervient toujours.

(*) Ce texte nous est parvenu directement en français depuis la Catalogne; traduire *multitudinaires* (un hispanisme?) par *massives*; le 15 mai 2001 eurent lieu les manifestations du *Movimiento 15-M* ou *Mouvement des indignés. (Ndr).*

Ces processus entraînent une fraternisation entre exploités et exploiteurs en quête d'un objectif qui n'est jamais celui de dépasser les inégalités sociales. Le résultat, corroboré par l'histoire, est que les processus d'autodétermination des nations finissent toujours par reproduire la société de classes, en soumettant à nouveau les classes populaires après qu'elles aient été la principale chair à canon dans ces combats.

Cela ne signifie pas qu'on ne doit pas lutter contre les nationalismes dominants et tenter de les détruire, mais il faut le faire en dénonçant constamment les nationalismes ascendants, au lieu de confluer avec eux sous le prétexte que cette lutte commune peut offrir des possibilités de débordements de leurs positions et d'écarter ceux qui ne recherchent que la création d'un nouvel État national soumis à leur contrôle.

Personne ne peut avoir de doutes sur le fait que ces compagnons de voyage seront les premiers à nous réprimer dès qu'ils n'auront plus besoin de nous, et nous devrions avoir tiré des leçons des cas où nous leurs avons tiré les marrons du feu.

Lettre à Tomás IBÁÑEZ sur «Perplexité intempestive»

Miquel AMORÓS,
Alicante,
27 sept. 2017.

Camarade Tomás,

Ta *"perplexité intempestive"* est le meilleur exposé que j'ai lu qui part du bon sens et du *seny* [l'équilibre, en catalan] révolutionnaire qui devrait se trouver non seulement chez les libertaires, mais chez tous ceux qui veulent abolir cette société au lieu de la gérer. Cependant, je ne suis pas surpris si des tas de gens se disant anarchistes se sont engagés dans le mouvement nationaliste et proclament fortement leur droit à décider du matériel des chaînes qui vont les assujettir. Pauvre Ricardo Mella et sa [brochure sur] *La ley del número* [La loi du nombre dans les élections]! Ils étaient également assez nombreux tous ceux qui un jour sont montés dans le train de *Podemos* ou de celui des plateformes politiques, en troquant les loques de la lutte de classe par les habits neufs de la citoyenneté. C'est propre à l'anarchisme des hypocrites que de choisir à chaque tournant historique de faire le jeu du pouvoir en place. La guerre civile espagnole en est l'exemple le plus évident. La confusion, l'attrait irrésistible du fatras, le rejet des classes sociales, la tactique du moindre mal, l'ennemi de mon ennemi, peu importe. Le résultat final le voici: une masse d'abrutis esclaves du fatras, le rejet des classes sociales, de toute cause impliquant autrui et un tas d'égos de malades dans le genre de Colau [Mairesse de Barcelone] ou d'Églises prêtes à payer pour se vendre.

Finalement *«De noires tourments agitent les vents et de noires nuages nous empêchent de voir»* [Hymne de la FAI]. Essayons de les dissiper.

La question qui devrait être posée n'est pas pourquoi un secteur local de la classe dominante décide de résoudre ses différends avec l'État par la voie de la mobilisation des rues, mais pourquoi une partie considérable de gens ayant des intérêts opposés, principalement des jeunes, deviennent un élément d'une scénographie et la force de choc de la caste qui a fait de la Catalogne son patrimoine personnel, une Catalogne aussi classiste, catholique, corrompue et autoritaire que toutes les autres. Le jeu du patriotisme catalan n'est pas difficile à découvrir et ceux qui l'élaborent et en profitent n'ont jamais prétendu le cacher. Le *«Processus»* a été une opération de classe risquée.

La consolidation d'une caste locale associée au

développement économique exigeait un saut qualitatif sur le plan de l'autonomie régionale que la stratégie de «*peix al cove*» («*bird flying...*») ne pouvait obtenir. Le refus de la ploutocratie centrale de «*dialoguer*», c'est-à-dire de transférer des compétences, principalement financières, bloquait l'ascension de cette caste et diminuait dangereusement son influence et sa capacité politique face aux entrepreneurs, aux industriels et aux banquiers prêts à se laisser conduire par des souverainistes afin de tripler leurs avantages. La décision prise par les chefs de provoquer une «*collision de trains*» était une rupture radicale de la politique des pactes du catalanisme politique. Même si ce n'était pour de bon, c'est-à-dire qu'ils n'ont jamais eu comme objectif la déclaration unilatérale d'indépendance, il fallait un appareil de mobilisation bien huilé pour inoculer une mystique patriotique qui ferait bouillir de façon contrôlée le bouillon identitaire. La démagogie de l'indépendance, armée par le marketing de l'identité, a su se prolonger par un citoyennisme démocratique qui lui a permis de faire sortir dans la rue des masses trop domestiquées pour le faire elle-même. Avec une grande habileté, il a touché la fibre obscure des émotions réprimées et des sentiments grégaires qui sont tapis chez les serviteurs de la consommation, c'est-à-dire qu'il a su supprimer à son profit le poids de l'aliénation.

L'objectif, à mon avis, a été un succès, et la caste dirigeante de l'État est beaucoup plus disposé à modifier la constitution du post-franquisme pour mieux s'adapter à la caste catalaniste, même s'il lui faudra sacrifier certaines figures en cours de route, peut-être au même Puigdemont. Les représentants puissants du grand capital (par exemple, Felipe González) semblent l'indiquer.

Le nationalisme est géré par des escrocs, mais en soi, ce n'est pas une arnaque. C'est le reflet sentimental d'une situation frustrante pour la majorité des subjectivités pulvérisées. Le nationalisme n'agit pas rationnellement, car ce n'est pas le résultat de la raison; c'est plus une psychose qu'un frémissement de libération. L'explication de l'éclosion émotionnelle patriotique dans la société catalane devra être recherchée dans la psychologie de masse et pour cela, Reich, Canetti ou même Nietzsche nous serons plus utiles que des théoriciens comme Marx, Reclus ou Pannekoek. La conviction et l'enthousiasme de la multitude ne proviennent pas d'un raisonnement logique et froid ou d'analyses socio-historiques rigoureuses. Elle est plutôt liée aux décharges émotionnelles sans risque, la sensation de posséder un pouvoir produite par des accumulations, du fétichisme du drapeau ou d'autres symboles, de la «*catalanité*» virtuelle des réseaux sociaux, etc... Ce sont les caractéristiques d'une masse déracinée, atomisée et déclassée, et donc, sans valeurs, sans objectifs et sans idéaux propres, prédisposée à tomber dans les mirages mystiques à la mode. La vie quotidienne colonisée par le pouvoir de la marchandise et l'État est une vie pleine de conflits latents et intériorisés, dotés d'un excès d'énergie qui les fait émerger sous forme de névroses individuelles ou collectives. Le nationalisme, quel qu'il soit, offre un excellent mécanisme de canalisation de ces impulsions qui, si elles devenaient conscientes chez les gens, seraient un formidable facteur de révolte.

Le nationalisme divise la société en deux côtés paranoïaques opposés artificiellement par leurs obsessions. Les intérêts matériels, moraux, culturels, etc..., ne comptent pas. Ils n'ont rien à voir avec la justice, la liberté, l'égalité et l'émancipation universelle. Le peuple catalan est quelque chose d'aussi abstrait que le peuple espagnol, une entité qui sert d'alibi à une souveraineté de castes avec sa police particulièrement répressive. Un peuple est défini uniquement par son opposition à tout pouvoir qui n'émane pas de lui ou qui s'en sépare. Par conséquent, un peuple avec un État n'est pas un peuple. Tu conviendras avec moi [Tomás] que l'histoire est faite par les gens ordinaires par le biais des assemblées et des organismes issues d'elles, mais dans l'état actuel des choses, l'histoire appartient à qui la manipule le mieux. Ce que ces personnes font est fournir le cadre populaire d'une mauvaise pièce de théâtre qui permet une répartition prosaïque du pouvoir. N'importe qui peut faire ses calculs et naviguer en fonction de cela dans ou hors des eaux nationalistes d'une turbulence plutôt calme, mais il ne devra jamais perdre de vue le fond du problème.

Fraternellement.

Perplexités n°2 et quelques certitudes à la veille du 1er octobre

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 29 sept. 2017.

Ce n'est plus le moment de disserter sur les facteurs qui ont conduit à la situation présente, qu'il suffise de rappeler que figurent parmi eux l'irritation tout à fait justifiée d'une bonne part de la population catalane contre le gouvernement du *Parti populaire*, une série de griefs qui indignent cette population, mais aussi la constante et prolongée excitation de la fibre nationale moyennant le strict contrôle des télévisions et radios publiques catalanes par le gouvernement catalan, à quoi il faut ajouter la ferme volonté d'accéder à de plus grandes portions de pouvoir qui caractérise des élites politiques et économiques fascinées par la perspective de devenir un État.

Ce qu'exige le moment actuel, à partir d'une perspective libertaire, c'est plutôt une réflexion sur les stratégies et les positions que développe une partie du secteur anarchiste et du mouvement libertaire bien plus ample dans lequel il se trouve inséré. Je dois avouer que cette réflexion accroît ma perplexité en même temps qu'elle m'incite à réaffirmer quelques certitudes ancrées dans la mémoire libertaire des luttes.

La perplexité devient inévitable lorsque l'on contemple le lent cheminement qui part d'une franche sympathie, et même d'une implication, dans le multi-référendum qui revendiquait «*le droit à décider sur tout*» (et qui fut réprimé par la police catalane en mai 2014) et qui débouche sur l'appui à un uni-référendum qui ne contemple que le droit à décider sur la question nationale.

La perplexité devient inévitable lorsque l'on contemple l'imperceptible glissement qui mène de l'appel à la mobilisation populaire, chose que l'on ne peut qu'appuyer, à en appeler à aller aux urnes et à participer au référendum. Perplexité car quel est l'objectif? Que se produise une grande mobilisation contre le gouvernement et son appareil répressif, ou bien que les urnes soient pleines? La force de la mobilisation se comptera en nombre de bulletins dans les urnes ou bien en termes du nombre de personnes dans la rue et de leur détermination à lutter?

Il est vrai que le nerf de la contestation populaire prend actuellement la forme de la défense des urnes (le «*droit de voter*» dans ce référendum et l'exercice factuel de ce droit en allant «*voter*»). Cependant, est-il nécessaire depuis une position anarchiste d'appeler au vote, et même de s'intégrer dans les *Comités de défense du référendum* afin de connecter avec la protestation populaire et tenter de la radicaliser? Ne peut-on faire face à la répression, avec la population, sans légitimer pour autant un référendum qui oppose deux gouvernements soutenus l'un et l'autre par une partie de la population? Faut- il crier «*Votarem*» (nous voterons) au lieu de «*nous résisterons*» ou même «*nous vaincrons*» pour pouvoir participer légitimement à la mobilisation?

Le choix ne se pose pas en termes de «*ne rien faire*» ou bien «*défendre les urnes*». L'alternative ne se situe pas en termes du faux dilemme «*prendre parti*» pour ceux qui défendent le référendum ou demeurer en marge de la lutte. Il est clair que lutter contre le capitalisme et l'État, même dans les circonstances actuelles, est tout à fait compatible avec le refus de grossir les rangs de ceux qui se situent sous un drapeau national et qui répondent à l'appel d'un gouvernement, de ses parlementaires et de sa police.

«*La légalité tue*» nous rappelle Santiago López Petit dans un intéressant article («*Prendre partit en una situació estranya*» - «*Prendre parti dans une situation étrange*»), tout à fait d'accord, mais c'est aussi ce que fait la légalité dont se réclame «*l'acteur nécessaire*» et principal créateur du référendum, c'est-à-dire le gouvernement catalan. Défier et faire sauter dans les airs la légalité espagnole est une chose de grande valeur (si cela advient finalement, au-delà des fissures qui se sont déjà produites), mais cela perd de sa valeur si c'est grâce à la couverture offerte par une autre légalité instituée, et même si l'on parie de la faire sauter elle aussi dans les airs après l'avoir acceptée et confortée dans le moment présent. Ne serait-il pas plus cohérent de ne pas contribuer à la renforcer dans l'immédiat et de commencer à la miner dès à présent en désobéissant à son exhortation à se rendre aux urnes?

Il est bien entendu impossible de prévoir le dénouement du coup de force dans lequel s'est enga-

gé le gouvernement catalan. Que peut-il se passer dimanche 1er octobre et les jours suivants? Nul ne peut le savoir. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement du *Parti populaire* est déjà notablement affaibli aussi bien au niveau international qu'en Catalogne et aussi dans certains secteurs de l'opinion publique espagnole qui sont, heureusement, sensibles aux mesures répressives. Ce qui semble également clair c'est que, pour tendue que soit la situation le dimanche soir et le lundi 2 octobre, avec l'éventualité que les députés indépendantistes s'enferment dans le Parlement et l'occupation d'espaces publics dans le style de la place Maidán (en moins sanglant!), il s'ouvrira un espace pour calmer le jeu, baisser la tension, «*rétablir l'ordre*» et permettre le début d'une négociation entre les deux gouvernements à partir des positions de force que l'un et l'autre auront atteintes.

Une négociation pour satisfaire les revendications des syndicats qui ont convoqué à une grève générale pour le 3 octobre? Les conditions pour une telle chose ne sont pas réunies, car le scénario principal n'est pas celui d'une lutte dans le monde du travail ni dans le cadre de la lutte de classe. Sauf si des morts se produisent dimanche et que la grève générale se généralise en réponse à cela, l'entrée de la CGT et de la CNT dans la bataille du référendum n'aura servi que la cause indépendantiste, pas du tout celle des travailleurs.

J'espère me tromper. Mais là ou je crois ne pas le faire c'est en pronostiquant que le nationalisme espagnol se renforcera à partir des événements actuels, ce qui non seulement pourrait donner des ailes à l'extrême droite, mais pourrait aussi assurer une importante victoire du *Parti populaire* s'il convoque des élections générales à court terme. Je ne sais pas si la certitude que le nationalisme catalan se verra également renforcé peut être d'une quelconque consolation pour les libertaires, mais…

Avec le plus grand respect pour les camarades qui ont une autre analyse tout aussi légitime que celle que je développe ici, il me semble que si, finalement, ce pronostic s'avère juste, l'erreur due à la perspective à court terme privilégiée par le secteur de l'anarchisme auquel je me référais plus haut sera évidente.

El Estado actúa en Catalunya como una Dictadura

Secretariado Permanente del Comité Confederal de la CGT

L'État agit en Catalogne comme une dictature

Secrétariat permanent du Comité Confederal de la CGT

La presencia de las «*fuerzas de seguridad del estado*» en Catalunya por el único hecho de querer ejercer su derecho a votar demuestra, con claridad, la actitud dictatorial de este mal-gobierno.

Las agresiones totalmente desproporcionadas que esas policías han efectuado contra la población demuestra con claridad su eterno papel represor al servicio de cualquier estado y pone gravemente en peligro la convivencia, la seguridad de las personas y las libertades básicas de todos y todas.

La Confederación General del Trabajo manifiesta su absoluto rechazo a estas actuaciones y expresa su apoyo y solidaridad con el pueblo de Catalunya.

Nada justifica agredir a una población pacífica que se defiende con urnas y papeletas, independientemente de la posición que se tenga sobre el derecho a decidir o sobre la independencia de Catalunya.

La CGT defenderá en Catalunya y en cualquier parte los derechos y las libertades de todos y todas, con los medios que tenga.

La présence des «*forces de sécurité de l'État*» en Catalogne au seul motif que la population catalane veuille exercer son droit de voter, montre clairement la dérive dictatoriale de ce gouvernement de malheur.

Les agressions totalement disproportionnées que ces policiers ont commises contre la population montre clairement son rôle répressif éternel au service de n'importe quel État et met gravement en danger la cohabitation et la sécurité des personnes et les libertés fondamentales.

La Confédération Générale du Travail manifeste son rejet absolu de ce type d'interventions et exprime son soutien et sa solidarité avec la population de la Catalogne.

Rien ne justifie l'agression d'une population pacifique qui se défend par les urnes et le bulletin de vote, indépendamment des positions des uns et des autres sur le «*droit de décider*» ou sur l'indépendance de la Catalogne. La CGT défendra en Catalogne et ailleurs les droits et libertés fondamentales, avec les moyens dont elle dispose.

Quelques certitudes

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 3 oct. 2017.

La brutale agression policière perpétrée le 1er octobre contre une partie de la population catalane nous a rappelé, au cas où cela serait nécessaire, que l'usage de la force fait partie de la définition même de l'État. L'intervention de l'État espagnol l'a manifesté clairement en montrant au grand jour ce que tous les États cachent derrière leur visage aimable et protecteur. Jamais la répression ne doit demeurer sans riposte, et il est bien clair que les anarchistes doivent toujours la dénoncer et la combattre.

Cependant, parce que l'usage de la force est «une prérogative légale» de tous les États nous ne devrions pas nous montrer ingénus face aux stratégies élaborées par l'indépendantisme catalan pour forger un nouvel État, qui aura nécessairement les mêmes prérogatives. Il est clair que le bras de fer engagé entre le gouvernement espagnol et le gouvernement catalan est tout à fait inégal, les dispositifs de pouvoir se concentrent essentiellement entre les mains du gouvernement central et c'est pourquoi il est vital que le gouvernement catalan puisse lui opposer la seule arme capable de lui offrir un certain avantage: le volume de l'appui populaire à ses objectifs.

Lutter contre la répression est une chose, donner de l'oxygène aux stratégies du gouvernement catalan et se laisser utiliser pour aider à ses objectifs en allant grossir les rangs de ceux qui lui servent de bouclier populaire face au gouvernement espagnol, en est une autre.

En ce sens, la grève générale convoquée en Catalogne par la CGT et d'autres syndicats juste deux jours après le référendum d'autodétermination, c'est-à-dire, pour aujourd'hui 3 octobre, ne peut se séparer, en aucun cas, du scénario dessiné par la célébration d'un référendum destiné à ouvrir le chemin à la création d'un nouvel État sous la forme d'une République catalane. Dans la mesure où l'on ne saurait ignorer les contextes pour saisir le sens des actes et pour les évaluer, cette convocation de grève ne pouvait que me causer une certaine perplexité.

Que l'on puisse préférer un État catalan sous forme de république à un État espagnol sous forme de monarchie me semble compréhensible et je comprends que l'on puisse lutter pour cet objectif, aussi bien s'il s'agit d'un anarchiste (personne n'est «exclusivement» anarchiste mais bien d'autres choses aussi) que s'il s'agit d'un nationaliste convaincu. Ce qui me semble moins compréhensible, c'est que des organisations libertaires se laissent entraîner dans cette lutte, ou bien que l'on essaie de justifier la participation à cette lutte en recourant à l'argumentaire anarchiste. L'implication dans la lutte pour un nouvel État catalan n'a rien à voir avec l'anarchisme mais relève d'autres considérations.

Le contexte plus spécifique dans lequel s'insère la grève du 3 octobre, après la convocation hier à «un arrêt national» par d'autres organisations, fait croître la perplexité que j'évoquais plus haut. J'étais habitué à ce que le patronat et les autorités agissent contre les grèves, en y faisant obstacle et en essayant de rabaisser les chiffres de participation.

Cette fois-ci c'est tout le contraire. Une partie du patronat appuie la paralysie du pays et le gouvernement catalan concède une journée libre au personnel des administrations en maintenant leur paye. C'est comme si un lockout avait été décrété mais avec salaire inclus. Il est vrai qu'une certaine ambiguïté est entretenue à propos de la nature de l'action lancée pour paralyser le pays. La «Table pour la démocratie» constituée, entre autres, par les syndicats majoritaires, ainsi que par les principales organisations indépendantistes, et par des organisations patronales, ne parle pas d'une «grève générale» mais d'un «arrêt du pays» ou d'un «arrêt civique».

J'écris ce texte alors que la journée du 3 octobre est encore en cours, mais il est déjà évident que cet «arrêt national» obtiendra un succès sans précédent et ternira, sans l'annuler complètement, la portée de la «grève générale» convoquée par les syndicats anarcho-syndicalistes avec d'autres collectifs.

J'avais exprimé publiquement mon désaccord quant à l'opportunité d'appeler à la grève générale de la part des organisations anarcho-syndicalistes deux jours après le référendum, ce désaccord était le même que celui qui me faisait réagir contre la participation, ou la collaboration, au référendum impulsé par les nationalistes. Je réaffirme ce désaccord sans aucune réserve, et ma décision de ne pas participer aux mobilisations du 3 octobre était prise.

Cependant, j'irai aujourd'hui, de manière critique, à la manifestation de la CGT, de la CNT et

d'autres collectifs. Ce qui a fait varier ma décision c'est la «Déclaration (abusivement qualifiée d'"unitaire") du mouvement libertaire» dont je partage les termes pour l'essentiel. L'accent mis dans cette déclaration sur la dénonciation du gouvernement catalan et de ses forces répressives atténue partiellement l'aide qu'apporte l'appel à la grève générale aux stratégies gouvernementales et extra-gouvernementales pour créer un nouvel État.

Il me faut dire également que je ne suis pas d'accord avec le titre sous lequel se présente cette déclaration: «Nous avons choisi de lutter». Il est clair que l'alternative pour des anarchistes ne se joue pas entre «lutter ou ne pas lutter», tout simplement parce que abandonner la lutte est incompatible avec l'anarchisme. Le choix se pose ici en termes bien différents sur lesquels je ne vais pas insister à nouveau.

A PROPOS D'ORAGES ET DE BOUSSOLES

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 11 oct. 2017.

C'est dans les moments agités, complexes, et orageux qu'il importe de consulter nos boussoles pour ne pas nous égarer. Mais c'est aussi au cœur de l'orage que leurs indications s'avèrent le moins fiable. C'est pourquoi il est crucial de ne pas se laisser emporter par le tourbillon des événements qui se succèdent de manière endiablée et qui exigent des réactions rapides. C'est pourquoi il est nécessaire de lever les yeux, ne serait ce qu'un instant, par dessus le contexte immédiat, prendre une certaine distance par rapport à l'orage, et tenter d'entrevoir l'horizon vers lequel nous poussent les actes que la situation semble nous imposer.

Malgré la sympathie, l'affection et la compréhension que j'éprouve envers bon nombre des libertaires qui s'impliquent dans les mobilisations qui secouent la Catalogne, je ne peut m'empêcher de considérer qu'ils sont entrain de favoriser, de manière totalement involontaire, le processus conçu par le Gouvernement Catalan et par les formations nationalistes pour créer *"un nouvel État"*.

Il est clair que tel n'est pas leur objectif, bien au contraire, et que ce n'est pas cela qui les conduit à exposer leur corps dans une paradoxale *"défense des urnes"*, ou à convoquer une grève générale en contiguïté temporelle avec le référendum pour la création d'un nouvel État.

Leurs objectifs s'étendent depuis celui consistant à *"détruire l'État Espagnol"* (souhaitons qu'il soit atteint), jusqu'à celui d'avancer vers une situation ou il soit possible de *"décider de tout"* et pas seulement de la forme politique du territoire, en passant par la volonté de radicaliser l'agitation actuelle en encourageant la créativité et les pincées d'auto-organisation qui pointent dans la population. Certains caressent même le rêve d'une (improbable) insurrection populaire ouvrant la voie à une véritable "autonomie" au sens fort du terme qui va bien au delà du concept d'autodétermination des peuples.

Ces objectifs, ainsi que l'incontournable engagement à lutter contre la répression exercée par l'État sur ceux qui défient ses lois, m'inspirent le plus haut respect. Ceci dit, il n'en demeure pas moins que les actions de ces camarades apportent leur petit grain de sable au développement du projet indépendantiste, ou plutôt nationaliste, comme il est plus exact de le dénommer car il ne poursuit pas *"l'indépendance"* d'autre chose que celle d'une "nation"... exclusivement.

Si cette contribution au développement du projet nationaliste me préoccupe ce n'est pas parce qu'il conduit à l'éventuelle création d'un nouvel État, car en fin de compte il nous faudrait poursuivre nos luttes en son sein comme nous le faisons dans l'État où nous nous trouvons, sans qu'un changement du cadre étatique entraine une différence qualitative digne de mention. Vivre dans un nouvel État nous importe peu, par contre, la principale conséquence négative qui découlera de notre participation dans le conflit actuel c'est que ce sera nous, et les travailleurs impliqués, qui paieront les *"plats cassés"* de l'affrontement entre l'État institué et l'État naissant, comme cela va être le cas, par exemple, pour la vingtaine d'anarchistes grecs arrêtés suite à l'occupation de l'ambassade espagnole en solidarité avec *"la Catalogne"* (sic).

Ce qui me préoccupe, et c'est précisément ici que prend sens mon appel à *"lever les yeux"*, c'est que la contribution aux affrontements actuels est entrain de donner des ailes à *"l'essor des nationalismes"*, comme cela se produit à chaque fois qu'il y a un choc entre nationalismes, et cela augure un affrontement entre travailleurs aussi bien en Catalogne, qu'entre des travailleurs d'ici avec ceux d'autres parties du territoire. Sans parler, par ail-

leurs, du correspondant *"essor de l'extrême droite"* que l'on constate déjà en divers points d'Espagne. Bien entendu, il ne s'agit pas de renoncer à lutter sous prétexte que cela peut susciter l'essor de l'extrême droite, mais ce qu'il ne faut certainement pas faire c'est lutter dans une bataille définie en termes nationalistes car c'est cela qui garantit cet essor.

En cet instant, les interventions respectives de Puigdemont (Président du Gouvernement Catalan) qui laissa hier dans les limbes la proclamation du nouvel État, et de Rajoy (Présidant du Gouvernement Espagnol) qui a mis en marche, de façon pour l'instant voilée, la suspension de l'Autonomie Catalane, révèlent leur soucis de ne pas nuire aux intérêts des grandes corporations, des entreprises ou des entités financières, et signalent les limites qu'aucun des deux gouvernements en lice n'est disposé à transgresser. Cela se traduit par une atténuation de la tension existante, accompagnée de la mise en scène d'un spectacle fait de poses et de tromperies assorties de tirs de balles à blanc. Jusqu'à présent le seul sang qui a été versé, et il faudrait éviter qu'il continue à l'être, est celui de *"ceux d'en bas*, qui se sont laissé entrainer à participer à une partie orchestrée et arbitrée par la classe politique en fonction de ses intérêts. Il nous faut lutter, bien sûr, mais pas dans des combats où nos ennemis nous appellent à les rejoindre.

Confederación Nacional del Trabajo - Confédération Nationale du Travail - 11 octobre 2017

CNT ante la situación en Catalunya
Position de la CNT sur la situation en Catalogne

Los sucesos que están aconteciendo estos días son tan trascendentales para la clase trabajadora que CNT considera necesario emitir un comunicado exponiendo su postura. Nos parece evidente que el impase en el que se instala la cuestión soberanista catalana, después de que el presidente del Govern catalán haya suspendido la declaración de independencia, supone el inicio de una etapa turbulenta, principalmente como consecuencia del azote que supondrán las demandas de diferentes grupos de presión del régimen del 78 que pretenden que el Gobierno español aplique sin demora el tristemente famoso artículo 155.

Por supuesto que el cumplimiento de estas amenazas sería letal para los derechos y libertades de una población catalana contestataria, y sobre todo para los sectores obreros, sobre cuyas espaldas se cargarían mayoritariamente, como sucede en cualquier sociedad capitalista, las imposiciones gubernamentales. Pero aún más terrible sería que todo esto se produjera en un contexto en el que la solidaridad de trabajadoras y trabajadores de todo el Estado se encontrase fracturada. De ahí que CNT quiera alertar sobre lo pernicioso del relato de la crisis política catalana que están difundiendo mayoritariamente los medios de comunicación, desde el fanático *«a por ellos»* al boicot fascista a la *Diada valenciana*.

De acuerdo con lo que ya había recalcado, CNT

L'importance des événements auxquels nous avons pu assister ces derniers temps est telle pour la classe ouvrière, que la CNT se devait de communiquer pour préciser sa position à ce sujet. Il nous apparaît évident qu'une période de troubles s'est installée, liée à l'impasse dans laquelle s'est installée la question de la souveraineté de la catalogne, impasse ayant entraîné le report de la déclaration d'indépendance par le président du gouvernement catalan, conséquence directe des pressions effectuées par les différents groupes liés au système gouvernemental installé depuis 1978, et qui exigent l'application sans délai du tristement célèbre article 155.

De toute évidence, les droits et libertés d'une population catalane contestataire seront anéantis, si ces menaces sont mises à exécution, mais ce sont, par dessus tout, les secteurs ouvriers - cibles traditionnelles des mesures coercitives, comme dans n'importe quelle société capitaliste - *«qui se respecte!»* **(*)** -, qui en seront les principales victimes. Il faut s'attendre peut-être à pire encore: la mise en place de ces mesures dans un contexte qui met à mal la solidarité des travailleuses et travailleurs de toute l'Espagne. Face à cette perspective, la CNT se doit de mettre en garde contre les dérapages d'une couverture médiatique de la crise politique catalane, de ce slogan fanatique *«On va se les faire»* **(**)** à l'appel des fascistes au boycott lors de la fête de Valencia.

(*) Ajouté par le traducteur.

(**) Slogan des supporters du Real de Madrid contre le Barça, repris à Huelvo, lors des manifestations *«espagnoles»* (cf. *Le Monde*). *Note du traducteur.*

apoya de manera inquebrantable el derecho a decidir, con la esperanza además de que se extienda al resto de territorios y de ámbitos de la vida, frente a cualquier tipo de chantaje, intimidación o cuadro apocalíptico que se oponga. Como dijo el clásico, *«no nos dan miedo las ruinas porque llevamos un mundo nuevo en nuestros corazones…»*, y las clases productivas están de nuestra parte.

Por ello, CNT se mantiene de momento expectante, vigilando que los intereses de trabajadoras y trabajadores no se vean afectados por las novedades.

En toute logique avec ce qui vient d'être souligné, et contre toute espèce de chantage, d'intimidation ou de scénario apocalyptique qui s'y opposerait, la CNT non seulement appuie catégoriquement le droit de décider, mais en outre, avec l'espoir que ce droit s'étende au restant du territoire et aux différents domaines de la vie. Pour reprendre un classique, *«nous n'avons pas peur des ruines car nous portons un monde nouveau dans nos cœurs...»*, et les classes productives sont de notre côté.

Par rapport à tout cela, la CNT demeure dans l'expectative et sera vigilante à ce que les événements ne portent atteinte aux intérêts des travailleuses et des travailleurs, ne soient pas touchés.

Au sujet de la Catalogne

SOUS LA PLAGE LES PAVÉS
Un site anarchiste de Nice et du sud-est
15 oct. 2017.

On observe depuis désormais plusieurs années que, des bases historiques de la critique révolutionnaire, plus grand chose n'est acquis. Mais qu'on en soit, en 2017, à débattre du bien fondé de l'indépendance de la Catalogne, région la plus riche d'Espagne, ou de l'auto-détermination du peuple catalan, est assez inquiétant. Nous sommes encore nombreux à être tentés de croire que les nationalismes, après les quelques ravages qu'ils ont causés au vingtième siècle, sont loin derrière nous. Mais la réalité vient trop souvent nous rappeler qu'il n'en est rien, et que, dans ses versions de gauche ou progressiste, le fléau nationaliste a encore de beaux jours devant lui. Il n'a bel et bien jamais cessé d'être une force active de premier ordre, et d'exercer un attrait sur les populations et sur bon nombre d'individus, y compris sur ceux souhaitant vivre tout autrement.

C'est ainsi que des *«révolutionnaires»* soutiennent aujourd'hui la prétendue auto-détermination du prétendu peuple catalan, et qu'ils appellent à se joindre au mouvement catalaniste sur des bases autonomes qui ne feraient pas le jeu des politiciens qui le dirigent. Comme si une telle chose était possible! Comme si, en se joignant aux foules mobilisées derrière le patriotisme et le chauvinisme, toutes enivrées de la symbolique des drapeaux, il était possible de faire entendre une voix minoritaire et discordante, porteuse du projet d'en finir avec tous les États. Comme si tout ceci n'était pas l'exact contraire, une opposition complète et définitive à l'idée d'autonomie.

Nous ne reviendrons pas sur la critique du concept de nation, qui ne peut constituer qu'un principe de base de la critique anti-autoritaire. C'est plutôt sur la question catalane que nous proposons ici quelques arguments, qui nous semblent pouvoir être utiles dans la situation actuelle.

Une histoire catalane spécifique?

Comme toute idée de nation, celle d'une nation catalane a de quoi provoquer quelques haussements de sourcils circonspects. Dans une Europe méridionale civilisée et hiérarchisée depuis plus de deux mille ans, qui a connu l'influence notoire de l'Empire Romain (voyez *«notre»* conception du droit, en Catalogne c'est à peu près kif-kif), puis de l'Église catholique ou de diverses civilisations maghrébines **(*)**, la Catalogne a émergé comme puissance importante à partir du Moyen-âge.

(*) Ces civilisations maures ou mauresques, que l'on crédite du développement de l'agriculture en Espagne (toujours cette vision du *Progrès comme moteur de l'histoire*), étaient tout de même hiérarchisées, et l'Espagne d'alors n'est pas devenue comme par miracle, en quelques années, un paradis sur terre arabo-hispano-juif. Cette fable, habituellement transmise, fait l'impasse sur la réalité sociale d'alors, celle d'une société de classe traversée de conflits, où les rivalités entre *«communautés»* étaient loin d'être inexistantes.

Le Premier État Catalan est né en 1162, avec l'unification de plusieurs comtés auparavant sous le contrôle de seigneurs locaux. Sa cour adopta alors le catalan comme langue officielle. Plus tard, la région sera intégrée au Royaume d'Espagne, en conservant certains privilèges institutionnels, les *fueros*, négociés par ses élites pour elles-mêmes, et non pour les beaux yeux des miséreux, de l'exploitation desquels elles vivaient, non sans quelque luxe tapageur du côté de Lérida, de Gérone, etc...

C'est à cela que l'on se réfère lorsque l'on parle de nation catalane. C'est dans ce passé mythique que les catalans d'aujourd'hui puisent leurs origines.

Certains *«libertaires»*, qui fantasment sur une ancienne autonomie, éludent évidemment ces sujets qui fâchent. Il n'y a en réalité jamais eu, dans l'histoire de la Catalogne, une quelconque autonomie populaire, si l'on désigne par-là le résultat, les acquis d'une opposition à ses élites, pas plus qu'il n'y en a eu en Provence ou en *«Occitanie»* voisines **(*)**.

Partout, les luttes historiques des paysans ou des artisans ont été confrontées aux diverses fractions de pouvoir: celles de la monarchie, de l'Église ou de la noblesse commerciale et marchande, lesquelles n'ont cessé de revendiquer et de négocier des privilèges locaux vis-à-vis du Centre, contre leur fidélité à celui-ci.

Le dépassement de ces rapports hiérarchiques, qui ont structuré très tôt les sociétés de l'Europe méridionale, a été la principale limite rencontrée par les mouvements insurrectionnels du Moyen-Âge et de la Renaissance, qu'ils aient eu une forme religieuse ou non.

La Catalogne n'a pas échappé à la règle. Au XV^{ème} siècle, la révolte des paysans catalans contre leur statut de serfs (la *remença*), trouva même le soutien du Roi Ferdinand II d'Aragon contre les nobles catalans!

Même dans des mouvements où l'antagonisme avec les riches était plus affirmé, comme celui des paysans de 1640 **(**)**, qui trouva un écho dans les villes de Catalogne, on criait lors des combats *«Vive le Roi»* ou *«Vive la Sainte Mère l'Église»*.

La langue, tout comme l'organisation sociale, est largement issue des rapports hiérarchiques des sociétés de *«notre»* région du monde. Il existe bien évidemment des particularités, des pratiques sociales qui peuvent s'opposer à certaines formes de pouvoir, ou au pouvoir lui-même, et qui se forgent notamment dans les luttes.

Mais cette Europe méridionale n'est pas une région de *«peuples»* qui auraient conservé un mode de vie et des logiques *«autonomes»* vis-à-vis du pouvoir extérieur, comme cela a pu exister dans des régions du monde où vivaient des populations tribales n'ayant pas connu les civilisations. C'est un territoire dont les frontières ont bougé, une région de cathédrales et de châteaux, la terre des croisades contre les Cathares et de la Cité des Papes, de l'Inquisition et du commerce, de la colonisation.

La Catalogne, dans son histoire, n'a rien qui la distingue nettement du reste de la région: elle a connu l'influence des mêmes civilisations, celle de l'Église catholique, puis le féodalisme, l'expulsion des maures et des juifs, la participation à la Conquête des Amériques, et la transition petit à petit vers un capitalisme moderne.

L'élite catalane, une fois intégrée au Royaume d'Aragon, participa bien, contrairement à ce que voudraient faire croire certains catalanophiles, à la colonisation. Bien que la région ait été en déclin économique à cette période, la marine catalane affréta de nombreux navires pour les Amériques. Christophe Colomb nomma une des îles des Antilles *Montserrat*, en référence à la Catalogne. Il chosit pour chef militaire, lors de sa deuxième expédition, le catalan Pedro de Margarit. Plusieurs catalans furent nommés *«Vice-Rois du Pérou»*, comme Navarra y Rocafiill ou Manuel D'Amati de Junyent. Et si parmi les conquistadores catalans de renom, on ne compta certes pas autant de catalans que de basques **(***)**, l'histoire se souvient tout de même de sympathiques personnages tels Joan Joan Orpi i

---

(*) Contrairement à ce que cherchent à nous faire croire les adeptes d'une lecture culturelle de l'histoire. Voir des ouvrages comme *Histoire universelle de Marseille*, où tout est toujours plus beau à Marseille, même dans le monde féodal et sous le capitalisme.

(**) Antoni Simon Tarrés, *Catalunya en el siglo XVII, la revuelta campesina y popular de 1640.*

(***) Certains historiens estiment qu'en proportion de la population espagnole d'alors, c'est du Pays Basque que partirent le plus de *conquistadores* mater les sauvages des Amériques et piller leurs terres! Au-delà des spéculations sur les chiffres, cela rappelle surtout que le développement de la classe marchande basque a été plutôt précoce, et qu'elle n'a pas été la seule à bénéficier de terrains gratis outremer: il lui fallait bien des hommes, et ce fût, pour certains pauvres, une manière d'accéder à la propriété sans avoir à se coltiner les seigneurs, plutôt seignants, qui régnaient sur *Euskal Herria*. Les maisons que se construisirent les nouveaux riches dans les villages du Pays Basque, jusque dans les régions les plus isolées, en témoignent, tout comme les noms basques que portent beaucoup de villes et de villages d'Amérique Latine. Tu parles d'un peuple opprimé!

del Pou, dernier conquérant du Venezuela, Gaspar de Portolá au Mexique, etc...

Lors des siècles suivants, la Catalogne se plaça du côté des Habsbourg contre les Bourbons dans la guerre de succession espagnole de 1719, ce qui lui fit perdre ses prérogatives au triomphe des derniers.

Le nationalisme catalan

A partir du XIX^{ème} siècle, alors que l'Espagne faisait figure de région misérable d'Europe, ravagée par la cupidité de ses élites, qui surexploitaient depuis des siècles les paysans, les bourgeois catalans, parfois *«formés»* dans les colonies, se lancèrent les premiers dans le développement industriel. La région connut un véritable boom économique, qui commença dans le textile, grâce à la machine Watt et à l'eau, qui coule en abondance depuis les sources des Pyrénées.

Cette époque devint celle du faste des industriels catalans, dont certains construisirent des Empires. On fait d'ailleurs référence à la culture qui l'accompagna sous le terme de *Renaixença* (*«Renaissance»*).
Cette bourgeoisie avait une logique paternaliste, le culte du Progrès, et mit en avant le développement culturel de sa région. La Catalogne vit le développement du modernisme en architecture, directement financé par les dons des riches catalans, dont Gaudi est devenu le plus célèbre représentant.

Se développa parallèlement, et en opposition, un mouvement ouvrier combatif, qui contribua largement à poser les bases des théories collectivistes puis communistes-libertaires dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle. La classe ouvrière de Catalogne devint vite une force révolutionnaire majeure, et Barcelone était, dès la fin du XIX^{ème} siècle, l'une des principaux foyers révolutionnaires d'Europe. On l'appellera la *rosa de foc*, la *«rose de feu»*, tant les soulèvements y étaient fréquents. Les anarchistes y étaient pratiquement hégémoniques, et toutes les références du prolétariat catalan sont liées à ce courant, des procès de Montjuich de 1896-1897 à la *Semaine sanglante* de 1910, du soulèvement de 1917 à l'insurrection de 1932 dans le Haut-Llobregat, jusqu'à la révolution de 1936.

Il serait faux de simplifier l'histoire à outrance en éludant ses ambiguïtés: dans les rangs de la CNT catalane, qui devint la force révolutionnaire quasi-hégémonique à partir des années vingt, et qui accueillait ses membres sur une base de classe, certains ont pu adhérer aux revendications autonomistes, et même adhérer aux partis catalanistes. Mais l'organisation n'a jamais soutenu l'indépendance ou l'autonomie de la Catalogne, au contraire de ce que certains idéologues très intéressés ont pu écrire après coup **(*)**.

Il est surtout vrai qu'il a pu exister chez certains anarchistes catalans, l'idée que ce qui distingue les Catalans du reste des espagnols est leur culture, leur conception progressiste des mœurs ou des rapports sociaux, leur civilité. Cette identification avec les valeurs de la bourgeoisie est essentielle dans le sentiment nationaliste, et largement populaire, en Catalogne.

On trouve plusieurs témoignages de ces préjugés. Ils étonnèrent par exemple l'internationaliste Kaminski, qui relata dans son ouvrage sur la révolution espagnole *Ceux de Barcelone* (de 1937), la diatribe hautement chauvine et réactionnaire de l'infâme Federica Montseny, anarchiste devenue Ministre, et qui assumait alors neuf mandats officiels:
«Ici nous ne sommes pas en Andalousie [...] En Catalogne, la femme est depuis toujours le centre de la famille. Nous n'avons jamais connu cet ordre féodal dans lequel la femme occupait le dernier rang...
Le sens de la maternité est chez les femmes catalanes tellement fort qu'elles ne renoncent à la joie d'être mères que dans des cas très graves». [et v'lan pour l'avortement, soit dit en passant, qu'on la crédite d'avoir légalisé durant son passage zélé par les bureaux ministériels!].

Même des anarchistes catalans opposés à toute idée d'indépendance, comme José Peirats (qui sera d'ailleurs durement critiqué en 1977, lors de la reconstruction de la CNT, pour s'y être ouvertement opposé), se sont parfois fait les relais de ce mépris pour les espagnols arriérés. C'est ainsi qu'on lit dans *Figuras del movimiento obrero espanol*, un recueil de portraits d'anarchistes de son temps, que la CNT avait réussi à remporter *«la bataille d'enrôler dans ses rangs ce torrent d'andalous et de murciens sous-développés»* **(**)**.

Felipe Alaiz, plume talentueuse de l'anarchisme espagnol, écrivait dans le quelque peu démodé *Hacia una Federación de Autonomías Ibéricas*, en 1945, quelques passages encore très actuels sur la question du sentiment nationaliste catalan. Ils

---

(*) La CNT n'a jamais pris de résolutions de Congrès allant dans ce sens.

(**) Ediciones Picazo, page 90. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte.

prouvent que la question n'a jamais cessé d'agiter les cerveaux, malgré son influence beaucoup plus faible à l'époque.

«La Catalogne a compté des hommes résolument convaincus que la soumission au centralisme typique de Madrid est une soumission dégradante [...] Mais il y en eut aussi beaucoup, catalans ou pas, qui trouvaient dégradante la soumission du point de vue individuel, et non spécifiquement catalan. Comment comprendre que seul le catalan ait de graves dissidences vis-à-vis du centre? Ce serait approuver un exclusivisme.

En quoi importe-t-il aux millions de castillans sans patrie, à ceux que la patrie blesse et saigne, qu'un catalan se plaigne amèrement qu'au Palais de justice, à la douane ou dans les journaux de la fichue patriotarderie espagnoliste, on lui nie sa patrie?

L'espagnolisme est une chose si grossière qu'on ne peut la combattre avec des pleurnicheries. Désencombrons-nous donc tous de la patrie, et qu'on passe à autre chose!

Soyez séparatistes de l'injustice! Affirmez le droit intégral à l'autonomie indiscutable qui commence en vous-mêmes, et non dans un bureau, ou aux pieds de la vierge de Núria» **(*)**.

Il existe en Espagne une logique assez forte de revendication de prétendues identités locales, et les nationalismes s'appuient sur ces localismes ou régionalismes. C'est en Catalogne et au Pays Basque, les deux régions de plus fort développement industriel historique, que ces revendications ont pu se développer et devenir de véritables nationalismes.

Le Pays basque a connu tous les épisodes historiques que nous avons évoqués, mais à la différence du catalan, la langue basque est profondément unique, et ses origines étrangères à la Péninsule ibérique. En Catalogne, le sentiment comme l'idéologie nationalistes catalan ont cette spécificité qu'ils se réclament d'un passé glorieux, moderne, par opposition au sous-développement du reste du pays. La bourgeoisie catalane assimilait révolutionnaires et immigrés des autres régions d'Espagne, et utilisait le terme méprisant de *murciens* pour les désigner.

Jusqu'au début du vingtième siècle, ce sentiment restait encore de l'ordre du chauvinisme régional, qui tirait peu à conséquences: le projet révolutionnaire unissait une grande partie du prolétariat espagnol au-delà des identités; les migrations internes vers les centres urbains, et vers Barcelone en premier lieu, étaient importantes, et les expériences de révolte et d'insurrections finirent par culminer dans la révolution de 1936.

Auparavant, certains avaient bien tenté des rapprochements avec les catalanistes, comme le futur Ministre de la CNT García Oliver avec Francesc Macià, chef du *Parti Estat Català* **(**)**: il avait quitté le Congrès de Marseille de 1926 devant la réprobation de son organisation.

Le courant politique catalaniste connût un certain développement à partir des années 20, et se constituèrent plusieurs formations politiques qui évoluèrent avec le temps. Il y eut d'abord la *Ligue Régionaliste*, de droite et conservatrice, puis plus tard des organisations de gauche, démocrates, avec la plupart de ceux qui se réclamaient alors du marxisme en Espagne.

C'est surtout la *Gauche Républicaine de Catalogne* (ERC) qui eut un succès important dans les années 30. Durant la Seconde République, l'ERC et *Estat Català* s'intégrèrent au gouvernement catalan. Les *escamots*, groupes paramilitaires d'*Estat Català,* étaient utilisés pour briser les grèves et assassiner les anarchosyndicalistes. Le chef de la police Miguel Badia, d'*Estat Català*, devint l'ennemi numéro 1 des anarchistes des groupes d'action, qui finirent par le tuer en 1936 avec son frère, autre réactionnaire notoire.

Estat Català et d'autres catalanistes de toutes tendances proclamèrent la formation d'un *État Catalan* dans la République espagnole en 34. Leur première mesure fut d'attaquer les bureaux de *Solidaridad Obrera*. Le gouvernement central brisa le mouvement, dont les meneurs les plus actifs trouvèrent refuge à l'étranger, en Italie fasciste par exemple. Parmi eux, Josep Dencàs, qui se définissait comme «*national-socialiste*», ou Daniel Cardona, leader de *Nosaltres sols* («*Nous seuls*»), l'aile fasciste d'*Estat Català*, qui ne cessa d'entretenir des liens avec l'Italie fasciste.

Ces idéologues développaient une idéologie raciste inspirée de Gobineau, et prônaient la guerre des races sur le sol espagnol. Leurs théories étaient dans la continuité du racisme scientifique, qui se développa très tôt en Catalogne. Enric Prat de la Riba avait publié *La question catalane* en 1898, financé par le français Jules Guérin de la *Ligue Antisémitique*. Il y eut ensuite un nombre important de travaux qui développèrent le concept d'une race

---

(*) *Ediciones de la Fundacion Anselmo Lorenzo*. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte. La vierge de Núria se trouve au sanctuaire du même nom, où le premier statut d'autonomie de la Catalogne fut rédigé, en 1931. C'est depuis 1983 la patronne des skieurs catalans!

(**) Alors en exil, il avait des visées insurrectionnelles et mit sur pied un plan pour assassiner le Roi d'Espagne.

catalane spécifique du point de vue biologique, comme ceux de Pompeu Gener (proche de la revue *Joventut*, porte-voix d'un courant culturel influent - Gener fréquentait Picasso), puis d'autres, qui eurent une influence non-négligeable sur les leaders politiques catalanistes.

En juillet 1936, les catalanistes qui ne soutenaient pas Franco (comme la *Ligue Régionaliste*) entrèrent dans le gouvernement et y gagnèrent peu à peu de l'influence en se rapprochant des démocrates ou des staliniens. Ils s'opposèrent tous à la révolution sociale en cours, que ce soit l'ERC, républicaine de gauche, les petites formations politiques dans les campagnes **(*)** ou le PSUC, ferme partisan de la classe moyenne catalane contre les collectivisations, et dont l'ennemi juré était le POUM **(**)** marxiste, qui osait critiquer l'URSS. Le PSUC accusa ses membres d'êtres des agents de Franco et fit tout pour s'en débarrasser.

Enfin, *Estat Català*, qui avait quitté l'ERC avant le mois de juillet, et dont le leader était toujours Dencàs, réunit plusieurs groupes catalanistes, participa à tous les complots contre la CNT et les révolutionnaires, et se trouva sur les barricades en mai 37 du côté des staliniens. Certains de ses membres fomentèrent un Coup d'État pour proclamer l'Indépendance de la Catalogne, qui ne fonctionna pas. Plus tard, ils tentèrent de négocier la reddition de la région avec Mussolini, en discutant d'une protection accordée par l'*Internationale fasciste*, dont les troupes combattaient les révolutionnaires en Espagne **(***)**.

«*Autonomie*» et «*indépendance*»

C'est surtout après le franquisme, qui interdit la langue catalane, qu'a ré-émergé, avec plus de vigueur qu'auparavant, le projet autonomiste, puis indépendantiste, en Catalogne. Il servira avant tout à l'élite locale à polariser l'intense luttes des classes qui se livrait alors partout, notamment dans les usines, sur la question identitaire, et à négocier avec l'État central un statut d'«*autonomie*» politique particulier.

La Catalogne obtenait son parlement, ses ministres, la reconnaissance du catalan comme langue officielle en 1978 à travers des accords signés après le P*acte de la Moncloa* de 1977, lequel sanctifiait la «*transition démocratique*». L'essentiel des anarchistes et des révoltés s'opposèrent logiquement à cet accord entre la bourgeoisie et l'État, y compris en Catalogne. La CNT catalane organisa une manifestation en octobre, avec l'UGT et les *Commissions Ouvrières* de la région, pour s'y opposer; elle réunit 400.000 personnes dans les rues de Barcelone.

On ne peut comprendre l'explosion récente de l'indépendantisme catalan sans prendre en compte la pacification importante qui a suivi les mouvements de révolte des années 60 et 70, puis la baisse d'intensité générale de la lutte des classes en Europe.

Mais ce serait une erreur de s'y limiter, car des luttes sporadiques ont continué d'agiter l'Espagne, et ce n'est qu'assez récemment qu'a triomphé, favorisé par la crise, le modèle *citoyenniste* espagnol. Le mouvement, largement réformiste, du 15-M de 2001, a débouché sur de fortes logiques *assembléistes* dans les quartiers de Barcelone, ville-phare du mouvement des squats (les *okupas*). Ce sont ces dynamiques, qui ont peiné à trouver un contenu radical, qui ont mené à un large soutien des formations politiques *citoyennistes* comme la coalition *Podemos* ou les catalanistes. Podemos, grâce à sa politique d'alliances locales, a bénéficié de ce soutien et triomphé aux élections régionales puis générales de 2015 sur la promesse d'une réforme générale du système politique espagnol. Il n'y avait là rien d'autre qu'un réformisme classique, qui a su prospérer sur la naïveté, la confusion et les aspirations des jeunes prétendants à la classe moyenne un temps privée de leurs débouchés.

A Barcelone, c'est Ada Colau, de gauche, ancienne militante anti-globalisation, et qui fréquentait certains squats alternatifs de Barcelone, opposés à la *gentrification*, qui sera élue maire de la ville.

Carlos Puigdemont, actuel Président de la Generalitat (le gouvernement catalan), représente lui la droite indépendantiste catalane, qui a pris l'initiative de pousser la revendication d'indépendance jusqu'aux épisodes de ces dernières semaines. Les

---

(*) L'article d'Antonio Gascón et d'Agustín Guillamón: *Antonio Martin, «Le Durruti de la Cerdagne»* revient avec clarté sur cette situation (malgré les dogmes marxistes que défend Guillamón par ailleurs).

(**) Les idéologues du POUM n'étaient pas pour autant clairs sur la question des nations. Les dirigeants de ce parti, résultat de l'alliance de plusieurs fractions toutes ambigües sur la question du pouvoir politique, étaient pour la plupart passés par les rangs des formations catalanistes. Ils en vinrent à considérer que l'indépendance était insuffisante. Ce qui n'empêchait pas Audreu Nin (qui devint Ministre de la justice de Catalogne pour le POUM en 1936) de reconnaître à la Catalogne son droit à l'auto-détermination, dans une logique politicienne d'étapes vers l'émancipation comme il l'écrivit dans *Les mouvements d'indépendance nationale* (1935).

(***) L'aviation italienne intervint aussi et bombarda la ville d'Alcañiz, en Aragon, le 3 mars 1918, quelques mois après Guernica.

partis de la gauche indépendantiste s'étaient bien évidemment ralliés à ce projet qu'ils sont les premiers à défendre.

Au-delà de ce qui semble différencier toutes ces formations politiques, le phénomène que l'on observe est celui d'une forte polarisation autour du *citoyennisme* et des formations politiciennes, qui dans le marécage politique ne s'excluent pas mais se font écho: la démocratie, c'est bien la possibilité de passer de l'un à l'autre comme on change de vêtements. Suivre les jeux d'alliances, notamment sur des questions comme l'eau, s'avère vite parlant, tant elles se font et se défont au gré des périodes!

Cette polarisation se confirme si l'on observe la baisse considérable des luttes dans les différentes régions d'Espagne depuis 2011, et plus encore depuis le triomphe de *Podemos* en 2015.

Le contexte est aussi celui d'une Catalogne qui n'est pas sortie affaiblie de la «*crise*» récente: son économie se porte plutôt bien (en 2016, son PIB a dépassé ceux des meilleures années d'avant la crise), Barcelone attire des investissements étrangers, des touristes et des jeunes cadres dynamiques du monde entier, et même le processus de *gentrification* a atteint récemment son apogée **(*)**. On sait que les «*crises*» sont aussi des périodes de réajustement du Capital, permettant de liquider ce qui fait obstacle à sa croissance, tout en assurant celles et ceux qui en font les frais qu'on s'occupe d'eux. Cela a fonctionné, puisque c'est en grande partie le discours politique sur la gestion de la crise qui a attiré de nombreux catalans vers les formations si populaires aujourd'hui, et renforcé le sentiment identitaire par la même occasion.

Le discours politicien a beaucoup insisté sur l'idée que le reste de l'Espagne était responsable de la «*crise*», qu'elle n'avait pas su prévenir et gérer, et les catalanistes se sont retrouvé derrière l'argument, sans cesse martelé dans les médias, que la Catalogne paye trop d'impôts pour les autres régions d'Espagne.

C'est avec le succès de cette propagande populiste qu'on mesure à quel point le réalisme économique fait des prodiges: il fait oublier que nous sommes toutes et tous soumis aux impératifs du Capitalisme et au contrôle de l'État, et avaler que la Catalogne et l'Espagne vivent dans des sphères économiques séparées!

Autre facette de ce populisme, le discours victimiste des indépendantistes catalans, qui joue sur le registre plus émotionnel de l'oppression centraliste, avec principalement le rappel de l'interdiction du catalan pendant le franquisme comme négation de la culture catalane par l'État «*castillan*». Mais pour qui veut rester sérieux, l'oppression des catalans par le pouvoir central espagnol relève de la blague. Dans le monde industrialisé et nucléarisé d'aujourd'hui, comment croire un seul instant que les mécanismes d'exploitation, d'oppression et de contrôle auxquels sont soumis tous les habitants de l'Espagne ne sont pas sensiblement les mêmes?

Un peu plus et on placerait au même niveau la situation des Rohingyas de Birmanie ou des Indiens du Brésil et celle des «*catalans*»!
La réalité parle pourtant d'elle-même: la Catalogne est la région la plus riche d'Espagne, et constitue même l'un des poids-lourd européens!

En outre, les régions de l'Espagne centrale (en particulier la Castille et l'Aragon) que les catalanistes fustigent tant pour leur prétendu soutien au centralisme de Madrid, ont été parmi les plus ravagées par l'exode rural des années 1950, qui a fait de l'Espagne, en quelques années à peine, un pays très largement urbain.

Même la question de la langue catalane est un faux débat. Il a certes dû être encore pire pour les catalans de vivre l'oppression franquiste sans la possibilité de parler la langue qu'ils pratiquaient. Mais l'oppression ne se borne jamais à la seule interdiction d'une langue. Et le problème est réglé depuis belle lurette par le droit et les institutions.

Le catalan a d'ailleurs, comme l'occitan, subit le processus d'homogénéisation nécessaire à la consolidation de tout projet politique. Peirats, dont la langue maternelle était le catalan, le signalait déjà en 1974, bien avant la signature du décret le plus important, celui de 1983.

«Les philologues micro-nationalistes politiques se sont vus obligés d'imposer l'unité par décret (à la mode castillane, comme la répugnante académie centralisatrice), fabriquant ainsi, avec le catalan moderne, une sorte d'Espéranto que le peuple ne sait pas parler et qu'il comprend à peine» **(**)**.

(*) Débarrasser les vieux quartiers du Centre, comme le *Raval* et le *Barrio Gótico*, de la racaille prolétaire, a été au centre des projets de la bourgeoisie catalane depuis plus de cent ans.

(**) Dans l'article du n°40 de *Frente Libertario* intitulé *Macro y micronacionalismos,* issu de la compilation réalisée par le CEDALL, 2016. Traduit de l'espagnol par l'auteur du texte.

Entre temps, on ne parle heureusement pas que catalan en Catalogne. La région est depuis toujours une terre d'immigration. Bon nombre de prolétaires catalans sont des philippins, des colombiens, des équatoriens ou des marocains, qui se fichent pas mal d'être mangés à la sauce catalane ou espagnole, à celle du centralisme national ou périphérique, de l'idéologie d'une Espagne une et indivisible ou de celle des apôtres de l'auto-détermination d'eux-mêmes.

Les événements récents

Les faits de ces derniers jours ont montré la capacité du pouvoir catalan à mobiliser une grande partie des secteurs actifs des mouvements sociaux derrière ses initiatives, contre une quelconque autonomie des luttes.

Le suivisme de larges secteurs prétendument radicaux a atteint son apogée dans la grève générale du 3 octobre, appelée par la CNT et de petits syndicats par pur opportunisme. Feignant d'agir de façon autonome, ils comprenaient bien qu'il s'agirait d'un mouvement directement promu par le Pouvoir politique et certains patrons, sur lequel ils pourraient capitaliser.

Et c'est ce que le mouvement a bien été: les entreprises ont fermé en soutien au projet de référendum lancé par Puigdemont menacé par le gouvernement espagnol. Cela n'a d'ailleurs rien de surprenant: la CUP, parti indépendantiste de la *«gauche radicale»* avait largement annoncé que la grève en question devait servir à pousser vers l'indépendance, et la droite ne s'y est pas opposée.

Il y a tout de même de quoi être pris d'horreur lorsqu'on lit l'extrait qui suit, tiré de l'appel à la grève générale du 3 octobre, signé par divers groupes et organisations libertaires:
«nous défendrons toujours le droit à l'auto-détermination des peuples - à commencer par le nôtre» **(*)**.

Ce sont les vieux cénétistes qui doivent se retourner dans leur tombe, devant un opportunisme si manifeste, et l'abandon de tous les principes d'autonomie les plus basiques.

Dans la situation européenne actuelle, où les questions identitaires sont au centre de manœuvres politiciennes, et donc un enjeu réel de pouvoir, le risque est que cette dynamique s'approfondisse et qu'elle ne vienne menacer de plus en plus durablement la bonne vieille question sociale, déjà en lambeaux devant le contrôle de l'État, de ses relais (comme les syndicats) et de l'idéologie dominante.

Il est donc de première importance de suivre ce qui se passe actuellement en Catalogne. Pas nécessairement pour saisir le moindre détail de ce processus politicien et réactionnaire, mais parce que son caractère nationaliste est fondamental pour comprendre les grilles de lecture actuelles, et le retour des nationalismes à prétention plus ou moins *«neutres»*, de gauche et *«progressistes»* dans les discours.

Ce mouvement fait d'ailleurs suite à un certain engouement pour le mouvement nationaliste kurde au Rojava syrien. Malgré le fait que ce dernier présente tous les symptômes manifestes d'une lutte classique pour le Pouvoir, faisant écho à des décennies de processus similaires, il a tout de même quelque peu redoré le blason du nationalisme de *«gauche»* **(**)** à l'international.

Quoi qu'il se passe dans les temps à venir en Catalogne, il est évident que cela contribuera à favoriser les conceptions nationalistes et identitaires, au détriment d'une critique anti-autoritaire de toutes les formes de pouvoir.

Les événements de Catalogne ont d'ores et déjà entraîné de larges mobilisations de soutien, notamment dans le Pays valencien voisin, ou provoqué des réactions de masses d'individus favorables à l'unité espagnole, dans des rassemblements massifs où le drapeau espagnol a flotté comme jamais. Et on a même vu des rassemblements d'indécis partisans d'un dialogue entre tous les bords, comme si un tel dialogue avait été un jour rompu!

Les petits arrangements du Pouvoir catalan de ces derniers jours montrent bien sa propre hésitation devant son *«projet»* d'indépendance, et sa volonté d'entrer en négociations avec l'État central. La Catalogne, qui prétend former un État, n'a évidemment pas comme objectif de se passer de liens, économiques et politiques, avec ce qu'il aspire à imiter, à plus petite échelle. Les questionnements sur la viabilité économique d'une Catalogne indépendante sont une absurdité qui légitiment l'économie comme discipline spécialisée.

Ce que nous savons bien, nous qui ne sommes ni politologues ni économistes, c'est que l'exploitation et le système actuels, parfaitement viables du

---

(*) Pour la traduction, remercier la *Coordination des Groupes Anarchistes* (qui ne coordonne heureusement que les siens, ce qui est déjà beaucoup).

(**) En témoigne la popularité dont il jouit dans la presque totalité des *«mouvements sociaux»* et des secteurs dits radicaux.

point de vue de l'économie, ne le sont nullement pour nous.

Il est évident que l'économie est parfaitement capable de fonctionner en Catalogne, et que, quel que soit le statut qu'elle obtiendra dans les temps à venir, l'exploitation continuera d'y être ce qu'elle est aujourd'hui.

Les sauve-qui-peut de certaines entreprises devant le processus actuel, ou la question de la dette, ont pu «*faire peur*» à certains représentants de la bourgeoisie... mais ils peuvent surtout servir à démonter l'absurdité d'un tel projet. Pour la bourgeoisie, l'économie catalane actuelle se porte bien, elle est viable. L'indépendance de la Catalogne est une fausse question. Ce que poursuivent les politiciens catalanistes, c'est le renforcement de leur base, ce qui ne peut que leur assurer une plus grande facilité dans l'application de mesures allant dans le sens d'une exploitation sans cesse améliorée et approfondie.

Bien entendu, la modération actuelle dont fait preuve Puigdemont devant son propre projet d'indépendance (ratifiée au parlement mais non appliquée), peut être coûteux politiquement, et finir par rendre manifeste aux yeux de beaucoup ses contradictions.

Mais, derrière, tout un mouvement politicien de masse, légaliste et citoyenniste, est prêt à en profiter, et pourra surfer sur la vague identitaire et nationaliste (du centre ou périphérique) pour l'orienter dans le sens qui l'arrange.

L'abandon, petit à petit, de ce qui constitue les fondements d'une critique révolutionnaire du Capitalisme et de l'État, est ce qui amène les mouvements à se retrouver, par opportunisme, sur le terrain des politiciens réformistes, et les entraîne à la longue dans des logiques dont il est de plus en plus difficile de sortir.

Les mouvements et les groupes révolutionnaires de ces dernières années sont responsables des limites qu'ils se sont fixées, et de l'ouverture de leurs discours vers la défense de concepts aussi ambigus que les peuples, les cultures (ce terme issu des sciences sociales, excellent outil marketing pour la valorisation des territoires) ou les communautés. Il est donc naturel qu'ils finissent par se retrouver ouvertement dans le camp du nationalisme et de la bourgeoisie, tout en prétendant critiquer cette dernière.

Le nationalisme et les identités nous font dégoût: il n'y a rien de pire, de plus mesquin que cet attachement forcé à ce qui est censé nous appartenir, que cette injonction à se conformer à l'existant. Car c'est bel et bien tous les rapports, la réalité sociale dans sa totalité que nous voulons transformer. Les identités, et les autres limites que l'on pose dans les rapports entre les individus sont des prisons, des chaînes, des entraves à la construction de la vie totalement différente que nous aspirons à vivre.

Il n'y aura pas de libération vis-à-vis de ce qui nous opprime si nous ne dépassons pas dès maintenant cette étroitesse de vue intéressée qui nous lie pieds et poings à une patrie ou à une nation, qui prétend nous assimiler à ceux avec lesquels nous sommes censés partager une identité (avec lesquels nous sommes donc censés être identiques).

C'est sur la base de l'unicité des individus que nous souhaitons construire nos rapports sociaux (ce qui n'implique pas la séparation propre à la conception individualiste libérale), et non sur l'identification avec un lieu de naissance ou les valeurs de l'entité qui l'englobe.

Il n'y aura pas de libération si nous ne faisons pas le choix de nous reconnaître dans celles et ceux qui se révoltent, qui luttent dans une recherche de cohérence pour exercer tout le contrôle sur leur vie. Ce sont ceux-là qui partagent nos valeurs et parlent notre langue.

Solidarité avec les internationalistes de Catalogne qui dans la tourmente actuelle font le choix de résister!

A L'INDÉPENDANCE DU MONDE

A CONTRETEMPS
Un site de critique bibliographique
animé par Freddy GOMEZ
16 oct. 2017.

Au jeu des passions tristes, le nationalisme est, avec la religion, la plus mortifère de toutes. Elle dit, dans l'au-delà d'un souffle ancien, l'éternel recommencement du même: l'identification de l'homme nié à une cause qui le prolonge comme infinie négation de lui-même. Doté d'un drapeau et faisant multitude, il n'est rien d'autre, comme indépendantiste, que l'illusoire aspirant à une libération qui ne sera jamais la sienne parce que nul État, existant ou en voie d'existence, ne la lui accordera jamais. Et c'est écrit depuis longtemps.

L'étrange vision, sur les écrans catalans du Spectacle, de bannières rouges et noires frappées de sigles jadis glorieux et agitées, sans honte, dans une marée d'*esteladas* indépendantistes, constitue, parmi quelques autres, le signe évident d'une confusion galopante dont l'époque reste l'infinie pourvoyeuse.

Cette époque, clairement identifiable comme ravageuse en matière d'intelligence historique, se caractérise, dans les milieux supposément radicaux, par un ralliement incessant à des problématiques longtemps considérées comme contraires aux intérêts bien compris d'un ancien mouvement ouvrier conquérant qui ne pratiquait, lui, que le séparatisme de classe. Confrontés au perpétuel présent de leur misère et incapables d'opérer le moindre lien avec sa riche histoire, ses héritières s'engagent désormais de plus en plus souvent, le cœur léger et la tête vide, dans des combats qu'on a choisis pour eux et qui, signe des temps, s'inscrivent, par force et invariablement, dans des logiques interclassistes, citoyennistes ou différentialistes, à l'évidence opposées, aujourd'hui comme hier, à toute perspective autonome d'émancipation sociale et humaine.

Comme on a vu, il y a peu, des libertaires en déshérence, mais surtout délestés de toute rigueur, manifester des sympathies pour le projet politico-électoraliste de recomposition institutionnelle de *Podemos* - dont le premier effet, prévisible et manifeste, fut de vider de son originalité inventive un «*Mouvement des indignés*» qui n'avait lui-même de radical que l'intention -, on en voit, aujourd'hui, s'enthousiasmer jusqu'à l'absurde pour un mouvement sécessionniste de type étatique dont la raison même est, sous une forme républicaine, d'obtenir, en matière de souveraineté nationale, des prérogatives en tout point similaires à celles de la monarchie espagnole. Autrement dit, dans un cas comme dans l'autre, des «*activistes sociaux*» qu'on aurait pu supposer assez instruits de l'histoire pour se défier de ces impasses, se sont révélés suffisamment déconstruits du point de vue de la critique pour s'y engager, à leur place bien sûr, c'est-à-dire, au vu de leurs faibles forces, comme supplétifs métaphoriques d'un «*assaut institutionnel*» ou comme comparses symboliques d'une sardane patriotique.

Relayées par divers sites et blogs, quelques voix se sont élevées pour exprimer des «*perplexités intempestives*» **(*)** et un peu plus **(**)** sur ce caméléonisme anarcho-indépendantiste. Il est bon de les diffuser. C'est dans la même optique que, malgré ses évidentes faiblesses, nous publions le texte qui suit - «*Quelques considérations sur la situation actuelle en Catalogne et l'action des anarchistes*» **(***)** - signé «*Des anarchistes de Barcelone*».

Rien ne laisse présager de ce qu'il adviendra de cette querelle hispano-catalane, mais tout indique que, quel qu'en soit le développement, les logiques perverses qui l'alimentent ont déjà eu pour principal effet de porter à incandescence, à Barcelone comme à Madrid, une peste émotionnelle nationaliste qui aura du mal à s'éteindre.

(*) Voir Tomás Ibáñez: *«Perplexités intempestives sur l'actualité du moment»* (26 septembre) http://www.lavoiedujaguar.net/Sur-l-actualite-catalaniste-du; *«Quelques certitudes»* (3 octobre) http://www-lavoiedujaguar.net/Quelques-certitudes: *«Orages sur la Catalogne»* (11 octobre) http://www.lavoiedujaguar.net/Orages-sur-la-Catalogne

(**) Voir Miquel Amorós: *«Lettre à Tomás Ibáñez sur "Perplexités intempestives"»* (27 septembre) http://lavoiedujaguar.net/Lettre-a-Tomas-Ibanez-sur

(***) Le texte a été publié sur Indymedia-Nantes et repris sur d'autres sites et blogs.

Et, enfin, pour l'histoire, il nous plaît de rappeler que, lors de la première déclaration d'indépendance de la Catalogne par Lluis Companys, le 6 octobre 1934, les militants de la très puissante CNT - qui s'était abstenue de s'associer au mouvement - n'oublièrent pas de récupérer les armes abandonnées, dans les rues de Barcelone, par les indépendantistes d'*Estat Català* fuyant devant l'armée. L'indépendance ne dura que dix heures. Quant aux armes, elles servirent le 19 juillet 1936 à lancer l'offensive sociale. Autres temps, autres mœurs, autres stratégies.

Quelques considérations sur la situation actuelle en Catalogne et l'action des anarchistes

Des anarchistes de Barcelone

16 oct. 2017.

Les notes sont de la rédaction d' A CONTRETEMPS.

Une fois encore, beaucoup d'anarchistes - beaucoup trop - se sont laissé entraîner, déborder par des événements auxquels ils ne s'attendaient pas et dans lesquels ils n'ont pas su (ou voulu) porter leurs propres paroles, leurs propres actions. Beaucoup d'anarchistes se laissent trop facilement séduire par tout ce qui présente un caractère *«de masse»*, sans prendre le temps de se demander à quoi ils apportent leur soutien en réalité, et sans savoir ni vouloir participer avec leur propre discours - il s'agit seulement d'aller là où sont *«les gens»* et voir ce qui se passe ensuite.

Sur la *«volonté populaire»* et la *«légitimité des masses»*: beaucoup d'anarchistes se sont retrouvés dans la rue ces derniers jours, participant aux manifestations aux côtés de nombreux autres. Mais que demande-t-on réellement dans ces manifestations? Qui sont ces *«autres»* qui participaient à ces mobilisations? Il ne fait pas de doute qu'une partie des manifestants provenaient de la gauche indépendantiste, ou d'autres formations de gauche non nécessairement nationalistes mais qui appuient ou se solidarisent avec la cause de l'indépendance de la Catalogne, certains anarchistes pouvant se trouver quelques affinités avec ce genre de manifestants. Toutefois, l'immense majorité de ceux qui sont descendus dans la rue sont de bons citoyens, qui aiment l'ordre, le civisme et les bonnes manières, dont beaucoup d'électeurs de la droite conservatrice catalane représentée par CiU **(*)**, ANC **(**)**, etc...

Chacun peut juger des demandes des manifestants, ainsi que de leurs actes. Les mêmes qui marquent leur refus et leur hostilité à l'encontre de la Garde civile ou de la police nationale vont offrir des fleurs aux *Mossos* **(***)** et les applaudissent comme des héros. Il semblerait que ces anarchistes se sentent tenus d'appuyer sans discussion tout ce qui aura été catalogué comme *«volonté populaire»*, quand bien même cette volonté populaire serait celle de créer un État avec une politique nettement conservatrice et droitiste, avec ses propres frontières, avec sa propre police, avec ses institutions, ses prisons, ses lois, avec le capitalisme et la misère, mais sous un nouveau drapeau et une image neuve de libération. Il semblerait que, pour certains, le patriotisme catalan soit plus acceptable que le patriotisme espagnol, si l'on en croit les mille et une justifications entendues; mais à la fin des fins le nationalisme, c'est le nationalisme, toutes les patries oppriment les peuples qui habitent leur domaine, hormis celles qui n'en n'ont pas encore eu l'occasion. Pour ceux qui ne le sauraient pas, le facho catalan est aussi conservateur, aussi répugnant et aussi rance que le facho espagnol ou autre. Et pourtant, les anarchistes sont descendus dans la rue aux côtés de

---

(*) *Convergència i Unio,* coalition nationaliste catalane libérale et démocrate-chrétienne. Son implosion, en 2015, donna naissance, en 2016, par transformation d'une de ses composantes - *Convergència demòcrata de Catalunya* (CDC) - en *Partit Demòcrata Europeu Català* (PDE-CAT), à une coalition indépendantiste de gouvernement avec la *Candidatura d'Unitat Popular* (CUP), organisation se définissant comme de *«gauche radicale, anticapitaliste et féministe»*. Le centriste mais très indépendantiste Carles Puigdemont est investi par cette coalition président de la *Généralité de Catalogne* le 10 janvier 2016.

(**) Assemblée nationale catalane: association indépendantiste.

(***) Le corps des *«Mossos d'escuadra»* est la police catalane.

tous ces gens, ont adopté le discours de ces gens, ont répondu aux appels de ces gens... se laissant emporter par cette apparence de *«rébellion»*. Mais si, imaginons, la volonté de la majorité du peuple était de créer un État catalan de type fasciste, les anarchistes devraient-ils également appuyer le peuple? Pour nous, l'une des caractéristiques essentielles de l'anarchie, quels que soient les courants et les positionnements, c'est de remettre en question, de regarder les choses avec esprit critique - surtout avant de plonger tête la première dans une piscine qui se trouve être un marécage.

La répression de la police nationale et de la Garde civile a suscité la colère de beaucoup de gens, ce qui a pu donner l'impression qu'on avait vraiment affaire à une espèce de révolte, à une situation de rébellion. Rien n'est pourtant plus éloigné de la réalité: car tout cela était un stratagème soigneusement prévu depuis le début par le *Govern* **(*)**. Dès le départ, c'est exactement cela qui devait se passer: il fallait cette photo de la police (espagnole) cognant sans discriminer sur les pacifiques citoyens catalans; consigne avait été expressément donnée que personne ne tente de résister activement, et l'on a étouffé les rares actes de résistance active et de lutte contre la police, tandis que les images de la brutalité policière étaient largement diffusées partout dans le monde. Ici les anarchistes (et tout le reste de ceux qui ont participé à cette farce) n'ont été guère plus que des idiots utiles, servant d'appâts destinés à prendre des coups pour la photo. Comme on l'a vu depuis, tout cela n'était qu'une manœuvre politique du *Govern* pour tenter de se légitimer et attirer l'attention du monde. Finalement, il n'y eut même pas de déclaration d'indépendance ni la moindre rupture réelle avec l'État espagnol, seulement des propositions de dialogue et de négociation. On a ainsi pu voir des anarchistes voter, ou faire campagne pour inciter à aller voter, comme s'il y avait quoi que ce soit de *«rebelle»* à participer à un événement organisé d'en haut, avec pour seule utilité de légitimer les institut ions existantes et futures.

Et que dire de la *«grève générale»* convenue, contrôlée et orchestrée par les institutions et les organisations patronales? Une grève qui fut un défilé patriotique de serpillières, pacifiée à force d'insinuations, de rumeurs et de menaces, y compris de la part des anarchistes et de la gauche *«radicale»*, appelant à la vigilance face aux *«infiltrés et aux provocateurs»* et à l'expulsion de tout ce qui porterait capuche ou n'aurait pas une attitude *«appropriée»*. On a donc vu les bons citoyens brailler *«som gent depau»* [*«nous sommes des gens de paix»*] et acclamer la police catalane, comme de gentils moutons, tout en insultant, expulsant, voire agressant ceux qui n'appliquaient pas le dogme du bon manifestant. La consigne était claire: surtout pas de violence, pas de capuches ni de black blocks, pas de provocations ni de répliques à la police et aux bandes de fachos espagnolistes qui cognaient dans tout Barcelone. Rien d'autre que le défilé au son de l'hymne patriotique et sous les drapeaux étoilés, symbole de la *«libération»* d'un peuple sans peur. Rien qui s'éloigne du plan tracé. Et en cas de violence, il faut se laisser frapper pour que le monde entier puisse voir le lendemain, en une des journaux et aux JT du midi, qui sont les bons démocrates pacifiques et qui sont les méchants oppresseurs fascistes. Quoi qu'il arrive, continuer de suivre la partition du *Govern*.

D'aucuns en sont venus à cataloguer tout cela comme une révolution; mais s'il s'agit bien d'une révolution, c'est assurément une révolution citoyenniste libérale-démocrate. Bien que certains se fassent des illusions ou tentent de nous faire avaler que l'indépendance est la seule solution ou le remède définitif à tous les maux, personne ne doit s'attendre à quelque émancipation réelle, ni à aucune libération, ni à aucun autre changement que la couleur du drapeau qui flotte. De toute façon, pour nous, ces mobilisations ont une date de péremption. Après le *«zénith»* des premiers jours d'octobre vient maintenant la dégringolade, à mesure que le *Govern* baisse son pantalon. Nous ne dirons pas que la normalité reprend le dessus car la normalité n'a jamais cessé. L'ordre en vigueur n'a pas été brisé; il en sort même renforcé. Voilà les véritables gagnants de tout ce show: l'État et les institutions. Peut-être que nous nous trompons, et qu'il y aura vraiment une escalade que nous ne pouvons prévoir. Mais si cela se produit, les anarchistes doivent descendre dans la rue avec leur discours propre, en force, et sans crainte d'attaquer et de montrer les dents face à quiconque se met en travers, en évitant de tomber dans le piège et d'être des marionnettes aux mains d'intérêts étatistes ou nationalistes, en évitant de faire le jeu d'un patriotisme répugnant, quand bien même il se prétendrait *«rebelle»* ou *«anticapitaliste»*. Tâchons d'apprendre de nos erreurs et des leçons que l'histoire lointaine et proche nous ont laissées, et soyons prudents quant aux amis que nous choisissons. L'issue la plus favorable de toute cette affaire serait que nous puissions faire déborder la situation et créer les tensions nécessaires pour faire passer le conflit à un autre niveau, non seulement contre l'État espagnol ou le gouvernement catalan, mais contre le monde qui crée et nécessite les États et les nations.

A bas tous les États, toutes les patries, toutes les nations!

Brisons la paix sociale!

(*) Le *Govern* est le gouvernement de Catalogne, parfois appelé *Conseil exécutif*. Institution créée par le statut d'autonomie catalan, il est chargé de la direction de la politique et de l'administration locale de la *Généralité,* dont il détient le pouvoir exécutif.

Confederación General del Trabajo - Confédération Générale du Travail
Confederación Nacional del Trabajo - Confédération Nationale du Travail
Solidaridad Obrera - Solidarité Ouvrière
26 octobre 2017

Ante la situación en Catalunya
A propos de la situation en Catalogne

Las organizaciones firmantes, sindicatos de ámbito estatal, compartimos nuestra preocupación por la situación en Catalunya, por la represión que el Estado ha desatado, por la merma de derechos y libertades que esto supone y va a suponer y por el auge de un nacionalismo rancio que está apareciendo de nuevo en gran parte del Estado.

Defendemos la emancipación de todas las personas trabajadoras de Catalunya y del resto del mundo. Tal vez, en este contexto, sea necesario recordar que no entendemos el derecho a la autodeterminación en clave estatista, como proclaman los partidos y organizaciones nacionalistas, sino como el derecho a la autogestión de nuestra clase en un territorio determinado. Así entendida, la autodeterminación pasa más por el control de la producción y el consumo por parte de trabajadores y trabajadoras y por una democracia directa de abajo a arriba, organizada según los principios federalistas, que por el establecimiento de una nueva frontera o la creación de un nuevo Estado. Como internacionalistas, entendemos que la solidaridad entre las personas trabajadoras no debe verse limitada a las fronteras estatales, por lo que nos preocupa poco dónde se dibujen éstas.

Lo que sí nos parece muy preocupante es la reacción que se está viviendo en muchas partes del resto del Estado, con la exaltación de un españolismo rancio, que más recuerda a épocas pasadas, jaleado desde los medios de comunicación y en sintonía con la deriva autoritaria del gobierno, patente tras el encarcelamiento de personas por convocar actos de desobediencia o la aplicación del artículo 155 de la Constitución. No se nos escapa que este brote nacionalista sienta las bases para posteriores recortes de derechos y libertades, contra los que nos debemos prevenir. La bochornosa unidad de las llamadas "fuerzas democráticas" en la justificación de la represión, augura un panorama sombrío para todas las disidencias futuras. Pareciera que el régimen posfranquista que nos gobierna desde hace 40 años, cerrara filas para asegurar su continuidad.

Les organisations signataires, syndicats groupant les salariés sur l'ensemble de l'État, partageons la même préoccupation sur la situation en Catalogne, au sujet de la répression que l'État a engagée, au sujet de la diminution des droits et libertés que cela suppose et va supposer, et au sujet de l'essor d'un nationalisme rance qui apparait de nouveau dans une grande partie de l'État.

Nous combattons pour l'émancipation de tous les travailleurs de la Catalogne et du reste du monde. Peut-être, dans ce contexte, est-il nécessaire de rappeler que nous n'entendons pas le droit à l'autodétermination dans une cadre étatiste, tel que proclamé par les partis et organisations nationalistes, mais comme le droit à l'autogestion de notre classe dans un territoire déterminé. Ainsi entendue, l'autodétermination correspond au contrôle de la production et de la consommation de la part des travailleurs et des travailleuses et une démocratie directe de bas en haut, organisée selon les principes fédéralistes, et non à l'établissement d'une nouvelle frontière ou à la création d'un nouvel État. Comme internationalistes, nous entendons que la solidarité entre les travailleurs ne doit pas être limitée aux frontières étatiques, parce que l'endroit où celles-ci se dessinent nous préoccupe peu.

Ce qui nous semble très inquiétant, c'est la réaction qui se produit dans beaucoup de lieux du reste de l'État: l'exaltation d'un «espagnolisme» rance qui rappelle les époques passées, excitée par les médias et en phase avec la dérive autoritaire du gouvernement, patente depuis l'emprisonnement de personnes appelant à des actes de désobéissance, ou avec l'application de l'article 155 de la Constitution. Il ne nous échappe pas que cette flambée nationaliste jette les bases d'une réduction à venir des droits et de liberté, à laquelle nous devons nous préparer. L'unité honteuse des dites *«forces démocratiques»* dans la justification de la répression, augure un sombre panorama pour toutes les dissidences futures. Il semble que le régime post-franquiste qui nous gouverne depuis 40 ans, serre les rangs pour assurer sa continuité.

Dicho régimen, que ha existido y existe en Catalunya tanto como en el resto del Estado español, siente que su propia supervivencia está en juego. Cuestionado ampliamente y sumido en una profunda crisis de legitimidad, observa alarmado cómo se le acumulan los frentes abiertos. La amenaza a la integridad territorial del Estado se suma a los escándalos por corrupción, al desprestigio de la monarquía, al cuestionamiento de los rescates y recortes que se han aplicado sobre la población, al descontento por el esclavismo en el puesto de trabajo derivado de las últimas reformas laborales, por el alargamiento de la edad de jubilación y la minoración económica de las pensiones, etc… Las constantes llamadas a defender la constitución se deben entender como toques a rebato para atajar esta verdadera crisis existencial que le asedia. El peligro es que en el proceso se sancionen y se vuelvan norma comportamientos represivos como los que se han visto recientemente en muchas ciudades catalanas. O peores…

Evidentemente, no sabemos en qué sentido se decantarán los acontecimientos. Permaneceremos atentas a lo que ocurra, dispuestas a defender los intereses de las personas trabajadoras de todo el Estado. Nos opondremos con todas nuestras fuerzas a la represión y a la normalización de actitudes ultraderechistas, que ya se percibe. Por supuesto, tampoco nos dejaremos utilizar por las estrategias de los partidos políticos cuyos objetivos nos son ajenos. A la vez, no dejaremos de alentar las movilizaciones de la clase trabajadora cuando ésta decida, por fin que ha llegado el momento de sacudirse el dictado de unas élites políticas y económicas que llevan demasiado tiempo gestionando el control del territorio para servir, en exclusiva, a sus propios intereses.

Como organizaciones sindicales de clase, libertarias y combativas, estaremos a pie de calle, en las movilizaciones, como ya hemos demostrado en muchas ocasiones, contra la represión, los recortes de derechos y libertades y contra la corrupción.

Puede que la crisis de Catalunya sea la puntilla de un modelo de Estado que agoniza. Que este cambio se decante en un sentido u otro dependerá de nuestra capacidad, como clase, de llevar el proceso en la dirección opuesta a la represión y al auge de los nacionalismos. Confiemos en lograr que el resultado final sean más libertades y derechos y no al contrario. Nos jugamos mucho.

¡POR LOS DERECHOS Y LAS LIBERTADES!
¡CONTRA LA REPRESIÓN A LAS CLASES TRABAJADORAS!

Ce régime, qui a existé et existe tant en Catalogne que dans le reste de l'État espagnol, sent que sa propre survie est en jeu. Controversé amplement et plongé dans une crise profonde de légitimité, il observe, alarmé, comment s'accumulent les failles. La menace sur l'intégrité territoriale de l'État s'ajoute aux scandales de corruption, à la perte de prestige de la monarchie, à la contestation du rançonnement des populations, au mécontentement de l'assujettissement au poste de travail issu des dernières réformes de travail, par le recul de l'âge de retraite et la réduction des pensions, etc… Les appels réitérés à la défense de la constitution doivent se comprendre comme autant de tentatives pour mettre fin à cette crise véritablement fondamentale. Le danger consiste en ce que ce processus se termine par le retour à des pratiques répressives normées comme celles appliquées récemment dans beaucoup de villes catalanes. Ou pires …

Évidemment, nous ne savons pas dans quel sens les événements évolueront. Nous resterons attentifs à ce qui se produit, prêts à défendre les intérêts des travailleurs de tout l'État. Nous nous opposerons avec toutes nos forces à la répression et à la normalisation ultradroitière des comportements déjà perceptibles. Nous ne nous permettrons naturellement pas non plus d'utiliser les stratégies des partis politiques dont les objectifs nous sont étrangers. Par contre nous ne cesserons pas d'encourager les mobilisations de la classe travailleuse quand elle le décidera, pour, le moment venu, mettre fin au diktat des élites politiques et économiques qui passent tout leur temps à contrôler le territoire dans le but de servir, exclusivement, ses propres intérêts.

Comme organisations syndicales de classe, libertaires et combatives, nous serons à pied d'œuvre, dans les mobilisations, comme nous l'avons déjà démontré à plusieurs occasions, contre la répression, les diminutions des droits et des libertés et contre la corruption.

Il est possible que la crise en Catalogne soit le cache-sexe d'un modèle d'État qui agonise. Que cette situation évolue dans un sens ou l'autre dépendra de notre capacité, comme classe, de porter le processus dans la direction opposée à la répression et à l'essor des nationalismes. Assurons-nous qu'au final, le résultat débouche sur plus de liberté et de droits, et non le contraire. Nous risquons beaucoup.

POUR LES DROITS ET LES LIBERTÉS!
CONTRE LA RÉPRESSION DES CLASSES LABORIEUSES!

Des libertaires en pleine dérive

Tomás IBÁÑEZ,
Barcelone, 8 nov. 2017.
Texte en français: *LAVOIXDUJAGUAR.NET*

Je ne connais pas très bien l'histoire du mouvement libertaire en Catalogne, mais j'imagine qu'il devait y avoir une bonne raison pour qu'en 1934 la CNT, qui se trouvait alors dans la plénitude de sa force, refuse de collaborer avec la tentative de proclamer «*l'État catalan sous la forme d'une République catalane*». Je ne fais que l'imaginer. Par contre, ce que je ne me limite pas à imaginer car j'en suis convaincu, c'est qu'il n'y a aucune bonne raison pour qu'une partie de l'actuel mouvement libertaire catalan collabore, d'une manière ou d'une autre, avec le projet «*national-indépendantiste*» entrepris par le gouvernement catalan, par les partis politiques qui le soutiennent et par les grandes organisations populaires nationalistes qui l'accompagnent.

Le moins que l'on puisse dire c'est que cette partie du mouvement libertaire se trouve «*en pleine dérive*» puisque, après avoir contribué à «*protéger les urnes*» lors du référendum que le gouvernement avait convoqué dans le but précis de légitimer la création d'un nouvel État sous forme de République catalane, elle appela de plus à une grève générale dans l'immédiate foulée du référendum, ce qui avait pour conséquence prévisible d'en renforcer les effets.

Cette dérive se réaffirme maintenant à travers l'appel à rejoindre une nouvelle grève générale demain 8 novembre pour exiger la libération des «*prisonniers politiques*» résultant de la répression que l'État espagnol dans sa composante judiciaire a exercé contre certaines activités orientées à promouvoir l'indépendance de la nation catalane et la création du nouvel État.

Il est vrai que cette fois ce n'est pas l'ensemble des syndicats anarcho-syndicalistes qui se joignent à cette grève mais une partie des syndicats de la CGT et des libertaires intégrés dans les CDR, «*Comités de défense de la République*». Si j'avais déjà exprimé ma «*perplexité*» devant l'appel à la grève générale du 3 octobre, cette perplexité s'est accrue en constatant que ces syndicats de la CGT et ces militants libertaires des CDR vont appuyer l'initiative d'un minuscule syndicat radicalement indépendantiste, «*l'intersyndicale Confédération syndicale catalane*», qui a déposé le préavis de grève et qui n'a reçu l'appui que des deux grandes organisations indépendantistes catalanes qui rassemblent de façon transversale des secteurs populaires et des secteurs bourgeois de la population catalane (*Omnium culturel* et ANC, *Assemblée nationale catalane*).

Il ne fait aucun doute qu'il faut rejeter la répression mais l'on peut se surprendre de voir que ce rejet ne donne lieu à une grève générale que lorsque les inculpés sont membres du gouvernement, accompagnés des deux principaux dirigeants du mouvement civil indépendantiste, et se réduisent à des manifestations de condamnation et de solidarité lorsqu'il s'agit d'autres personnes.

Heureusement qu'au sein de la mouvance libertaire on a toujours su évaluer les luttes en raison de leur contenu politique et, lorsque ces luttes ont été réprimées, la solidarité s'est manifestée en fonction de cette évaluation politique. Parce que nous condamnons toute forme de répression voudrait-on nous enjoindre de mobiliser toutes nos énergies lorsque se sont des militants d'extrême droite qui sont réprimés? Il est certain que d'un point de vue libertaire toute répression suscite notre réprobation, mais elle n'implique pas automatiquement notre solidarité. Ce qui est, par ailleurs, inacceptable c'est d'évoquer de récentes victimes anarchistes de la répression pour pouvoir déclarer que «*cette liste*» s'est amplifiée à de nouvelles victimes qui ne sont autres que les membres du gouvernement emprisonnés. J'imagine que certains de nos camarades emprisonnés trouveraient scandaleux d'être amalgamés à ces nouveaux «*prisonniers politiques*» afin de justifier qu'ils méritent eux aussi notre soutien.

La dérive d'une partie du mouvement libertaire devient encore plus manifeste lorsque l'on constate qu'un bon nombre de ses militants s'impliquent actuellement dans les «*Comités de défense de la République*» originairement impulsés par la CUP, *Candidature d'unité populaire* (indépendantistes d'extrême gauche). J'ai été sensible jusqu'à présent à l'argument selon lequel cette implication représentait un moyen de faire entendre notre voix et de porter nos propositions au sein des mobilisations populaires, avec l'espoir de «*déborder*» ainsi

le cadre étroit de leurs revendications indépendantistes, même si cette perspective de *«débordement»* m'a toujours semblé illusoire.

Cependant, comme j'ai pu le constater cette après-midi même, lorsque l'on peut lire dans les rues de Barcelone des affiches signées par l'organisation officielle des CDR qui appellent à *«paralyser le pays»* le 8 novembre contre *«l'emprisonnement du gouvernement légitime de notre pays»*, la perplexité devant l'incorporation d'une partie du mouvement libertaire dans ces comités ne cesse de croître et elle pose la question de savoir jusqu'où ira la *«dérive»* de cette partie du mouvement libertaire.

La seule consolation que je peux trouver c'est qu'à travers ces comités la politisation et l'expérience des luttes acquises par certains secteurs de la population, surtout dans ses éléments les plus jeunes, impulse de futures mobilisations dans des contextes moins éloignés de l'autonomie et de l'autodétermination des luttes qui sont propres aux pratiques libertaires.

La contre-révolution en marche

Camillo BERNERI

Guerra di classe, 5 mai 1937

D'après les Éditions Spartacus (Première édition: 1937)

Au cours du mois de septembre 1930, Azaña, qui fut membre, avec Zamora et Lerroux, du gouvernement provisoire de la République, disait dans un meeting à Madrid: *«Nous allons conquérir la liberté en faisant appel à toutes les forces anti-monarchistes, peu importe comment elles s'appellent, peu importe où elles se trouvent»*. Telle fut la formule de la première *«union sacrée»*: cette union adoptait comme dénominateur politique commun le républicanisme.

En août 1931, la République se crut suffisamment forte pour précipiter le détachement des masses prolétariennes s'écartant du gouvernement: c'est par décret que furent ordonnées les déportations des anarchistes et syndicalistes vers les bagnes de la Guinée. Le 20 octobre 1931, les Cortès, y compris les députés socialistes, votèrent le projet de loi *«de défense de la République»* qui fut appliqué au cours de la répression des mouvements anarcho-syndicalistes.

Dès 1932, le pronunciamento de Séville démontra que le fascisme républicain est un danger plus grand encore que la restauration monarchiste, mais Azaña, parlant aux Cortès de la tentative du général Sanjurjo, proclamait que la République espagnole n'est pas malade, et *«qu'elle s'est purgée des restes épars de l'ancien régime qu'elle contenait encore»*.

En janvier 1933, Azaña ordonna le massacre des insurgés de Casas-Viejas qui fut approuvé le 2 février suivant par 150 députés socialistes.

En février 1936, dans une interview à *Paris-Soir*, Azaña proclamait que Lerroux et Gil Roblès étaient liquidés; il déclarait: *«Nous désirons avant tout faire régner l'ordre... Dites-le bien, nous ne voulons pas faire la révolution... Je veux gouverner dans la légalité. Pas d'innovations dangereuses... Nous voulons la paix sociale, nous désirons l'ordre, nous sommes des modérés»*.

Après que l'insurrection fasciste eut éclaté, les partis socialiste et communiste revinrent à la formule d'Azaña de septembre 1930: défense de la République démocratique et parlementaire. Ils persistent encore dans cette position, ouvrant la route à la contre-révolution.

Louis Piérard, député du *Parti Ouvrier Belge*, reconnaissait récemment dans *Regards* que *«le socialisme était pratiquement inexistant en Catalogne avant le 19 juillet»*. L'U.G.T., qui avait à ce moment-là 9.000 membres en Catalogne, en compte à présent 50.000. Une hypertrophie aussi rapide est significative. L'U.G.T. attire à elle les classes moyennes. Les marchands de poisson de Barcelone sont entrés en masse dans cette organisation, pour échapper à la *«collectivisation du poisson»*, qui figure au programme de la C.N.T. Ce qui s'est produit à Barcelone, a également eu lieu dans toute la Catalogne, en Aragon et dans le Levant. Les ennemis de la collectivisation de la terre, de l'industrie et du commerce sont entrés en masse dans l'U.G.T. et au P.S.U.C. *Treball* **(*)**, organe du P.S.U.C., combat

(*) *Travail* en catalan (Note A.M.).

la collectivisation et la socialisation, tandis que la C.N.T. et le P.O.U.M. les défendent. Désormais, la soudure est évidente entre le possibilisme opportuniste des dirigeants du P.S.U.C. et les bourgeois et petits-bourgeois insérés dans le *Front Populaire*. Déjà, au cours de l'insurrection des Asturies, on avait assisté au rapide mimétisme pseudo-révolutionnaire des classes moyennes. Lorsque le comité de Mieres fit appel aux employés, ingénieurs, contre-maîtres, etc..., on assista au phénomène suivant décrit dans le «*Journal d'un mineur*», publié par *Giustizia e Liberta*:

«A peine la proclamation lue, les éléments de droite se précipitent pour se mettre à nos ordres; ils vont jusqu'à se disputer entre eux, chacun voulant être le premier. Excès de zèle suspect. Ils sont les premiers à saluer en levant le poing et à louer la révolution quand ils se rencontrent avec des ouvriers. En échange, ils reçoivent des rations de vivres, tabac, et autres produits, parfois supérieures à celles des révolutionnaires eux-mêmes. Les prolétaires sont imprudents et généreux comme des enfants».

Par contre, les bourgeois font preuve d'habileté et d'hypocrisie, «*surtout lorsque leur vie est en jeu*». Après le 19 juillet, en Catalogne, en Aragon et dans le Levant, on assista au même phénomène, mais celui-ci prit une extension beaucoup plus grande.

Lorsque le Parti Communiste espagnol publiait, en août 1936, un manifeste signé par Jesus Hernandez, déclarant lutter uniquement pour une République démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les «*gouvernements démocratiques*» que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo-néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'U.G.T. Même les *Jeunesses Socialistes Unifiées* renient le socialisme; ainsi leur secrétaire général, Santiago Carrillo, a pu déclarer au congrès national des J.S.U., qui s'est tenu à Valence le 15 janvier 1937: «*Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste... La J.S.U. n'est pas une jeunesse marxiste*». *Ahora*, organe de la J.S.U., appuyait cette thèse en repoussant les directives de classe.

Les déclarations contre-révolutionnaires que Juan Casanovas, président du parlement catalan, fit à la *Dépêche de Toulouse*, en mars dernier, coïncident avec celles de Comorera, militant en vue du P.S.U.C., faites en décembre passé. Les éléments de la *Généralité* qui, en octobre 1934, appuyèrent le putsch autonomiste-fasciste dirigé par le triumvirat Badia-Dencas-Mendez, ne sont pas disparus. Une preuve de plus en est donnée par les déclarations contre-révolutionnaires de Nicolau d'Olwer. *L'Action Catalane*, la droite du P.S.U.C., Galarza et consorts: voilà les forces de la contre-révolution.

La Révolution espagnole se trouve prise entre Burgos et Bilbao (où des catholiques, des marxistes et des républicains nouent de plus en plus leur «*union sacrée*» en suspendant C.N.T. del Norte et en emprisonnant le comité régional de la C.N.T.). Elle est bloquée entre Burgos et Valence, où 218 adhérents de la F.A.I. et des *Jeunesses Libertaires* sont emprisonnés et où est persécuté le journal anarchiste *Nosotros*. Elle est coincée entre Burgos et Alméria où le cacique Moron tient en prison un des plus héroïques combattants antifascistes: Francisco Maroto.

L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir. Il faut le dire. Il ne faut pas se prêter aux manœuvres de cette grande «*Cinquième Colonne*» dont six ans de *République espagnole* ont démontré la vitalité tenace et le redoutable mimétisme.

La guerre civile d'Espagne se fait sur deux fronts politico-sociaux. La Révolution doit triompher sur deux fronts.

Et elle vaincra.

A propos de Camillo BERNERI: Né le 20 mai 1897, à Lodé (Italie). Professeur de philosophie, propagandiste et combattant anarchiste Italien. Milite d'abord aux *Jeunesses socialistes*, puis adhère au mouvement anarchiste. Mobilisé en 1917. La guerre terminé, il devient professeur de philosophie et collabore au quotidien anarchiste «*Umanita Nova*» et à «*Pensiero e volontà*». Le fascisme installé en Italie, refusant de jurer fidélité au régime, il est contraint à l'exil. En France en 1926, emprisonné, expulsé, de même de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Hollande. De même pour sa compagne Giovanna, et leurs deux filles. Part pour Barcelone à l'annonce de la révolution, il organise la première colonne de volontaires italiens. Prend part aux combats à Monte Pelado, et à Huesca. A Barcelone, participe aux émissions de la radio de la CNT-FAI, et fonde la revue «*Guerra di classe*», où il se montre très critique sur l'évolution de la révolution, la participation des anarchistes au gouvernement et la part belle laissée aux communistes. Durant les journées sanglantes de Barcelone, le 5 mai 1937, Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont arrêtés à leur domicile par la police aux ordres des communistes. Ils seront retrouvés morts le lendemain, leurs corps criblés de balles. Ce texte est vraisemblablement le dernier qu'il ait écrit.

D'après http://www.ephemanar.net/

INDÉPENDANCE DE LA CATALOGNE: OUI - NON

Monica JORNET
GRUPPO ERRICO MALATESTA - NAPOLI
FEDERAZIONE ANARCHICA ITALIANA
PUBLIÉ DANS CANTO LIBRE (NAPLES) LE 12 OCTOBRE 2017
DANS UMANITÀ NOVA LE 22 OCTOBRE 2017
ET DANS LE MONDE LIBERTAIRE DE JANVIER 2018, AVEC AJOUT SIGNALÉ.

Mon nom est catalan, je suis de famille basque et catalane (exilée en France pendant le franquisme), de langue maternelle espagnole (castillan), je travaille à Paris et je suis chez moi à Naples. Comme Errico Malatesta, je ne hais pas les patries, je hais les patriotismes. Il existe des nations au sens de communautés culturelles, nous construisons également nos patries à partir de la langue, des lectures, des amitiés, du vécu, du cœur, du hasard. Mes patries n'ont rien à voir avec les frontières, avec une carte d'identité, avec une résidence ou un travail... Ni espagnoliste, ni catalaniste, internationaliste!

DÉCLARATIONS DE CRÉATION D'UN ÉTAT CATALAN

Déclaration de 2017

L'indépendance de la Catalogne a été proclamée ce soir (10 octobre) et immédiatement suspendue... Le Président de la *Communauté Autonome de Catalogne*, Carles Puigdemont, comparaissait au *Parlament* (Parlement autonomique catalan) le 10 octobre 2017 à 18h. On s'attendait à ce que, dans le respect de la loi de référendum catalane (suspendue par le *Tribunal Constitutionnel*) et au vu des résultats, il proclame la *Déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne* (DIU). A 19h35 sous un tonnerre d'applaudissements, il déclarait: *«Parvenus à ce moment historique, et en tant que président de la Generalitat, j'assume, en présentant les résultats du référendum devant le Parlement et nos concitoyens, le mandat du peuple pour que la Catalogne devienne un État indépendant sous la forme d'une République»*. Pour ajouter ensuite à la surprise générale: *«Et c'est avec la même solennité que je propose, au nom du Govern, que le Parlament suspende les effets de la déclaration d'indépendance afin que dans les prochaines heures puisse s'établir un dialogue sans lequel il n'est pas possible de parvenir à une solution négociée»*.

Ce n'était pas la première déclaration unilatérale de création d'un État catalan, on doit rappeler les dates de 1931 et 1934 mais dans les deux cas on en resta là. La première fois tout fut *"résolu"* par la cession à la Catalogne de son autonomie et la deuxième fois par la répression. Mais en réalité rien n'avait été résolu puisque la situation est aujourd'hui la même et la même question se pose: Comment répondra le gouvernement espagnol? Cherchera t-il à résoudre le conflit en acceptant de négocier comme en 1931? Peut-être avec une cession fiscale de 100% au lieu des 50% actuels d'autonomie fiscale (ce *"pacte fiscal"* serait l'équivalent du *Concert économique* en vigueur au Pays Basque et en Catalogne en vertu de leurs anciens *fueros*) ou voudra t-il imposer la loi par la *«force publique»* comme en 1934, en suspendant l'autonomie de la Catalogne et en jugeant pour rébellion à l'*État des Autonomies?* Et le Roi Felipe VI? Enverra t-il les chars en tant que *Chef des Armées* qu'il passe en revue tous les ans lors de la *Pascua Militar?* Si le Président catalan veut, par son discours additionnel après la déclaration, une troisième voie inédite, à savoir négocier pour obtenir l'indépendance de la Catalogne et non pour y renoncer, il me semble qu'il ne réussira pas. S'il veut simplement avoir déclaré l'indépendance pour ne pas faire piètre figure en se déjugeant parce qu'il n'est pas en mesure d'affronter les chars de l'État espagnol et la ruine économique provoquée par l'appareil financier européen (inconvénient également dû au fait qu'il veut faire partie de ce système capitaliste) mais qu'il a en réalité l'intention d'obtenir le pacte fiscal, il pourrait réussir mais peut-être pas, parce que le Parlement espagnol a été clair: il n'y a rien à négocier. Sans compter, bien entendu, que Rajoy prendra certainement mal qu'il veuille négocier après ce qui a été très clairement une déclaration unilatérale d'indépendance.

Déclaration de 1931

Ezquerra Republicana de Catalunya, parti fondé en 1931, pour concourir aux élections municipales en tant que premier parti républicain, laïque, de gauche, réussit à briser l'abstentionnisme anar-

chiste ouvrier et fut le parti en tête en Catalogne. En conséquence de quoi, Alphonse XIII prit le chemin de l'exil et la *Seconde République* espagnole fut proclamée le 14 avril 1931. Francesc Macià proclama le jour même la République catalane comme *"État membre de la Fédération Ibérique"*. Trois jours plus tard, il renonçait à l'indépendance en échange de la rédaction d'un projet de *Statut d'autonomie*. C'est à ce moment que fut décidée la création d'une institution de gouvernement propre, la *Generalitat de Catalunya* constituée d'un gouvernement présidé par Macià et d'une assemblée provisoire.

Déclaration de 1934

La révolution des Asturies menée par paysans et ouvriers éclate après la répression au printemps par le gouvernement de droite d'une grève générale appelée par le syndicat socialiste UGT. Le *Parti Nationaliste Basque* PNV, de droite, catholique et localiste, ne soutint pas la révolution ouvrière, qui fut étouffée en quelques jours en Biscaye, pays de hauts fourneaux. En Catalogne, à la mort de Francesc Macià en 1933. Lluis Companys (ERC), lui avait succédé à la présidence de la *Generalitat*. Il y eut un affrontement entre le Gouvernement central de droite (élu en 1934) et la Generalitat de gauche à l'occasion de l'approbation par le *Parlament* de la *Loi de contrats agricoles* favorable aux paysans louant des terres. La très conservatrice et nationaliste *Lliga catalana* présenta un recours en défense des propriétaires terriens et la loi fut déclarée inconstitutionnelle. C'est pourquoi la Révolution éclata aussi à Barcelone: Lluis Companys proclama l'*État Catalan* au sein de la *République fédérale* le 6 octobre 1934. La *Generalitat* fut bombardée le jour même. Companys et tout le gouvernement furent accusés du délit de rébellion et, en juin 1935, condamnés à 35 ans de prison. Le *Statut d'autonomie* resta suspendu jusqu'à la victoire du *Front populaire* en 1936, année où Companys retrouva la présidence de la *Generalitat*.

DE LA LÉGALITÉ À L'ILLÉGALITÉ

Le référendum légal de 1931 en Catalogne

La Constitution de 1931, approuvée le 9 décembre par le Parlement de la IIème République, instaurait un «*État intégral*» dans lequel «*une ou plusieurs provinces limitrophes*» pouvaient «*s'organiser en région autonome pour construire un noyau politico-administratif au sein de l'État espagnol*» (et ce afin de concilier les positions des unionistes et des fédéralistes après l'échec de la 1ère République (1873-1874) qui se termina par le coup d'État du général Manuel Pavia et la restauration de la monarchie). Une commission dirigée par ERC se réunit à Nuria pour rédiger un statut d'autonomie pour la Catalogne. Le *Statut de Nuria* qui définissait la Catalogne comme un «*État autonome au sein de la République espagnole*» fut approuvé en août 1932 par 99% des suffrages lors d'un référendum en Catalogne. Le Parlement l'approuva en septembre malgré une intense campagne contre «*le séparatisme catalan*» mais après l'élimination dans le texte du droit d'autodétermination ainsi que des articles souverainistes (création d'une citoyenneté catalane, droit d'incorporer de nouveaux territoires, le catalan comme seule langue officielle). La Catalogne devenait dans le texte définitif une «*région autonome au sein de l'État espagnol*» avec deux langues officielles. En novembre 1932 eurent lieu les premières élections de la *Communauté autonome de Catalogne*.

Le référendum légal de 1979 en Catalogne

La Constitution de 1978 qui instituait la *Monarchie parlementaire*, après la mort du dictateur fasciste, le général Francisco Franco, en novembre 1975, poussa encore un peu plus loin le processus en créant l'*État des Autonomies* (toutes les provinces devaient se regrouper en communautés autonomes) mais toujours au sein d'une «*patrie commune et indivisible de tous les Espagnols*» exigeant à la fois le «*droit à l'autonomie des "nationalités" et régions qui la composent*» et «*la solidarité entre elles*». L'État a la compétence exclusive en matière d'intérêt général ou débordant du territoire de la *Communauté autonome* ainsi qu'en matière de législation basique. L'État est autorisé à céder des pouvoirs (compétences) aux *Communautés autonomes* le souhaitant mais aucune de façon exclusive, seulement des modalités de déroulement et d'application. Chaque *Communauté autonome* a ainsi aujourd'hui son propre *Gouvernement autonomique* ou *Govern* en catalan *(La Generalitat)* avec un Président (*President*), des conseillers qui sont l'équivalent des ministres (*consellers*). Le *Tribunal supérieur de Justice* dépend du *Tribunal suprême*. Le *Statut de Sau* fut approuvé par référendum en Catalogne le 25 octobre 1979 avec 88,14% des suffrages et par le Parlement espagnol en décembre mais avec des amendements cependant qui sont un pas en arrière par rapport au *Statut de Nuria:* par exemple la création d'un délégué du Gouvernement dans chaque communauté autonome. La compétence d'éducation auparavant exclusive devenait seulement «*pleine*».

Le référendum légal de 2006 en Catalogne désavoué

Un quart de siècle après, la réalité de l'application des principes constitutionnels de création

des communautés autonomes imposa la nécessité pour chaque *Communauté autonome* de réformer les *Statuts d'autonomie*. C'est ainsi que le Statut catalan réformé fut approuvé par le *Parlament* en septembre 2005 avec la seule opposition du PP (*Parti Populaire*, de droite). Il mentionnait «*le développement d'un État plurinational*» en référence à l'Espagne et déclarait dans son article 1er: «*La Catalogne est une nation*», un terme réservé exclusivement à l'Espagne dans la Constitution. Après amendement de la *Commission constitutionnelle* du Parlement, le préambule du Statut réformé affirma à titre de description (et non de définition) que «*le parlement de Catalogne a défini la Catalogne comme une nation*» mais, seuls les articles ayant force de loi, l'article premier ne change pas par rapport au Statut de 1979: «*La Catalogne, en tant que nationalité, exerce son gouvernement autonome en se constituant en Communauté autonome, conformément à la Constitution et à ce Statut*». La cession fiscale passait à 50%; le Parlement approuva le Statut réformé le 31 mars 2006 avec les voix «*contre*» du PP ainsi que de EA et ERC (qui refusaient les amendements). Néanmoins, l'art. 3 proclamait: «*La Generalitat est État*»; l'art. 5: «*le gouvernement autonome de la Catalogne est basé sur des droits historiques du peuple catalan*»; l'art. 6, sur les langues officielles: «*le droit et le devoir de les connaître*» (tandis qu'auparavant ce devoir ne concernait que le castillan). L'art. 8 enfin introduisait le terme «*nationaux*»: «*La Catalogne, définie comme nationalité dans l'article 1er, a pour symboles nationaux son drapeau, sa fête et son hymne*». C'est pourquoi le PP présenta un recours devant le *Tribunal Constitutionnel*. Lors du référendum de juin 2006 en Catalogne, le *Oui* l'emporta avec 73,9% des suffrages (20,76% de *Non*).

Consultations illégales en Catalogne dans diverses villes depuis 2007

La longue attente de la sentence du *Tribunal constitutionnel* accompagnée de vifs débats favorisa l'essor du nationalisme. Nous en citerons quelques exemples. En mars 2007, ERC proposa un référendum d'autodétermination pour le 27 mai, jour des élections municipales. Il voulait ainsi de la sorte démontrer que sa participation à un gouvernement non nationaliste (celui du socialiste...) n'entamait pas son «*catalanisme*» et ne pas perdre les électeurs nationalistes au profit de CIU, le parti nationaliste démocrate chrétien désireux de revenir au pouvoir car il se retrouvait pour la première fois dans l'opposition. Le 3 septembre 2007 le maire de la petite localité de Arenys de Munt (8.000 habitants) organisa une consultation sur l'indépendance qui l'emporte avec 96% des suffrages. Une consultation similaire eut lieu le 13 décembre 2009 dans 161 municipalités dont une capitale de province (Girona), toujours organisée par des associations et non des partis et sans accès aux registres électoraux. Toutes ces consultations n'ayant pas force de loi permettaient un vote sentimental et donnaient un avertissement au *Tribunal constitutionnel*. Lors d'une consultation à Barcelone le 10 avril 2011, 257.645 citoyens votèrent pour ou contre l'indépendance (participation de 21%) et le *OUI* l'emporta avec 91% des suffrages.

CONSULTATION ILLÉGALE DE 2014 ET RÉFÉRENDUM ILLÉGAL DE 2017

Le 9 novembre 2014, le Gouvernement catalan présidé par Artur Mas posait en catalan et en castillan, deux questions pour une «*Consultation sur l'avenir politique de la Catalogne*»: «*Voulez-vous que la Catalogne soit un État?*» et «*Si la réponse est affirmative, voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant?*» (Avec deux réponses possibles: *OUI* ou *NON* pour qui répondait *OUI* à la première question sur la partie gauche du bulletin).

Le 1er octobre 2017 le Gouvernement catalan présidé par Carles Puigdemont posait une question en catalan, castillan et aranais (langue occitane parlée dans le Val d'Aran, à la frontière de la France et de l'Aragon, protégée par le *Statut d'autonomie de la Catalogne* depuis 1979 et déclarée officielle en Catalogne en 2006) pour un *Référendum d'autodétermination de la Catalogne* (convoqué en juin): «*Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république?*» (Avec deux réponses possibles: *OUI* ou *NON*).

En 2014, lors de cette consultation (qui par définition ne faisait pas force de loi contrairement à un référendum) tous les catalans de plus de 16 ans ayant leur résidence en Catalogne, y compris les résidents à l'étranger et les migrants ayant leur permis de séjour étaient appelés à voter. En 2017, la *Loi de référendum* approuvée par le Parlement catalan (avec la volonté de faire force de loi) est plus restrictive puisqu'elle appelait à voter tous les catalans ayant le droit de vote ce qui exclut donc les migrants et les mineurs. En 2014, la participation des municipalités fut très élevée, 942 sur 947 communes catalanes y participèrent. En 2017, seuls 720 communes, 74% de l'ensemble des municipalités. En 2014, la participation a été de 2.344. 828 personnes. 90% de votes OUI-OUI, 10,02% de OUI-NON et 4,49% de NON. La participation en 2017 a été de 2.262.424 personnes, soit un hypothétique 37,8% des inscrits sur les listes électorales. Le OUI à l'indépendance obtient 90% des voix (2.020.144), le NON 7% (176.666), 0,89% de votes nuls et 2% de

blancs. L'ex-président de la *Generalitat*, Artur Mas avait insisté sur l'importance cruciale d'une participation plus élevée en 2017 qu'en 2014, cela n'a pas été le cas. Il est également vrai qu'à cause de la fermeture de certains collèges électoraux par les forces de l'ordre, près de 670.000 inscrits n'auraient pas pu voter mais aucune certitude à ce sujet car les gens pouvaient voter quasiment sans aucun contrôle et même plusieurs fois. De fait, d'après la *Generalitat* elle-même, 96% des bureaux étaient ouverts. La difficulté d'interprétation des résultats de 2017 vient aussi de ce qu'il n'y avait pas la garantie des registres électoraux mais on peut au moins en conclure que se sont mobilisés massivement dans les deux cas ceux qui voulaient l'indépendance, notamment en 2017 pour un référendum ayant force de loi pour le Gouvernement catalan même s'il se tenait dans l'illégalité pour le Gouvernement espagnol.

On peut observer que la double formulation de 2014 permettait l'expression aussi bien de ceux qui voulaient un statut autre que l'indépendance pour le nouvel État catalan par rapport à l'Espagne (par exemple un *État libre associé* comme Porto Rico par rapport aux États-Unis ou un État fédéraliste, etc...) que de ceux qui voulait directement l'indépendance de la Catalogne. En 2017, en revanche, aucun autre choix n'est proposé que de répondre directement à la question de l'indépendance. Ce référendum de 2017 va également plus loin que la consultation de 2014 puisqu'il propose un changement de régime de la monarchie à la république en cas d'indépendance.

Mais voulons-nous aller encore plus loin? En 2014, la partie droite du bulletin électoral ne comprenait pas de case pour répondre à la deuxième question, donc on ne pouvait que répondre OUI-OUI ou OUI-NON ou bien un simple NON. Cependant les anarchistes firent campagne pour la voie révolutionnaire du NON-OUI. NON à un nouvel État, OUI à un pays d'*Assemblées confédérés*. Voir le bulletin de vote alternatif diffusé par les anarchistes en 2014. La réponse des anarchistes à la question posée au référendum de 2017 fut la même: nous voulons l'indépendance mais pour un pays d'*Assemblées populaires confédérées*.

ILLÉGALE LÉGALITÉ CATALANE

En juin 2010, le *Tribunal Constitutionnel* rendit son verdict d'inconstitutionnalité de 14 articles du *Statut catalan* concernant notamment la *«nation»* catalane, la préférence et l'obligation de la langue catalane, le pouvoir judiciaire catalan, une nouvelle relation de caractère *«bilatéral»* Generalitat-Gouvernement central. Les Catalans n'acceptèrent pas que l'on puisse invalider un Statut approuvé par le Parlement puis par référendum en Catalogne, en toute légalité. N'affirme t-on pas - dans la farce démocratique du moins - que là réside la souveraineté du peuple? Le CEO **(*)** dans son baromètre du mois d'octobre indiqua que l'indépendantisme avait atteint le record de 25% d'opinions favorables. En conséquence, le parti démocrate chrétien CiL retrouva la présidence de la *Generalitat* lors des élections autonomiques de 2010. Le *President* Artur Mas (CiU) promit alors un référendum de sécession à long terme et le pacte fiscal à court terme. Le *Parlament* proclama en mars 2011 un droit non négociable à l'autodétermination avec l'opposition du PSC et du PP et les votes pour de ERC, ICV, CIU: le front nationaliste s'était reformé. Le parti de gouvernement CDC (dans la coalition CiU) fixa lors de son congrès de mars 2012 l'objectif pour la Catalogne d'avoir son *«propre État»*. Toujours ce mot État qui revient. Le 11 septembre, jour de la *Diada*, fête de la communauté autonome, le traditionnel défile nationaliste festif se mua en une immense marche pour l'indépendance. Le 17 septembre la commune de Vie approuva une motion présentée par *Esquerra Republicana* (ERC), *Candidature d'Unitat Popular* (CUP), *Iniciativa-Esquerra Unida*, et *Solidaritat* (SI), et se déclara *«territoire catalan libre et souverain»* avec le soutien de conseillers municipaux de CiU. Le *President* Artur Mas annonça le 25 septembre au *Parlament* des élections anticipées au 25 novembre 2012 et lança le défi inouï de proposer au cours de son mandat la convocation d'une consultation pour que les Catalans décident s'ils veulent constituer leur *«propre État»* au sein de l'*Union européenne*: *«Si on peut le faire par référendum parce que le Gouvernement l'autorise, tant mieux, autrement on le fait quand même»*. Et le 27, le *Parlament* approuva la proposition de CiU et ERC d'une consultation sur l'autodétermination à organiser *«en priorité»* pendant la législature à venir avec les voix de CiU, ICV, ERC et Solidaritat, l'abstention du PSC, et les voix contre des partis de droite espagnoliste, PP et Ciutadans (C'S). Artur Mas renouvela son mandat de président dans un gouvernement de coalition CiU - ERC dont le référendum d'autodétermination au plus tard en 2014 était la condition. La CUP, indépendantiste et anticapitaliste, obtint pour la première fois une représentation au *Parlament*. Le 23 janvier 2013 le *Parlament* approuva que la Catalogne était *«sujet politique et souverain»* (alors que la souveraineté réside dans le peuple espagnol, pour CiU, ERC, ICV, CUP, contre PSC, PP et C'S. Cinq PSC préférèrent s'absenter. En février 2013, 14 députés socialistes

(*) *Centre d'Estudis d'Opinió:* Centre d'étude d'opinion, institut de sondage de Barcelone. *(Note A.M.).*

catalans au Parlement désobéirent pour la première fois à la consigne de leur parti PSC et approuvèrent la motion de CiU (et celle de ICV demandant au Gouvernement de négocier avec la *Generalitat* une consultation populaire d'autodétermination. La *Loi catalane de consultations populaires,* à l'initiative du *Govern* en 2013, approuvée par le *Parlament*, fut déclarée inconstitutionnelle après le recours du Président Zapatero. Et nous arrivons à la consultation de 2014... Puis il y eut des élections autonomiques en septembre 2015 que le *Govern* annonça comme devant être plébiscitaires pour l'indépendance par un vote massif pour la coalition nationaliste *Junts pel Si* (PDeCAtT héritier de CiU, ERC et indépendants) qui forme avec la CUP une coalition pour gouverner en obtenant une majorité de sièges (72) mais les nationalistes perdent le plébiscite (47,7% des suffrages. Carles Puigdemont est investi *President* avec Oriol Junqueras de ERC comme vice-Président. La CUP est un parti anticapitaliste qui aspire à l'indépendance des *Països Catalans* (un sujet qui serait à creuser car les zones catalanophones (catalan ou dialecte du catalan, Aragon, Baléares, Val d'Aran, mais aussi Valence qui défend que le valencien est une langue dénoncent un impérialisme territorial. De plus être nationaliste et de gauche me semble contradictoire et j'en veux pour preuve les tensions internes quand il s'agir de voter le budget au *Parlament*...

LÉGITIMITÉ ET ILLÉGITIMITÉ DU CATALANISME

(Partie ajoutée pour la publication dans "Le Monde libertaire" de janvier 2018)

Un parcours historique à prendre avec des pincettes

Le *Préambule du Statut réformé* de 2006 parlait de droits historiques: *«Depuis 1714, il y a eu plusieurs tentatives de récupération de nos institutions de gouvernement»*. Des jalons de cet itinéraire historique sont, en autres, la *Mancomunidad* de 1914, le rétablissement de la *Generalitat*, le Statut de 1932 et celui de 1979.

Dans la *Guerre de succession espagnole* (suite à la mort sans descendance en 1700 du roi Carlos II de Austria, branche espagnole des Habsbourg), toute la Couronne d'Aragon prit parti pour le candidat de l'*Alliance de La Haye* constituée en Europe pour chasser du trône hispanique, à l'époque le plus grand empire du monde, Philippe d'Anjou (Felipe V de Borbôn, premier Bourbon à régner en Espagne donc), petit-fils de Louis XIV, car les Bourbons étaient beaucoup plus centralistes que les Habsbourg. Après la signature du traité d'Utrecht, elle resta seule face à l'armée franco-castillane. Barcelone se rendit aux troupes de Felipe V le 11 septembre 1714 après un long siège (symbole de résistance, la date est devenue la *Diada*, fête de la Catalogne) et les *Décrets de Nueva Planta* supprimèrent le Gouvernement, les institutions et les administrations de la Couronne d'Aragon ainsi que ses privilèges, les royaumes d'Aragon et de Valence en 1714, de Mallorca en 1715 et la principauté de Catalogne en 1716. Tous catalanophones. Le bilan pour la Catalogne fut la perte de sa relative souveraineté ainsi que l'usage du catalan. En revanche la Navarre et les provinces basques qui étaient restées fidèles à Felipe V conservèrent leurs privilèges *(fueros)* reconnus aujourd'hui par la Constitution sous forme d'autonomie fiscale complète... C'était sous Felipe V et aujourd'hui c'est Felipe VI, donc de droite comme de gauche on trouve difficilement des Catalans soutenant la monarchie. Je partage cependant le sentiment antimonarchique des Catalans mais pour d'autres raisons, presque toutes exprimées par Bakounine, alors je vais le citer dans *«État et Anarchisme»*: *«Que l'État porte le nom de monarchie ou de république, le crime sera toujours nécessaire pour conserver le pouvoir et pour triompher... Ça ne nous intéresse pas beaucoup que l'autorité se nomme Église, monarchie, république bourgeoise ou dictature révolutionnaire»*. Mais tout ne se vaut pas car Bakounine pense que certains régimes sont moins oppresseurs et la participation du peuple plus élevée: *«Que personne ne croie qu'en critiquant les gouvernements démocratiques, nous exprimons une préférence pour la monarchie. Nous sommes fermement convaincus que la plus imparfaite des républiques vaut mieux que la plus éclairée des monarchies»*.

Un nationalisme progressiste à examiner à la loupe

C'est seulement parce que la République espagnole de 1931 a concédé des *Statuts d'autonomie* qu'un parti aussi conservateur que le PNV (*Parti Nationaliste Basque*... Oui, faut dire que la lettre V n'existe pas en basque , le C non plus d'ailleurs... En tout cas si vous écrivez PNB, c'est le *Produit National Brut*), fondé en 1895 avec la devise *«Dieu et anciennes lois»*, par le raciste xénophobe Sabino Arana, de famille carliste, qui préférait un basque ne parlant pas le basque à un non basque de culture basque, ait été républicain et pas monarchiste. Quant à la *Lliga catalanista,* le parti catalan le plus important jusqu'en 1923, conservateur, catholique et bourgeois, son projet de loi pour créer une entité administrative intégrée par les quatre provinces catalanes s'appela *Mancomunidad,* fut adopté en 1914. La *Mancomunidad* favorisa la culture catalane ainsi que les infrastructures et les routes. L'objectif était un gouvernement propre à la Ca-

talogne pour mieux faire des affaires au bénéfice seul de la bourgeoise catalane mais elle alla loin en soutenant le coup d'État de Miguel Primo de Rivera, (ce dictateur est tout simplement le père de José Antonio, idéologue du fascisme espagnol et fondateur de la *Falange* en 1933, idole franquiste fusillée au début de la guerre civile) en échange d'une politique protectionniste pour la Catalogne (dont il était le capitaine général) et de la répression de la CNT dont le succès allait croissant. Pas de chance, Primo de Rivera interdit le catalan en public et dissout la *Mancomunidad* en 1925 avec l'entrée en vigueur du *Statut Provincial* pour toute l'Espagne. Cela signifia la fin de la *Lliga* qui, après la chute de la dictature en 1930, fut détrônée par un nouveau catalanisme *Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) de gauche républicaine.

Et c'est seulement le centralisme de la droite républicaine espagnole, qui était unioniste, qui explique les alliances tactiques du nationalisme catalan et basque avec la gauche alors qu'elle était fédéraliste. Mais certainement pas avec les anarchistes qui étaient internationalistes. De fait la CNT ne soutint pas la proclamation de la *République catalane*. Autrement dit, je suis en train de vous donner une grande nouvelle: le nationalisme n'est pas progressiste! Mais cette alliance perdura car le général Franco, en instaurant sa dictature fasciste après avoir remporté la Guerre Civile (1936-1939) suspendit les *Statuts d'Autonomie* obtenus par la Catalogne, le Pays Basque et la Galice sous la II^{ème} République. De sorte qu'aujourd'hui, rien d'étonnant à ce que tous les partis nationalistes soient aussi républicains. Quand Franco interdit les langues régionales au profit du castillan, son nationalisme espagnoliste exclusif alimenta le nationalisme régionaliste. Nationalistes, main dans la main avec socialistes et communistes luttèrent ensemble dans la clandestinité et l'exil contre le franquisme et connurent les mêmes prisons. C'est pourquoi être nationaliste et agiter l'*ikurriña* (drapeau basque) ou la *senyera* (drapeau catalan) apparaît toujours comme progressiste tandis qu'être espagnoliste (nationaliste espagnol) et agiter le drapeau de l'Espagne (qui n'est plus rouge et or avec l'aigle de Saint-Jean comme sous Franco mais rouge et or quand même et avec l'écusson des Bourbons, sans compter que les Bourbons sont revenus parce que le dictateur a désigné en 1969 pour lui succéder Juan Carlos, le petit-fils d'Alfonso XIII et non son fils Juan dans la ligne de succession. Ah bon, vous y croyez vous qu'il a permis la restauration de la démocratie? Il a permis la restauration de la monarchie, seul fait avéré) veut encore dire être un facho de centraliste comme Franco. Le drapeau de la république, pour mémoire, a la troisième bande violette.

Le nationalisme catalan au pouvoir en Catalogne a toujours été de droite, l'hégémonie de CiU à la G*eneralitat* depuis 1980 n'a été interrompue que par le *Tripartito*, un front de gauche de gauche ERC, ICV, PSC avec présidence socialiste (PSC) en 2006-2010. CiU, cette plateforme démocrate chrétienne créée en 2001 *(Uniô Democràtica de Catalunya,* 1931, et *Convergència Democràtica De Catalunya,* 1976) a occupé la présidence de la *Generalitat* depuis les premières élections autonomiques de 1980: il avait l'appui de ERC mais aussi celui d'un parti centriste aujourd'hui disparu, UCD d'Adolfo Suarez, président du Gouvernement qui conduisit la soi-disante *Transition démocratique* mais on le dit rarement, ancien secrétaire général du *Mouvement* en 1975, parti unique de Franco et ancien directeur de la télévision TVE entre 1969 et 1973. CiU eu la majorité absolue en 1984, 1988 y 1992. En 1995 et 1999 il gouverna avec les voix des parlementaires autonomiques du PP, en 2003 en coalition avec ERC et IU même si le PSC était arrivé en tête. Petits jeux politiciens de majorités parlementaires. Notons que la majorité absolue prolongée favorisa la corrution, le scandale le plus retentissant étant la commission de 3% sur les chantiers publics. Notons également que cela ne l'a pas dérangé tant que ça de gouverner avec le soutien du PP qu'il se plaît tant à critiquer et que ce PP *(Partido Popular)* n'est autre que la refondation, en 1989, de AP (*Alianza Popular,* fondée en 1976 par des ex-franquistes) mais il est également vrai qu'ils sont tous deux de droite et dans l'internationale démocrate chrétienne. Et le nationalisme n'est pas seulement toujours de droite, il est aussi toujours l'allié de l'Église (celle-là même dont les évêques émirent une lettre de soutien à Franco au début de la Guerre civile). Lors du référendum du 1er octobre 2017, 400 curés signèrent un manifeste appelant à voter. Le jour du vote, paroisses et églises catholiques ont participé à la résistance contre l'intervention de la police pour empêcher le vote en cachant des urnes dans les églises ou en organisant des bureaux de vote ou encore en bloquant le passage ou en transmettant des informations sur les nouveaux lieux de vote.

LES JOURNÉES D'OCTOBRE 2017

La journée électorale du 1er octobre

A 8h30 du matin la *Police nationale* et *la Garde civile* commencèrent à évacuer les bureaux de vote à peine ouverts en en fermant 319 des 2.316 prévus. Ils employèrent la force pour forcer les chaînes humaines provoquant de nombreux blessés, quelques 800, et contusionnés dont deux hospitalisés. Une semaine auparavant le *Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne* avait donné l'ordre aux *Mossos*

d'Esquadra (police autonomique) d'empêcher le vote mais ils n'ont pas bougé arguant du fait qu'ils avaient quand même fermé 225 bureaux de vote mais sans user de violence contre des citoyens qui désobéissaient pacifiquement. *Police d'État* répressive versus *police autonomique catalane* non répressive, super! Sauf que il est également bon de se souvenir avec quelle violence ces mêmes *Mossos d'Esquadra* ont chargé les *Indignés* pour les déloger de la Place de Catalogne, eux aussi pacifique, en 2011? causant 33 blessés et arrêtant 20 personnes. Alors ne la jouons pas gentilles forces de l'ordre catalanes contre méchantes forces de l'ordre du pouvoir central. La très modérée *Association professionnelle indépendante de Procureurs* a accusé les *Mossos* de mettre en péril l'État de droit. En fait ils se sont surtout comportés comme une police politique!

Prises de position le 2 octobre

Le lendemain, le 2 octobre le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, du PP, a convoqué ses deux associés du front commun contre le *«souverainisme»*, le socialiste Pedro Sanchez, secrétaire général du PSOE et le conservateur Albert Rivera, président de *Ciudadanos*.

Un front soit dit en passant aussi divers politiquement que le front nationaliste ce qui, à mon sens, est tout à fait révélateur de la place prioritaire prise par le nationalisme qu'il soit espagnol ou catalan dans la vie politique espagnole (et la vie politique catalane ne s'en démarque pas plus) et c'est bien dommage pour les partis de gauche... Idem au *Parlament*, les quatre groupes d'opposition au *Govern* (*Ciudadanos*, PSC, *Catalunya Si que es Pot - Podemos*, et PP) ont des propositions différentes. Et PSC veut réformer la Constitution, *Ciudadanos* ne veut rien changer, *Catalunya si que es Pot* **(*)** veut négocier un référendum légal d'autodétermination quitte ensuite pour beaucoup à voter contre, il y a des dissensions mais la tendance est au fédéralisme. IU (coordination fondée en 1986, regroupe le PCE, les écologistes et des socialistes dissidents, c'est pourquoi les Espagnols l'appellent la pastèque) est fédéraliste républicain et déclara qu'il ne participerait pas à ce référendum qui ne résolvait pas le problème et ne présentait pas de garanties suffisantes.

Rivera demanda le 2 octobre à Rajoy l'application de l'article 155 de la Constitution, ce qui signifie la suspension de l'autonomie de la Catalogne, avec pour but de convoquer des élections autonomiques, critiquant l'immobilisme du Gouvernement et la volonté de dialogue du PSOE avec ceux qui avait l'intention de déclarer unilatéralement l'indépendance. Sanchez était tout aussi opposé à la DIU mais exprima aussi son désaccord avec l'usage de la force et se montra réticent à l'application du 155 préférant des alternatives légales telles que l'action du *Tribunal constitutionnel*. Il demanda pour sa part *«l'ouverture de négociations entre le Gouvernement central et le Govern de la Generalitat»*. A la différence de la stratégie de *Ciudadanos* d'anticiper les mouvements du *Govern,* Mariano Rajoy choisit la stratégie réactive, c'est-à-dire réagir en appliquant la loi après qu'il y ait eu délit. Quant au président catalan, Puigdemont, il demanda au Gouvernement une médiation (dans l'espoir d'obtenir celle de l'Europe) pour *«mettre un terme à la violence policière et créer un climat détendu»*. Mais pour Rajoy, Puigdemont n'est pas légitime pour négocier après s'être situé lui-même dans l'illégalité. Il renvoya la DIU de quelques jours par rapport aux deux jours prévus par la loi catalane de référendum afin d'augmenter la pression sur le Gouvernement de Rajoy. Mais le message du Parlement européen le jour-même est sans ambiguïté: *«Le vote d'hier en Catalogne n'est pas légal»*. *«Et si un référendum est organisé conformément à la Constitution, le territoire abandonnant un État membre se retrouverait en dehors de l'Union européenne. La Commission estime que les temps sont à l'unité et à la stabilité et non à la division et la fragmentation»*. Pas même une phrase de l'Europe pour condamner la violence institutionnelle.

Mais quelle violence? dirait le ministre espagnol des Affaires Etrangères, Alfonso Dastis: *«La question de la violence dite excessive... nous ne nierons pas qu'elle a été présente dans les images. Mais nous pensons que ce n'était pas une violence déclenchée par la police sauf quand sa mission a été entravée. Elle ne voulait qu'exécuter les ordres des tribunaux. Nous regrettons cette violence mais également l'usage politique qu'on veut en faire»*. Bref, tout *«pour la loi et avec la loi»*, paroles de Rajoy, ce qui promet y compris les chars...

Grève générale et «suspension de pays» le 3 octobre

Le surlendemain , le 3 octobre, était déjà prévu une grève générale en Catalogne appelée par les syndicats libertaires CGT, *Intersindical Alternativa de Catalunya* (IAC), *Intersindical CSC y COS*, syndicats clés dans les secteurs des transports et de l'éducation. Les syndicats socialiste UGT et communiste CCOO ne s'y associaient pas et ne firent

---

(*) *Catalunya Si que es Pot - Catalogne Oui c'est possible:* coalition des partis *Initiative pour la Catalogne Verts* (ICV), *Gauche unie et alternative* (EUiA), *Podemos* et *Equo* (Verts européens).

le 2 octobre qu'un appel à protester contre les violences policières du 1er octobre mais pas à la grève générale afin, selon eux, de ne pas soutenir de quelque façon que ce soit la DIU. Par contre la plateforme *Table pour la démocratie* constituée par ces deux syndicats majoritaires CCOO et UGT et d'associations indépendantistes politiquement transversales, dont la plus importante, *Assemblée Nationale Catalane* ANC, appelèrent pour le même jour, le 3 octobre *«une suspension du pays»* pour répondre *«aux violences exercées par les forces de l'ordre de l'État»* par un arrêt des activités en Catalogne. Observons déjà d'un œil critique anarchiste le texte de l'appel: *«Personne ne viendra à bout des institutions catalanes et des libertés nationale»*. Et justement, l'appel à la suspension du pays a été suivie et soutenue par le *President* et son *Govern*, le *Parlament*, les institutions culturelles et sportives, etc... Et les deux syndicats lancèrent un appel *«aux partis et au Gouvernement»* pour *«canaliser la situation»* de la Catalogne vers *«un scénario de dialogue»*... *«par la voie de la négociation politique et institutionnelle pour redresser le conflit»* entre Gouvernement et *Govern*.

Merde, c'était même pas la peine d'adhérer à un syndicat ni de faire de l'opposition politique, il suffisait de chanter tous ensemble l'hymne catalan des *Segadors* et tous nos problèmes d'exploitation et autres étaient résolus comme par miracle! Désormais nous le savons grâce aux nationalistes! Le nationalisme a cette formidable capacité de susciter des enthousiasmes trompeurs au nom d'une unité patriotique qui résoudra les problèmes de n'importe quel patriote. Le catalanisme a réussi à effacer la lutte des classes en faveur d'une collaboration de classe pour un nouvel État catalan comme si tout se résumait à *estelada* (drapeau catalan, étoilé pour les indépendantistes) contre *rojiguada* (drapeau rouge et or espagnol), leurs guerres, nos exploités, nos morts et nos blessés: aujourd'hui la guerre c'est nationalisme catalan contre nationalisme espagnol. Pas de une guerre de libération, une guerre pour le pouvoir. Toujours au bénéfice du capital. Inutile de dire que ce n'est pas là la société sans classe, libre et égalitaire mais bien une arnaque. Ce n'est pas là l'autodétermination qui justement ne se délègue pas mais bien une question qui piège et qui exclut. Ce n'est pas ça le droit de décider de nos vies. Nous voulons décider, tous et sur tout cependant, et certainement pas de la création d'un nouvel État. L'autodétermination ça veut dire que nous ne déléguons pas l'autodétermination aux partis. Que nous n'avons aucune confiance dans les syndicats réformistes qui ne cherchent qu'à pactiser avec le pouvoir du moment (institutions et patrons) et même désormais au point d'applaudir les institutions et de remettre en question la grève pour aller bras dessus bras dessous avec les patrons faire de la *«suspension sans perte de salaire»*. Il ne vous vient aucun doute quand vous voyez des cadres de banques en costume cravate sur les ramblas de Barcelone répéter en chœur les mots d'ordre de l'anticapitaliste et indépendantiste CUP: *«Les rues seront toujours à nous!»*? Nous qui? Certainement pas nous les opprimés, certainement pas nous tous. Nous *«catalans»*, c'est-à-dire nous parlant catalan, qui faisons partie de l'élite depuis des siècles, nous nationalistes dont les ancêtres fondèrent la *Lliga regonalista* et étaient les oppresseurs... pas nous les *«charnegos»* comme étaient appelés les ouvriers venus de Murcia et les travailleurs agricoles venus d'Andalousie.

Les anarchistes catalans ont fait grève le 3 octobre 2017. Pour l'autodétermination de la Catalogne et des travailleurs, deux revendications en une. Des piquets de grève de la CNT, environ 2.000 personnes ont encerclé le siège du PP catalan avec la banderole: *«Coupables du Jobs Act, de la militarisation de la ville et de la misère des travailleurs»*. Un communiqué a été lu sur le refus des réformes du travail et la perte incessante de droits pour la classe ouvrière et sur l'inquiétude soulevée par les actions des différents corps répressifs de l'État. Après la grève du 3 octobre, la CNT lance un appel pour étendre la lutte sociale afin d'abattre ce modèle politique et économique. On ne peut que partager très largement la déclaration des *«Secretariados Permanentes del Comité Régional de Catalunya i Balears y del Comité Confédéral»: «Nous ne luttions pas pour changer de drapeau mais bien pour un "Changement Social" avec majuscules qui nous permettra de reprendre les rênes de notre vie et tout ce qu'ils sont en train de nous arracher. Contre tout État. Pour la liberté. Pour la révolution sociale!»*.

L'affaire catalane

Miquel AMORÓS
Coordinadora Antiprivatización de la Sanidad (Madrid)
20 décembre 2017.
Traduit du castillan par Henri MORA.

«Plus le temps est éphémère, plus encore il est orienté selon la mode».
*(**Walter BENJAMIN**, Le Livre des passages. Paris capitale du XIX[ème] siècle)*

Le défi que l'oligarchie politique catalane a exercé sur l'État espagnol est surprenant, et plus encore vu de l'extérieur. Mais ce qui est vraiment extraordinaire, c'est le soutien populaire obtenu, en partie du fait de ses propres mérites, mais aussi pour avoir fait converger dans le temps un certain nombre de facteurs favorables au soi-disant *«procès»*. La question catalane a frôlé la crise d'État. Personne n'ignore que le catalanisme politique a participé à la rédaction de la Constitution espagnole postfranquiste, et qu'il a joué un rôle stabilisateur pendant la *«transition»* de la dictature vers le système des partis amnésiques, facilitant à plusieurs reprises la *«gouvernabilité»* de l'État dont il aspire maintenant à se défaire. En contrepartie, il obtint des transferts substantiels. Probablement en fonction des liens qu'il entretient avec le monde des émotions, s'attache au nationalisme une disposition singulière à se développer en tant que mode. Et l'une des règles d'or de la mode est l'abolition du passé remplacé par un présent amnésique.

Autour de la *Generalitat*, les municipalités, les conseils provinciaux et autres institutions autonomes s'est établi un réseau d'intérêts politico-économiques en accord avec les intérêts financiers et commerciaux les plus importants. Le dynamisme capitaliste de la Catalogne exigeait une augmentation considérable du pouvoir de décision local qui se heurtait aux manières centralisatrices du vieil État monarchique. Il convenait d'attendre une redistribution des pouvoirs sous forme d'un nouvel *«Estatut»* affectant la gestion des infrastructures, et surtout en matière de compétences juridiques et fiscales. Cependant, le jugement du *Tribunal suprême* de 2010, qui en pratique annulait la charte autonomique promise, fut la douche froide et le signal d'un changement radical de stratégie de l'oligarchie catalane bourgeoise, qui ne pouvait même pas faire face aux dettes contractées par son *Govern*. En plaçant l'indépendance comme objectif à court terme, elle unifia tous les secteurs qui pouvaient se considérer comme lésés par la crise économique, par le gouvernement central corrompu et autoritaire, par la droite des cavernes, par la monarchie bourbonienne et par la globalisation capitaliste: petits entrepreneurs et commerçants, classes moyennes salariées, professionnels, fonctionnaires et forces de sécurité autonomes, syndicalistes, étudiants, maires, conseillers et habitants de quartiers de petites villes et de villages agricoles, séparatistes irrédentistes, esclaves de la mode, etc... Un *«peuple catalan»* était réapparu, prêt à obéir aux slogans que ses dirigeants lui transmettaient par le biais de dispositifs de mobilisation très efficaces (l'A.N.C., Omnium, TV3), en se comportant toujours de manière pacifique et civique, selon des scénarios préalablement fixés et élaborés jusque dans le moindre détail. Notons la répugnance des patriotes catalans pour les fronts nationaux, les assemblées de base délibératives, la *kale borroka* et les grèves sauvages. La propagande nationaliste a réussi à créer un monde séparé, calme, avec son importante symbolique, son baroquisme, ses héros, son baratin convivial et ses lieux communs, avec un discours, un peuple, des victimes et un ennemi faits sur mesure. Face à une imposante démonstration d'acquiescement populaire, telle celle qui eut lieu à l'appel du *Govern,* les parlementaires souverainistes pouvaient se présenter comme de scrupuleux accomplisseurs du mandat donné par un peuple formaté, qui, loin de se réunir en assemblées pour débattre et se constituer en tant que tel, s'en remet totalement à ses dirigeants politiques et à ses leaders médiatiques.

La notion de peuple est inhérente à celle de souveraineté, car le peuple souverain est source de droit, fondement d'une nouvelle légalité, plus *«démocratique»* que celle de l'État. En tant que peuple en lutte contre le colonialisme espagnol, il a *«le droit de décider»*, c'est-à-dire de s'autodéterminer, de se séparer d'un État oppresseur, de promulguer des lois et de se doter de son propre gouvernement, de préférence républicain. En tant que *«démocrates»* authentiques, interprètes de la volonté populaire, les députés souverainistes devraient voter les nouveaux moyens juridiques d'autodétermination et ensuite les négocier de manière appropriée avec l'État espagnol, qui, comme on pouvait le supposer,

n'aurait pas le cœur à ce travail-là. C'était le point faible de la stratégie souverainiste, ou mieux du récit *«indepe»*, qui transformerait le spectacle de la séparation en comédie. La fin du *«procès»* n'a pas été aussi épique que le jour du référendum et celui de la première grève de l'histoire convoquée par le patronat. L'appareil souverainiste avait marqué un grand but contre son propre camp en livrant à la publicité le dispositif répressif du gouvernement central, mais après l'apogée de la déclaration symbolique d'indépendance au *Parlament*, un simple décret suffit pour que les choses revinssent sur la bonne voie. Il ne s'agissait pas d'indépendance mais de *«dialogue»*. Le *«peuple»* héroïque est resté à la maison immobile devant la télévision, tandis que les délégués des ministères de Madrid occupaient les départements administratifs catalans sans avoir besoin de l'intervention d'un seul agent de la force publique. Avec la délocalisation du siège de *La Caixa* et du *Banc de Sabadell* commençait une fuite des entreprises qui mettait en évidence, de concert avec une chute contrôlée du marché boursier et une baisse du tourisme, la rupture des exécutifs capitalistes avec le *«procès»*. C'était la deuxième erreur du souverainisme, de penser que le soutien des capitalistes était assuré malgré la perte de profits. Le troisième était l'internationalisation de la cause catalane. Le souverainisme a bien joué sa dernière carte, celle de la *«médiation»* internationale, mais la bataille diplomatique s'est soldée par un triomphe du gouvernement central, aucun État n'étant solidaire du *«procès»*. Comme dans le jeu de l'oie, le bloc souverainiste est revenu à la *«case départ»*, renouant avec le victimisme de rigueur et les bagarres pour le leadership. Comme d'habitude, il a instrumentalisé la culture catalane, et accepté frivolement de nouvelles élections autonomes avec la circonstance aggravante d'avoir provoqué l'apparition d'un puissant espagnolisme *«de pays»*. Des sacoches étaient-elles nécessaires pour ce voyage?

La réponse est oui. Le nationalisme, tout comme la mode, ne sera pas sous les feux de la rampe s'il atteint ses objectifs; son triomphe supprime en lui la force différentielle, la particularité qui le rend attirant. Il est clair que la crise catalane a été suffisamment sérieuse pour que l'État envisage un autre encastrement de la Catalogne, avec une plus grande autonomie, mais ce ne seront pas les souverainistes actuels qui le négocieront. L'ennemi - le bloc unioniste - a émergé moralement et électoralement renforcé du conflit. La masse travailleuse urbaine, dépolitisée par des décennies de social-démocratie et de stalinisme, est devenue *«constitutionnaliste»* sans rien savoir de la Constitution. Dans les quartiers populaires de la zone métropolitaine de Barcelone, des grandes villes et de la côte, des drapeaux espagnols flottent au vent. Comme cela s'est produit à d'autres occasions, le degré de souveraineté sera déterminé par des partis non souverainistes. C'est l'ironie de l'histoire. Il est également évident que la Catalogne sera ingouvernable si on essaie de la diriger contre le souverainisme, même lorsque la mode sera passée. En outre, ses nombreuses contradictions n'auront aucune conséquence sur ses électeurs. Si les choses ne sont pas comme elles commencent, mais comment elles finissent, il est visible, pour ceux qui ne se conforment pas au récit officiel de la souveraineté, que le *«procès»* a été une farce très bien montée plus que toute autre chose, et ce qui peut sembler étrange, mais qui ne l'est pas, c'est que la plupart de ses partisans ne s'en soucient pas. Le souverainisme a été un excellent gestionnaire d'émotions. Ses troupes voulaient entendre exactement ce que leurs chefs leur disaient, sans se soucier du mensonge ou de la démagogie que les messages pouvaient contenir. Et ils le veulent toujours. La tromperie et la vérité ne se distinguent pas dans un contexte sentimental et hypnotique, parce que le nationalisme est une foi et que son but est dans les cieux. Ce que les masses cherchaient était la catharsis et celle-ci a eu lieu. La décharge émotionnelle qu'impliquaient les multiples scénographies a été faite avec un réalisme suffisant et, en somme, d'autres décharges mineures vont se succéder dans les cérémonies à venir d'une indépendance pure pour laquelle personne n'a besoin de s'immoler. C'est ce qui compte, le spectacle, non la vérité. Le peuple nationaliste est si confortablement monté dans son train, qu'il est possible de conclure que la terre promise est en fait le chemin de fer lui-même.

L'aspect inquiétant de l'affaire est le fait que les minorités contestataires ont mordu à l'hameçon et confondu ce qui était un différend entre deux fractions de la caste dirigeante avec une lutte populaire de libération. Une simple distribution des pouvoirs pris pour un conflit social! Sans la moindre hésitation, ils s'engagèrent dans une mobilisation électorale qui ne prétendait dans le meilleur des cas qu'à constituer un État semblable à celui existant, mais seulement à une plus petite échelle. Une *Españita* (petite Espagne), comme l'a déclaré le regretté Agustín García Calvo. Des gens jusqu'à récemment poursuivis par les *Mossos*, objet de machination par les renseignements de la police catalane et décriés au Parlement, ont applaudi les forces répressives catalanes et ont défendu à mort les urnes fournies par le *Govern*, désireux de participer à un mouvement interclassiste sans remettre vraiment en question son sens et ses objectifs. Il n'est pas facile d'expliquer pourquoi les clichés nationalistes ont pénétré si profondément, comment un niveau de faiblesse mentale des masses

aussi grave a-t-il été atteint et comment une telle frustration a-t-elle pu être traduite politiquement d'une manière aussi irrationnelle et topique. Nous enterrons une époque, celle de la raison, celle du prolétariat conscient, celle de la lutte des classes, et les passions sont mises au service de la déraison et des intérêts ploutocratiques. Il est vrai que le mouvement des travailleurs autonomes a disparu depuis longtemps, laissant une série de déclassement et un sentiment de défaite. Il est certain que l'exclusion sociale n'a engendré aucun mouvement anticapitaliste, même à un niveau sommaire. Le facteur déterminant dans la situation actuelle a été la politisation des classes moyennes salariées, base électorale des partis traditionnels jusqu'à aujourd'hui, phénomène responsable d'un abandon des questions sociales pour la lutte politique. Le socialisme d'État et le socialisme antiautoritaire du prolétariat a été réduit au silence par le citoyennisme des nouvelles classes moyennes, fortement nationalistes en Catalogne, et l'autogestion a été remplacée par l'*«assaut»* aux institutions. La fin de la classe ouvrière en tant que force de transformation sociale a laissé l'initiative à d'autres classes plus conservatrices, keynésiennes, profondément étatiques. Et en même temps, les minorités rebelles, le ghetto libertaire, les syndicats alternatifs et les soi-disant *«mouvements»* sociaux ne font que refléter la dégradation de la conscience de classe, la perte de mémoire et l'oubli de l'expérience qui découlent du protagonisme fallacieux des classes moyennes dans leurs rangs et partout.

L'anarchisme est le mouvement qui a montré le plus de signes de décomposition, n'étant pas, loin de là, l'héritier de ce qu'il était. Il a succombé à toutes les idéologies réactionnaires et à toutes les modes, et son désarroi est si profond qu'on ne peut attendre de lui d'autre emploi que celui de sous-fifre de la souveraineté, de fer de lance du syndicalisme vulgaire, de propagateur d'identités supposées et de prédicateur de la postmodernité. En ce sens, il ne sera bientôt plus qu'un lieu de transit vers des activités mieux rémunérées et intégrées dans le système dominant, telles que l'économie sociale, l'écologie institutionnelle, la politique citoyenniste ou le nationalisme populiste. L'anarchisme a toujours vécu en symbiose avec le mouvement ouvrier, auquel il a donné des idéaux, et bien souvent de la vigueur. Tout anarchiste à l'époque aurait dit que le nationalisme n'était qu'une tentative de la bourgeoisie de diviser le prolétariat; que le conflit nationaliste était un faux conflit (Madrid-Catalogne, État central-peuple catalan) pour masquer l'affrontement réel (bourgeoisie-prolétariat); que le problème n'était pas la nationalité, mais le capitalisme; que les vrais colonisés et opprimés n'étaient pas les Catalans, mais les ouvriers; que les travailleurs n'ont pas de patrie ni d'État. Dans sa presse, nous aurions facilement trouvé l'analyse du nationalisme d'un point de vue de classe exploitée, et dans sa pratique, des affrontements fréquents avec les nationalistes, et même parfois sanglants. La barrière entre le nationalisme et l'anarchisme était claire, et c'est ce que le souverainisme actuel a réussi à éliminer. En s'érigeant comme principale force sociale et politique, mais surtout, comme modèle exemplaire politiquement correct, ce dernier a polarisé la société, forçant toutes les autres forces à se définir par rapport à lui, c'est-à-dire à prendre son parti ou à s'y opposer. La caste souverainiste est la seule avec un projet d'État et de *«pays»* qui est à la mode, c'est pourquoi il lui a été facile de déborder la *«gauche»* citoyenne, et de la laisser hors jeu, *«démodée»*. Elle sait ce qu'elle ne veut pas et où elle veut aller, même si elle ne sait pas très bien comment. Le chemin à prendre n'est pas ce qui compte. Ce qui compte, c'est le but. Et tandis que le véritable citoyenniste essaie de rester en dehors des *«blocs»* avec une dose toujours plus grande d'ambiguïté, la plupart des anarchistes ont pris le train souverainiste avec l'espérance insensée de trouver quelques fissures par lesquelles pénétreront les questions identitaires et sociales jusqu'à devenir dominantes.

L'anarchisme a perdu le *«lien organique»* avec les ouvriers mais il semble avoir trouvé un lien assez solide avec la classe moyenne et le nationalisme. La législation du travail a fraternisé avec la liberté des peuples et les bulletins de vote avec l'action directe. Il a convergé avec la gauche catalane dans les *Comités de défense du référendum* d'abord, et de la *République* ensuite, devenant ainsi ésotérique et populiste, puisqu'il défend un *«peuple»* fantôme et se bat pour un État ectoplasmique. Il est prêt à agir comme chair à canon du souverainisme, qui est pour ainsi dire une fraction de la bourgeoisie. La CNT et la CGT elles-mêmes ont des professeurs universitaires comme secrétaires généraux; la fleur et la crème de la citoyenneté dirigent les organisations qui d'anarcho-syndicalisme n'ont que le nom. Le pire est que le réformisme et le souverainisme libertaires n'ont pas conduit à l'émergence d'une extrême gauche éclairante dans le mouvement anarchiste. Celui-ci n'est plus à la hauteur et n'est plus capable de concevoir un projet social qui se démarquerait du souverainisme et du citoyennisme. Il n'est pas capable de se constituer comme courant social radical différent des autres succédanés tels que la CUP, *Podemos* ou *Los Comunes*. L'idéologie néo-anarchiste tourne autour du concept de *«peuple»*, idée empruntée au nationalisme bourgeois des origines. Cependant, le *«peuple»* n'est pas un sujet politique et encore moins une classe distincte de la bourgeoisie, une

majorité sociale homogène et unifiée qui lutte pour se libérer et pour construire un État garant de sa liberté. Il est vrai qu'il n'y a pas de sujet révolutionnaire, puisqu'il n'y a pas de mouvement ouvrier capable de l'être. Il n'y a pas non plus de peuple catalan; ce qu'on a pris l'habitude d'appeler ainsi serait seulement le produit de la propagande institutionnelle souverainiste, une masse soumise d'électeurs liés entre eux virtuellement par des réseaux sociaux et des applications de téléphonie mobile, et non pas la manifestation d'une volonté indépendante émanant d'une collectivité consciente d'un passé et forgée avec des relations directes et de véritables intérêts communs. En dernier ressort, le peuple catalan n'est qu'une coquille vide par laquelle la caste souverainiste devient une classe nationale et se constitue elle-même en nation, à laquelle il manque seulement un État. Le patriotisme est une religion étatique. Voilà la réalité du prétendu *«peuple souverain»:* une image publicitaire, une abstraction qui conduit à d'autres comme *«la patrie», «la nation», «la démocratie»* ou *«l'État»*. Un mythe qui permet à quelques nouveaux venus hallucinés de parler en son nom et de patrimonialiser les institutions pour leur propre compte. En plein capitalisme mondialisé, il n'y a que des exploiteurs et des exploités, qu'ils soient catalans ou pas, classe dominante et classes dominées; il n'y a que des dirigeants et des dirigés, des masses opprimées et l'État. Et il n'y a de place que pour la fausse conscience nationaliste ou pour la conscience révolutionnaire de classe, pour le patriotisme de clocher ou pour les idéaux universels d'émancipation. De la patrie il ne peut venir que des libertés abstraites, protégées par une caste privilégiée; les libertés authentiques seront le résultat d'une lutte de classes portée à ses conséquences ultimes.

Un nouveau prolétariat indifférent aux modes idéologiques, aux projets étrangers d'autres classes, aux luttes de palais, aux mirages nationalistes doit surgir à partir des réels antagonismes actuels. Bien que certains résultats inespérés de la dispute entre secteurs oligarchiques, comme par exemple la débandade de touristes, la faillite de l'immobilier ou la fuite d'investissements bénéficient de son approbation la plus sincère. Les combats sociaux doivent suivre leurs propres chemins, leur rythme et marquer la différence. Il y a des conflits dans lesquels on doit être et d'autres pas. Il y a des limites qu'il convient de ne pas franchir et des contenus qu'il est souhaitable de toujours garder à l'esprit. Il ne faut pas tomber dans une guerre de drapeaux, un combat de slogans ou une compétition de guirlandes. Il n'est pas question non plus de faire une salade populiste avec tous les ingrédients capables de contenter *Tyriens* et *Troyens*. Il s'agit d'aliénation et de prise de conscience, de principes et d'objectifs, de tactiques et de stratégies. C'est une manière spécifique de faire et une lutte à mort pour les idées, celles d'une collectivité révolutionnaire qui tente de se former dans le feu des luttes sociales véritables.

Ni Catalunya Ni España

Textes épars sur la question catalane

SOMMAIRE de la deuxième partie:

Détruire le franquisme passe par l'indépendance de la Catalogne - Guillaume de GRACIA. **p.45**

Ni catalanistes, ni nationalistes espagnols **p.49**
Position du groupe anarchiste «*l'Albada social*» sur le «*bloc noir*» de la manifestation du 11 septembre

Une journée avec l'anarchisme indépendantiste
Angel VILLARINO - *Sant Privat d'en Bas* **p.53**

La Catalogne dans le mouvement populiste
AC - 11 oct. 2017 sur *Carbure* **p.56**

Contre tous les États, anciens et nouveaux! ... **p.60**
Mouvement communiste- Kolectivně proti Kapitălu
28 oct. 2017

Catalogne: prendre parti dans une situation étrange **p.65**
Santiago LÓPEZ PETIT -13 janvier 2018

A propos de l'article «Catalogne: prendre parti dans une situation étrange» **p.66**
Une critique publiée sur la page facebook d'AC d'un texte paru sur le site https://lundi.am/

Comprendre la situation en Catalogne: à la veille du scrutin pour l'indépendance, des barcelonais nous racontent la situation, sa genèse, ses enjeux **p.67**
Texte paru sur le site https://lundi.am/lundimatin#116, 13 janvier 2018

Comprendre la situation en Catalogne (2) **p.70**
Miguel ORTIZ LOMBARDÍA
lundimatin#116, 13 janvier 2018

Sur l'indépendantisme catalan: «Visiblement personne ne sait où il va» **p.75**
Michel MARTI
lundimatin#119, 23 octobre 2017

LA SOCIALE
2018

La Sociale/CDL,
C.P. 266, SUCC. «C», Montréal (Qc), H2L 4K1

asociale@colba.net

Détruire le franquisme passe par l'indépendance de la Catalogne

Guillaume de GRACIA

«Vu de l'extérieur cela peut paraître étrange que des libertaires, anti-étatistes comme nous, puissent être au coude à coude avec des personnes qui se mobilisent pour une Catalogne indépendante. Je vous invite à venir mettre un pied sur notre terre, et vous comprendrez assurément la profondeur de notre combat. Un combat marqué du sceau de l'auto-organisation, de rues qui vivent et crient leur désir de liberté».

Jordi Martí Font, membre de la CGT (centrale anarcho-syndicaliste, branche catalane) interviewé par Jérémie Berthuin **(1)**.

«L'État n'est pas la Patrie; c'est l'abstraction, la fiction métaphysique, mystique, politique, juridique de la Patrie. Les masses populaires de tous les pays aiment profondément leur patrie; mais c'est un amour naturel, réel; le patriotisme du peuple n'est pas une idée, mais un fait; et le patriotisme politique, l'amour de l'État, n'est pas l'expression juste de ce fait, mais une expression dénaturée au moyen d'une abstraction mensongère, et toujours au profit d'une minorité exploitante. La Patrie, la nationalité, comme l'individualité, est un fait naturel et social, physiologique et historique en même temps; ce n'est pas un principe. On ne peut appeler un principe humain que ce qui est universel, commun à tous les hommes; mais la nationalité les sépare: elle n'est donc pas un principe. Mais ce qui est un principe, c'est le respect que chacun doit avoir pour les faits naturels, réels ou sociaux. Or, la nationalité, comme l'individualité, est un de ces faits. Nous devons donc la respecter. La violer est un méfait, et, pour parler le langage de Mazzini, elle devient un principe sacré chaque fois qu'elle est menacée et violée. Et c'est pour cela que je me sens franchement et toujours le patriote de toutes les patries opprimées».

Mikhaïl Bakounine, tiré de la *«circulaire à mes amis d'Italie à l'occasion du congrès ouvrier convoqué à Rome pour le 1er novembre 1871 par le parti mazzinien».*

Le 3 octobre et le 21 décembre dernier, les Catalans ont voté. L'histoire est désormais connue, dans l'un et l'autre cas, les positions indépendantistes ont assez nettement gagné et avec près de 82% de votantes et votants lors du renouvellement de l'assemblée de décembre **(2)**.

Pour des anarchistes hexagonaux *«pur sucre»*, l'extrait d'entretien ci-dessus peut paraître étonnant, surtout si l'on prend en compte le nombre d'organisations anarchistes ayant appelées à une grève générale commune le 3 octobre 2017 dernier afin, notamment, de lutter contre *«le contexte autoritaire existant»* **(3)**. Parmi elles, on retrouve les anarcho-syndicalistes CGT, CNT (Catalogne et Baléares ainsi que Barcelone) et *Solidaritat Obrera* ainsi que les groupes libertaires *Negres Tempestes (Tempêtes noires), Embat (Coup), Heura Negra (Lierre noir) et Oca Negra (l'Oie noire)*.

---

(1) http://www.alternativelibertaire.org/?Jordi-Mar-ti-Font-CGT-catalane-Ce-mouvement-peut-fissurer-le-mur-du-pouvoir, consulté le 25 octobre 2017.

(2) Les indépendantistes passent de 72 à 70 sièges entre 2015 et 2017 (sur 135), ce qui leur assure toujours une majorité absolue. Dans le détail, l'ERC (gauche républicaine catalane) dont le président Oriol Junqueras est toujours incarcéré emporte 32 sièges alors qu'elle espérait damer le pion au parti de Carles Puigdemont (actuel président en exil de la Generalitat). Ce dernier parti, *Junts per Catalunya* (*Unis pour la Catalogne*, centre droit) emporte 34 sièges. Reste la CUP (*Candidature d'unité populaire*, d'extrême gauche et anticapitaliste) perd quant à elle 6 sièges (de 10 à 4). Les indépendantistes sont à deux sièges de la majorité absolue au Parlement et devront donc construire une coalition.
Cependant, en termes absolus, c'est bien le parti libéral *Ciutadans* (branche catalane de *Ciudadanos*), mené par Inés Arrimadas qui emporte 37 sièges avec plus de 25% des voix. Mais *Ciutadans* profite surtout de l'effondrement du *Parti Populaire* et de son hystérie répressive. En conséquence, les *Constitutionnalistes* (favorables au maintien de la Catalogne en Espagne) sont en incapacité de gouverner le *Parlement catalan*.

(3) Communiqué de presse commun aux organisations libertaires appelant à participer à la grève générale du 3 octobre dernier à lire ici: https://twitter.com/WSMIreland/status/915215177880043520 (en catalan et en anglais), consulté le 30 octobre 2017.

De ce côté-ci des Pyrénées, à part une brève datant du 28 octobre du *Monde libertaire* et une interview de Jordi Martí Font par *Alternative libertaire* en date du 18 octobre dernier et un article assez court de recontextualisation **(4)**, on est bien en peine de trouver la moindre prise de position autre que celles engageant des individualités relayées par des médias plutôt axés sur l'autonomie **(5)**. Le *Monde libertaire* a cependant prévu un dossier sur le sujet pour le mois de janvier. Seule peut-être,l'*Association pour l'Autogestion* via un article de Richard Neuville sur l'auto-organisation du référendum semble ouvertement prendre position en faveur du mouvement catalan **(6)**.

Pourtant, ainsi que le disait Norman Baillargeon lors d'une de ses interventions **(7)** (de mémoire): «*mettez trois anarchistes à discuter ensemble, peu importe leur âge, leur pays d'origine, vous pouvez être sûrs qu'au bout d'un quart d'heure, ils parleront de l'Espagne de 1936*». Notre point Godwin. Et si l'on veut être vraiment honnête, en fait d'Espagne, il s'agissait beaucoup de Catalogne. Ironiquement, est sorti au moment du référendum pour l'indépendance de la Catalogne, le quatrième volume d'une série dessinée par Gibrat (Mattéo – quatrième époque – août/septembre 1936) dont le sous-titre précise: «*Barcelone c'était un peu l'Espagne, c'était surtout la Catalogne, c'était un peu la guerre, c'était surtout la révolution*» **(8)**. Et ce ne sont pas les membres de l'*Organisation anarchiste* dont le numéro de septembre **(9)** consacre un long dossier aux évènements de mai 1937 (à Barcelone, donc) qui s'inscriront en faux.

A cette quasi-absence de réaction organisationnelle française, répond pourtant des inquiétudes et des interrogations bien réelles, du moins, dans le milieu libertaire toulousain. Ainsi, lors des deux rassemblements de soutien organisés en octobre (et outre les catalanistes, des membres du NPA et y compris certains insoumis) on pouvait croiser des camarades issus de secteurs antifascistes (dont des historiques), régionalistes (occitanistes et catalanistes), anarcho-syndicalistes et/ou autonomes… A cela s'ajoute un ensemble de discussion qui, toutes, marquent bien le sentiment d'un retour - en fait, d'un «*retour en force*» plus que d'un réel retour: celui du franquisme.

Les médias français parlent à discrétion de la «*constitution de 1978*» et de la transition comme d'une solution définitive, comme de LA manière trouvée par les espagnols de la fin des années 1970 de permettre (attention, concept creux) «*le vivre ensemble*» **(10)**. Pourtant, ce faisant, les journalistes des médias en question éludent plusieurs éléments:

- la violence initiale du franquisme et de son pendant «*rouge*» durant la guerre civile: le stalinisme **(11)**. A titre de comparaison, si la guerre se déroulant en Syrie depuis sept ans et son cortège d'horreurs marquent à juste titre les esprits, notons qu'en six ans, ce conflit aura provoqué la mort de 300.000 personnes. En deux fois moins de temps, la guerre en Espagne a provoqué la mort de 400 à 800.000 personnes (selon les estimations), sans

---

(4) «*Catalogne: du côté de la gauche sociale et indépendantiste*» par Martial (AL St-Denis) du 20 novembre 2017, http://www.alternativelibertaire.org/?Catalogne-Du-cote-de-la-gauche-sociale-et-independantiste. Consulté le 2 décembre 2017.

(5) «Prendre parti dans une situation étrange» par Santiago López Petit, *Lundi matin* - https://lundi. am/Catalogne-Prendre-parti-dans-une-situation-etrange, consulté le 2 octobre 2017; ou encore l'ensemble des textes de Thomas Ibañez parus sur www.lavoiedujagar.net.

(6) https://autogestion.asso.fr/catalogne-droit-a-lauto-determination-auto-organisation/ consulté le 20 octobre 2017. L'APA réitère début décembre avec l'article «*Décembre: le retour au premier plan du droit à l'autodétermination des peuples*» par *Colette web*, 13 décembre 2017, https://autogestion.asso.fr/decembre-retour-premier-plan-droit-a-lauto-determination-peuples/. Consulté le 20 décembre 2017.

(7) Le 8 mars 2011, à la librairie toulousaine *Terranova* pour défendre sa nouvelle traduction du classique de Rocker, *Théorie et pratique de l'anacho-syndicalisme* (Aden).

(8) Aragonais de la Frange catalanophone d'origine, je ne ferai aucune injure aux camarades et compagnon-nes andalou-ses, des Pays Valenciens, d'Aragon et de toutes les localités dans lesquelles la révolution a vraiment eu lieu… Évidemment, le mouvement libertaire était puissant partout en Espagne mais n'a vraiment déployé la sociale dans toute sa complexité et toute sa générosité que là où il en a eu le temps…

(9) *Infos et analyses libertaires* du mois de septembre 2017, numéro 109. A télécharger ici: http://infosetanalyseslibertaires.org/wp-content/uploads/2017/10/Le-Libertaire-N%C2%B0-22-bis.pdf.

(10) Billet de Brice Couturier, du 26 octobre dernier sur *France Culture* pour lequel j'ai d'ailleurs saisi le médiateur de *Radio France*.

(11) Entendons-nous bien d'ailleurs, il s'agissait d'une guerre en même temps que d'une RÉVOLUTION. D'aucuns préfèrent parler de l'une pour éluder l'autre, ce n'est pas mon cas: les deux composantes sont essentielles pour comprendre la complexité de la période. Or, pendant une guerre, il y a forcément des victimes. Mon propos n'est donc pas de tenter de faire croire que le camp anarchiste fut exempt d'exactions… De là, à le mettre dans le même sac que les idéologies totalitaires à l'œuvre par ailleurs, il y aurait là une insulte latente que je refuse absolument.

compter le déplacement de plus de 500.000 vers la France, le Mexique et l'Argentine, la famine durant une dizaine d'années jusqu'au début des années 1950, la chape de plomb de la dictature et, dernière horreur au compteur: le vol, d'abord idéologique mais devenu bizness à proprement parler de plusieurs centaines de milliers d'enfants **(12)**;

- la violence sociale et physique de la *«transition vers la démocratie»* dont les conflits ouvriers, les grèves, manifestations, actes terroristes de l'extrême-droite et violence de la répression sont savamment mises sous le tapis **(13)**.

- le fait que le franquisme ne soit pas mort mais reconverti en fascisme *«BCBG»*. L'hystérie répressive étant, sous nos latitudes, passé de mode depuis quelques décennies, il fallait bien, en ce milieu des années 1970, renouveler l'image de marque et en proposer une, *fashion* et moderno-compatible… Deux des derniers premiers ministres espagnols en sont issus. José Maria Aznar milite au sein des *Jeunesses phalangistes* avant de rejoindre l'ancien ministre du tourisme de Franco, Manuel Fraga Iribarne (l'homme du lifting du franquisme et de son *«ouverture»*) lors de la création de l'*Alianza Popular* (AP), rebaptisé en 1989, *Partido Popular* (PP). Mariano Rajoy a quant à lui, rejoint directement l'AP après avoir milité dans les rangs de l'UNE *(Union nationale espagnole)*, monarchiste, traditionaliste et incline à respecter le fondateur de la Phalange, José-Antonio Primo de Rivera.

Le franquisme *newlook* gouverne donc l'Espagne actuelle avec l'aval de l'ensemble des partis politiques. Car tous, y compris le *Parti Communistes Espagnol* (du temps où avec ses partenaires italiens et français il tentait une synthèse entre pratiques staliniennes et discours social-démocrate connue comme *«Eurocommunisme»*) firent allégeance à la royauté issue du franquisme. Le PSUC (*Parti socialiste unifié de Catalogne*, également communiste) en profita même pour mandater l'un de ses (brillants) intellectuels, Jordi Solé Tura, comme *«constitutionnaliste»* de 1978…

Aucun parti ne maintint donc frontalement l'opposition au fascisme, si ce n'est les mouvements sociaux. Pire, le PSOE *(Parti socialiste ouvrier espagnol)* se vautra dans le clientélisme face à l'aubaine inespérée de mettre ses cadres aux affaires.

Franco, quelques années avant de gagner son lit de mort qu'une justice naturelle l'obligea à garder quelques semaines afin de définitivement passer l'arme à droite, avait précisé à son peuple, le 30 décembre 1969: *Todo ha quedado atado y bien atado (Tout est resté lié, bien lié)* **(14)**. Le *«tout»*, c'est l'Espagne chrétienne qui avait livrée croisade face aux hérétiques rouges; le *«lien»*, c'est évidemment le franquisme. Donc, détruire le franquisme, c'est défaire le lien maintenant le tout, c'est donc, défaire l'Espagne. Bien sûr, on pourra m'accuser de syllogisme mais, les manifestations nationalistes de ces dernières semaines, ayant pour seul mot d'ordre l'incarcération du président destitué de la *Generalitat*, Carles Puigdemont **(15)**; les bras tendus (même si minoritaires); les *Cara al sol* **(16)**; les drapeaux rouge et or d'une monarchie coloniale génocidaire, tant du côté africain qu'américain; l'interdiction de la couleur jaune ou de l'utilisation de termes tels que *«gouvernement en exil»* lors de la dernière campagne électorale… ne peuvent laisser indifférents et ne peuvent surtout pas laisser penser à quoi que ce soit d'autre qu'à un retour en force des franquistes.

Évidemment, la Catalogne serait indépendante que le PP ne s'auto-dissoudrait pas. Pour autant, c'est bien la construction fantasmagorique d'une Espagne unie à laquelle l'indépendance de la Catalogne porterait atteinte. Or, Élysée Reclus, déjà en son temps, disait que l'Espagne portait en sa géographie même, la marque du fédéralisme anarchiste, tant les villes et villages sont espacées les unes des autres; tant les gens, pour vivre doivent compter sur leur communauté **(17)**. Bien sûr, on peut douter que la Catalogne ne soit elle-même très unie, compte-tenue de l'absence de majorité nette pour l'indépendance, d'une unité linguistique peut-être artificielle et d'un glorieux passé

---

(12) Lire par exemple, en français, Santiago Mendieta, *«Les bébés volés du franquisme»*, revue *Gibralta* - numéro 2, juin 2013.

(13) Voir par exemple les travaux d'Arnaud Dolidier en français: https://blogs.mediapart.fr/ar-naud-dolidier/blog, consultation du 30 octobre 2017. En espagnol, il suffit de taper quelques mots clés sur un moteur de recherche du type *«transition démocratique et violence»* pour tomber sur pléthore d'articles ou de docs en PDF s'attachant à cette histoire. Citons la première occurrence dont le titre est très signifiant: *La Transición, un cuento de hadas con 591 muertos (la Transition, un conte de fées aux 591 morts)* http://www.publico.es/politica/transicion-cuento-hadas-591-muertos.html. Consulté le 30 octobre 2017.

(14) Par exemple ici: https://www.youtube.com/watch?v=bUfI18rCZPM, consulté le 30 octobre 2017.

(15) Qui, depuis, s'est enfui à Bruxelles pour échapper à la justice espagnole qui l'accuse de sécessionnisme.

(16) Hymne de la *Phalange* entendu chanter par de jeunes fascistes dans les rues madrilènes ces dernières semaines.

(17) A titre d'exemple, la première grande surface que l'on peut atteindre depuis ma *comarque* (division administrative couvrant à peu près 1.000 km^2) est distante de plusieurs dizaines de kilomètres, alors que près de 9.000 personnes résident dans les 18 villages concernés.

commun à nuancer: les ultras-catholiques à la Gaudi ont-ils quoi que ce soit à voir avec le pédagogue libertaire Francisco Ferrer y Guardia? L'ultra majoritaire CNT anarcho-syndicaliste avait-elle quoi que ce soit à voir avec les catalanistes à la Luis Companys dans les années 1930?

Cependant et sans pour autant adhérer totalement à l'idée de *«vecteur pour la révolution mondiale»* évoqué par Didac Costa **(18)**, l'enjeu de l'indépendance de la Catalogne est d'une importance stratégique majeure. D'abord, le retour de cette revendication, aussi éloignée soit-elle de la vision libertaire internationaliste et fédéraliste, n'en constitue pas moins l'un des principaux verrous à lever afin de dynamiter l'héritage franquiste. Or, l'affaiblissement et l'élimination du franquisme (sur lequel de nouveaux coups pleuvraient avec peut-être l'engouement de l'actuelle Euzkadi pour un processus indépendantiste similaire) est tout aussi nécessaire qu'il est nécessaire d'affaiblir en vue de leur anéantissement les néo-stalinisme, hitlérisme ou fascisme - du point de vue de l'histoire, de la justice et de la morale libertaire il s'agit rien de moins que d'enterrer l'idéologie fossoyeuse du plus grand espoir révolutionnaire après 1917 - sur la société espagnole le franquisme fait peser un poids encore de nos jours, mortifère. Outre les récentes dérives opérées par le PP, n'oublions pas qu'Aznar fut, suite aux attentats d'Atocha en 2004, tenté de faire basculer le pays vers une situation d'état d'urgence qui provoqua sa chute après un mouvement massif de la *«société civile»*.

Mais, il ne s'agit pas que d'histoires hispano-espagnoles. La possibilité d'affaiblir mécaniquement la treizième puissance mondiale en lui ôtant sa province la plus dynamique ne peut-elle pas amener à un affaiblissement structurel de la puissance étatique à proprement parler? Notamment de ses structures répressives à travers l'affaiblissement du lobby militaro-industriel dont on peut se demander réellement s'il se maintiendra dans un cadre restreint de *«petits états»* **(19)**? Certes, Puigdemont affirme que la République de Catalogne indépendante serait dotée d'une armée, mais encore faut-il compter sur les mouvements sociaux (dont la CGT) impulsant de régulières campagnes d'objection fiscale afin de réduire le budget de l'armée pour s'y opposer… **(20)**. Or, qui dit lobby militaro-industriel dit soutien aux nouvelles technologies (et donc au secteur privé), notamment de surveillance **(21)** ainsi que le dénonce depuis des années, aux États-Unis un penseur comme Noam Chomsky **(22)**. Sans compter que la mise en pratique de l'idée du *«agir local penser global»*, s'il semble pouvoir mettre en échec des états aussi puissants que l'Hexagone dans certains cas, c'est en général, autour de territoires ayant su développer un maillage solidaire local conséquent **(23)**.

La même logique est à l'œuvre en Catalogne **(24)** et aurait de bonnes chances de s'enraciner un peu plus en cas d'indépendance. Une possible indépendance qui porte en elle des germes d'autonomie, d'auto-organisation mais aussi, antifascistes et potentiellement autogestionnaires qui vont bien au-delà de simples revendications nationales et républicaines surannées. Une possible indépendance supposant, depuis une perspective libertaire, une posture de soutien critique qu'ont adopté les compagnons et compagnonnes outre-pyrénéens qu'il me paraîtrait relativement dommageable de balayer d'un simple revers de main de ce côté-ci.

---

(18) Voir l'article de ce dossier, *«Une journée avec l'anarchisme indépendantiste (…)»*.

(19) Lire par exemple, sur l'Écosse: https://www.challenges.fr/economie/l-ecosse-independante-serait-un-nain-militaire_140978. Consulté le 1er novembre 2017.

(20) Et dans le contexte de pays dont le taux de recouvrement des impôts et le taux d'imposition tout court sont parfois moins élevés que dans l'Hexagone…

(21) Voir par exemple *Toulouse nécropole. Spécialité locales pour désastre global. La production d'armement dans la région toulousaine*. Pas d'éditeur, reproduction vivement conseillée, 2014, toulouse.necropole@riseup.net.

(22) Lire par exemple *Comprendre le pouvoir. Premier Mouvement*, éditions Aden, janvier 2005.

(23) Pensons récemment à Notre-Dame-des-Landes mais pensons il y a quelques temps en arrière à des événements tels que la lutte antinucléaire de Plogoff ou bien sûr, le Larzac…

(24) Voir l'article de ce dossier, *«Une journée avec l'anarchisme indépendantiste (…)»*.

Ni catalanistes, ni nationalistes espagnols (1)

Position du groupe anarchiste *l'Albada social* (2) de la F.I.J.L. (3) sur le «*bloc noir*» de la manifestation du 11 septembre (4) à Mataró (5).

Face à l'annonce d'un «*bloc noir*» lors de la manifestation du 11 septembre organisée par la gauche indépendantiste dans la ville de Mataró, nous croyons opportun de publier notre position de groupe vis-à-vis de la participation d'anarchistes dans des actes et des mobilisations à caractère nationaliste.

Il est clair que nous n'y assisterons pas et nous expliquons pourquoi dans la suite de ce texte. Nous espérons que notre apport en tant qu'anarchistes peut contribuer à développer une force sociale de réflexion et d'action qui s'oppose au courant nationaliste dominant. Les partis politiques de toutes les couleurs, bourgeois et pseudo-ouvriers, de droite comme de gauche alimentent un courant de pensée dominant, à caractère patriotique et nationaliste dans laquelle se noie la société catalane et dont nous sommes bien peu à pouvoir échapper.

Les mouvements nationalistes tendent à appliquer le critère suivant: ou tu es avec moi ou tu es contre moi; soit tu es des miens soit tu fais partie du peuple ennemi (catalan ou espagnol; serbe ou croate; ukrainien ou russe). Quiconque se décide à se démarquer des plans et du programme d'un mouvement nationaliste est accusé de favoriser et d'appartenir au peuple haï, à l'ennemi. Peu importe le motif, il n'y a pas de raisons (rationnelles) qui peuvent s'opposer au sentiment (irrationnel) d'appartenir à un peuple décidé à réaliser sa glorieuse geste.

Nous, les anarchistes, ne suivons pas le courant dominant catalaniste, ni aucune force politique favorables à l'indépendance de la Catalogne. Nous ne nous identifions pas avec la patrie catalane. De ce fait, on nous accuse d'être des nationalistes espagnols.

Avec ce texte nous espérons rompre la dualité catalan-espagnol, indépendantiste-nationaliste espagnol. Nous voulons simplement ouvrir une troisième voie; une nouvelle voie permettant de dépasser le conflit national. Nous voulons dépasser le conflit simplement en faisant porter l'attention sur l'individu à l'heure de construire une société juste et sans oppression.

Sur la libération et l'autodétermination des peuples.

Aujourd'hui, l'autoritarisme sous ses diverses formes (capitalisme, patriarcat, religion, État…) s'étend partout dans le monde, soumettant sous une forme ou une autre la totalité des peuples. A cette force aliénante et abrutissante que suppose l'autorité s'oppose l'action et les idées anarchistes à partir desquelles nous voulons créer un monde nouveau basé sur des relations fraternelles, libres et solidaires entre les individus et leurs communautés.

En Catalogne, le fait est qu'une grande partie de la population se reconnait dans un ensemble de traits linguistiques et culturels qui ne sont pas totalement en adéquation avec les valeurs linguistiques, morales, religieuses, culturelles, traditionnelles, artistiques, esthétiques et éthiques que le Roi d'Espagne promeut et impose de la même manière à

---

(1) Ndt: Le titre exact de ce texte datant de septembre 2012 est «*Ni catalaniste, ni espagnoliste*». Ce dernier terme existe en français mais est peu usité. Nous éviterons donc de l'utiliser. Toutes les notes sont du traducteur.

(2) L'Aube Sociale.

(3) F.I.J.L.: *Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires*, organisation créée en 1932 sous la Seconde République, historiquement proche des positions anarcho-syndicalistes (et de la CNT). Depuis 2015, la FIJL n'existerait plus en tant que fédération à part entière.

(4) Le jour de la *Diada* ou de la fête nationale de Catalogne. Le 11 septembre 1714, après 14 mois de siège, Barcelone tombe aux mains des Bourbons. Les institutions étatiques catalanes sont abolies.

(5) Mataró est une ville de la comarque de Maresme, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Barcelone. Une comarque est une division administrative de la taille d'un canton français mais bénéficiant d'une certaine existence juridique.

ses sujets. Nous pourrions dire que la grande partie de la population catalane se sent membre d'un collectif de personnes avec lesquelles elle partage une manière relativement similaire de parler, célébrer les fêtes, manger, regarder le foot, gober les mouches…

Ceux qui s'identifient à ce collectif peut-être n'ont-ils pas suffisamment repéré quelles sont les caractéristiques nécessaires, les conditions à remplir pour appartenir à ce club de membres privilégiés si hétérogène, si large, si abstrait. Les membres de ce club disent *«Je suis Catalan!»*, mais pourraient à peine définir ce qu'est, être catalan ou définir clairement ce qu'est le peuple catalan.

En revanche, les membres et le président de ce club, eux, oui, savent comment tu dois parler, la manière dont tu dois célébrer les fêtes de Noël ou quelle équipe de foot tu dois soutenir. Pour être catalan, tu peux parler comme les bourgeois de Barcelone ou comme les gitans de Lérida mais tu ne peux pas parler comme le Quijote, tu ne peux pas manger de zarzuela **(6)** pour le jour de l'An, tu ne peux pas soutenir le FC Madrid, tu ne peux pas, tu ne peux pas, tu ne peux pas...

Depuis l'apparition de l'État espagnol (1714), ses élites ont mené à bien un plan d'homogénéisation de la population au niveau culturel et linguistique consistant à imposer les traits culturels, linguistiques que seuls partagent une partie des sujets: les castillans. Il s'agit de créer une communauté homogène de sujets qui s'identifient à une langue unique, un roi unique, un État unique, un drapeau unique.

Ce processus d'uniformisation culturelle a pour principale victime, la diversité et l'hétérogénéité. Cette relation de domination a historiquement provoqué la répression et la persécution de tous les traits culturels et linguistiques des territoires catalans.

En opposition à cette répression culturelle, des initiatives culturelles et politiques ont surgi tout au long de l'histoire et elles ont revendiqué l'autodétermination du peuple catalan. Aujourd'hui, cette tension persiste, bien que moins brutale, et les forces indépendantistes et nationalistes catalanes continuent de revendiquer l'autodétermination, mais toujours sous un même principe: la création d'un état catalan. Mais, sous quelle structure le peuple catalan pourrait-il être vraiment libre?

En tant qu'anarchistes, nous concevons la liberté comme le plein développement de toutes les dimensions (intellectuelle, émotionnelle, culturelle, physique…) des individus au sein d'une société libre et solidaire, dans laquelle sera absente tout type d'autorité. Pour autant nous rejetons l'idée qu'un quelconque État-nation puisse être la solution à notre condition d'esclave, quand bien même se nommerait-il catalan. Nous sommes pour la destruction de tous les États, pas en faveur de la création de nouveaux.

L'anarchisme propose de construire une société centrée sur l'attention portée sur les intérêts de chaque individu dans la mesure où il considère que les hommes sont nés pour auto-réaliser leurs intérêts et pas pour aider à réaliser ceux de tiers. D'un autre côté, le nationalisme prétend construire une société et une justice en se concentrant sur les intérêts des nations. Mais ce sont des entités abstraites construites à un niveau surplombant l'individu. Dans les nations, les individus sont des moyens servant à satisfaire l'intérêt national. En ce sens et à partir du moment où les intérêts de l'individu s'opposent à l'intérêt national, la société basée sur la nation oblige l'individu à agir contre ses intérêts et contre sa volonté pour en satisfaire un plus sacré: la volonté nationale.

C'est ainsi que les soldats partent pour la guerre contre les nations ennemies, disposés à donner leur vie pour la patrie.

Le nationalisme catalan, comme les autres tend à créer une perception homogénéisatrice et simpliste de ce qu'implique le fait d'être né quelque part. Le sentiment nationaliste lui-même, le patriotisme culpabilise, exclu et châtie la diversité culturelle (par exemple, la coexistence de langues ou de différentes identités au sein d'un même territoire) en le concevant comme une menace à l'identité qu'il faut par conséquent réprimer et contrôler. L'exaltation patriotique de ce qui est propre à un peuple nous amène par ailleurs bien des fois à vouloir perpétuer sur le long terme des traditions et des coutumes qui, anachroniques et injustes, devraient être dépassées.

La conclusion la plus claire que nous pouvons en tirer est que n'importe quel type de nationalisme, y compris celui à caractère indépendantiste (le basque ou le catalan) est centraliste et réprime les différences qui existent en son sein puisqu'il part du concept de *«nation»* en oubliant que chaque personne est une entité autonome aux caractéristiques personnelles qui la rendent unique.

Souvent, deux peuples, deux nations peuvent se différencier principalement du fait de leur pra-

---

(6) Plat de poisson à la sauce relevée.

tique de religions différentes (serbes-orthodoxes, bosniaques musulmans et croates catholiques) mais partagent une même langue (serbes, bosniaques et la majorité des croates partagent une langue slave appelée «*serbo-croate*» (divisée entre le chtokavien, kaïkavien et tchakavien).

Dans le cas des catalans et des castillans, la langue est la caractéristique déterminant une différence, dans la mesure ou catalans comme castillans, traditionnellement, sont soumis au pape de Rome.

Au cours de l'histoire, il y a eu des exemples de nations ou de peuples qui se sont créés et défaits indépendamment des intérêts politiques des élites dominantes du moment.

Pour créer une nouvelle identité nationale qui englobe un nouvel État, il faut simplement concentrer l'attention sur un trait commun à tout le territoire de l'État auquel on a octroyé une valeur nationale. Dans le cas de la *République Socialiste Fédérale Yougoslave* de Tito, on oublia les différences religieuses entre Serbes, Bosniaques, Croates et l'on construisit une identité nationale yougoslave sur la base de la lutte contre le fascisme et la langue commune «*serbo-croate*» **(7)**.

A l'inverse, pour diviser une nation en deux (ou plus), il suffit de nier ce qui uni et potentialiser au maximum ce qui différencie. Pour séparer les catalans des valenciens, on peut mettre en relief les similitudes du parler valencien avec le parler catalan occidental et centrer l'attention sur les particularités de la langue de la capitale valencienne afin de tracer une ligne de démarcation. Pour diviser la nation yougoslave entre nation serbe, croate et bosniaque, il a suffi de rappeler aux serbes, bosniaques et croates dans quelles églises ou mosquées se rendaient leurs pères avant l'époque socialiste.

La création des nations et leur évolution est clairement déterminée par les intérêts politiques des élites dominantes qui appliquent des plans d'homogénéisation ou de division de la population en soulignant et potentialisant des différences et des traits culturels. Les nations telles que nous les connaissons et leurs frontières ont surgi à partir de guerres et de chocs d'intérêts entre les élites du pouvoir depuis différents lieux du territoire.

Les Pays Catalans (la Catalogne-nord **(8)**, le Pays Valencien, la Frange d'Aragon **(9)**, la Principauté d'Andorre, l'Alguer en Sardaigne et les Baléares) sont le résultat de l'expansion du pouvoir de Jaume 1er, du nettoyage ethnique de ces territoires conquis sur les maures et l'établissement d'une population catalane sur des territoires annexés à la couronne. Les nationalistes catalans prétendent maintenir durant des siècles et des siècles ce statu quo hérité de Jaume 1er pendant que les nationalistes espagnols prétendent maintenir le statu quo hérité de Philippe V.

Les uns comme les autres prétendent appliquer leurs plans sur une population déterminée. Ils prétendent, consciemment, modeler la culture du pays et la faire évoluer selon leurs intérêts en s'opposant et tentant d'éviter le développement naturel de traits culturels et linguistiques des différentes communautés. Cette transformation culturelle planifiée utilise les moyens de communication nationaux: on crée des standards linguistiques, on enseigne les traits culturels souhaitables dans les écoles sur tout le territoire de la même manière… Dans le pire des cas, on va procéder à un nettoyage ethnique en utilisant le racisme.

En tant qu'anarchistes, nous nous opposons à la moindre tentative de manipulation planifiée sur la population dans le but de réalisations politiques. Nous défendons la diversité culturelle, linguistique, le métissage, le dépassement des traditions injustes. Nous défendons le libre et naturel développement des cultures. Nous pratiquons le respect des particularités de chacun et de chaque communauté.

C'est pour ça que nous nous opposons à l'État espagnol et à ses plans d'homogénéisation artificielle et préméditée de la même manière que nous nous opposons au nationalisme catalan qui prétend créer des frontières, catalaniser et construire la justice sociale sur la base d'intérêts nationaux.

Qu'il soit basque, espagnol, galicien, catalan ou andalou, on ne peut être cohérent qu'en combattant tous les nationalismes indistinctement car ils sont tous pernicieux. C'est seulement en accouchant d'un fédéralisme et d'un internationalisme libertaire que l'on peut respecter l'autonomie personnelle, les différentes cultures autochtones et les particularités de chaque zone sans les sacrifier aux intérêts politiques

Sur la collaboration avec les partis politiques et les autres organisations qui comptent sur l'État comme institution régulatrices de la vie sociale.

---

(7) Le serbo-croate étant une langue effectivement véhiculaire dans la région.

(8) Le département des Pyrénées Orientales.

(9) La *Franja del Ponent*, les comarques bordant la frontière catalane du côté aragonais qui sont de culture et de langue catalane.

Le 11 septembre, le *«bloc noir»* manifestera en compagnie de la CUP **(10)** et d'autres organisations sociales comme *Maulets* **(11)** qui revendiquent franchement la création d'un état catalan.

On imagine que le *«bloc noir»* revendiquera la liberté des catalans sans appeler à la création d'un État spécifique. Même ainsi, nous pensons que c'est incohérent pour des anarchistes d'assister à une manifestation dans laquelle on revendiquera exactement le contraire de ce que nous voulons. Nous respectons la volonté des compagnons et des compagnonnes qui manifesteront dans le *«bloc noir»* mais nous croyons que, dans tous les cas, il serait beaucoup plus cohérent d'appeler à une manifestation spécifique.

Dans ce cas, comme dans tant d'autres, les partis politiques et les organisations sociales qui les appuient appellent à l'unité des *«forces de gauche»* contre *«l'ennemi commun»*, sachant que c'est elles qui bénéficieront par la suite du succès de la mobilisation. Les mêmes qui, en cas de surgissement d'un État catalan n'hésiterons pas une seconde à réprimer la dissidence anarchiste dès qu'ils gouverneront.

Sur les actes commémoratifs et les journées de revendication historiques

Nous ne sommes pas très portés sur les actes commémoratifs ni très enclins à exalter certaines dates historiques. Par ailleurs, nous croyons que les anarchistes, n'ont rien à célébrer ou à commémorer le 11 septembre car nous avons de meilleures dates pour revendiquer la liberté des Catalans.

Le 11 septembre, ce n'est pas le peuple catalan qui perdit quoi que ce soit, mais une famille royale, la maison d'Autriche qui, à l'instar des Bourbons, s'est toujours illustrée par le fait d'avoir exploité son peuple en le soumettant par la faim, la religion et la violence. Nous ne pouvons pas considérer la perte des institutions étatiques catalanes et de la couronne d'Aragon en 1714, comme une perte pour le peuple catalan, tout simplement parce que ces institutions ont uniquement servi à le maintenir soumis et à maintenir une classe sociale dominante et prédatrice. La véritable liberté de la Catalogne ne remonte pas au temps de la couronne d'Aragon qui fut une période d'impérialisme répugnant sur plusieurs portions de la Méditerranée.

La Catalogne a été libre en juillet 1936, quand le peuple travailleur, inspiré par les idées de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme se lança dans la rue pour combattre le fascisme, collectiviser les moyens de production et remplacer les institutions étatiques par des organismes révolutionnaires. Comme anarchistes et comme catalans, nous croyons que s'il existe une journée pour commémorer et revendiquer l'émancipation et la liberté du peuple catalan, il ne fait pas de doute qu'il s'agit du 19 juillet 1936 et pas du 11 septembre 1714.

Mais nous n'oublions pas que le 19 juillet, les anarchistes n'ont pas lutté pour la liberté de la Catalogne mais pour la liberté des individus et de leurs communautés car, la liberté de la Catalogne en tant que tel sera le résultat et la conséquence de la liberté de tous et de chacun des individus qui s'identifient aujourd'hui avec la communauté abstraite nommée *«peuple catalan»*.

(10) *Candidature d'Unité Populaire*, parti indépendantiste de gauche, écologiste et anti-patriarcat fondé en 1986, revendiquant en 2017 près de 2.000 militants et disposant de 382 sièges de conseillers municipaux (sur plus de 9.000) en Catalogne et quatre députés à la Généralitat.

(11) Organisation indépendantiste de gauche, écologiste et anti-patriarcat de jeunesse dissoute en 2012 dans la nouvelle organisation *Arran* (en français: à la racine, à la base…), revendiquant 600 membres.

UNE JOURNÉE AVEC L'ANARCHISME INDÉPENDANTISTE: «*ARTHUR MAS EST PLUS INSURGÉ QUE PODEMOS*» (1)

Angel VILLARINO, à Sant Privat d'en Bas

Une partie des mouvements anarchistes et anticapitalistes catalans se sont associés à l'indépendantisme. Pour eux, la république catalane est un pas préalable à la révolution mondiale.

Bien qu'il ne soit pas de pure race – il est mélangé avec des ânes d'Afrique du Nord – Burruti est un symbole. Non seulement parce que c'est un âne **(2)** (l'animal sacré des catalans) mais aussi parce qu'il a été baptisé d'un jeu de mot en honneur au fameux anarchiste Buenaventura Durruti. Burruti n'en fait qu'à sa tête sur les six hectares de l'éco-village d'Amat, située dans le parc naturel volcanique de la Garrotxa, près d'Olot (province de Girona). Il y a encore peu de temps, les visiteurs étaient accueillis par deux drapeaux: l'estelada **(3)** et le drapeau rouge et noir de l'anarchisme. Aujourd'hui, seul le premier reste. L'autre a disparu sans que l'on puisse savoir ce qui s'est passé. Une des hypothèses est que le vent l'a emporté. L'autre, c'est que le troupeau de chèvre l'a brouté.

Catalogne le 1er octobre: de Mas à Puigdemont, chronologie du «processus» vers l'indépendance

[…] Didac Costa (Barcelone, 1975), fondateur du lieu, activiste vétéran, a des dizaines d'années d'expérience derrière lui dans les mouvements alternatifs et de squats. Il s'est aujourd'hui érigé comme l'un des ponts entre l'anarchisme et le séparatisme. Il défend des positions polémiques: considère que l'on ne peut être de gauche – ou démocrate - sans appuyer le processus indépendantiste catalan; que l'Espagne continue à vivre sous un régime franquiste; que la bourgeoisie catalane a démontré qu'elle était plus progressiste que la gauche espagnole; que José Bono est phalangiste **(4)**; que la culture politique madrilène est basée sur la tauromachie et que *Podemos* se situe du côté du fascisme quand ses membres doutent du 1er octobre **(5)**.

L'éco-village d'Amat est son rêve personnel. Après plusieurs années à promouvoir le troc en Amérique latine, à participer à la fondation des *ecoxarxes* (éco-réseaux, système d'autogestion dotés de leur monnaie propre), à celle de la *Coopérative intégrale catalane (CIC)* **(6)** ou au démarrage de la **(7)**… il a investi 250.000 euros (provenant d'un héritage familial), dans une ferme en ruine sur laquelle il souhaite monter un petit village et une activité productive – y compris un restaurant et une ferme servant à l'agrotourisme - dans l'optique de transformer la commune en commune durable. «*On tentera de ne pas semer des plantes invasives, nous nous dédierons à l'agroforesterie*».

[…] Il a déjà commandé les plans, dispose de panneaux solaires et s'est acheté une mini-excavatrice. Il a besoin de près d'un demi-million d'euros pour terminer les travaux, dont il peut financer la moitié et espère obtenir le reste via un système de copropriété en régime de coopérative. Afin d'éviter les problèmes du passé (pour que tout cela ne se transforme pas en un condominium punk), il précise l'importance de bien choisir ses voisins, de s'assurer qu'ils aient une affinité politique et une vision du monde proche. «*Je veux que ce soit un «Spa» de la Révolution, un «think tank» qui amène les gens à réfléchir et penser la Révolution*».

Samedi dernier [16 septembre 2017], il est intervenu dans un cycle de conférences organisé

---

(1) Ndt: «*Un día con el anarquismo ‹indepe›: «Artur Mas es más insurrecto que Podemos»*, article du journal *El Confidencial* du 18 septembre 2017. Artur Mas a été président de la *Generalitat* entre 2010 et 2016. Toutes les notes sont du traducteur.

(2) Un âne se dit *burro* en catalan.

(3) Le drapeau de l'indépendance catalane, ressemblant fortement au drapeau cubain par sa composition (étoile dans un triangle et barres horizontales) mais différant du point de vue des couleurs.

(4) José Bono Martínez, ancien président du Congrès national entre 2008 et 2011 en tant que membre du PSOE *(Parti socialiste ouvrier espagnol)*.

(5) Que l'on désigne ainsi en Espagne: «*el 1-0*».

(6) Lire par exemple: https://reporterre.net/Ni-capitalisme-ni-Etat-la-Cooperative-integrale-s-epanouit-a-Barcelone. Consulté le 10 décembre 2017.

(7) https://calafou.org/ - Consulté le 1er décembre 2017.

par l'ANC **(8)** et a terminé son intervention par un souhait. «*Espérons,* dit-il, que le 1-0 sera *l'ultime jour de l'empire espagnol* », l'adieu de son «*ultime colonie*», la Catalogne. Son rôle, dans l'actuel engrenage, similaire à celui de la CUP **(9)**, l'amène à rapprocher l'indépendantisme du très dense monde libertaire catalan (anarchistes, groupes antimondialisation…). «*La création d'une république catalane, qui sera un événement progressiste et proche du modèle nordique, est un vecteur pour la révolution mondiale. Du moins, est-il plus facile de changer le monde depuis ce point de départ que depuis le Royaume d'Espagne. Le monde libertaire et le monde ''indepe''* **(10)** *étaient deux mondes séparés mais c'est en train de changer*».

Mais ce n'est pas un travail évident. A la CNT d'Olot, quand il a commencé à dévoiler ses tendances indépendantistes, les critiques ont plu. Les mouvements anticapitalistes se sont traditionnellement maintenus éloignés de tout nationalisme, se méfiant de la création des États bourgeois, de leurs frontières, de leurs drapeaux, de leurs hymnes et des patries. Cependant, beaucoup accourent en soutien à ce qui fut leur bête noire pendant des années: la bourgeoisie catalane, - identifiée au vote pour *Convergència i Unió* **(11)**.

«*Maintenant que ceux de Unió sont partis, la vérité c'est que ce qui se passe est très bien. Puigdemont a plus contribué à l'insurrection et à la désobéissance que Podemos (…) Artur Mas était libéral et capitaliste mais il a écouté le peuple, même s'il s'agissait de calcul politique […]. Quant à Pujol* **(12)***, ils ont tenté de le discréditer par des manigances mais ont seulement trouvé de l'argent hérité de son père, en Andorre. De l'argent avec lequel il a fait quelque chose que j'aurai moi-même fait, c'est-à-dire, le sortir d'Espagne*».

[…] Didac est issu d'une famille aisée. Il a étudié la sociologie à l'*Université autonome de Barcelone* où il a connu certains des protagonistes de la vie politique actuelle, dont David Fernández **(13)**, Raül Romeva **(14)** ou Xavier Domènech **(15)**. Il a vécu en tant que squatteur à Londres, dans des communautés en Amazonie, il s'est rapproché du mouvement bolivarien [au Venezuela] et de la cause kurde; enfin, il affirme être devenu indépendantiste avec les Mapuche au Chili. Il a participé au 15-M16 catalan et a travaillé main dans la main pendant des années avec Enric Duran (connu comme le Robin des Banques) **(17)**, aujourd'hui recherché pour avoir demandé des prêts à hauteur de près d'un demi-million d'euros qu'il a ensuite réparti au sein de communautés autogestionnaires. De l'argent qu'évidemment, il n'a jamais remboursé.

Pourquoi (presque) personne ne se mobilise contre l'indépendance de la Catalogne?

La division entre ceux qui ne veulent pas voter et ceux qui veulent voter «*non*», l'absence d'une position unique, la peur… la «*majorité silencieuse*» a un problème de mobilisation.

L'Espagne est au centre de presque toutes les critiques de Costa. Les masses ouvrières qui ont émigré en Catalogne depuis des zones paupérisées du pays ont été les responsables de l'éloignement de la gauche de l'indépendantisme argumente-t-il.

«*Dans beaucoup de groupes de Podem* **(18)**, *on parle castillan, ou se méfie du catalan*». Il affirme que Madrid ne peut diriger aucune politique économique («*c'est un pays qui termine à peine sa révolution industrielle alors qu'ici, nous l'avons achevé il y a deux siècles*»), ni linguistique («*là-bas, on ne parle qu'une seule langue et parfois mal, comme Rajoy, alors qu'ici nous sommes multilingues*»). Face à un endroit dans lequel «*on trouve des fascistes même dans les squats*» - référence au

---

(8) *Assemblée Nationale Catalane,* organisation se fixant pour but l'indépendance de la Catalogne sous forme d'un état de droit (https://assemblea.eu/).

(9) *Candidature d'Unité Populaire,* parti indépendantiste de gauche, écologiste et anti-patriarcal fondé en 1986, revendiquant en 2017 près de 2.000 militants et disposant de 382 sièges de conseillers municipaux (sur plus de 9.000) en Catalogne et quatre députés à la Généralitat.

(10) Diminutif des indépendantistes.

(11) *CiU,* parti politique de centre droit libéral, ayant gouverné la Catalogne de 1980 à 2003 puis de 2010 à 2016.

(12) L'ancien président de la *Generalitat*.

(13) Journaliste et activiste de la CUP.

(14) Ancien vert, député de la *Generalitat*.

(15) Historien et activiste, président du groupe *Catalunya en Comú*.

(16) Ce que les Français connaissent comme le mouvement d'occupation des places de 2011 (le 15 mai donc) qui a commencé à Madrid avec l'occupation de la Plaza del sol.

(17) Pour des informations sur Duran et son action, lire par exemple cet article de *CQFD*: http://www.ce-quil-fautdetruire.org/spip.php?article1809 (consulté le 30 décembre 2017) ou celui-ci dePolitis https://www.politis.fr/articles/2013/02/enric-duran-le-robin-des-banques-seul-devant-la-justice-espagnole-20930/ (consulté le 30 décembre 2017).

(18) La branche catalane de *Podemos*.

Hogar Social **(19)** -, en Catalogne *«on a créé le premier syndicat et le premier parlement du monde». «Dans les débats à la télévision, on voit clairement la différence: en Espagne, on s'interrompt, on se parle en se hurlant dessus. Ça n'a rien à voir avec ce qui se passe ici».*

L'implication des mouvements radicaux et anarchistes dans le mouvement indépendantiste est plus qu'une anecdote. Au-delà de réunir des votes, ils constituent une force très active à l'énorme capacité de mobilisation. Après le 1-0 précise Didac, le mouvement de rue jouera un rôle fondamental. *«Je ne pense pas qu'il y ait de la violence car la société catalane est désarmée, et c'est préférable. Mais l'Espagne est dans l'Union Européenne et il y a des choses qu'ils ne pourront tolérer. J'espère qu'on n'en arrivera pas à ça mais, qu'ils envoient un seul tank, qu'un seul manifestant meure et nous aurions déjà gagné. Je préfère une Catalogne en dehors de l'oligarchie de Bruxelles, mais si quelqu'un doit s'inquiéter de son éventuelle expulsion de l'UE, c'est Madrid, pas Barcelone»* conclue-t-il quelques minutes avant de découvrir que les chèvres sont entrées dans la petite maison de bois, qu'elles ont tout arasé et qu'elles ont chié sur le comptoir.

(19) En Français, le *Foyer social*, groupe d'extrême droite qui, en avril dernier, a occupé le siège de *Banco Madrid*. Lire par exemple cet article d'*El Pais*: https://elpais.com/ccaa/2017/04/23/ma-drid/1492961084_775968.html. Consulté le 27 dé-cembre 2017.

La Catalogne dans le moment populiste

(https://carbureblog.com/2017/10/11/la-catalogne-dans-le-moment-populiste/)

Le 1er octobre 2017, en Catalogne, des masses de gens ont bravé la police afin d'aller voter, et se sont trouvés confrontés à la répression pour avoir participé à un référendum organisé par leur gouvernement, et déclaré inconstitutionnel par l'État espagnol. L'image de personnes pacifiques, traînées au sol et battues par la *Guardia civil* dans le cadre familier d'une école servant de bureau de vote a en effet de quoi choquer. Ce référendum a dès lors pris l'aspect d'un «*soulèvement démocratique*» au cœur de l'Europe (quoi de plus démocratique qu'un référendum? et qu'un pays européen?) plongeant dans l'embarras y compris ceux qui y étaient opposés, de *Podemos* aux instances de l'*Union européenne*. On peut facilement condamner des politiciens ou des partis extrémistes, mais l'organisation du référendum est parvenue à donner l'image d'un peuple allant pacifiquement voter, ce qui est au fondement idéologique de l'État moderne, et brutalement réprimé par son propre État.

Tous les États européens se sont constitués, chacun à leur manière, sur la négation ou l'absorption des identités particulières présentes sur «*leur*» territoire, ce dont il reste évidemment des traces encore aujourd'hui. Mais si la question culturelle joue un rôle en Catalogne, ce n'est que comme cadre d'ensemble à une entité «*Catalogne*» qui reste avant tout comprise de façon économique. Ce qui est mis en avant dans les revendications, c'est moins la question de l'identité ou celle de la langue (en Catalogne, on soutient sa thèse en catalan) que celle de la fiscalité excessive qui briderait le développement de la région et contraindrait le gouvernement de la *Generalitat* à appliquer des mesures d'austérité imposées par Madrid. La question catalane pose alors la question des rapports entre l'État et le capital. Dans ce conflit, la formulation idéologique des rapports entre l'État, le «*peuple*» et l'économie devient un enjeu spécifique au sein de rapports de classes bien réels.

Après la crise de 2008, l'État est apparu comme étant le dernier garant face à l'anarchie capitaliste et aux intérêts privés débridés. Et de fait, l'intervention concertée des banques centrales, le sauvetage des banques et le rachat d'actifs «*pourris*» ont été décisifs pour sortir de la crise. Dans la zone euro, cette intervention s'est menée par le biais de l'imposition par les États, en accord avec les institutions supranationales du FMI et de la BCE, de politiques d'austérité, qui dans les faits ont aussi été menées depuis les États les plus riches vers les États les plus pauvres, comme c'est flagrant dans le cas de la Grèce. Ce qui nous amène à une situation en apparence paradoxale dans laquelle ce sont des États qui travaillent à défaire la souveraineté nationale pour le plus grand bien du capitalisme.

Les frontières, autrefois synonymes d'enfermement et d'oppression, sont aujourd'hui conçues par certains comme des barrières de protection contre un ordre capitaliste qui ne cesse de les dissoudre pour fluidifier la circulation des marchandises, en même temps qu'il les renforce pour lutter contre la tragique circulation des hommes que la première engendre.

En 2009 avec les émeutes grecques et en 2011 avec les soulèvements arabes, une fenêtre insurrectionnelle a semblé s'ouvrir. Cependant, très rapidement, l'enjeu et le terrain de ces mouvements est devenu la société civile, et l'État, sa réforme et sa démocratisation, leur horizon exclusif. Si en Égypte comme en Tunisie les grèves ouvrières ont été massives, et ont pu en arriver à une situation de quasi-rupture avec l'État, pour diverses raisons parmi lesquelles la perspective de la répression ne peut pas être négligée (les chars de l'armée «*protégeant*» les manifestants des attaques des sbires de Moubarak ou se postant autour du canal de Suez posaient très concrètement la question de l'abolition de l'État) on en est arrivés à une situation où la question de l'État, de sa légitimité, de sa capacité à refléter les attentes de la société civile, à se faire le garant d'une plus juste répartition des revenus et de la liberté de chacun de participer à la vie économique et sociale (la question de la corruption et de la monopolisation du pouvoir par une clique étant inévitable dans les pays arabes), sont devenus l'horizon de toutes les luttes de la période.

Le mouvement des places, de Tahrir à Taksim et jusqu'aux différentes versions d'*Occupy* aux États-Unis et en Europe ont fait de la société civile le cœur et l'enjeu des revendications, dans un mouvement mondial où, si le prolétariat était toujours présent à un degré où à un autre, la classe moyenne devenait de plus en plus centrale, à la fois comme réalité sociale et comme question politique. Ce mouvement, dès lors qu'il cesse d'être purement critique (comme le fut en Espagne le mouvement du 15M) et qu'il tend à revendiquer le pouvoir d'État au nom

de la société civile, peut être adéquatement décrit sous le terme de «*populisme*». Le populisme – lorsqu'il est de gauche ou «*social*» – est aussi le produit conjoint de l'échec de ces mouvements et de l'aggravation des mesures d'austérité ainsi que de la répression par l'État des mouvements purement contestataires.

Il faut situer cette montée du populisme dans ce moment qui suit «*l'hiver arabe*» et l'élection de Syriza en Grèce, et qui se caractérise – entre autres – par un retour mondial de la croissance **(1)**. Ce moment de la «*sortie de crise*», c'est essentiellement celui des politiques d'austérité, l'aggravation des conditions d'exploitation des prolétaires et la fin de l'État-providence inconditionnel qui prévalait durant les *Trente glorieuses*. Pour autant, la flexibilisation du marché du travail ne peut fonctionner que si l'État endosse une part de la reproduction de la force de travail. Cette part devient alors l'objet de luttes sociales et politiques de la part des segments de classes qui en bénéficient et sont en mesure de la négocier. Ces luttes ont pour enjeu la définition de l'État et l'étendue de ses prérogatives, dans le cadre d'un libéralisme qu'aucun acteur ne remet véritablement en cause (le projet socialiste d'une économie dirigée par l'État étant définitivement enterré).

Par «*populisme*», il ne faut entendre ni une politique démagogique visant à instrumentaliser les classes les plus pauvres et les moins instruites, ni le simple nationalisme (encore que des éléments de ces deux acceptions puissent s'y retrouver), mais plutôt un mouvement interclassiste dans lequel l'union nationale ne se fait pas par identification des sujets à l'État «*vers le haut*» (comme dans le cas de la défense «*populaire*» d'une politique coloniale, par exemple), mais plutôt par reconnaissance horizontale de l'égalité des sujets au sein d'un ensemble national, et la redéfinition idéologique des rapports capitalistes sur la base de cette égalité posée comme substantielle. Concrètement, cela signifie la prééminence de l'État, considéré comme «*chose du peuple*», émanation de la communauté, et tenu dès lors responsable de l'existence concrète de cette égalité supposée. C'est ce dont parle Mélenchon en France en proposant un «*processus constituant*». Pour la Catalogne et le mouvement séparatiste, formuler la prééminence du peuple sur l'État est ce qui lui permet d'affirmer que c'est le peuple lui-même qui définit «*son*» ensemble national, et non l'inverse.

Le populisme pose la question de la société civile, mais d'une façon toute particulière, en la présentant à la fois comme une communauté substantielle – le «*peuple*» – que ce soit sur un mode politique (l'appartenance à la République) ou ethnique (la langue, les coutumes, les origines) et comme une communauté matérielle, régie par l'État et existant dans les catégories du capitalisme. La communauté substantielle est dans le populisme ce qui confère sa légitimité à l'État, et elle est aussi le biais privilégié par lequel les rapports sociaux capitalistes sont fétichisés, ou plutôt le langage dans lequel s'exprime cette fétichisation.

Mais cette communauté substantielle n'est composée de rien d'autre que des rapports sociaux capitalistes, repeints aux couleurs supposées fraternelles du drapeau national. Entre l'employeur catalan et son ouvrier catalan, la langue est la même, mais le rapport d'exploitation qui continue à exister n'a ni langue ni drapeau, et la plus-value extraite s'en va rejoindre les autres capitaux sur le marché mondial, avant de revenir sur le coin de la gueule des prolétaires sous la forme d'accords de compétitivité passés, il est vrai, entre catalans.

La catégorie sociale à laquelle le populisme va s'opposer, ce n'est pas la bourgeoisie en tant que telle (exploiteuse, détentrice des moyens de production, etc...), dans la mesure où le patron comme l'ouvrier peuvent appartenir à la communauté substantielle du «*peuple*», même s'ils n'y ont pas la même position. Ici, le populisme se montre bien comme l'héritier du slogan des 99% contre les 1%. L'ennemi, ici aussi, ce seront les élites mondialisées, qui n'appartiennent à aucune communauté, classe circulante, mobile géographiquement et sans attaches communautaires, classe du global contre le local, de l'abstrait des flux financiers contre le concret de la production et des services.

C'est à cette «*classe*» des élites mondialisées que l'extrême-gauche séparatiste catalane propose de couper les ailes et de river au sol de la mère-patrie en bloquant ses avoirs au cas où elle songerait à quitter le territoire national après l'indépendance. Et de fait, ce sont bien les banques et les entreprises de l'*Ibex 35* (le *CAC 40* espagnol) qui ont les premières fait quitter le sol catalan à leurs sièges sociaux, dans un geste symbolique mais explicite de ralliement à Madrid. L'extrême-gauche populiste montre là ce en quoi le séparatisme exprime aussi un conflit entre secteurs de la bourgeoisie, entre la «*petite*» bourgeoisie du commerce et des services et la «*grande*» bourgeoisie des flux financiers mondialisés, posant ainsi dans ce conflit de classe le vieux thème citoyenniste de l'économie «*réelle*» opposée à l'économie «*abstraite*». C'est bien cette bourgeoisie, à laquelle s'agrège indissolublement

(1) Pour une description plus approfondie de cette période, on peut lire dans le n°25 de la revue *Théo-rie communiste* la (longue) partie intitulée «*Une séquence particulière*».

la classe moyenne, qui constitue ce vaste chœur de fonctionnaires, chefs d'entreprise, commerçants, avocats, médecins, auquel s'adjoignent des voix ouvrières et qui dit: *«L'économie, c'est NOTRE travail, c'est NOUS qui produisons les richesses»*. Et cela exprime dans le langage de l'idéologie cette vérité théorique: le capital, c'est la société elle-même.

Mais évidemment, les élites mondialisées, ce sont également celles avec qui on commerce et pour lesquelles on travaille, et l'*Union européenne* est aussi leur lieu, le lieu des grands groupes financiers aussi bien qu'industriels qui ont massivement investi en Espagne, une fois que l'État (y compris par l'intermédiaire du gouvernement catalan) leur a préparé le terrain en leur offrant à domicile et sans droits de douanes une main-d'œuvre qualifiée à coût réduit ainsi qu'un vaste marché intérieur à conquérir. Dès lors, l'insertion dans le marché mondial que les séparatistes donnent comme un gage de crédibilité économique est précisément ce qui freine le processus d'indépendance. Car il n'est pas possible de séparer l'État de l'économie en réduisant l'État à une communauté de travailleurs actifs et d'entrepreneurs responsables s'en allant main dans la main créer de la richesse sur le marché mondial. La dette qu'il faudrait bien que Barcelone hérite de Madrid si elle quittait l'Espagne et recommençait un processus d'adhésion à l'UE, placerait immédiatement la Catalogne dans la situation de la Grèce. Car c'est également par le biais de la dette et des mesures d'austérité imposées par l'État que l'Espagne, et donc la Catalogne, s'insèrent dans le marché mondial: là aussi, les distinctions idéologiques opérées par le populisme s'avèrent impuissantes à saisir la réalité du moment qui les constitue.

L'interclassisme qui se manifeste dans la situation catalane s'opère de fait, comme à chaque fois, entre des segments de classes très déterminés, qui reflètent les conditions économiques de la région. En effet, si la Catalogne, précocement industrialisée, a conservé et développé une importante structure industrielle, notamment dans l'automobile ou dans le secteur en pleine expansion de la chimie, et s'est défaite du secteur agricole si important dans les régions les plus pauvres d'Espagne, ce sont les services qui forment la plus grosse part de son PIB (autour de 74%). Lors de la grève générale (autrement appelée *«arrêt civique»*) organisée le 3 octobre par les indépendantistes, ce sont majoritairement les services publics (transports, musées, etc...) et le secteur de la santé, concernés au premier chef par l'indépendance et touchés par les coupes budgétaires, et les secteurs du commerce (le port de marchandises) qui se sont mis en grève. Le *Barça* a fermé le *Camp Nou*, mais les *Seat* sont sorties des ateliers comme d'habitude. Il est vrai qu'en cas d'indépendance, les Catalans continueront à aller au stade et le *Barça* pourra poursuivre ses transferts à 40 millions d'euros, tandis qu'il n'est pas du tout certain que le constructeur allemand conserve ses usines sur place: à Martorell, près de Barcelone, où on a beaucoup transpiré pour la *«reprise»*, ce sont 10.000 personnes qui se retrouveraient alors au chômage.

Mais si la question séparatiste en Catalogne peut être présentée comme une lutte entre secteurs de la bourgeoisie au sein de laquelle s'engagent des segments de classes dont les intérêts sont liés aux secteurs de la bourgeoisie catalane favorables à l'indépendance, il ne faut pas perdre de vue que ces intérêts sont aussi bien idéologiques que réels, sans qu'il soit vraiment possible de démêler l'un de l'autre. La thèse des masses manipulées par les bourgeois nationalistes reflète un profond mépris pour les dites *«masses»*: les *«gens»* – puisque dans le cas du populisme cette catégorie abstraite devient pertinente – ne sont pas des imbéciles qui se jettent aveuglément sur la première identité venue. Et de fait, la revendication d'indépendance est aussi une réaction aux mesures d'austérité prises par le gouvernement catalan lui-même, une façon de le prendre à son propre jeu, voire de s'opposer à lui.

Le moment populiste en Catalogne est celui de l'après-crise de 2008, qui a laissé l'Espagne sur les genoux, a vu les taux de chômage exploser et l'imposition de politiques d'austérité draconiennes. Avec la reprise du milieu des années 2010, et l'aide conjoncturelle de la baisse des cours du pétrole qui associée au moindre coût de la main-d'œuvre locale a donné un coup de pouce appréciable en termes de compétitivité internationale, la région Catalogne est parvenue à tirer son épingle du jeu économique, y compris en appliquant ces mesures d'austérité tant décriées. En Catalogne comme partout ailleurs, *«renouer avec la croissance»* a été synonyme de baisses de salaires, de précarisation de l'emploi, de coupes dans les prestations sociales. Et en Catalogne en particulier, c'est bien le gouvernement local, et les indépendantistes au pouvoir, qui ont appliqué ces politiques d'austérité. Au sein de la mouvance indépendantiste aux affaires, ce sont par des luttes de pouvoir que ce sont manifestées des oppositions de classes prises dans le mouvement conjoint de l'austérité et de la *«reprise»*. L'enjeu du *Procès d'indépendance* est alors de donner un sens économique et social à la reprise de l'accumulation dans une aire particulière, la Catalogne, ce qui se manifeste alors par un conflit de nature politique. Dans un contexte

social tendu, l'aile d'extrême-gauche CPU, avec un nombre de voix réduit au Parlement, joue un rôle d'arbitre: obtenir ses voix devient indispensable. En 2016, le président de la *Generalitat,* Artur Mas, qui a appliqué les mesures d'austérité, a fait les frais de cette situation et a dû céder la place à Carles Puigdemont, non moins de droite mais dont les convictions indépendantistes sont claires. Dès lors, politiquement, la tension consiste à faire de la question de l'indépendance une question «*sociale*», et c'est là que l'implication de masses de gens descendant dans la rue ne peut se réduire à de l'hystérie nationaliste ou à la manipulation par la bourgeoisie.

Dans ce cadre politique, l'organisation du référendum du 1er octobre est aussi pour la coalition au pouvoir, et notamment pour son aile droite, une façon de chevaucher le tigre du mécontentement des masses avant qu'elles ne se retournent contre lui. Désigner Madrid comme la source de tous les maux exempte le gouvernement de la *Generalitat* des reproches qui lui sont faits, et lui permet de rétablir l'unité de façade sans laquelle aucun État ne peut gouverner. Le populisme présente ainsi le double aspect d'un mouvement «*populaire*» et d'un mouvement de l'État, c'est-à-dire de la classe dominante, ce qui peut créer une situation mouvante, aux contours en permanente redéfinition.

Pour autant, ce caractère mouvant, lié à la nature interclassiste du populisme indique seulement que les classes, même liées par une identité supposée, sont en lutte permanente, c'est ce qui les définit comme classes. Le populisme comme idéologie masque sans doute les rapports de classe réels (il occulte l'exploitation), mais s'il les masque ils n'en continuent pas moins à exister en son sein même et à garder leur contenu conflictuel. Ce contenu est même ce qui rend le populisme nécessaire, car aucune idéologie ne se forme autour de rapports transparents et horizontaux; on ne dit rien d'autre lorsqu'on dit que le populisme exprime des conflits réels sous une forme idéologique. Mais tant que la situation demeure dans ce cadre, où l'enjeu de tous les segments de classes mobilisés est de poser chacun à leur manière le peuple, idéologiquement et pratiquement, comme communauté substantielle fondant l'État et reposant sur les rapports sociaux capitalistes (et donc sur leur occultation), et malgré les aspects spectaculaires que peut prendre ce mouvement, qui peut parfois se mettre lui-même en scène comme mouvement de rupture, il en reste aux limites qu'il s'est lui-même fixées et qu'il ne va pas dépasser comme malgré lui, sans s'en apercevoir. On ne fait pas la révolution comme on trébuche.

Si les segments du prolétariat qui se trouvent engagés dans l'articulation interclassiste des luttes actuelles n'arrivent pas à distinguer les intérêts réels «*du*» prolétariat de ceux de la bourgeoisie ou de la classe moyenne, c'est que ces «*intérêts réels*» ne sont réellement pas distincts. Il serait absurde de se contenter de déclarer que «*le*» prolétariat est internationaliste ou que le peuple tel qu'en lui-même ne peut être libre que sans l'État, comme si l'activité réelle de la classe se situait sur un plan où son existence sociale dans le capitalisme était purement accidentelle ou contingente face à la réalité transcendante de «*la*» classe.

Avec le populisme, on voit en quoi l'unification a priori, l'unité de classe réclamée et défendue par ceux pour lesquels la «*convergence des luttes*» conditionne leur réussite, est en réalité une pure et simple reconfirmation de l'ordre établi. Ce qui converge dans les luttes interclassistes, ce sont toujours des segments du prolétariat dont les intérêts recoupent ceux des classes moyennes, c'est cette jonction qui constitue la «*société civile*» comme objet de revendication, et dès lors que la société civile est le problème, ce sont les rapports sociaux capitalistes qui deviennent incontestables, parce qu'ils sont présupposés. Il n'y a plus dès lors qu'un problème de «*répartition des richesses*», sans qu'on sache de quelles «*richesses*» il s'agit et d'où elles peuvent bien provenir.

L'unification de la classe en classe révolutionnaire consisterait au contraire dans la multiplication des conflits portant sur ce qui la fait exister comme segmentée, dans les conditions posées par cette existence, c'est-à-dire non seulement l'exploitation qui est directement segmentation (division du travail), mais également les divisions de genre et raciales, mais aussi plus généralement tout ce qu'on peut appeler «*inégalités*» sociales. Concrètement, c'est une autre façon de dire que la classe ne s'unifie qu'en s'abolissant comme classe, en s'en prenant directement (même si ce directement peut impliquer des formulation idéologiques) à ce qui la fait exister comme classe exploitable et exploitée.

Cela dit, il nous faut bien constater que cette remise en cause de la classe par elle-même n'est guère à l'ordre du jour, si ce n'est négativement. Le moment populiste risque fort d'être un sale moment à passer. Car si le populisme nous est déjà peu sympathique dans ses conceptions, la réaction de l'État «*classique*» face à ce qui reste pour lui une contestation d'un ordre capitaliste déjà délicat à préserver risque fort de consister en de nouvelles mesures répressives et sécuritaires. Et partout, des mouvements nationalistes à composante populiste mais beaucoup moins «*sociale*» que celui des indé-

pendantistes catalans voient le jour – ou même sont directement aux affaires, comme en Hongrie, en Pologne ou ailleurs.

Par ailleurs, les divers mouvements séparatistes qui participent à leur manière au mouvement de redéfinition de l'État indiquent également qu'à l'échelle mondiale la division de l'espace social et géographique déjà en cours avant la crise de 2008 ne fait que s'accentuer. Si elle n'est encore à poser qu'à titre d'hypothèse pour les zones centrales du capitalisme, la constitution conjointe de zones-poubelles peuplées de surnuméraires dépourvus d'instruments de lutte et de zones plus riches arc-boutées sur leurs supposés privilèges, qu'ils soient garantis par une appartenance culturelle, ethnique ou nationale n'est pas non plus une perspective réjouissante.

AC - *11 oct. 2017*

Contre tous les états, anciens et nouveaux! À bas le patriotisme! À bas les frontières! Vive la lutte de classe internationale! Que cache le mythe nationaliste catalan?

Mouvement communiste- Kolectivně proti Kapitălu - 28 oct. 2017 **(*)**

La radicalisation d'une partie importante des classes dominantes catalanes a provoqué une crise politique majeure dans le royaume d'Espagne.

Une crise politique qui a été accélérée par la décision de la royauté de répondre par la force au référendum sur l'indépendance de la région appelé par le gouvernement local mais aussi par l'adhésion importante de larges secteurs du prolétariat à la perspective de constitution d'un nouvel État.

Repoussée dans ses cordes par l'intransigeance de la royauté dûment soutenue par l'*Union européenne*, après le référendum, la *Généralité catalane* s'est vite résignée sans coup férir à demander une négociation à Madrid. En dépit de la promesse de poursuivre sur le chemin emprunté avec le référendum du 1er octobre 2017, le gouvernement régional de Barcelone a fait machine arrière en décevant des secteurs importants de ses soutiens. Ceux-ci avaient cru à la possibilité de démolir un pilier central de l'État espagnol avec un simple vote militant dans le cadre du fonctionnement normal de la démocratie politique bourgeoise. Mais ceci n'est que gesticulation qui intéresse les parties concernées. En revanche, la première question que les révolutionnaires doivent se poser est la raison de la radicalisation de segments significatifs des classes dominantes catalanes. Pour ce faire, il faut remonter aux causes de la crise politique espagnole.

Aux origines, la crise fiscale des États

Le dernier épisode indépendantiste catalan s'insère dans un cadre global marqué par deux éléments centraux: la crise politique des États européens produite par la crise fiscale du début de la décennie et l'absence d'une expression ouvrière autonome capable de ramener l'ensemble des contradictions qui traversent les sociétés civiles de ces États dans le lit de la lutte de classe. Dans le cas de la Catalogne, la crise fiscale s'est ajoutée à la crise bancaire, elle-même provoquée par l'effondrement du B-TP.

D'après *Eurostat*, le bureau statistique de l'*Union européenne*, la crise espagnole de l'immobilier a été la plus rude du vieux continent, avec un plongeon de plus du quart des ventes entre juin 2007 et juin 2008. La Catalogne, elle, a vu les ventes de la pierre dévisser de plus de 42% sur la même période. En mai 2012, plusieurs banques, dont les bilans étaient plombés par les crédits immobiliers, sont déclarées insolvables par les agences de notation et nationalisées dans la foulée.

Trois établissements de crédit risquent alors de

(*) Groupes marxistes belges, tchèques et slovaques dont on peut lire les analyses sur: *www.mouvement-communiste.com* et *http://protikapitalu.org/ (Note A.M.)*.

faire effondrer le système bancaire tout entier. *Catalunya Banc*, la principale banque catalane et la quatrième espagnole, est parmi elles. En 2015, après avoir reçu de l'État central plus de 12 milliards d'euros de nouveaux fonds, *Catalunya Banc* est rachetée par BBVA *(Banco Bilbao Vizcaya Argentaria*, le numéro deux espagnol du crédit). Le rôle central du système bancaire en Catalogne est connu: plus du cinquième des caisses d'épargne espagnoles (45 aujourd'hui) ont leur siège social dans cette région dont la première d'entre elles, la *Caixa*, la plus grosse caisse d'épargne européenne et le troisième établissement financier du pays, et également la *Banc Sabadell*, le numéro quatre espagnol des banques privées.

Il est utile de noter que le réseau bancaire catalan s'est opposé dans les faits à la perspective indépendantiste. La *Caixa* a déplacé son quartier général de Barcelone à Valence et la *Banc Sabadell* s'apprête à s'installer à Alicante. La principale raison du manque de patriotisme catalan des banques est simple: elles ont besoin des refinancements de la *Banque centrale européenne* pour éviter un «*bank run*», une fuite massive et soudaine des comptes vers des banques de la zone euro. Il ne faut pas aussi oublier l'intégration poussée de l'économie catalane avec l'espagnole (45% de ses échanges se font avec l'Espagne): si l'on croit le bureau catalan des statistiques, la région avait, en 2016, un excédent extérieur de 27 milliards d'euros, dont 14 milliards avec l'Espagne. Cet excédent est imputable, pour près de la moitié, aux échanges de services marchands, principalement le tourisme. Or, cet excédent de la balance des paiements courants catalane, dont notamment la partie qui relève du tourisme, est évidemment financé par le système de crédit. Si cet excédent disparaissait, les crédits qui l'ont rendu possible seraient potentiellement en danger. Mais les banques ne sont pas les seules tentées par la fuite vers des lieux plus tranquilles. Aujourd'hui, le nombre d'entreprises dans ce cas atteint 1.885; parmi elles, les grandes entreprises ne sont pas en reste (1). Quant à eux, «*les fonds internationaux ont arrêté tout investissement en Catalogne et ont mis l'Espagne sur leur liste rouge*» écrit le site *El Confidencial*.

Enfin: «*Les PME, qui représentent l'immense majorité des entreprises en Catalogne, se disent consternées et préoccupées*», selon Antoni Abad, président du second syndicat patronal du secteur, le *Cecot*, cité par le quotidien français *Le Figaro*.

La Catalogne est sortie de la crise fiscale avec des finances publiques régionales en lambeaux. La seule dette régionale s'élève à 35% du PIB catalan et avec sa quote-part de la dette espagnole elle serait de l'ordre de 115% du PIB régional selon les calculs les plus optimistes. Les catalanistes prétendent que le déficit budgétaire disparaîtrait avec la séparation du royaume, contre un solde négatif de 1% du PIB actuellement. En 2016, la Catalogne a emprunté plus de 50 milliards d'euros au gouvernement central, correspondant à près 70% de sa dette publique directe de 77 milliards d'euros.

Le gouvernement central est le principal prêteur de la *Généralité* catalane avec une part de 33% sur le total des emprunts de Barcelone. La dépendance de la *Généralité* de Catalogne à l'argent de Madrid est manifeste et de plus en plus serrée. D'où la décision de forcer la main du royaume avec le référendum visant au minimum à obtenir une plus grande autonomie fiscale et budgétaire. Le prétexte pour rallier la population locale à son combat a été l'offensive menée depuis 2006, par le *Parti populaire* au pouvoir à Madrid, fils légitime du franquisme «*modéré*» et finissant qui voulait muer le régime en démocratie parlementaire classique, contre la reconnaissance de la «*nation*» catalane et contre le fait d'accorder à la langue catalane la primauté sur la langue espagnole à l'exclusion de l'enseignement.

Reconnaissance qui avait pourtant été concédée par le *Parti socialiste* alors aux commandes et qui avait été inscrite dans la Constitution espagnole. Inscription qui a été enlevée, en 2010, par la *Cour constitutionnelle* à la demande du *Parti populaire*. Il aurait suffi de ne pas toucher à la modification de la Constitution de 2006 pour éviter que la *Généralité* trouve ce consensus populaire indéniable. Consensus qui s'est encore manifesté lors du dernier référendum illégal et qui a vu une participation massive de votants malgré la répression déployée par la royauté et les post-franquistes du *Parti populaire*.

Mais pourquoi donc les classes dominantes espagnoles, bien épaulées par l'*Union européenne*

---

(1) *Abertis* (gestion d'infrastructures routières et aéroportuaires), *General de Aguas de Barcelona,* (distribution de l'eau), *Cellnex Telecom* (Infrastructure pour la téléphonie, les données et la radiodiffusion), *Freixenet* et *Codorniu* (entreprises vinicoles), *Gas Natural Fenosa* (distributeur de gaz et d'électricité), *Immobiliaria Colonial* (groupe immobilier), etc...

et l'ensemble des États qui y adhèrent **(2)**, n'accèdent pas à cette «*revendication*» inoffensive? Tout d'abord, parce que la Catalogne joue un rôle central dans l'économie encore convalescente du pays après la crise fiscale et immobilière. Ensuite, car la constitution formelle de chaque pays est profondément enracinée dans son histoire, dans sa constitution matérielle, la représentation non encore formalisée des rapports sociaux dominants et de leurs caractéristiques spécifiques. L'Espagne actuelle est issue d'une transition «*pacifique*» d'un régime dictatorial ouvert vers une démocratie «*moderne*». Cette transition a été sacrée, le 25 octobre 1977, par le *Pacte de la Moncloa*, entre tous les partis et syndicats espagnols à l'exclusion de la CNT anarchiste et des indépendantistes basques d'*Herri Batasuna,* proche de l'organisation armée ETA. L'Espagne franquiste de l'époque est au bord du gouffre avec une inflation proche de 50% et la fuite en masse des capitaux, minée par l'autonomie ouvrière en plein essor. Tout ceci conduit le régime à se saborder en douceur sans pour autant que l'État et l'administration civile et militaire connaissent une quelconque discontinuité. Le régime parvient tant bien que mal, d'un soubresaut putschiste **(3)** à l'autre, à battre la lutte ouvrière avec la complicité active de la gauche d'État et des indépendantistes basques du PNV et catalans. Le silence du prolétariat comme classe n'a fondamentalement pas été interrompu depuis cette époque. En Catalogne, ce silence est particulièrement assourdissant aujourd'hui.

Le désarroi de la classe ouvrière en Catalogne, tiraillée par deux États, l'un existant, l'autre «in fieri» (*)

La grève générale politique du mardi 3 octobre 2017 pou r protester contre les violences policières du dimanche précédent, suite à l'interdiction par Madrid du référendum d'indépendance, n'a pas vu une participation massive des grandes usines et manufactures de Catalogne. La SEAT de Martorell a vu sa productiondu jour chuter d'à peine 10%. Une seule des trois lignes de montage a été touchée. En revanche, la grève a réussi dans les transports publics, la santé et les administrations. Dans les manifestations massives les lycéens, les étudiants et les employés du secteur public ont été les plus nombreux. L'agitation certes importante s'est aussi concrétisée par des barrages routiers, portuaires, ferroviaires et des manifestations. Malgré les nombreuses faiblesses de ce mouvement, il serait erroné de renvoyer dos à dos les manifestations de masse inspirées par les catalanistes avec les démonstrations de force dans la rue, impulsées par la royauté et les postfranquistes madrilènes. Ces rassemblements «*océaniques*» défendent l'ordre établi et cautionnent la répression en Catalogne. Elles sont le fait d'un bloc social réactionnaire au sein duquel les franquistes maintenus et les nostalgiques de l'Espagne colonialiste d'antan ont une place prépondérante.

Si les sections régionales des CC.OO. (*Comisiones obreras – Commissions ouvrières* – proches des staliniens) et de l'UGT (*Unión General de Trabajadores – Union Générale des Travailleurs* – d'inspiration socialiste) ont appelé à la grève du 3 octobre et sont à l'origine du «*Conseil pour la démocratie*» qui a organisé l'agitation, leurs maisons mères espagnoles ont déclaré leur opposition au processus indépendantiste ainsi que tous les partis politiques nationaux, le *Parti populaire,* le PS, la *Gauche Unie* d'obédience stalinienne réformée et les chavistes de *Podemos*. Les associations patronales des grandes entreprises de la région se sont jointes aux opposants au référendum. Les deux plus grosses organisations de la gauche du capital, la *Gauche unie* et *Podemos* plus les secteurs les plus à gauche du PS, se disent nationalistes mais pas indépendantistes: lire en faveur de la reconnaissance de la «*nation*» catalane mais contre la séparation. Quant à la CNT anarchiste qui a appelé (depuis le 28 septembre, avec la CGT) à la grève générale du 3 octobre, elle défend le droit à l'autodétermination tout en dénonçant «*la nature répressive de la Généralité de Catalogne*» **(4)**.

C'est bien entendu dans le domaine idéologique privilégié de la culture que règne en maître le catalanisme, s'appuyant lourdement sur la revendication de la reconnaissance de la langue catalane comme langue officielle dominante. S'il est probable que la majorité des habitants de la région n'ont rien à faire de l'indépendance, la violence de la réponse policière et le knout agi-

---

(2) «*En vertu de la Constitution espagnole, le scrutin organisé en Catalogne n'était pas légal. Pour nous (...), il s'agit d'une question interne à l'Espagne qui doit être réglée dans le respect de l'ordre constitutionnel de ce pays*», a déclaré lapidairement un porte-parole de l'*Union européenne*, le 10 octobre 2017.

(3) Comme le putsch du lieutenant-colonel Tejero, en novembre 1978, ou celui du capitaine Milans del Bosch, en février 1981.

(*) Disons: «*qui veut être*». *(Note A.M.).*

(4) http://cntbarcelona.org/triem-lluitar-el-3-doctubre-totes-i-tots-a-la-vaga-general/

té quotidiennement par le Premier ministre Rajoy et le roi Felipe ont certainement renforcé le camp catalaniste. Preuve en est la participation massive au vote référendaire en dépit de la rude répression. De nombreux jeunes prolétaires scolarisés ou pas ont rejoint les franges les plus déterminées du mouvement catalaniste et poussent en ordre dispersé pour le durcissement de l'affrontement avec Madrid. La répression royaliste contribue à cacher la nature de classe bourgeoise de l'indépendantisme catalan et son histoire si peu glorieuse. Nous n'oublions pas que les nationalistes catalans, notamment ceux de l'*Izquierda Republicana de Cataluña (Gauche républicaine de Catalogne)* **(5)**, sont eux aussi, comme les staliniens, les principaux responsables de la répression contre-révolutionnaire de 1936-37...

L'État, nécessaire au capital et ennemi public numéro un du prolétariat

L'objectif avoué des indépendantistes est la constitution d'un nouvel État. Pour ce faire, ils entendent constituer la société civile de Catalogne en nation, reconnaissant une tradition, une culture, une langue spécifiques. Dans la construction idéologique, un rôle majeur est joué par le révisionnisme historique visant à individualiser la trajectoire du *«peuple catalan»*. L'histoire est ainsi sans cesse réécrite à l'aune des mythes fondateurs, souvent changeants en fonction des besoins du moment, des nations. *«Qui commande le passé commande l'avenir; qui commande le présent commande le passé»* - G.Orwell, *1984* **(6)**. L'intérêt de cette manipulation est évident: masquer le conflit de classe et transformer la perception de l'exploitation et de l'oppression que vivent les classes subalternes en rejet d'un ennemi intérieur ou extérieur, responsable présumé de tous les maux. Ce mécanisme joue indifféremment en Espagne et en Catalogne; la royauté niant toute spécificité nationale aux Catalans et les catalanistes identifiant le royaume comme la racine du mal alors qu'il n'est qu'une expression spécifique de la domination du capital dans ce pays. Les centaines de milliers de jeunes prolétaires qui font de la république catalane leur but donnent une réponse erronée aux raisons, souvent fondées, de leur colère. Il ne faut pas les confondre avec la *Généralité* et les secteurs des classes dominantes indépendantistes, mus, ces derniers, par la volonté de renforcer leur base matérielle essentiellement via la souveraineté fiscale.

Une république catalane n'éliminerait pas l'exploitation et créerait d'autres barrières, d'autres frontières, alors qu'il faut les effacer toutes et avec elles les États qui les dressent. Aujourd'hui, cette mystification a libre cours en raison du silence politique du prolétariat, car ce dernier se tait et travaille discipliné.

C'est pourquoi la seule réponse viable aux *«nations»* en présence est la reprise de la lutte de classes indépendante dans toute sa dimension internationale. Les communistes n'ont pas à se ranger d'un côté ou de l'autre de ce combat interne aux classes dominantes par société civile interposée. Ils n'ont pas non plus à s'immiscer dans les questions nationales qui apparaissent ici et là dans le monde du capital, tantôt en en embrassant certaines, tantôt en en rejetant d'autres. Ils doivent en revanche expliquer les raisons de leur émergence, critiquer les cultures et traditions spécifiques, défendre la liberté d'expression linguistique (depuis 1993, le catalan est langue co-officielle avec le castillan dans les principaux territoires espagnols où il est parlé) et aussi éviter de soutenir directement ou indirectement les États existants. Traduit dans la situation catalane, cela signifie que les communistes n'ont rien à faire de l'unité nationale espagnole, pas plus que de la naissance d'une Catalogne républicaine indépendante. Si une population veut se séparer d'une autre, ce n'est pas l'affaire du prolétariat, la seule classe internationale, sans patrie ni nation, existante, tant que ceci ne se traduit pas par de nouvelles oppressions. Les communistes combattent toutes les frontières et tous les États qui les défendent. Leur terrain de combat est d'emblée international, global, comme globale est la domination du capital et de l'État, des États à abattre. Les communistes expliquent que seule la reprise en grand de la lutte de classe est en mesure de dissoudre l'illusion nationaliste, indépendantiste ou pas. Et, enfin, les communistes combattent la répression étatique quand elle frappe des secteurs des classes opprimées, y compris si ceux-ci sont prisonniers d'idéologies contraires à leurs intérêts historiques. À une seule condition bien sûr: qu'ils ne se mobilisent pas contre d'autres prolétaires, contre d'autres frères de classe d'ici, de là ou d'ailleurs, comme en Lombardie et en Vénétie.

---

(5) Ce parti fondé en mars 1931, a fait partie du *Front populaire*, au pouvoir après les élections de février 1936. Il dirige la *Généralité* jusqu'à la victoire de Franco en 1939. Ce parti existe toujours et est pour l'indépendance.

(6) Troisième partie, chapitre 2. Voir: https://www.librairal.org/wiki/George_Orwell:1984_-_Troisi%C3%A8me_Partie_-_Chapitre_II

«*Cette révolution* [la révolution prolétarienne - ndlr] *se fera-t-elle dans un seul pays? Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. Elle a en outre unifié dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne. Elle se développera dans chacun de ces pays plus rapidement ou plus lentement, selon que l'un ou l'autre de ces pays possède une industrie plus développée, une plus grande richesse nationale et une masse plus considérable de forces productives. C'est pourquoi elle sera plus lente et plus difficile en Allemagne, plus rapide et plus facile en Angleterre. Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable et transformera complètement leur mode de développement. Elle est une révolution universelle; elle aura, par conséquent, un terrain universel*».

Friedrich Engels, *Principes du communisme, Question XIX,* fin octobre – novembre 1847 **(7)**.

---

(7) Voir: https://www.marxists.org/francais/marx/47-pdc.htm

A gauche: Billet, 1937, collectivité agraire «*Terre Libre*» en Catalogne.
Édité par des mairies de communes collectivisées, cette «*monnaie*» était non-capitalisable et sans valeur ailleurs en Catalogne.

Ci-dessous: Monnaie officielle de la *Generalitat de Catalunya* en septembre 1936 et qui s'opposait aux billets non-capitalisables des communes autogérées anarchistes.

CATALOGNE: PRENDRE PARTI DANS UNE SITUATION ÉTRANGE (*)

Santiago LÓPEZ PETIT (**)

Il y a des moments où la réalité se simplifie. Ce n'est plus l'heure de faire la part de la vérité et du mensonge dans les arguments qui prétendent défendre l'unité d'Espagne ou proclamer l'indépendance de la Catalogne. Il n'est pas non plus nécessaire de remonter à l'année 1714 (1) ni de chercher dans les griefs plus récents. Quand on en appelle à *«la Loi et l'Ordre»,* tout à coup, tout s'éclaire et chaque position apparaît parfaitement définie sur la table de jeu. Puis, de façon viscérale, ceux d'entre nous qui restaient silencieux savons où nous situer: nous serons toujours face à ceux qui veulent imposer la consigne de rétablir l'autorité. Nous connaissons bien une phrase forgée en France avant la révolution de 1848 qui disait: *«La légalité tue»*.

Effectivement nous sommes, donc, contre l'État espagnol et sa légalité, bien que pour cela nous ayons à prendre parti entre des drapeaux qui nous étouffent, parce qu'ils nous pompent l'air, et des hymnes qui assourdissent et empêchent d'écouter ceux qui, rassemblés, parlent. Il serait magnifique d'affirmer qu'à cette légalité de l'État espagnol s'oppose la légitimité d'un peuple.

Malheureusement il n'en va pas ainsi, et que les partis indépendantistes ne recommencent pas à nous rouler dans la farine. La légitimité qu'ils défendent s'est construite en oubliant au moins la moitié des catalans, elle s'est faite sur la base de recours juridiques très discutables et, finalement, en profitant de la gestion de la violence terroriste par les *Mossos* après les récents attentats. Quand une émission de télévision affirmait que durant quelques heures la Catalogne avait eu un authentique État, elle avait raison. C'est Hobbes dans toute sa pureté. J'abandonne le droit de me gouverner moi-même et je signe un pacte de soumission, en échange de la sécurité qui m'est offerte. En définitive, et comme toujours, le désir de tranquillité, et le dictat de la raison, sont derrière la fondation de l'État. Cependant, pauvre peuple celui qui fait d'un commissaire de police son héros !... Et qui emploie la parole *«abattre»* pour dire tuer.

Le mérite incontestable de l'indépendantisme est d'avoir dévoilé le mythe de l'*État de droit*. Il est amusant d'entendre ces jours-ci des politiciens catalans défenseurs de l'ordre accuser l'État espagnol d'être un *«état policier et répressif»*. Ou se plaindre des heures qu'ils ont passées au commissariat. Qu'est-ce qu'ils croient? Non, il n'y a là aucun état d'exception. Il y a ce qui depuis longtemps coexiste parfaitement: l'état de guerre et le fascisme postmoderne. L'État de guerre qui, avec l'excuse du terrorisme, se place bien au-delà de quelque norme juridique, tandis qu'il traque impitoyablement celui qui est signalé comme son ennemi. Terroriste ou séditieux. Le fascisme postmoderne qui neutralise politiquement l'espace public et expulse les déchets sociaux. A propos, ce fut *CiU* qui a semé les graines de la Loi Mordassa en juillet 2012 aux Cortes (2).

Cela fait des années que le proto-État catalan qui, comme tous les États, s'est construit utilisant l'embrouille et la gestion de la peur, essaie de transformer le peuple catalan en une authentique unité politique. Dans ce sens les appels de chaque 11 septembre ont servi pour policer et domestiquer un désir collectif de liberté qui ne peut se résorber en une seule voix. L'opération politique a été celle-ci: le Gouvernement décide qui est son peuple, et dans la mesure où il réussit à le convertir en une unité politique, c'est-à-dire en un nous autres contre eux, acquiert une légitimité qui lui permet de négocier avec l'État espagnol. Il est clair que l'indépendantisme hégémonique ne désire aucun changement social réel et profond. Ils appellent à la désobéissance au *«Gobierno»* pour obéir immédiatement obéir au *«Govern»* (3). *«De la loi à la*

(*) Texte paru sur le site *Lundi matin (lundimatin#116)*, le 13 janvier 2018.

(**) Santigo LÓPEZ PETIT est catalan, chimiste et philosophe. Merci à Alèssi DELL'UMBRIA pour la traduction.

(1) Le 11 septembre 1714, l'armée de Philippe V d'Espagne entre dans Barcelone après plusieurs mois de siège. Cette date est depuis cent cinquante ans celle de la fête nationale catalane, la *Diada,* célébrée de façon clandestine sous le régime franquiste.

(2) Loi faite pour réprimer toute forme d'occupation non institutionnelle de l'espace public, et qui prévoit des peines de prison ahurissantes en cas d'infraction. Son vote en 2012 avait provoqué de nombreuses manifestations de protestation dans toutl'État espagnol.

(3) Gouvernement, en espagnol puis en catalan.

loi» assurent-ils. De fait les élites dirigeantes s'entendent toujours entre elles, parce que l'ombre du capital est très étendue. Pour cela dans cette guerre où nous sommes englués, le plus probable est que chaque opposant réalise ce qu'on attend de lui. Le Gouvernement espagnol dira qu'il a défendu l'État de droit jusqu'au bout, certes oui, de manière mesurée. Le Gouvernement catalan affirmera que, dans les conditions actuelles, on est allé plus loin que jamais. Il est difficile de penser que la logique du proto-État catalan conduise au-delà d'une rupture négociée qui aurait à prendre forme dans une réforme de la Constitution.

Cependant, la situation se trouve complètement ouverte. Quand les rues se remplissent de gens et que devant se dresse un État arrogant, incapable d'autocritique et qui méconnaît une quelconque forme de médiation, n'importe quoi peut arriver. Et c'est réellement ainsi. Personne ne sait ce qui va se passer parce qu'une situation inédite s'est produite: voter s'est converti en un défi à l'État. Pour beaucoup d'entre nous, le vote n'a jamais été porteur de changements réels. Malgré cela, maintenant, lesimple acte de vouloir voter a un petit quelque chose de radical et transgresseur. C'est étrange ce qui est en train de se passer. Certes beaucoup de gens s'émeuvent et se rassemblent sous le drapeau indépendantiste. Mais aussi nous sommes nombreux ceux qui maintenant allons nous plonger dans la tourmente. Malgré le fait que nous n'ayons aucun drapeau, nous savons qu'il faut être là. Nous aussi n'avons pas peur, mais il nous en coûte d'oublier. Il nous coûte de faire confiance à des dirigeants politiques qui ont brutalement délogé une place Catalunya occupée, et qui ont été les premiers à appliquer des mesures néo-libérales. L'année 2011 nous avons encerclé le Parlement précisément pour l'empêcher. Et maintenant nous devrions nous laisser aller à les embrasser?

Quand Felipe Gonzalez affirme que *«la situation en Catalogne est ce qui m'a le plus causé de souci en quarante ans»* voilà un bon signal. Les forces politiques indépendantistes ont été capables d'inquiéter un pouvoir centraliste et répressif qui a des siècles d'expérience. Ce n'est pas facile de le déraciner et sa réaction défensive le prouve. Il faut reconnaître, pour autant, la force de ce mouvement politique, sa capacité d'organisation et de mobilisation. Mais l'État espagnol ne concédera jamais l'indépendance de la Catalogne. Pour y parvenir, il faut d'abord le briser, et pour avancer dans ce processus de libération l'indépendantisme catalan a besoin de beaucoup plus de soutiens. En définitive, s'opposer à l'État espagnol à partir de la volonté d'être un autre État, non seulement n'est guère intéressant, mais c'est carrément perdant. Par contre, imaginer une Catalogne qui demeure infatigable en tant qu'anomalie, peut effectivement miner la légalité néo-franquiste, et se constituer à l'avancée de quelque chose d'imprévisible en Europe. Si nous voulons que le droit à décider ne demeure pas une consigne vide, et que le premier octobre ne soit pas un point final mais un commencement, il faut en finir définitivement avec la division nous/eux définie exclusivement en termes nationalistes. La Catalogne seule ne pourra jamais se retrouver. La république catalane peut naître seulement fraternisant avec les républiques des autres peuples qui vivent dans cette péninsule.

Votons, donc, pour briser le régime de 1978, héritier du franquisme. Votons parce que voter dans ces moments constitue un défi à l'État, et ce défi nous rendra un petit peu plus libres. Mais n'oublions jamais le cri de *«Nul ne nous représente»* et pas davantage le fait que la lutte des classe se poursuit agissant dans ce qui apparemment est homogène.

A PROPOS DE L'ARTICLE «*CATALOGNE: PRENDRE PARTI DANS UNE SITUATION ÉTRANGE*»

UNE CRITIQUE PUBLIÉE SUR LA PAGE FACEBOOK D'AC D'UN TEXTE PARU SUR LE SITE HTTPS://LUNDI.AM/

C'est ce *«n'importe quoi peut arriver»* avec lequel nous ne serons jamais d'accord. Dans une situation, aussi confuse soit-elle, il peut arriver beaucoup de choses, et même des choses imprévisibles, mais jamais *«n'importe quoi»*, ou alors on se met à croireaux miracles. En l'occurrence, ce qui se produit en Catalogne produira peut-être rien, peut-être un tournant autoritaire en Espagne, peut-être un État catalan libéral qui comprendra peut-être, à la faveur des recompositions politiques à l'œuvre, un volet *«social»*, mais sûrement pas, dans l'état actuel des choses, une mouvement tendant à abolir

les rapports sociaux capitalistes. Ça n'est tout simplement pas ce qui est en jeu, car ce qui est en jeu, c'est bel et bien l'indépendance de la Catalogne, et les espoirs et les oppositions qu'elle suscite. Que cette indépendance ait des contenus divers selon les acteurs, c'est-à-dire qu'elle reflète les luttes de classes en Espagne et en Catalogne, c'est évident. Mais on ne peut pas,à la faveur d'une sorte de «*matérialisme aléatoire*» venu de nulle part, se noyer dans un supposé infini des possibles. On peut descendre dans la rue si on considère que là est notre place, mais ça n'implique pas forcément de se bercer d'illusions (surtout dès lors que l'on sait que «*le plus probable est que chaque opposant réalise ce qu'on attend de lui*»), et encore moins de considérer que par magie, le vote en faveur d'un État puisse aboutir à autre chose qu'un État. Prendre les luttes au sérieux, c'est aussi éviter de leur faire dire ce qu'elles ne disent pas. La bourgeoisie fournit assez d'idéologues dont c'est le métier de faire mourir les révoltes dans les urnes pour venir y ajouter des contributions bénévoles.

Comprendre la situation en Catalogne: A la veille du scrutin pour l'indépendance, des barcelonais nous racontent la situation, sa genèse, ses enjeux

texte paru sur le site https://lundi.am/ lundimatin#116, 13 janvier 2018.

Face à la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve la Catalogne, il nous a semblé nécessaire, avec quelques camarades de récapituler et raconter les faits. Notre but est de faire la lumière sur certaines interrogations dont nous ont fait part nos amies ces derniers jours, d'expliquer la situation dans laquelle nous nous trouvons ainsi que les incertitudes auxquelles nous faisons face.

Commençons par une brève chronologie du *procés* (nous utiliserons ce terme pour parler du processus d'indépendance de la Catalogne) de ces dernières années.

2010:

Après une deuxième attaque au statut d'autonomie de la Catalogne de la part du *Tribunal Constitutionnel Espagnol*, le *procés* débute, impulsé par le gouvernement de *Convergència i Unió,* parti historique de la droite catalaniste. Il est bon de rappeler qu'il s'agit d'un moment de grandes coupes budgétaires, ceci provoquant des mobilisations massives de la part de la population.

2012:

La CUP *(Candidature d'Unité Populaire)*, intègre le parlement catalan, il se défini comme un parti assambléiste, anti-capitaliste, socialiste et féministe.

2014:

Une demande de référendum est faite au gouvernement espagnol. Celui-ci refuse, une consultation est effectuée, à la suite de laquelle seront condamnées plus tard des membres du gouvernement catalan.

2015:

Le Gouvernement catalan convoque des élections anticipées en annonçant que les résultats seront considérés comme plébiscitaires pour l'indépendance de la Catalogne. Les partis indépendantistes se regroupent au sein de la coalition *Junts pel Sí*. Seule la CUP décide de se présenter séparément mais accepte l'idée d'élections plébiscitaires. Le total du nombre des voies exprimées en faveur des deux candidatures rend la force indépendantiste majoritaire au parlement. L'absence de majorité absolue ne permettant pas de déclarer l'indépendance unilatéralement, le pari est fait d'amplifier la base sociale favorable à un État propre, et ensuite d'impulser un référendum. Les 10 députés obtenus par la CUP la placent dans un rôle déterminant pour le *procés*, notamment en lui permettant d'empêcher le maintien d'Artur Mas, connu pour ses coupes budgétaires et sa politique d'austérité à la présidence de la Catalogne. C'est le début du processus vers l'indépendance.

Junts pel Sí a cherché à tenir la promesse du référendum sur l'indépendance jusqu'au dernier moment. Les alliés de circonstance léniniste de la *Esquerra independentista,* dont fait partie la CUP ont de leur côté tout fait afin que le référendum ne ressemble pas au pétard mouillé du vote de 2014, dans lequel le gouvernement de *Convergencia i Unio* se bornait à un simple calcul arithmétique d'un citoyennisme engagé.

Une fois passées les élections de 2015, l'*Union Patriotique* se place en fer de lance de l'indépendance alors que les socialistes inspirés de Fanon jouent le rôle de caution radicale du mouvement, empêchant les premiers de trahir les attentes crées par ce projet. Le projet indépendantiste peut alors se lancer dans son véritable projet: la construction des structures pour un nouvel État-nation.

Après deux années de litanies et de répétitions dignes d'une mauvaise série TV, le gouvernement indépendantiste catalan en vient à tenter le tout pour le tout avec la mise en place concrète de l'autonomie. Ce qu'il se passe en Catalogne apparaît comme un arrêt de la reconnaissance du fondement constitutionnel de l'État post-franquiste. Cependant, ce qui ressemble à une sécession de masse n'est plutôt en réalité qu'un émiettement, une fragmentation d'une entité d'apparence solide, cet état Espagnol, mais qui honteusement se sait instable.

La *«culture catalane»* comme incarnation de la nostalgie d'une communauté dans un monde d'inconnus,est une marchandise très attractive dans un pays qui s'est principalement enrichi grâce au commerce. Ce talent a créé de la richesse et constitue l'axiome principal de la supériorité morale du catalanisme néolibéral: abolition des frontières du marché, progressisme multiculturel, hipsterisme **(*)** global. Talent également incarné dans la figure pétrifiée du travailleur-prolétaire pour le gauchisme de la CUP: militant hautain, sacrifié pour la production et homme de fer obéissant. Une grande partie de la stratégie du front indépendantiste se base sur la construction de légitimité jusqu'à sa reconnaissance institutionnelle par au moins une partie des entités de l'hégémonie politique internationale.

Septembre 2017:

Un mois avant le 1er octobre, le parlement de Catalogne approuve la loi du référendum, dans lequel il est précisé que celui-ci donnera lieu, en cas de victoire du oui, à la mise en place effective d'une indépendance, ainsi que la *Ley de Transitoriedad*, qui précise les conditions de cette indépendance et les changements juridiques qu'il entraînera. Ces lois sont immédiatement suspendues par le *Tribunal Constitutionnel Espagnol* (héritier du *Tribunal d'Ordre Public* franquiste, qui a l'autorité d'annuler toute décision avec l'argument de l'exception).

Le gouvernement catalan de son côté ne reconnaît pas la suspension, et déclare que l'organisation du référendum se poursuivra. Suite à cela, la machine répressive de l'État espagnol se réveille et va attaquer durement tous les organes opérationnels du *procés*:

- fouille des imprimeries suspectées d'imprimer le matériel pour le référendum et des locaux des partis indépendantistes;
- interdiction de tout soutien public au référendum;
- arrestation des personnes qui créent des copies de la page web officielle, qui est censurée;
- prise de contrôle des comptes bancaires du gouvernement catalan;
- tentative de prise de contrôle des Mossos d'Esquadra, la Police autonome catalane;
- réquisition de tout le matériel destiné au référendum;
- convocation de tout les maires qui ont signé le manifeste de soutien au référendum (ce qui représente 75% des maires catalans);
- arrestation et inculpation des hauts fonctionnaires du ministère de l'Économie catalan et de personnalités de collectifs citoyens promoteurs du référendum.

Par rapport au *Partido Popular* (parti de droite d'héritage fasciste au pouvoir), on ne pouvait pas s'attendre à moins. Proche des acteurs de l'immobilier et d'investisseurs déterminants dans le marché européen, la stabilité législative est garante de leur croissance. En tant que droite conservatrice ils ont toujours été prêts a la confrontation.

Faute d'une réelle loyauté de la part du *Mossos*, le gouvernement central a déployé en Catalogne la plupart des effectifs anti-émeutes de la *Guardia Civil*, très étrangère aux catalans et figure hostile associée culturellement au franquisme. Un climat d'exceptionnalité est palpable, la Catalogne s'attend à la répression dans une ambiance calme sous haute tension. Depuis deux semaines, les gens ont répondu face aux manœuvres contre-insurrectionnelles en se rendant immédiatement sur place interpeller la police en proclamant des mots d'ordre indépendantistes et des chants joyeux ou encore en empêchant l'avancée de la *Guardia Civil* en y met-

---

(*) Néologisme nord-américain correspondant approximativement, en français, au comportement des bobos (bourgeois-bohèmes) ou liblibs (libéraux-libertaires). *(Note A.M.)*.

tant en jeu leur corps quand cela a été nécessaire. Dans certains cas ces actions ont permis un recul de la force publique.

Si les opérateurs de téléphonie ont empêché l'accès à certains sites Internet suite à l'ordre de la magistrature, la copie et la multiplication de contenus ont été les moyens utilisés pour rétablir les communications sabotées. Pendant qu'un camp tente d'émietter la structure organisatrice du référendum en bloquant ses exécuteurs techniques et en s'attaquant à leurs nœuds logistiques, les autres parient sur le blocage pacifique de ladite stratégie en dupliquant autant de fois que cela sera nécessaire le matériel de vote. Reste à voir ce qu'il va se passer quand la résistance passive ne suffira plus, si l'on mettra de côté les discussions sclérosantes sur les moyens légitimes d'auto-défense.

Une telle escalade de la répression provoque largement, chez ceux qui ne s'étaient jusque là pas prononcés ou sentis interpellés, un positionnement en faveur de la consultation. Des *cacerolades* et affichages massifs dans toute la Catalogne s'en sont suivis, des collectifs autonomes et anarchistes y ont pris part activement. Le 20 septembre, Barcelone s'est réveillée avec la police espagnole perquisitionnant les huit sièges du gouvernement catalan. Tout au long de la journée ils ont aussi tenté de fouiller le siège de la CUP. Des milliers de personnes se sont spontanément retrouvées dans la rue pour insulter la police. Ça a été une séquence ou pendant de longues heures des situations insolites ont été vécues, ou l'on a pu voir des anarchistes défendre le ministère de l'Économie de la région catalane ou des libéraux défendre le siège de la candidature anticapitaliste. La consigne a en tout moment été le pacifisme absolu, marque de fabrique de tout le *procés*.

Dans l'action, des vitres et des roues des fourgons de la *Guardia Civil* ont été détruites, faits pour lesquels certaines personnes ont été accusées de sédition. Il y a eu ceux qui se sont assis par terre face aux charges de la police catalane *(mossos de esquadra* et des chaînes humaines citoyennes effectuées par certaines des organisations qui donnent leur appui à l'indépendantisme. Nous avons pu sentir ce jour-là une situation proche du débordement, quand les organisations citoyennes ont annulé un rassemblement auquel elles n'avaient même pas appelé, les gens leur conseillant de rentrer se coucher tout en proposant avec enthousiasme de commencer une occupation de la place. Dans les jours qui s'en sont suivi, les «*gouverneurs*» du *procés* comme la A.N.C. (assemblée nationale catalane, organisation mobilisante avec un fort enracinement territorial et porte parole citoyen du *procés*) se sont acharnés a répéter encore et encore qu'il s'agit d'une lutte indiscutablement pacifique.

Nous assistons à l'arrivée d'une limite au sein du spectacle, car les promesses qui s'éternisent deviennent irréversibles. Nous sommes témoins du choc entre deux pouvoirs constituants. Désormais, il nous faut voir si les gens qui en ont marre, les formes-de-vie destituantes, celles qui traversèrent autant le 15M (mouvement des places) ainsi que la grève de leur secteur d'activité, en passant par l'une des chaînes humaines de l'A.N.C., sont prêtes à tout donner. Nous verrons si ça passe du geste-mort du canapé de son chez-soi à mettre son corps en jeu pour les autres. Nous verrons si le désir d'intensité de ce qui est vécu est plus fort que le mauvais vent de tristesse pour ce qui est à perdre. On dit des catalans que nous sommes modérés, prudents, aseptisés, mais aussi qu'on est vindicatifs et qu'on perd la tête si la situation le mérite. C'est que qu'on appelle «*el seny i la rauxa*» **(*)**. Entre les anciens qui vécurent les vestiges du franquisme et les orphelins de classe qui l'avons appris à l'école, le ciseau de la brèche générationnelle se ferme, tout comme en 2011 sous le mouvement du 15M (Mouvement des places). C'est un sous-produit de sentimentalisme nationaliste qui est en train d'accomplir ce que le mouvement ouvrier de 77 n'a pas su faire. Nous verrons maintenant si nous sommes capables de nous organiser en une force collective, dans sa multiplicité d'acteurs et son hétérogénéité de pratiques, qu'elles soient plus ou moins intenses, plus ou moins offensives, et ainsi atteindre un geste de rupture définitive. Les prochains jours de cette semaine seront déterminants.

Aux vues de la singularité de la situation il est difficile de prédire ce qu'il va se passer. Il y a d'un côté un gouvernement de droite qui défie et est prêt à désobéir à un état fasciste. De l'autre côté il y a la gauche indépendantiste, avec qui on a beaucoup coïncidé dans la rue, qui poursuit depuis des années ce moment et est prête à le défende avec des méthodes proches de nôtres.

En dernier lieu, il y a énormément de monde dans la rue, la situation peut déborder à n'importe quel moment. Tout le monde ne s'accordait pas sur la méthode de la chaîne humaine le 20-S. Les syndicats portuaires ont annoncé qu'il ne permettraient aucun service aux paquebots qui logent les 6000 policiers que l'état espagnol a déplacé à Barcelone. Les syndicats les plus radicaux ont appelé à la grève générale à partir du 3 octobre. Le reste de l'État Espagnol se vide de ses effectifs de po-

---

(*) La sagesse et la folie, la raison et la déraison. *(Note A.M.)*.

lice anti-émeutes. Samedi après-midi, une manif a été appelée aux *Congrès des députés* de Madrid, tout comme pendant le mouvement 15M. Il y aura sûrement un effet de multiplication exponentielle des appels en solidarité suivis d'actions dans toutes les villes, tout comme pendant les émeutes de Gamonal ou celles de Can Vies. De façon générale, la sensibilité commune à se servir de cette situation pour que tout tombe est largement partagée, ainsi que la rapidité efficace de la réaction générale spontanée. Le climat de la métropole catalane est électrique.

Les étudiants se sont mobilisés massivement eux aussi, en occupant une cible symbolique: le rectorat de Barcelone. Celui-ci pourrait s'avérer être un lieu clé durant les journées à venir, un lieu depuis lequel propager le sentiment que nous sommes plus vivants que jamais.

Des centaines de *Comités de Défense du Référendum* surgissent au sein des quartiers et des villages. Des assemblées où confluent des singularités hétéroclites autour d'un objectif commun. Des affichages massifs se déroulent chaque nuit en un geste de résistance. Il semblerait que la bataille pourrait se mener entre le *seny* du gouvernement catalan avec ses entités citoyennistes et leurs chaînes humaines, et la *rauxa* de celles et ceux qui se rencontrent dans les rues, prêts à tout. Entre celles et ceux qui sont à la recherche d'un état propre et qui organisent la logistique en conséquence et celles et ceux qui n'ont jamais étés indépendantistes mais qui sont là, puissants, pour combattre le fascisme et pour lancer la gréve générale. On parle de maintenir les *Comités de Défense* après le référendum, de les transformer en *Comités de Grève*, pourquoi pas les faire devenir *des Comités pour la Vie après la Grève*?

Le gouvernement catalan persiste, le premier octobre il y aura vote, et les gens sont déterminés, même s'il faut refuser de se soumettre à la légalité pour y arriver.

De l'autre côté l'espagnolisme vieux jeu se dévoile sous sa forme la plus classique et morbide: des manifs haineuses des fascistes qui frappent des familles sur leur passage aux adieux de la *Guardia Civil* qui part en voyage en Catalogne aux cris de *«a por ellos»* **(*)** et *«exécution des séparatistes»*. Il faudra sans doute être préparés pour nous défendre des attaques fascistes qui auront sûrement lieu. Ce sera peut être le moment ou ceux qui seront là ne voudront plus se jeter par terre et lever les mains en signe de paix.

Dernièrement, *nosotros*, entre camarades, nous nous sommes interrogés sur le fait de ne pas avoir pensé une stratégie par rapport a cette situation auparavant. Par idéologie, par incapacité ou par simple mépris, nous nous voyons poussés à prendre des décisions rapidement, des décisions qui ne seront sûrement pas les meilleures. Nous avons toujours vu ce contexte comme traversable, jamais comme un scénario dans lequel pouvoir dessiner un geste possible. Pour certaines, ce qui nous habite est le fait de ne pas savoir comment se servir de cette situation pour y agrandir la blessure de l'époque, dans la brèche qui s'ouvre, comment marteler la colonne vertébrale du *Tout*. Nous nous projetons dans une action imaginable de l'incroyable, et même, qui sait, peut être attirer un tas de monde(s) vers une sécession sans retour de et depuis la vie même.

(*) *«On va les affronter!». (Note A.M.).*

Comprendre la situation en Catalogne (2)

Miguel ORTIZ LOMBARDÍA

TEXTE PARU SUR LE SITE HTTPS://LUNDI.AM/ LUNDIMATIN#116, 13 JANVIER 2018.

Cette lettre naît d'un désarroi, celui de voir le peu d'intérêt des médias *"alternatifs"* français, au moins la longue liste de ceux que je suis couramment, pour ce qui est en train de se passer en Catalogne. Elle cherche aussi à renseigner mes amis et à partager avec eux mon point de vue sur ce sujet. Parce qu'évidemment, je peux seulement vous faire partie de mon interprétation des faits que je connais. Je vous invite fortement à aller en trouver d'autres.

Nous avons appris l'importance d'être informés sur ce qui se passe ailleurs, autant par vrai souci pour la vie d'autrui que pour mieux comprendre ce qui nous arrive, ici et maintenant. Nous savons aussi que les grands médias nous offrent une vision du monde qui correspond, presque exclusivement, aux points de vue culturels et aux intérêts matériels et symboliques de la classe que les possède. C'est pourquoi les gens qui ne partageons pas ces points de vue, ces intérêts, cherchons à prendre des

nouvelles du monde aussi, quoique souvent avec difficulté, par d'autres moyens. On réussit ainsi à trouver des informations sur les vies et les parcours des migrants qui arrivent ou tentent d'arriver aux portes de notre forteresse, sur les résistances kurdes, palestiniennes, sahraouis et autres, sur les luttes des peuples africains et amérindiens contre les fléaux combinés des inégalités, de l'oppression, de l'extractivisme, sur celles en Grèce contre l'asphyxie économique et culturelle programmée par les technocrates de l'UE.

On peut se dire que nous avons en France assez de problèmes, et cela sans tenir compte des problèmes personnels qui peuvent être déjà assez lourds. Nous avons l'état d'urgence permanent, la casse du droit du travail au profit du capital, le démantèlement progressif des services publics, du système de santé… C'est trop pour, en plus, tout vouloir savoir d'ailleurs. Alors, s'informer un peu, ça va, ça enrichit nos conversations au passage, mais après il faut se focaliser sur ce qu'on peut envisager de résoudre localement. Soit, sauf qu'à y regarder de près, ces problèmes *«d'ici»* ne sont pas tout à fait nouveaux dans le monde, y compris pas très loin de nous. Allez enquêter en Grèce, au Portugal ou en Espagne à propos de ces questions, vous aurez un bon aperçu des effets des mesures connues déjà là-bas, celles qui viennent au galop en France, dans les ordonnances d'un autre docteur Folamour.

On se dit également que ce sont trop d'informations, qu'on ne peut pas toutes les intégrer: trop d'information tue l'information, vous savez. Mais le monde est grand et complexe et s'il est vrai que nul ne peut tout savoir, il ne l'est pas moins que nous avons besoin de ces récits et de leur mémoire, accessibles, si l'on veut que l'intelligence collective puisse en faire quelque chose d'utile le moment venu.

Eh bien, je vais vous parler de ce qui se passe en Catalogne, ce sujet passé à la trappe, même pour des gens qui s'efforcent à être informés. En fait, je pourrais m'étendre sur la superficialité avec laquelle on passe trop souvent sur ce qui concerne un pays pourtant voisin comme l'Espagne. Je ne le ferai pas, mais je vais vous donner un exemple: j'entends souvent le terme *«extrême-gauche»* collé à *Podemos* ou à la maire de Barcelone, Ada Colau. Mais *Podemos* se définit lui-même comme *«ni de gauche, ni de droite»,* cela vous dit quelque chose? Et Ada Colau gouverne la ville de Barcelone en coalition avec le PSC, le parti *"socialiste"* catalan. Si elle a pris quelques bonnes décisions, vis-à-vis du tourisme de masses par exemple, elle a aussi continué la répression contre les migrants qui essaient de gagner leur vie par la vente à la sauvette. Bref, si ces partis politiques présentent un certain renouveau et ont des prises de position défendables, on risquerait moins de se tromper à propos de leur vrai nature en les qualifiant de sociaux-démocrates. Car c'est cet espace politique-là qu'ils ont occupé après la fuite vers la droite des partis qui traditionnellement s'en réclamaient. Corollaire: mon mensuel préféré, *CQFD,* avait consacré en 2015 un dossier au *«pari municipaliste»* en Espagne **(*)**. Il y était question des différents parfums de *Podemos* et, surtout, des partis dits des *"communs"*, comme celui d'Ada Colau. Par contre, pas un mot sur les CUP (*«candidatures d'unité populaire»*) présentes surtout en Catalogne depuis le début des années 2000, bien avant le 15M (sigle par lequel on connaît en Espagne le mouvement des *"indignados"*). Contrairement à *Podemos* ou aux *"communs"*, les CUP sont un mouvement ouvertement anti-capitaliste, qui est contre la monnaie unique, contre les programmes dits *«d'austérité»* de la troïka, qui fonctionne et prend les décisions en assemblée(s) et dont les élus répondent en tout moment devant la base et ne se présentent qu'à un seul mandat. Un parti qui malgré tout cela a 7 % des sièges du parlement catalan. Dans mon innocence, j'avais pensé qu'il y en avait assez pour attirer l'attention de la *«gauche-de-gauche»* en France. J'ai même fait un courrier à *CQFD* pour montrer ma déception et les inviter à s'y intéresser. Ma lettre est restée sans réponse, ce que je peux toutefois comprendre et qui me permet de la reprendre en partie ici. Je pense que les CUP ont, hélas, un stigmate difficilement acceptable en France: elles sont aussi ouvertement pour la constitution d'une république catalane indépendante. Et là, c'est le blocage: parce que vu d'ici, on se dit, à raison, que les kurdes ont le droit de réclamer un ou des états propres et ainsi sous-diviser trois états existants, à savoir l'Iran, l'Irak, la Turquie. Mais l'Espagne, ah non, c'est différent, sa sacrée constitution dit qu'elle est *«une et indivisible»*, tout comme la République Française.

J'ai l'impression, quand j'en parle avec les amis, que le sentiment ici est que la Catalogne essaie de faire un peu comme ce qu'on nous dit du nord de l'Italie, c'est-à-dire, d'échapper un État qui *"oblige"* ces régions relativement plus riches, à une certaine forme de solidarité avec des régions moins

---

(*) http://cqfd-journal.org/Au-dela-de-Podemos-le-pari-2206

prospères. Je ne vais pas nier que pour une partie des indépendantistes catalans il s'agit bien de cela. Mais en Catalogne vous ne trouverez pas l'équivalent de la *Ligue du Nord* italienne: la majorité des fascistes catalans sont pour l'union avec l'Espagne. D'autre part, Barcelone a été la première grande ville européenne où des dizaines de milliers de gens sont sorties à la rue pour réclamer que l'état accepte et organise la venue et l'accueil de son quota de réfugiés, voire davantage. Mais la vision économiste du *«problème catalan»* est, on ne saurait espérer autrement, véhiculée et mise en avant par les grands médias, en Espagne et ailleurs. Il est plus inattendu qu'elle reste presque le seul point de vue des gens qui sont pourtant capables d'aller au-delà des idées reçues concernant d'autres sujets. Je n'accuse personne, j'ai exposé plus haut des raisons qui peuvent expliquer cette méconnaissance. Des raisons que j'accepte en un premier temps, mais que je pense qu'il faut dépasser.

Que se passe-t-il donc en Catalogne? Je commence un peu à côté, pour vous dire que je ne suis pas nationaliste. Ni catalan, ni espagnol, ni européen. Lorsqu'on me demande d'où je viens, je réponds invariablement par le fait géographique de base: Barcelone. Si j'étais sûr d'être compris, je donnerais la latitude et la longitude, à la place du nom de ma ville. Pourtant, je n'ai pas honte d'être né là-bas, c'est que pour moi, cela n'est qu'une partie, la plus contingente qui soit, de mon histoire. Ne me sentant donc pas partie de la nation catalane, les arguments *"historiques"* pour son indépendance me sont étrangers, insuffisants, très discutables. Je suis par contre pour l'autodétermination de toute société qui voudrait se gouverner par elle-même. Qu'elle s'appelle *"nation"* ou non m'est secondaire, je ne me suis jamais posé la question de savoir si les communautés zapatistes s'en considèrent une. Ceci dit, je ne pourrais pas accepter n'importe quelle forme de gouvernement, en particulier ceux basés sur la haine, la violence, l'exclusion. Mais ce seraient alors la haine, la violence et l'exclusion que je combattrais, non leur volonté de se gouverner par eux-mêmes.

Voici donc ce que je pense à propos du *«problème catalan»*. Ce *"problème"* vient de loin, les nationalistes vous diront 300 ans, ceux qui se sont passés depuis la fin de la guerre de succession espagnole. Il a connu différents formes en différents moments, il a été nourri par l'attachement des catalans à leur langue et à leurs traditions, ainsi que par les narratives héroïques de son histoire, plus ou moins fausses, comme souvent le sont ce type de récits. Jusqu'ici, le cas typique d'une *«nation sans État»*, une parmi d'autres que dans la formation des états modernes en Europe n'a pas réussi à construire le sien. On ne peut donc nier que c'est bien un sentiment nationaliste qui a cherché avec plus ou moins de force l'autonomie, voire l'indépendance. On ne peut pas non plus nier, comme les gouvernements espagnols l'ont toujours fait, qu'il y a une nation en Catalogne, vu que le sentiment d'en constituer une a été constant et souvent majoritaire chez les catalans. J'ai quitté Barcelone il y a 18 ans. À ce moment-là, une majorité des catalans se disaient nationalistes, mais je dirais que moins de 20 % étaient pour l'indépendance. Je n'étais pas parmi eux. Aujourd'hui, près de la moitié, dont moi, sommes pour l'indépendance. Une si rapide évolution montre que le *«problème catalan»* a dû quelque part changer de nature. H. L. Macken, par ailleurs assez peu fréquentable, écrivit *«il y a toujours une solution bien connue pour chaque problème humain: claire, plausible et fausse»*. Il serait facile d'expliquer la montée de l'indépendantisme par la crise. Ce serait oublier la partie symbolique du problème, celle du mépris du peuple *"démocratiquement représenté"*.

En 2005, avant que la crise éclate, le gouvernement catalan est dirigé par une coalition *«de gauche»*, avec les *"socialistes"* en tête, et dont seulement un parti, E.R.C. (gauche républicaine catalane) se déclare indépendantiste. La droite nationaliste, alors non ralliée à l'indépendantisme, est en minorité au parlement catalan. Ce parlement approuve, en septembre 2005, un nouveau *«statut d'autonomie»* avec 90 % des voix de ses députés. Deux ans avant, en décembre 2003, alors candidat *"socialiste"* au poste de premier ministre, Rodríguez Zapatero, avait promis, lors d'un meeting à Barcelone, qu'il soutiendrait toute proposition de statut approuvé par le parlement catalan.

En 2006, avec une majorité suffisante au Congrès espagnol, en bonne partie grâce aux députés *"socialistes"* catalans, Zapatero non seulement ne tient pas sa promesse, mais il oblige à raboter le statut de ses demandes les plus fédéralistes et nationalistes. Abandonnant ces alliés de gauche et même les propres socialistes catalans, il s'allie à la droite nationaliste catalane et arrive à un compromis au Congrès espagnol. Le statut ainsi dénaturalisé est pourtant approuvé en Catalogne par un référendum (74% pour, 21% contre, participation 49%) que le gouvernement d'Espagne a accepté à contrecœur, craignant que la population refuse le statut: la commission électorale et la cour suprême

avaient interdit de promouvoir la participation.

Quelques jours plus tard la droite espagnole (PP) dépose un *«recours d'inconstitutionnalité»* auprès de la *Cour constitutionnelle,* contre 187 des 223 articles du nouveau statut. Le PP arrive au pouvoir en 2008, la cour constitutionnelle ne s'est toujours pas prononcée, le renouvellement de ses juges est un enjeu majeur de la législature et ce sont des juges très à droite qui, en juin 2010, donnent raison à la plupart des demandes du PP. Moins de deux semaines plus tard, le 10 juillet, entre un million et un million et demi de personnes manifestent à Barcelone derrière le slogan: *«Nous sommes une nation. Nous décidons»*, la première d'une longue série de manifestations massives. La crise, certes, était arrivée entre temps, mais ce n'est pas elle qui a sorti ces gens à la rue. Le premier point de bascule dans cette histoire est, à mon avis, ce 10 juillet 2010. En ce moment ce sont surtout des nationalistes de droite, jusqu'ici pour la plupart commodes avec le système dit *«autonomique»*, qui commencent à pencher pour le camp de l'indépendance.

En 2011, le mouvement du 15M remue l'Espagne. Quelques tabous se brisent, la monarchie par exemple ne va plus de soi, le républicanisme et le fédéralisme reviennent aux discussions politiques pour une partie de la population. Pendant un certain temps un élan de démocratie directe souffle et fait naître des espoirs. Mais manquant de force et d'organisation, le mouvement s'essouffle, en partie parasité par des nouveaux partis politiques créés ad hoc, dont *Podemos,* qui tire finalement l'épingle du jeu. Ces partis promettent d'entrer dans le jeu représentatif pour porter aux institutions *«la voix du peuple»*, ce peuple qui disait aux députés *«vous ne nous représentez pas»*. En Catalogne ce *«mouvement des places»* est, en plus, traversé par les mouvements nationalistes de gauche. Il aura une évolution différente de celle qu'il vivra en Espagne. Entre les discussions qui se tiennent dans les assemblées des places et des quartiers, le sentiment que l'indépendance pourrait être un moyen de donner plus de pouvoir au peuple prend ampleur. Certains diront que les nationalistes de gauche ont manipulé les autres pour rallier au camp indépendantiste des gens qui ne venaient pas du nationalisme. Que des manipulations il y en a de toutes sortes, et surtout en politique, j'en suis convaincu. Je me trompe peut-être, mais je ne pense pas que ce soit ici le facteur le plus important. Quoi qu'il en soit, je pense qu'à ce moment, ce sont en effet des gens de gauche, nationalistes ou non, qui ont basculé vers le camp de l'indépendance, la voyant comme une condition de possibilité d'un *«procès constituant»*, vers une république, catalane, plus sociale, moins dominée par les oligarchies.

Après la fameuse sentence de la cour constitutionnelle, à chaque fois que le gouvernement catalan a passé des lois qui étaient près de la limite du statut deux fois raboté, le gouvernement espagnol l'a saisie pour paralyser ces lois. La cour lui a donné gain de cause presque à chaque coup. Certaines de ces lois touchaient, par exemple, aux écoles, aux impôts (comme celui gravant les banques propriétaires de logements vides) à certaines garanties sociales (comme une loi empêchant les compagnies de gaz et d'électricité de couper le jus aux gens sans ressources) à l'écologie. Le sentiment de mépris, alimenté en plus par une arrogance sans pareil de la part du gouvernement espagnol, ne pouvait que nourrir en un premier temps la rage, puis l'envie de trouver une sortie. On a commencé à parler de plus en plus d'un référendum d'autodétermination, que la plupart des catalans voulaient négocier. On s'est trouvés avec la négative systématique. On nous a dit que la constitution espagnole ne permettait pas une telle rêverie et que puisque cette constitution était le fruit laborieux d'un grand consensus à l'issue de la dictature, il ne fallait pas la toucher. La stratégie bien rodée de la peur: si on touche la constitution, c'est à nouveaux la division, le chaos et qui sait, même la guerre. Or la constitution avait été déjà reformée en 1992, suite au traité de Maastricht. Pire, l'été de cette année 2011, l'année des *"indignados"*, en plein mois d'août et par une procédure d'urgence et en lecture unique, les Cortes (réunion des deux chambres législatives) avec les *"socialistes"* de Zapatero au gouvernement et avec le support du PP et de ses affidés de l'UPN (droite de Navarre) réforment son article 135. Cette réforme inscrit dans la constitution espagnole la *«règle d'or»*, désormais indépassable, dans les dépenses publiques. Pire encore, elle impose que le service de la dette passe devant toute autre priorité de l'état. Y compris la santé, l'éducation, les retraites. Comme les trois partis ont plus de 90% des sièges, aucun référendum n'est convoqué, alors qu'une très grande partie de la population crie au scandale. La constitution est donc réformable, mais seulement si les grands partis, représentant des oligarchies vielles et nouvelles, le veulent. Le sentiment de la plupart de nous, en Catalogne et au-delà, est qu'ils ne le voudront jamais en ce qui concerne la forme de l'État (république ou monarchie) ni en ce qui concerne le droit d'autodétermination des peuples faisant partie de l'Espagne. *Podemos* n'a pas réus-

si le sursaut politique qui avait donné un certain espoir de vrai renouveau et n'importe qui avec un peu d'honnêteté intellectuelle se doit d'avouer que la situation est dans une impasse.

Je ne suis pas le seul à penser que si les politiciens espagnols avaient montré un peu plus d'intelligence et avaient vraiment souhaité négocier, tout ce *"procès"* aurait été désamorcé. Mais ils ne veulent négocier autre chose que le financement, ils ne veulent pas admettre qu'il ne s'agit (plus?) d'une question d'argent. Si un référendum d'autodétermination avait été proposé et conduit, comme au Québec, comme en Écosse, les indépendantistes l'auraient fort probablement perdu. Parce qu'il y a au minimum une moitié de la population qui ne veut pas, même aujourd'hui, l'indépendance. Parmi eux, beaucoup de nationalistes espagnols, dont une minorité reste dans les pires schémas de la dictature franquiste, tandis qu'une majorité d'entre eux a tout simplement le même attachement à leur langue, leurs coutumes, leurs histoires plus ou moins inventées, que les nationalistes catalans aux leurs. Mais il y a aussi de gens qui sont contre l'indépendance sans être des nationalistes espagnols, qui pensent seulement qu'une Catalogne indépendante n'a pas de sens, ni politiquement, ni économiquement, qu'on va plus loin unis que séparés, ou qui sont tout simplement dégoûtés par la propagande nationaliste catalane, qui a sévi avec force décuplée ces derniers cinq ans. Avec tous, sauf avec les plus rances, on devrait pouvoir discuter, il aurait été sain de le faire. Je comprends en particulier les compas *«d'en bas à gauche»* qui me disent que c'est beaucoup d'énergie investie en un *"procès"* qui ne devrait aboutir, au *"mieux"*, qu'à un autre État. J'ai été du même avis longtemps, mais je pense maintenant que face à l'immobilisme, voire le recul, un pas en avant, d'ailleurs pas si petit que ça, même s'il est insuffisant, vaut le coup. Bref, dans le scénario d'un référendum négocié, je pense qu'une partie des indépendantistes d'aujourd'hui auraient rejoint les rangs de ces unionistes qui voudraient aussi un changement.

Hélas, on n'en est pas là. Certes, les indépendantistes du parlement catalan ont fait des entorses à leurs propres lois et règlements pour pouvoir passer en force et en urgence les textes qui convoquent le référendum unilatéral et qui créent le cadre pour une transition en cas de victoire du *"oui"*. Ils ont agi ainsi par stratégie, pour que l'attendue réponse du gouvernement espagnol n'aie pas le temps de se déployer et de l'arrêter. Mais le gouvernement espagnol a réagi rapidement et sans ménagement, se moquant au passage, lui aussi, de ses propres lois: perquisitions sans ordre judiciaire, mandats d'arrêts avant qu'un délit soit commis, essai d'intervention des comptes et de la police catalane… et, plus grave encore, attaque d'un droit fondamental, le droit à la liberté de presse. S'entêtant à résoudre par la voie judiciaire, qui sait si par la force, un problème politique, le gouvernement espagnol a montré que la séparation de pouvoirs en Espagne est une chimère. En plus, on nous dit que ce référendum est illégal et que ce qui est illégal est anti-démocratique; ce sont les mots du premier ministre espagnol. Oubliant au passage que toutes les luttes démocratiques ont dû à un moment ou à un autre faire fi de lois injustes, y compris par voie révolutionnaire, pour précisément aboutir à plus de démocratie. En envoyant des policiers pour explicitement empêcher ce référendum, ce gouvernement a aussi montré qu'il est capable d'aller très loin, on espère que ce ne soit pas trop loin. Que tout cela arrive dans un pays européen sans que personne bronche au-delà des Pyrénées, me semble très préoccupant. Ça dit très long du niveau d'acceptation de ce type de *«mesures d'urgence»* en Europe.

Ces derniers jours nous ont montré qu'une solution négociée n'est pas possible aujourd'hui. Certains politiciens espagnols gesticulent maintenant et demandent de pourparlers. Or *Podemos,* malgré leur nom, ne peuvent pas: pour changer la constitution espagnole il faut compter avec le PP, majoritaire au Sénat, et avec les *"socialistes"*. Et les *"socialistes"*, même s'ils prétendaient vouloir négocier, ont perdu toute crédibilité à force de rompre leurs promesses. Seules des instances internationales pourraient forcer une médiation. Mais on connaît bien l'efficacité de la *«communauté internationale»* et de l'européenne en particulier, alors, contrairement à beaucoup de catalans, je n'y attends rien.

Je ne peux pas vous dire qu'est-ce qui va se passer le premier octobre, ni le jour après. Je peux vous dire par contre, que nous sommes beaucoup à vouloir montrer ce jour-là notre détermination à nous gouverner comme peuple souverain. Aussi, je pense qu'une étape a été franchie et que difficilement la vie politique sera la même en Catalogne et en Espagne.

Quoi qu'il advienne ces prochains jours, il faudra toujours lutter contre toute autorité, espagnole, catalane ou autre, nous imposant une vie que nous ne voulons pas.

Salut i alegria!

Sur l'indépendantisme catalan: «*Visiblement personne ne sait exactement où il va*»

Michel MARTI

texte paru sur le site https://lundi.am/ lundimatin#119, 23 octobre 2017

Bonjour, je me présente: je m'appelle MARTI Michel, et je suis le fils de dirigeants du POUM de Girone.

Mon père était rédacteur en chef du journal gironin *«L'Espurna» (L'étincelle)* et s'appelait comme moi Miquel MARTI. Ma mère y était journaliste et correspondante à la radio. Je vous soumets en pièce jointe un texte prolongeant d'ailleurs l'article que vous avez fait paraître sur ce sujet. Si cela vous intéresse...

J'insisterai sur un point: dans l'histoire du mouvement ouvrier catalan – on peut remonter au début du XXI^{ème} siècle (sic **(*)**) jusque dans les années 80 - l'indépendantisme en tant que tel n'a jamais figuré à son programme. La lutte pour le respect des droits du peuple catalan et pour un gouvernement autonome n'a jamais basculé dans le séparatisme: il n'était pas pensable pendant cette période de dissocier la lutte des travailleurs catalans des autres peuples espagnols.

Entendons-nous bien: le sentiment d'être catalan et fier de l'être a toujours été une puissante constante en Catalogne. Mais celui d'être rattaché aux autres peuples d'Espagne aussi.

Pour donner un exemple: mes parents dirigeaient le journal du POUM de Girone en 36. Il était écrit majoritairement en catalan et mon père veillait à ce que les articles respectent la grammaire! (on sortait d'une période où le catalan était interdit). Mais le journal pourfendait le catalanisme comme l'émanation de la petite bourgeoisie pour diviser le peuple. Il ne lui serait même pas venu à l'esprit que les articles écrits en castillan soient traduits en catalan!

Quant au journal de la CNT en Catalogne il était carrément écrit en castillan pour que tout le monde le comprenne!

De même, la longue lutte contre le franquisme, dans la clandestinité et la répression la plus féroce, a soudé tous les mouvements antifascistes du nord au sud de l'Espagne. C'est quand même un passé tout récent du mouvement ouvrier qui laisse encore des traces!

C'est important de le signaler car on assiste aujourd'hui à une réécriture de l'histoire d'Espagne, très à la mode dans les milieux d'extrême gauche catalans. Ainsi je suis tombé sur un article de la CNT catalane (maintenant indépendantiste) se revendiquant d'obscurs écrits d'un quelconque anarchiste catalan de 1934 pérorant sur l'indépendance. La CNT, surtout elle, s'est toujours dite antinationaliste, y compris en terres catalanes!

L'ESSOR DE L'INDÉPENDANTISME

Il s'appuie clairement sur l'essor de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie à la mort de Franco: l'explosion du tourisme n'y est pas étrangère. Elles ont vu dans ce mouvement la possibilité de s'émanciper définitivement de la tutelle économique de Madrid. À condition, c'est fondamental, qu'on ne vienne pas remettre en cause les bases de son développement économique, et en premier lieu son intégration dans le marché européen: voilà le hic aujourd'hui!

À l'inverse, la bourgeoisie espagnole repliée sur les institutions héritées du franquisme et de la monarchie a toujours visé une part toujours plus grosse du gâteau catalan. Les *«nuances»* qui se sont exprimées aux Cortes dans le camp de Rajoy sur l'ampleur à donner aux mesures du 155 portent là-dessus: profiter de l'aubaine pour s'emparer enfin de toute l'économie catalane… sans toutefois couler la Catalogne dont on a besoin! Bref, la quadrature du cercle!

Le programme du groupe dit d'extrême gauche *«Junts pel si»*, et notamment son paragraphe *«Catalogne un pays bien situé pour l'Union Européenne et dans le monde» («Catalunya, un país ben situat a la Unió Europea i al món»)* n'est en fait qu'une plaquette de promotion d'un futur pays auprès des institutions européennes: un pays qui pourrait être *«viable, très compétitif, très coopératif, très rémunérateur pour l'Europe»*. La *«crise économique*

(*) Il vaut mieux a posteriori comprendre: *au début du 20ème siècle! (Note A.M.).*

et sociale» qui ravage les peuples européens y est vue essentiellement sous l'angle des effets aggravés par les ponctions de Madrid. Pour le reste, on y parle beaucoup de solidarité, de lutte contre la pauvreté, d'égalité, mais aussi de «*cohésion sociale entre entrepreneurs et travailleurs*». Le programme éducatif mentionne même la nécessité de concilier éducation et nécessités des entreprises!

Rien de surprenant que la CUP et *Junts pel si*, quoique minoritaires au parlement, aient permis à Puigdemont, dirigeant d'une coalition de centre-droite, de présider.

COLÈRE SOCIALE ET INDÉPENDANTISME

L'Espagne a été durement touchée par la politique d'austérité européenne. En 2012, pour le premier mai, d'immenses manifestations ont secoué tout le pays. C'est une grande colère qui s'est levée. Les mesures prises par les Cortes imposées par l'Europe étaient si dures qu'il a fallu modifier la constitution espagnole pour les appliquer: cette modification est intervenue en une nuit! À Madrid, les manifestants entonnaient: «*España mañana, sera republicana*» *(L'Espagne demain sera républicaine)*. Aggravé par les affaires de corruption entraînant la démission du roi, le régime ne tenait qu'à un fil!

Les chaînes de télé catalanes s'interrogeaient alors: la crise est-elle européenne ou catalane par le fait de Madrid?

En 2011, l'ANC lançait son fameux slogan: «*Catalogne un nouveau pays pour l'Europe*» et son drapeau frappé de l'étoile européenne… et en 2014 sa propagande pour un référendum sur l'indépendance.

C'est la conjugaison de ces 2 facteurs qui va empoisonner le combat social.

LE RÉFÉRENDUM

Que ce soit côté séparatiste que côté Madrid, tous remettent dès le début les clés de sortie de crise à l'Union Européenne. Dès lors, le piège ne pouvait que se refermer sur le peuple catalan.

Côté séparatiste, on part de l'idée que jamais l'Europe ne tolérera un dérapage quelconque vers une guerre civile, et que donc on peut foncer tête baissée tout seul en mettant l'UE devant le fait accompli: à charge pour l'UE de faire plier Rajoy. D'autant que l'UE semble plutôt favorable au démantèlement des États en les régionalisant, comme elle l'a prouvé dans les Balkans, ou pour l'Écosse et l'Irlande.

C'est donc autour du droit des peuples à décider eux-mêmes que s'organise la bataille pour le référendum. Nous sommes en 2013, et l'on ne va parler que de cela désormais. Les villes catalanes se couvrent de bannières, les mairies arborent d'immenses banderoles sur leur façade.

Le *Govern* catalan fait monter la tension: pendant 4 ans, il promet régulièrement l'organisation d'un référendum. Surprise: non seulement Madrid tient bon, mais l'UE renâcle. On agite un peu plus le drapeau catalan. Et, en face, on agitera toujours plus le drapeau monarchiste.

C'était d'emblée sous-estimer deux choses: la nature franquiste du régime madrilène et sa capacité répressive, et la crise qui secoue l'Union Européenne fragilisée par la contestation populaire et le Brexit.

Quand on joue avec le feu… Puidgemont mis au pied du mur par son aile gauche, franchit de mauvais gré la ligne. L'unité qui semblait souder les catalans autour des séparatistes s'effrite. Une partie de la population se détourne du bloc, encouragée par une fraction de la petite bourgeoisie qui perd confiance. Le premier signe vient de Barcelone où la maire proche de *Podemos* et sur une base non-indépendantiste est élue en mai 2015. Le second signe vient des sondages eux-mêmes qui au mois de juillet donnent le non gagnant. Et finalement, ce sont les bourgeois qui finissent par prendre la fuite.

La répression sauvage contre la tenue du référendum a donné l'illusion d'une nouvelle cohésion populaire qui n'a guère duré. Manifestations et contre manifestations ont été massives des 2 côtés. Puidgemont ne s'est jamais montré aussi hésitant. Et même la CUP et *Junts pel si* n'ont cessé de reculer, annonçant une auto-proclamation de la *République catalane* dès le 19, pour la repousser de jour en jour.

Le pire dans l'histoire, c'est que les catalans sont restés jusqu'ici seuls, isolés. Le référendum réprimé n'a pas mobilisé vraiment le reste du pays, qui n'a d'ailleurs jamais été sollicité. Dans les manifestations de soutien aux 2 dirigeants de l'ANC emprisonnés on a brandi des pancartes «*Help Catalunya*» tournées vers l'UE, mais aucune en direction des travailleurs espagnols. Les rassemblements y compris au Pays basque ne dépasseront guère quelques centaines de manifestants. Rien n'a été lancé appelant à la solidarité des peuples européens.

UNE SITUATION DANGEREUSE

Visiblement personne ne sait exactement où il

va. La proclamation de l'indépendance est, par les protagonistes eux-mêmes, perçue comme un geste symbolique. La CUP dans une lettre à Puigdemont écrivait il y a quelques jours: *«la population est l'unique base solide qu'a ce pays faute d'appui au niveau international et faute d'un fort tissu productif enraciné et doté de conscience nationale(…)» (La gent és l'única estructura sòlida que té aquest país a falta de suports explícits a nivell internacional, a falta d'un poderós teixit productiu arrelat i amb consciència de país(…))*. Autant dire que la CUP ne se fait aucune illusion!

Côté Rajoy ce n'est pas mieux: il se dirige droit sur le 155, mais ses partisans en redoutent les conséquences.

Suivre comme l'a fait la majorité de l'extrême-gauche française l'indépendantisme comme préalable à la dislocation du régime monarchiste a été une erreur: on confiait ainsi le sort du peuple catalan entre les mains d'organisations petites bourgeoises qui elles, le remettaient entre les mains de la droite catalane qui s'en remettait à l'Union Européenne. Bref, on n'a fait que précipiter les travailleurs de la Catalogne droit contre le mur.

Plus que jamais, il est temps de relier le combat pour la république catalane à celui contre Rajoy, contre la monarchie, contre l'UE, pour la république fédérale espagnole: les catalans ont besoin d'appuis, c'est chez les autres peuples d'Espagne qu'il les trouvera.

SOMMAIRE de la troisième partie:

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE?

Première partie: **p.78**

Un printemps des «peuples»... en plein hiver social...

L'Anarcho-syndicaliste - n°202 - janvier 2018.

Deuxième partie: **p.79**

La «problématique» catalane...

L'Anarcho-syndicaliste - n°203 - février-mars-avril 2018.

Troisième partie: **p.83**

La «particularité» corse...

L'Anarcho-syndicaliste - n°204 - mai-juin 2018.

Quatrième partie: **p.85**

Et merde pour le Roy d'Angleterre!!!

L'Anarcho-syndicaliste - n°205 - juillet-août-sept.2018.

Cinquième partie: **p.88**

La question des «nationalités» à l'est de l'Europe...

L'Anarcho-syndicaliste - n°206 - octobre-novembre 2018.

Sixième partie: **p.89**

Des peuples et des états du moyen-orient

L'Anarcho-syndicaliste - n°207 - décembre 2018.

Septième partie: **p.91**

L'État israëlien et ses conséquences

L'Anarcho-syndicaliste - n°208 - janvier-février 2019.

Huitième partie: **p.96**

Quelques spécialités coloniales françaises

L'Anarcho-syndicaliste - n°209 - mars 2019.

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE ?

PREMIÈRE PARTIE: *UN PRINTEMPS DES "PEUPLES"... EN PLEIN HIVER SOCIAL...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 202 - janvier 2018.

L'actualité politique de ces derniers mois a mis en exergue des velléités de séparations étatiques en divers endroits de la planète.

Bien des plumitifs ont vu, dans ces événements, la suite de ceux des siècles antérieurs où les populations acceptèrent, dans la création d'États dotés de «*constitutions*» et non plus «*d'us et coutumes*», des «*collectivités de destin*» fondées sur une mise en cause notable de l'ordre social précédent, et offrant des libertés civiles, politiques et économiques appréciables.

Les événements récents permettent-ils de voir s'ouvrir un moment nouveau de l'émancipation sociale des populations de ces États, et une adhésion globale à une démarche de séparation étatique tant réclamée par certains?

De la «*communauté de destin*»...

Au 19ème siècle, quand Ernest RENAN voulut définir la «*nation*», il la qualifia en quelque sorte de «*communauté acceptée de destin*» **(1)**.

Cette définition ramène la société à une entité religieuse - la communauté -, entité qui n'offre pas ou très peu de libertés à ses membres, et dont l'organisation hiérarchique est immuable, dogmatique.

L'État, généralisation de la «*communauté*» à l'ensemble de la société **(2)**, se satisfait pleinement de cette définition: il admet des libertés civiles et politiques à chaque individu (état de subsidiarité), sous réserve que, ni lui-même, ni l'*Ordre social* ne soient mis en cause (état de supériorité); au cas contraire, l'État «*libéral*» ferait place à l'État «*dictatorial*», et l'*Ordre social* serait rétabli.

... à la «*collectivité de destin*»...

Si les membres de la société acceptent globalement le «*destin commun*» national issu des évènements historiques antérieurs, leurs conditions d'existence, économiques et politiques, leur offrent trois choix:

1- la résignation, c'est-à-dire l'acceptation pure et simple de l'état politique et social présent et à venir;
2- le combat politique, c'est-à-dire la volonté de modifier, de temps à autre, d'une façon libérale ou d'une façon brutale, l'état politique d'une partie de la collectivité, tout en refusant d'en modifier le fondement social;
3- le combat social, c'est-à-dire la volonté de modifier, soit par des réformes cumulatives soit par une prise de possession brutale de l'économie, selon le rapport des forces et la résistance sociale ou politique en cours, pour, en finalité, abolir simultanément le pouvoir politique et les classes sociales, et créer d'autres «*collectivités*», librement définies.

... ou à de nouvelles «*communautés de destin*»...

Quand tout ou partie des bourgeoisies européennes ont créé un État «*supranational*», l'*Union Européenne*, elles ne l'ont fait ni par contrainte, ni par nécessité, seulement par utilité... et ont imposé cette nouvelle «*destinée*» à toutes leurs populations. Si demain une autre solution s'offrait à elles, plus utile, il ne fait aucun doute qu'elles changeraient d'avis.

Il est remarquable, en ce moment, qu'en divers anciennes provinces des (anciens) États nationaux de l'*Union européenne*, des bourgeoisies locales considèrent utile de se séparer de ceux-ci pour tirer plus d'avantage encore de ... l'*Union européenne*.

Il est aussi remarquable que, malgré les démonstrations massives, malgré la propagande éhontée des États, on soit loin de «*l'acceptation*» souhaitée de la nouvelle «*communauté*», et du «*destin*» qui va avec.

Le «*goût d'État nouveau*» s'apparente plus à un «*coup d'État nouveau*» qu'à un consensus politique ou social.

La libération politique: un vecteur de libération sociale?

Si l'option d'une nouvelle «*collectivité de destin*» était, en certains lieux, un tant soit peu tangible, avec ce qu'elle comporte de progrès social, elle se

---

(1) Ernest RENAN - *Qu'est-ce qu'une Nation?* - 1869. Éditions Mille-et-une nuits, 1997.

(2) Voir à ce sujet, Michel BAKOUNINE – *Dieu et l'État*.

manifesterait inévitablement sur le plan électoral par une adhésion «*populaire*» incontestable. Loin de là, les succès électoraux des «*séparatistes*» sont concomitants d'une abstention politique remarquable.

Quel crédit donner à des «*référendums*» où l'option politique «*séparatiste*» ne recueille que de 25 à 40% du corps électoral (soit au mieux 30% de la population totale en âge de voter, les populations étrangères résidentes étant exclues du scrutin), c'est-à-dire ne recueille pas l'assentiment général et consensuel qui éviterait, en toutes circonstances, un conflit civil majeur, et que l'on pourrait quantifier entre 2/3 et 3/4 du corps électoral?

De même, les syndicalistes n'auraient-ils pas, par exemple, autre chose à chercher qu'un vecteur de libération sociale dans la bourgeoisie nantaise qui veut créer un aéroport à Notre-dame-des-landes, ou dans une partie de la bourgeoisie nationale «*résistante*» à une bourgeoisie européenne malfaisante, ou au contraire dans la bourgeoisie européenne garde-fou face aux bourgeoisies nationales?

Envisager l'émancipation sociale dans ces conditions conduit ses adeptes à l'intégration politique et aux prébendes des *Chambres macronniennes* du futur.

Ce siècle a commencé à minuit, en hiver, et ni l'heure ni la saison de la libération sociale n'ont encore avancé.

Deuxième partie: *La "problématique" catalane...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 203 - février-mars-avril 2018.

La passion romantique débordante des mois derniers semble se calmer et bien vouloir laisser place à l'étude et à la réflexion.

La bibliographie en fin de cet article cite quelques documents auxquels j'invite le lecteur à se reporter.

L'article présent abordera cette problématique d'une manière fort succincte, en se limitant à quelques-uns seulement de ses aspects.

Du mythe de l'État ancien idéal...

Il n'y a pas un nationalisme qui échappe à cette genèse: «*Un État ancien idéal a été détruit par une puissance extérieure, oppressive par essence, assimilatrice par destinée, destructrice par intérêt*».

Des arguments ethniques, géographiques ou linguistiques, sanctifient cette maxime. Ils tentent de donner corps à une «*communauté de destin*» nouvelle, dans laquelle l'oppression sociale ne figure pas aux abonnés absents.

... au mythe de l'État catalan idéal ancien

Ainsi, le «*nationalisme catalan*» voudrait créer un État nouveau dont les limites fondamentales seraient linguistiques: le territoire de la *Generalitat*, l'ancienne province française du Roussillon, la *Communauté valencienne*, une partie de la *Communauté aragonaise*, et les îles Baléares...

Qu'il y ait, au sein de la *Generalitat*, un territoire qui ne soit pas catalophone (le Val-d'Aran occitanophone) ne dérange pas: l'expansionnisme des «*nationalismes victorieux*» a besoin de «*frontières naturelles*» qui, «*espace vital*» obligeant, pourront s'étendre à la *Principauté d'Andorre*, et à la ville sarde d'Alghero: la langue catalane y est reconnue officielle par la *République italienne*...

Ces limites géo-linguistiques étendues rappellent l'expansion du Royaume d'Aragon, suzerain des comarques (cantons) catalanes, ... jusqu'en Italie...

Faute de mieux, l'ambition actuelle des «*nationalistes catalans*» se limite au territoire catalano-occitan de la *Generalitat*... l'une des dernières versions du *Comté de Barcelone* d'un Royaume idéal ancien...

Des classes supérieures dans le Royaume idéal...

Jamais les classes sociales supérieures locales ne furent victimes d'une «*oppression*», tant économique que politique, dans l'un des États qui englobèrent le territoire de la *Generalitat*.

Au contraire, non seulement elles firent fortune dans l'expansion coloniale espagnole, mais elles s'en tirèrent mieux à la débâcle de l'Empire au gré des conditions géo-politiques et économiques de leur région par rapport au reste de l'Espagne.

Les structures politiques du féodalisme dans les

royaumes de France et d'Espagne, étaient très similaires: chaque «*communauté*» définissait, par la réunion de ses *États généraux (Cortes, Corts)*, ses taxes selon les pouvoirs définis (privilèges, fueros, furs)... tant que l'État central n'y voyait pas ombrage.

... aux classes supérieures dans la République idéale

Dans le cadre des Républiques espagnoles les «*droits*» locaux, entendez ceux des classes supérieures, n'ont pas été «*égalisés*» comme il en fut par la Révolution française. Les «*autonomies*» perdurèrent.

Pendant les dictatures militaro-corporatistes de Primo de Rivera et Franco, le droit du «*guerrier*» vainqueur, une autre survivance de l'État idéal, reprit le dessus, l'État central s'imposa en tout.

La «*transition vers la démocratie*» remit en place l'«*État des autonomies*», confédération royale de régions plus ou moins autonomes... fiscalement surtout!!!

Les «*nationalistes basques*» obtinrent une autonomie fiscale optimale, les «*nationalistes catalans*» n'en sont pas loin. Quoi de plus conforme au principe religieux de «*subsidiarité*» qui constitue l'«*âme*» de cette *Union européenne* tant vénérée par «*autonomismes*» et «*nationalismes*».

Du mythe de la richesse locale accaparée...

Le produit intérieur brut par habitant de la *Generalitat* est légèrement supérieur à celui du reste de l'Espagne, mais cette différence s'est réduite par le développement industriel et touristique des autres régions, avec une arrivée massive de travailleurs immigrés d'origine sud-américaine et nord-africaine.

Le sort de la bourgeoisie locale est si proche de celui du reste de la bourgeoisie espagnole, que les choix politiques faits par l'une de ses parties (les séparatistes) n'agréent pas la totalité: la *Déclaration unilatérale d'indépendance* en fit les frais.

... au mythe de la République salvatrice

En général, les partisans d'une république associent la création et le développement des services publics à cette structure étatique, ce qu'une monarchie ne saurait faire.

Les «*républicains*» indépendantistes étant au pouvoir en Catalogne depuis quatre décennies, ils ont eu largement le temps de mettre en pratique cette maxime.

Or, dans le Royaume d'Espagne, la *Generalitat* est la «*Communauté autonome*» où les services publics sont les moins développés... ou les plus privatisés...

On ne peut que rapporter cet état à l'«*européanisme*» forcené des «*séparatistes*».

«*Quand les fascistes reviendront*...

Le personnel économique et politique du «*nationalisme catalan*» ne diffère guère des «*nationalismes*» d'ailleurs. Issu de la petite-bourgeoisie d'origine rurale, hostile à la fois au développement industriel et à l'émancipation sociale, fortement attaché à «*Dieu et aux valeurs communautaires*», il se tourna «*naturellement*» en son temps vers le fascisme mussolinien.

***... ils s'appelleront eux-mêmes anti-fascistes!*»**

Les régimes militaro-corporatistes phalangistes les ayant écartés, ils virent leur destinée poindre sous les couleurs républicaines, et l'alliance avec les différentes variantes marxistes.

C'est ainsi qu'en mai 1937, on les vit tous (P.O.U.M. excepté) s'affronter aux organismes et organisations révolutionnaires, déjà bien usés par près d'une année de guerre civile... Les colonnes envoyées détruire les collectivités d'Aragon s'appelaient: Lister et Karl-Marx (communistes) et... Macía-Compagnys (catalanistes).

Victimes d'un manque de reconnaissance de la part des vainqueurs, ils revinrent auréolés de leur «*anti-franquisme*».

Et le «*peuple*» dans tout ça?

Les votants exprimant un choix certain lors des consultations auxquelles ils participent, nous observerons à l'aide des résultats des élections «*autonomiques*» du tableau *[de la page suivante]* l'évolution de cette expression sur les 4 derniers scrutins, qui se sont déroulés en période d'offensive séparatiste.

1- La participation a augmenté progressivement et l'abstentionnisme social régressé au gré de l'augmentation de la passion «*nationaliste*».

2- Le vote «*séparatiste*» n'a augmenté que dans le dernier scrutin, et cela au détriment d'autres listes comportant des tendances séparatistes, et aussi de l'abstentionnisme.

	2010		2012		2015		2017	
Inscrits	5363688		5413769		5510853		5321995	
Votants	3152630	58,78 %	3657450	67,56 %	4130196	74,95 %	4360843	81,94 %
Exprimés	3038645	56,65 %	3572319	65,99 %	4092349	74,26 %	4325439	81,27 %
«Séparatistes»	**1524924**	**28,43 %**	**1608633**	**29,71 %**	**1168714**	**21,21 %**	**1870009**	**35,14 %**
Parti socialiste	575233	10,72 %	523333	9,67 %	523283	9,50 %	602969	11,33 %
Parti populaire	387066	7,22 %	471197	8,70 %	349193	6,34 %	184108	3,46 %
Verts + «Gauches divers»	230824	4,30 %	358857	6,63 %	367613	6,67 %	323695	6,08 %
Cuidadanos	106154	1,98 %	274925	5,08 %	736364	13,36 %	1102099	20,71 %
«Gauches radicales»	--	--	126219	2,33 %	337794	6,13 %	193352	3,63 %
Total des représentés	2824201	52,65 %	3236945	59,79 %	3145167	57,07 %	4082880	76,72 %

3- Le parti «*anti-séparatiste*» dominant *(Ciudadanos-Ciutadans)* a également profité de l'augmentation de la participation.

4- Le vote séparatiste ne représente que 35% d'un scrutin passionnel, ce qui, loin d'être une «*volonté populaire manifeste*», est l'échec du *pronunciament* séparatiste, même auréolé d'une victoire «*électorale*».

L'avenir de la lutte des classes?

Les représentants des syndicats ouvriers, trop enclin au romantisme «*populaire*», ont sans aucun doute confondu indépendance politique et libération sociale.

Rien de surprenant en ce qui concerne l'UGT et les CCOO, officines du PSOE-PSC pour les premiers, des «*Gauches radicales*» pour les seconds.

Que ce romantisme puisse exister dans les rangs des partisans de la destruction de l'État est navrant.

Si nous en étions encore en 1848, nous ne serions que des Rrrépublicains... publicains... publicains...

Bibliographie succincte:

Géopolitique de l'indépendantisme catalan - Cyril TRÉPIER - L'Harmattan - octobre 2017.

Anarchisme, nation, identité, culture; régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme - Karim LANDAIS - Orphéo édition - 2008.

L'État dans l'Histoire - Gaston LEVAL -1978.

Espagne-Catalogne-2017 - Brochure n°8 sur www.antimythes.fr - deuxième édition augmentée.

D'une Espagne rouge et noire - A Contretemps & Les Éditions libertaires - 2009.

TROISIÈME PARTIE: *LA "PARTICULARITÉ" CORSE...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 204 - mai-juin 2018.

Il est loin le temps où chaque élection y donnait lieu à plaisanter à propos du taux de participation chez les morts dans chaque Commune... Et s'il est un lieu où le propos de Pierre DESPROGES: «*A la question: peut-on rire de tout? je réponds invariablement: oui, on peut rire de tout, on doit rire de tout! mais je m'empresse d'y ajouter: pas avec n'importe qui!*», c'est bien là!

Car la première particularité de la Corse, c'est d'être une île, relativement éloignée du continent, de surcroît essentiellement montagneuse, sans ressources minières, peu peuplée, peu «*intéressante*» économiquement!... et ayant connu intimement l'ensemble des conflits entre les États qui entendaient dominer ou influencer la «*zone économico-politique méditerranéenne*», du XV^{ème} siècle à nos jours.

Si les temps électoraux ont «*changé*», la problématique économique reste d'actualité, de même que l'idée de «*fédération des producteurs*», pour contrer les aléas de la politique et les vicissitudes sociales créées par un système achevé de prébendes et de banditisme.

À nous de chercher les moyens de l'émancipation totale des classes exploitées, sans oublier d'en rire, mais sans se moquer!

De la recherche de l'État ancien idéal...

La recherche de l'«*État ancien idéal détruit par une puissance extérieure, ...*» est, en ce qui concerne la Corse, une gageure.

La population de l'île, issue de migrations italiennes successives, de densité faible depuis l'origine, proche de la disparition en plusieurs époques, réfugiée hors des côtes et des plaines pendant les

périodes conflictuelles, tributaire pour ses ressources vivrières d'un équipement hydraulique performant, soufrant d'une absence de ressources minières, peu «*intéressante*» hormis la bande côtière et trop exclusivement à des fins géopolitiques et militaires, elle est entrée dignement dans l'histoire des populations qui n'acceptent pas de se laisser traiter comme une marchandise, quand elle fut l'objet d'une tractation financière féodalo-bourgeoise... en 1768...

... à la perpétuation de la vassalité cattolica-rumana-ghjermanica

Depuis la conversion au christianisme du Roi des Francs Clovis 1er, les liens avec la Papauté sont étroits. Quand Pépin le Bref voulu faire reconnaître par le pape de l'époque sa nouvelle dynastie (la carolingienne), il lui créa les États pontificaux (qui durèrent jusqu'en 1871), et lui fit «*donation*» entre autres de la Corse. Sa sainteté la dédia paraît-il à leur Vierge, et en confia l'administration à l'Évêché de Pise.

L'évolution économique régionale, conséquence du développement du commerce en Méditerranée, se heurta de bonne heure aux structures sociales féodales, et contraignit la Papauté à confier la gestion de ses «*vassaux*» soit à des banques d'affaires *(Office de S.Georges)* soit aux États qui résultaient de la nouvelle puissance économique.

La Corse fut alors «*confiée*» à la *République génoise* par la Papauté, sans jamais y être «*intégrée*»; le Royaume de France (et les Empires germaniques dans une moindre mesure) se considéraient toujours - en tant qu'héritiers de l'Empire carolingien - primo-propriétaire ayant vocation à le redevenir... si le temps le permettait !!!

De la République génoise...

Dans quelques États de la péninsule italienne (Gênes, Venise,...) les sociétés capitalistes se développent plus rapidement qu'en France, à cause de l'intensification du commerce méditerranéen. La propriété et le pouvoir des féodaux les plus puissants (les guerriers) sont détruits au profit d'un développement de la propriété et du pouvoir de la haute-bourgeoisie commerçante, et des structures étatiques qui lui conviennent.

Pour autant, la liberté individuelle telle que les définiront plus tard les *Déclarations des droits* américaine et française n'est pas de mise. La fiscalité reste de type féodale, fondée sur l'individu et non la propriété ou le revenu.

La période de gestion génoise fut sans doute celle du développement et de la prospérité économique de la Corse la plus importante... jusqu'à ce qu'une crise politico-économique (affaiblissement du commerce) vienne réduire les rentes. Une levée d'impôts supplémentaires entraîna la révolte des classes populaires, mais aussi des classes ecclésiastique et féodale pour partie.

Le Royaume de France considérant avoir un droit de regard sur la Corse et sur toute l'Italie, son «*parti corse*» fut un des acteurs de la révolte fiscale de 1729. La République génoise, affaiblie par la récession commerciale, peina à régler cette situation; ce qui entraîna de fait une intervention française, après celle de l'Empire autrichien, jusqu'à la cession définitive.

Pendant quelques années seulement, les «*élites de la Nation corse*» (entendez: les représentants des classes supérieures), s'accordèrent dans un «*Royaume de Corse*» (plus ou moins) indépendant (1730-1769), certaines de ses «*élites*» souhaitant l'intégration française, d'autres une intégration italienne ou aragonaise, d'autres une autonomie agrémentée des meilleurs avantages fournis par les uns et les autres.

Aucun de ces États n'ayant la volonté ou la capacité de satisfaire leurs desiderata économiques et politiques, ces «*élites*» favorisèrent le retour de l'île au Royaume de France, au prix du massacre de *Ponte novu*.... en 1769 !!!

... à la Révolution française...

La Révolution française posa d'entrée de jeu la suppression des droits féodaux, droits fiscaux sur le sujet et son activité, au bénéfice d'une liberté économique pour les classes propriétaires accompagnée d'un assujettissement individuel des éléments des classes non propriétaires.

Cette perspective reçut l'assentiment de la population de l'île, - du moins de ses «*élites*» -, dans la mesure où la propriété était préservée; les grandes propriétés n'étant pas en nombre, leur rente bien faible, c'est sur la question du pouvoir politique que la différenciation se fit, avec une réminiscence des conflits de pouvoir antérieurs.

... et à l'effondrement du Royaume anglo-corse...

Les «*écourtages*» successifs qui jalonnèrent la période révolutionnaire ne furent pas du goût des «*élites*» insulaires plutôt habituées à l'exil des... élites vaincues survivantes (ostracisme). Le choix des administrateurs locaux par une assemblée centrale n'était pas plus dans les mœurs, pas plus que souhaité par les populations continentales! La

crainte d'une mise en cause finale de la propriété ne fut non plus étrangère aux choix qui furent faits par les uns et les autres.

Les partis qui, antérieurement, firent le jeu d'une puissance étrangère firent de nouveau leur choix. Paoli, représentant des vestiges du féodalisme affaibli, choisit l'Empire britannique. Le Royaume anglo-corse qu'il créa pensait trouver dans cette nouvelle puissance économique méditerranéenne la satisfaction de ses souhaits.

La *«reconquête française»* ne provoqua pas plus de *«désastres»* qu'en bien d'autres régions, y compris lors de la révolte religieuse contre la séparation des Églises et de l'État en 1797, ni de *«colonisation»* de l'île.

C'est de la posture post-féodale et cléricale paoliste que se réclament les *«nationalistes»* actuels.

Du mythe de la Nation salvatrice...

Les *«espoirs»* que la population insulaire put mettre dans la nouvelle *«Nation»* furent contraints par les guerres et la propriété.

Les violences *«révolutionnaires»* passées, les *«élites»* (à l'exception de quelques unes) firent carrière et fortune dans l'État nouveau, les propriétaires *«sauvèrent»* une propriété jamais mise en cause, et, bénéficiant tous de l'assujettissement économique et politique des classes laborieuses, ils traversèrent les régimes successifs sans contribuer au développement économique de l'île, sans émanciper la population de l'exploitation économique, tout juste en leur faisant bénéficier pour une faible partie des prébendes étatiques acquises à l'aide de pratiques fort peu loyales, par les uns, et par les autres...

... à l'absence de perspectives ...

Le développement des activités agro-alimentaires nécessitait la construction des barrages hydrauliques indispensables à l'irrigation des terres, et à la production de l'énergie électrique qui aurait pu permettre l'implantation d'industrie en lien avec les autres activités économiques.

En l'absence d'une perspective en ce sens, l'émigration intra-nationale, principalement dans la fonction publique civile et militaire, et dans les colonies, assura le maintien des petites propriétés familiales indivisées.

... puis au fascisme!

Les espoirs déçus, le cléricalisme rampant des *«élites»*, l'enfermement dans une société vivant d'un système de niches fiscales et de prébendes d'État, conduisirent une partie de ces *«élites»* à l'idée fasciste dans les années trente.

La *«libération»* de l'île en 1943 ne changea rien, ni aux fondements sociaux, ni au fonctionnement politique, à part le renouvellement d'une partie du personnel, épuration obligeant.

«Quand les fascistes reviendront...

La guerre d'Algérie entraîna, dès 1954, l'achat massif de terres dans la *Plaine orientale*, par de futurs rapatriés prévoyants. Une entreprise plus importante de mise en valeur de ce territoire se développa de 1957 à 1962, sous l'égide de l'État, qui en fit bénéficier en partie d'autres rapatriés.

La faible densité de population des communes concernées entraîna une immigration de main-d'œuvre nord-africaine pour assurer la fortune des rapatriés qui, s'ils n'étaient pas corses d'origine, ne manquèrent pas de s'associer aux autochtones pour faire leurs affaires.

... ils s'appelleront eux-mêmes anti-fascistes!»

La rentabilité de l'activité viticole entraîna de la fraude à grande échelle (chaptalisation), et une réaction d'un groupement *«nationaliste»*.

Revigorés par cet évènement, les colporteurs des idées féodalo-paolo-mussoliniennes se firent les chantres d'un combat *«antifasciste»* (les fascistes sont les pieds-noirs *Algérie française*), *«anticapitaliste»* (la terre doit revenir aux Corses qui veulent la travailler - sic!), et *«anti-immigration»* (les maghrébins sont des pourvoyeurs de drogue - re-sic!).

Associés à une partie du banditisme local, ils mènent la *«lutte armée»* pour vaincre la concurrence qui résiste.

Et le *«peuple»* dans tout ça?

L'activité *«nationaliste violente»* n'a pas recueilli un assentiment populaire important pendant quarante ans.

Sitôt leur intégration dans les *Chambres d'agriculture*, réussie, les représentants du *Syndicat corse de l'agriculture* contribuèrent à l'intégration du *«mouvement nationaliste»* dans le cadre institutionnel. Cette tendance *«assagie»* du F.L.N.C. entraîna progressivement les autres à la conquête de l'État. Ils furent reconnus par le *Front national* (français) local comme menant un combat similaire au leur... et ces derniers disparurent!

Les poursuites pour corruption plombant les exécutifs successifs des Assemblées locales... ceux-ci disparurent également, leurs partis aussi!

Les «*nationalistes*» emportèrent donc toutes les dernières élections, ne concourant plus qu'avec *La Répu-blique en marche*, le parti du nouveau bonaparte, *Les Républicains*, le parti habituel des bonapartes dits de droite... les autres les avaient tous déjà rejoints.

Dans l'euphorie de «*leur*» victoire, ils firent allégeance à Jupiter, et mandèrent à icelui la reconnaissance due aux «*nouvelles élites du peuple corse*», et le pouvoir qui va avec! Jupiter les reconnut, et leur intima de suivre sa politique, comme il leur dirait... et ils le font!

Ont-ils réellement reçu l'assentiment du «*peuple*» dont ils se disent les «*élites*»? Avec moins de 30% du corps électoral tout en ayant absorbé la «*gauche*» habituelle, c'est plutôt... une fuite en avant!

Une fuite dans l'appareil d'État (français) tant décrié, mais tant rémunérateur...

Le jour où «*on*» s'apercevra que l'un y tripote plus que l'autre, la poudre parlera de nouveau... il semblerait d'ailleurs que... ça ait déjà recommencé...

L'avenir de la lutte des classes?

L'émancipation économique des salariés passera toujours par les syndicats.

Des syndicats «*officiels*», non-libres ni indépendants y bénéficient depuis quinze ans, de la part du Patronat, de l'État et du «*mouvement nationaliste*», d'une facilité d'intervention, au bénéfice... du Patronat, de l'État et du «*mouvement nationaliste*».

Cette état de coercition n'est cependant pas général. Il appartient donc aux syndicalistes libres, quels qu'ils soient, de prendre en charge les intérêts économiques des populations laborieuses les plus assujetties, en leur faisant bénéficier de l'expérience des syndicalistes libres et de lutte de classe.

Ce n'est ni simple, ni sans risque, mais c'est la seule voie: les politiques et le Capital préparent la misère, l'émancipation sociale a besoin d'autre chose!

Un dernier mot sur la «*langue corse*»

Le «*corse*» est un idiome italien qui a maintenu sa spécificité et qui a évolué sur lui-même depuis plus de deux siècles, pour les raisons géo-politiques dont on a causé ci-dessus. Il n'a pas bénéficié de l'unification de la langue italienne, unification lente et souple.

L'étendue de sa spécificité lui confère un statut de langue, au sens où l'entend la linguistique.

Mais pour devenir langue officielle, faudrait-il qu'elle présente un intérêt supérieur à la langue officielle. N'étant pas parlée ni écrite intelligemment par 50% de la population de l'île qui, par contre, parle et écrit convenablement le français, elle n'a «*d'intérêt supérieur*» que pour ceux qui veulent créer un autre État, à leur guise, avec une langue... pour les «*élites*»!

Quand nous aurons détruit tous ces États, nous aurons le temps de parler la langue que l'on voudra, en sirotant un pastis ou un vin de pays, sous le figuier ou l'olivier!

Et on pourra bien rire de tout le temps ancien, et y compris s'en moquer!

Bibliographie succincte:

La Corse: un peuple, une histoire - Roger CARATINI - Éditions l'Archipel, 2003.

Corse, le terrorisme - Emmanuel FARRUGIA et Paul CERF - Éditions DIE - 2004.

Anarchisme, nation, identité, culture; régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme - Karim LANDAIS - Orphéo édition - 2008.

L'État dans l'Histoire - Gaston LEVAL - 1978.

	2004		2010		2015		2017	
Inscrits	195525		213312		229824		234304	
Votants	146593	74,97 %	147207	69,01 %	154052	67,03 %	123227	52,59 %
Exprimés	142204	72,73 %	143811	67,42 %	149526	65,06 %	119219	50,88 %
«Séparatistes»	**24652**	**12,61 %**	**51383**	**24,09 %**	**52840**	**22,99 %**	**67342**	**28,74 %**
Front national	--	--	--	--	13599	5,92 %	--	--
Droites nationales	46721	23,90 %	39765	18,64 %	42607	18,54 %	51877	22,14 %
Gauches nationales	59021	30,19 %	52663	24,69 %	40480	17,61 %	--	--
Gauches radicales	11810	6,04 %	--	--	--	--	--	--
Total des représentés	142204	72,73 %	143811	67,42 %	149526	65,06 %	119219	50,88 %

QUATRIÈME PARTIE: *ET MERDE POUR LE ROY D'ANGLETERRE!!!*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 205 - juillet-août-septembre 2018.

Le *Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* connaît quelques soucis relativement à trois phénomènes: la volonté de la majorité de la population britannique de sortir de l'*Union européenne* d'une part, l'inégale répartition de cette «*majorité*» sur le territoire du royaume, deux entités de celui-ci s'y opposant, l'une administrée localement par des «*indépendantistes*» (l'Écosse), l'autre par des «*unionistes*» (l'Irlande-du-Nord), elle-même «*coincée*» entre la République d'Irlande et l'Écosse toutes deux étant ou voulant rester membres de l'Union européenne!!!

De l'ex-Royaume d'Écosse...

Au début du 18ème siècle, les différenciations économiques, politiques et sociales entre les deux royaumes de Grande-Bretagne s'estompant, les unions entre les membres des familles régnantes étant achevées, la fusion étatique s'imposa.

On peut comparer cette situation à l'intégration du Duché de Bretagne dans le Royaume de France au 16ème siècle, à une différence près: elles ne se sont pas déroulées au même stade de l'évolution capitaliste, et les particularités religieuses britanniques ne sont pas étrangères au maintien des deux royaumes à la fin du *Commonwealth* cromwellien.

... à l'autonomie «*nationale*» actuelle ...

La réunion des deux royaumes entraîna la disparition des Parlements anglais et écossais au bénéfice du Parlement britannique. Le Royaume fut définit composé de quatre «*nations*» (Angleterre, Pays de Galles, Écosse, Irlande). Le Parlement britannique légiféra à partir de ce moment pour toutes les affaires communes aux quatre «*nations*», et pour chacune des affaires particulières relatives à chacune d'entre-elles.

Il n'y a jamais eu d'unicité législative telle que la *Grande révolution* française en a créée une en France; la remise sur pieds de Parlements nationaux devait un jour s'imposer. Les négociations pour la pacification de l'Irlande-du-nord (deuxième partie des années 90) ne pouvant déboucher que sur la création d'un Parlement nord-irlandais, il ne pouvait pas en être autrement en Écosse (re-création) et au Pays de Galles (création). A ces Parlements, n'oublions pas d'associer les exécutifs locaux nommés Gouvernements, présidés par des Premiers ministres.

... et à l'indépendance avortée!

Il ne restait plus aux indépendantistes dirigeant l'une des nations de réclamer l'indépendance, ce qui, en l'absence de constitution, n'a rien de constitutionnel ou d'anticonstitutionnel, et relève d'accord entre le gouvernement royal et le gouvernement national concerné.

Et la volonté de la population écossaise dans tout ça!!!...

Un premier référendum (1979), sur l'institution du Parlement, n'obtint pas les 40% du corps électoral nécessaire pour être valable: plus du tiers des inscrits s'était abstenu, les votes favorables n'atteignaient pas le tiers du corps électoral.

Le taux d'abstention fut encore plus élevé en 1997 (40%), mais aucun seuil n'avait été fixé cette fois-ci; soutenus par les partis nationaliste et travailliste, la décentralisation fut adoptée par moins de 45% du corps électoral pour la création du Parlement, moins de 40% pour l'autonomie fiscale.

La participation au référendum sur l'indépendance (2014) fut très importante (près de 85%), et les votes favorables représentaient un gros tiers seulement du corps électoral.

Écosse	2014 (Indépendance)		2016 (Brexit)	
Inscrits	4283392		3987112	
Votants	3623344	84,59 %		
Exprimés	3619915	84,51 %	2679513	67,20 %
OUI	**1617989**	**37,77 %**	**1018322**	**25,54 %**
NON	2001926	46,74 %	1661191	41,66 %

Écosse	1979 (Parlement)		1997 (Parlement)		1997 (Impôts)	
Inscrits	3747112		3973673		3973673	
Votants	2387582	63,72 %	2401431	60,43 %	2402165	60,45 %
Exprimés	2384439	63,63 %	2389445	60,13 %	2383152	59,97 %
OUI	**1230937**	**32,85 %**	**1775045**	**44,67 %**	**1512889**	**38,07 %**
NON	1153502	30,78 %	614400	15,46 %	870263	21,90 %

Notons pour l'anecdote, que si le vote avait été favorable à l'indépendance, une semaine plus tard se seraient tenu d'autres référendums dans les îles du nord (Orcades, Shetlands, Hébrides), particulièrement hostiles à la séparation.

Les débats sur «*monarchie écossaise*», «*république*» ou «*État du Commonwealth*», allant jusqu'à envisager la remise sur le trône d'un prétendant «*jacobite*» ont sans doute contribué à discréditer la perspective d'une nouvelle «*collectivité de destin*» basée sur le territoire du Royaume d'Écosse... du 15ème siècle. Quant au Brexit: la participation à ce référendum ne fut guère différente des autres référendums en Écosse, indépendance exceptée. On pourrait facilement en conclure que les 3/4 des inscrits seraient favorables au statu-quo actuel, je ne m'y hasarderai pas, chaque *Conseil régional (Council area)* écossais pouvant décider de se séparer de la «*nation écossaise*» pour constituer une nouvelle nation admissible en tant que telle... au *Commonwealth* de... sa Gracieuse majesté!!!

Mais il faudra quelques mois encore pour que les négociations insolvables engagées par le gouvernement britannique aboutissent, avec des conséquences que les populations constateront... après-coup.

Peut-être qu'au lieu de se fourvoyer dans les processus féodaux consistant à choisir son suzerain, les populations des terres écossaises actuelles souhaiteront-elles un destin commun, sans État tribal, local, régional, national, royal-commun, républicain ou super-étatique... et chercheront les voies d'une émancipation totale, ce qui commence par se libérer des vétérans de l'État de la tourbe éternelle!!!

La question nord-irlandaise n'a plus l'acuité qu'elle avait il y a trente à quarante ans. Les résidents de cette province peuvent circuler librement à l'intérieur d'elle et entre les États irlandais et britannique; ils bénéficient des mêmes droits que tous les autres sujets de la Couronne... et même plus!!!... nous allons le voir.

De la conquête à l'État irlandais...

L'Irlande a été conquise militairement par les britanniques (seigneurs normands, gallois, anglais) du 12ème au 16ème siècle, se terminant «*étatiquement*» par l'auto-proclamation d'Henri Tudor, le 8ème, roi d'Irlande.

A ce moment-là commença une colonisation *(plantations)* qui entraîna de nombreux soulèvements populaires, souvent à la faveur des crises politiques britanniques et européennes.

Les dernières *plantations* (et pas des moindres) seront l'œuvre de la *République cromwellienne*, à l'issue de la reconquête qui suivit la quasi-indépendance résultant des *Guerres confédérées* (1641-1653).

Les droits politiques étant, depuis la création de l'Église anglicane par le Tudor suscité, réservés aux membres de cette religion, l'oppression économique sera augmentée d'une oppression politico-religieuse qui ne s'estompera que progressivement, d'abord aux protestants non-anglicans (luthériens et calvinistes) enfin aux «*papistes*».

La paupérisation générale entraîna les basses classes sociales à l'émigration vers les régions britanniques d'industrialisation, vers les colonies britanniques et plus tard vers les États-Unis d'Amérique. Le summum de la misère fut atteint lors de la *Grande famine* (1850), épidémie de mildiou qui, détruisant la récolte de pommes-de-terre, vit quasiment la disparition du prolétariat agricole.

... et à l'Irlande du Nord

Dans ces évènements, la province d'Ulster fut particulièrement impactée: par les *plantations* (notamment écossaises), par les soulèvements les plus violents, et par une répression des plus vives.

Encore faut-il préciser que ce n'est ni la totalité de l'Ulster qui est concernée, ni la totalité de l'actuelle Irlande-du-nord, seulement les quelques comtés côtiers du nord-est de cette entité, ceux résultant des plantations *anglo-écossaises,* ultra-protestantes, et économiquement dépendantes des autres «*nations*» de la Grande-Bretagne.

L'indépendance et la séparation...

La revendication d'indépendance irlandaise n'a pas été un mouvement féodal-gaëlique-catholique loin de là; elle fut un mouvement social (de la société), où les populations (toutes classes confondues) souhaitaient créer une «*collectivité de destin*» fondée sur une certaine équité économique (le refus de la colonisation et de l'État des colonisateurs); elle regroupait tant des irlandais d'origine que des «*anglais*» installés aux premiers temps de la conquête, elle ne se définissait pas religieusement, bien des «*leaders*» étaient «*protestants*», et l'Église catholique ne comptait qu'une chose: récupérer par allégeance à l'État existant (celui de sa gracieuse majesté parpaillote) un pouvoir en partie perdu.

C'est ainsi que, en pleine première guerre mondiale, le coup-d'État nationalo-marxiste raté des *Pâques sanglantes* de 1916 précéda une insurrection générale et la séparation progressive du Royaume uni.

Mais le nouvel *État libre*, membre du Commonwealth, ne put intégré les six comtés du «*Nord*». Disons que le contexte de 1921, où une insurrection déficiente était politiquement victorieuse, est assez similaire à celui de 1961 en Algérie. Si nous voulions poussez la similitude à l'extrême, nous pourrions dire que l'indépendance irlandaise correspondrait à celle de l'Algérie amputée du département d'Alger et d'une partie de ceux de Constantine et d'Oran, qui auraient constitué une Algérie française livrée au pouvoir... de l'O.A.S.

De l'indépendance aux «Accords de paix pour l'Ir-lande-du-nord» dits du «Vendredi-saint»...

La situation nord-irlandaise fut, jusqu'aux accords de 1998, la suite de celle de la guerre civile antérieure, concentrée sur l'équivalent territorial des départements du Nord et du Pas-de-Calais, avec 50% seulement de leur population (moins de 2 millions d'habitants).

Les accords de 1998 ont créé une situation étatique inédite, dans laquelle, outre le désarmement général, la création d'un parlement et d'un exécutif «*national*», la fin de la revendication de la République irlandaise sur les six comtés nordiques:
- les nord-irlandais choisissent individuellement d'être soit irlandais, soit britannique, soit les deux, sans qu'aucune objection ne soit faite par l'un ou l'autre des États;
- l'obligation pour tous les partis de gouverner ensemble; au cas contraire, le suzerain britannique reprend la direction des affaires publiques.

Cette dernière disposition a bien failli être mise en œuvre en 2017.

Cet État, original me semble t-il, n'est pas un facteur d'émancipation: s'il y est assuré une certaine paix civile, une étrange paix sociale y règne, gagée sur une expansion économique autorisée par une main d'œuvre à bas coût, dans le cadre des règlements de l'*Union européenne*. Mais si les conditions économiques favorables disparaissent, cet État pourrait devenir le pire carcan qui soit. La «*communauté nord-irlandaise*» reste un enfer en puissance, ce n'est pas une collectivité de destin: il n'existe que dans la mesure où aucune partie n'a plus envie de quitter cet État civilisé et revenir à l'État militaro-policier antérieur.

Brexit et... réunification irlandaise

Le Brexit n'a pas recueilli 28% du corps électoral d'Irlande-du-nord, l'opposition au Brexit 35%, et l'abstention domine à 38%.

Les partis représentés au Parlement nord-irlandais (97% des exprimés en 2017) sont à 21% pour le Brexit, et à 41% contre, avec 36% d'abstentions aux élections.

Sur ce même scrutin (2017), ces mêmes partis sont brito-nationalistes pour 29%, iro-nationalistes pour 26%, et neutres pour 13%, là où 36% se sont abstenus.

Si le Sinn Féin, parti iro-nationaliste historique, a voulu relancer la question de la réunification irlandaise par référendum, il n'a apparemment pas plus de base électorale que les scoto-nationalistes.

Les évènements de cet été à propos de l'état d'avancement du Brexit montre que nous n'avons pas affaire à une modification étatique, mais à une

Irlande du Nord	2016 (Parlement équivalent nationalisme)		2017 (Parlement équivalent nationalisme)	
Inscrits	1281595		1254709	
Votants	703744	54,91 %	812783	64,78 %
Exprimés	694314	54,18 %	803315	64,02 %
British	332263	25,93 %	358818	28,60 %
Irish	**250163**	**19,52 %**	**320203**	**25,52 %**
Aucun	80926	11,66 %	105344	13,11 %
Total	663352	95,54 %	784365	97,64 %

Irlande du Nord	2016 (Brexit)		2016 (Parlement équivalent Brexit)		2017 (Parlement équivalent Brexit)	
Inscrits	1260955		1281595		1254709	
Votants			703744	54,91 %	812783	64,78 %
Exprimés	790149	62,66 %	694314	54,18 %	803315	64,02 %
OUI	**349442**	**27,71 %**	**250213**	**19,52 %**	**261615**	**20,85 %**
NON	440707	34,95 %	410576	32,04 %	520351	41,47 %
		Total	660789	95,17 %	781966	97,34 %

modification des traités entre les États constitutifs de l'*Union européenne,* super-union douanière accompagnée d'une super-liberté économique déréglementaire.

L'*Union européenne* reste en cela à un stade inférieur à celui du *Commonwealth:* les États la constituant peuvent, s'ils le veulent bien et c'est là un autre problème, dire *Merde!* à la *Commission de Bruxelles* sans souci majeur, tandis qu'un État du *Commonwealth* peine bien à en sortir.

Quant aux suppôts de la bourgeoisie britannique, tels *Labour for Brexit,* leurs discours furent si brito-nationalistes que leurs amis français ont confondu leurs discours avec ceux de Nigel FARAGE, leader de l'UKIP.

Édifiant!

Bibliographie succincte:

Histoire de la Grande-Bretagne - Roland MARX et Philippe CHASSAIGNE - Éditions Perrin - Collection Tempus - 2004.

La Résistance irlandaise, 1916-2000 - Roger FALIGOT - Éditions Terre de Brume, Dinan.

Cinquième partie: *La question des "nationalités" à l'est de l'Europe...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 206 - octobre - novembre 2018.

Au 19ème siècle...

En ce temps-là, le but fondamental des puissances impériales européennes, quelles qu'elles furent, était de défaire la plus faible et la plus différente religieusement d'entre-elles, la turco-ottomane, pour accroître à ses dépens leurs zones d'influence politique et économique. Elles reçurent à cet effet le soutien des bonnes âmes chrétiennes de toutes chapelles, hostiles aux mahométans et aux États qu'ils inspiraient; et des bonnes âmes républicaines, qui, voyant poindre des États nouveaux, pensaient les diriger à leur tour, en les dotant «*d'institutions représentatives*» de populations d'entités territoriales ethnolinguistiques homogènes. Hélas! l'homogénéité n'était pas la règle générale, elle ne l'était même nulle part.

Ainsi les guerres balkaniques aboutirent-elles à «*l'émancipation*» de principautés et royaumes, chrétiens essentiellement, où les Princes allemands oints par les Papes catholiques et Patriarches orthodoxes remplacèrent les Pachas oints par le Sultan-Calife.

De la première à la deuxième guerre mondiale...

L'effondrement des Empires centraux suivit de près l'effondrement de la Sublime-Porte et de l'Empire russe.

Les démocrates-nationalistes du siècle précédent, s'étaient généralement bien intégrés à l'État de leur Prince, au moyen des Parlements par eux créés à ce seul effet. Ils en tiraient le bénéfice économique qui convenait aux gens de leur classe sociale.

Mais quand, dans l'effondrement économique et politique des grands Empires, les classes laborieuses commencèrent à vouloir organiser l'économie et la politique selon des principes nouveaux, la force politique in-usitée et in-usée que constituaient les sociaux-démocrates de tous genres s'est mise en branle. Elle accéda au pouvoir suprême pour préserver avant tout l'État, qu'ils purent nommer momentanément à leur guise: État républicain, État populaire, État révolutionnaire, voire État ouvrier.

Les Républiques créées à cette occasion (qui devinrent rapidement «*totalitaires*») et les Royaumes qui ont perduré, firent rapidement place à un nouveau régime: le fascisme. Cet état d'oppression, niant toute liberté économique aux classes sociales, assujettit l'individu laborieux à une tutelle personnelle (le propriétaire) ou impersonnelle (la nation). Le maintien de cet état de servage des temps «*modernes*» ne pouvait être garanti que par un État omniprésent: Parti, milice, Églises, police, armée...

Qu'ils se drapèrent des couleurs noire, brune, rouge ou autres, «*simple*» concours de circonstances, ils perpétuaient l'état de barbarie.

De la seconde guerre mondiale à la chute du *Mur de Berlin*...

Dans toute l'Europe centrale et orientale, les partis uniques s'effondrèrent avec leurs États respectifs, et en fonction de l'avancée de l'armée russe. Les partis politiques antérieurs étaient étiolés, sortaient de la clandestinité, mais leurs militants ne manquaient pas de courage... jusqu'à un cer-

tain point. Les partis communistes, qu'ils aient été reconstitués sous l'aile protectrice des nouveaux occupants ou non, intégrèrent très aisément les membres des anciens partis, qu'ils furent social-démocrates, libéraux, chrétiens ou fascistes, jusqu'à un certain niveau hiérarchique... quelques fois très élevé... nécessité d'État obligeant!!! Quand la volonté faisait défaut, la contrainte s'imposait, et quand la contrainte n'était pas efficace, l'armée russe s'en occupait.

Et depuis...

L'effondrement des *«démocraties populaires»* entraîna une re-formation des anciens partis politiques d'antan, y compris les partis nationalistes et fascistes, en partie à partir des partis communistes, sinon par l'entremise des différentes Églises.

C'est ainsi que les *«revendications des nationalités»* réapparurent, sous la forme d'une demande d'éclatement des États existants, revendication des candidats à une place dans un État nouveau.

La vieille antienne nationaliste des États homogènes *«ethniquement et linguistiquement»* refit surface, ils s'en suivit les guerres indispensables au déplacement des populations au gré des forces armées...

C'est ainsi que, les populations albanaises, allemandes, baltiques, bulgares, croates, grecques, hongroises, polonaises, roumaines, russes, serbes, tatares, turques, ukrainiennes, yiddish... ont été oppressées, déplacées, enrôlées, exterminées... au nom et au gré du *«la fin justifie les moyens»*, antienne propre aux Églises, aux États, et... aux partis politiques.

L'avenir social et politique des «*nationalités*»

Aujourd'hui encore, la revendication d'un État propre à chaque *«nationalité»* est, dans tant de cas, in-envisageable par homogénéité territoriale; elle ne peut se faire que par des guerres et des déplacements forcés.

Une révolution sociale qui émanciperait les populations des Églises, des États, et des partis politiques, serait sans doute le cadre qui permettrait un développement culturel libéré aussi de l'oppression économique que les précédents, eux, maintiendront coûte-que-coûte... aux populations.

Sixième partie: *Des peuples et des États du Moyen-Orient...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 207 - décembre 2018.

Dans cette région du monde, l'Empire ottoman domina les populations des côtes marocaines jusqu'aux confins iraniens, jusqu'à ce que les Empires français et anglais lui disputèrent au 19ème siècle le Maghreb pour le premier, le Machrek pour le second, et tandis que l'Empire russe s'étendit à ses dépens dans les contrées arméniennes, caucasiennes et turcomanes.

Les traités de *«paix»* qui régirent ces régions, en attribuant des protectorats aux États impérialistes, ont créé des situations inextricables dont nous voyons les conséquences un siècle après encore. Et plus encore que dans les Balkans **(3)**, les questions religieuses sont mises en exergue pour mettre ou remettre à l'ordre du jour d'éventuelles modifications étatiques sur lesquelles l'attention des populations est dirigée.

Parmi les pires massacres de population dûment organisés, celui des arméniens de Turquie, l'une des causes ne serait-elle pas à rechercher dans les conséquences des traités russo-turcs, nommées *«capitulations»*, par lesquelles le Tsar russe, se déclarant protecteur des populations chrétiennes d'Anatolie, y imposait de fait des droits particuliers aux arméniens, ainsi qu'aux chrétiens-assyriens? Quand éclata la Première guerre mondiale, les autorités turques virent dans ces populations-là un ennemi intérieur, - ce qu'elles n'étaient pas, au contraire, - et organisèrent le premier *«génocide moderne»*. Nous remarquerons là encore que les parties aisées de ces populations purent en partie s'expatrier; quant aux populations paysannes n'ayant ni les ressources ni les relations nécessaires à une fuite sécuritaire, soit elles furent massacrées sur place, soit elles périrent dans les déplacements organisés vers les zones désertiques... du Kurdistan **(4)**.

---

(3) Voir la cinquième partie de cette série, *L'Anarcho-syndicaliste* - n°206 – octobre-novembre 2018. *(Ici pp.89-90).*

(4) Voir à ce sujet: *«Un acte honteux: le génocide arménien et la responsabilité turque»* - Taner AKÇAM - Éditions DENOËL – 2008.

Quand le Liban proclama son indépendance en 1943, mettant fin au protectorat français, la structuration du nouvel État fut directement inspirée des thèses pétainistes: la société s'organise autour de ses «*communautés naturelles*», à savoir les «*communautés religieuses*». Cet État a connu, et n'est exempté de connaître, de ces «*convulsions*» qui, à chaque fois provoquent les massacres nécessaires aux milices communautaires pour étendre leur «*espace vital*». La création de l'État syrien s'inspira du même modèle, mais le concept politique du «*pan-arabisme baassiste*» le fit disparaître jusqu'à ce que les conséquences de l'invasion de l'Irak par les «*grandes puissances occidentales*» remirent à l'ordre du jour les «*pouvoirs communautaires*».

Cette situation est constamment remise à l'ordre du jour. En 2003, les plus hautes autorités américaines envisagèrent un nouveau découpage étatique du Moyen-orient, quasi-exclusivement basé sur des considérations religieuses, de la Turquie jusqu'au Pakistan et au Yémen, à l'exclusion des seuls Émirats (Oman, Émirats arabes unis, Qatar et Koweit) **(5)**. L'Arabie saoudite y est sans doute l'État le plus dépecé; n'y voyons aucun lien avec les dépeçages plus particuliers commis depuis par ses altesses princières.

La création d'un Kurdistan libre allant des frontières géorgiennes aux portes de Bagdad, et d'une superficie telle qu'on peut douter qu'il ne soit peuplé que de Kurdes est édifiante. N'était-ce pas là la caution que souhaitaient les féodaux kurdes irakiens pour proclamer un État indépendant suite au référendum de 2017? Dans la plupart des autres États, les populations kurdes ne réclament pas cette indépendance, - le risque de nouveaux massacres y étant latent, - il n'y a qu'en Syrie où les provinces kurdes sont, elles aussi de fait autonomes, mais avec l'aide militaire de l'OTAN, et la mansuétude circonstancielle de l'État syrien. Cette situation est totalement anachronique et susceptible d'évoluer dans n'importe quel sens selon l'évolution de la guerre civile et les volontés des puissances étrangères influentes. S'il s'y développe une organisation économique originale à plus d'un titre, n'oublions pas quelle s'est créée du fait de la guerre, et que l'évolution de la guerre pourrait subitement la mettre en cause.

Toutes les populations sont le jeu des intérêts économiques et politiques des classes sociales qui possèdent le Capital et président aux États, y compris des États impérialistes ayant des intérêts déterminants dans cette région.

La question de l'État israélien et des micro-États constitués dans les territoires occupés en 1967 est particulièrement illustratrice de la nocivité des religions et des États pour toutes ces populations.

L'État d'Israël a été créé par des populations extérieures à cette région, installées sur des terres achetées à des féodaux moyen-orientaux qui ne firent pas cas de la population autochtone y vivant, mais pas dotée de la propriété foncière. La guerre civile qui suivit la fin du «*mandat britannique*» et la défaite des armées «*arabes*» entraîna un exode des populations dites «*arabes*» selon le vœu des États vaincus, exode organisés par ces mêmes États vaincus. Certes l'intention des fondateurs de l'État israélien était, quoi qu'il en soit, d'envahir tout le territoire *du* «*mandat britannique*» à la fin de celui-ci, mais leur tâche fut facilitée par la stratégie «*arabe*». Aucune population ne part de son propre chef de son «*territoire*» (sentiment patriotique) celui-ci fut-il envahi!

Imaginerions-nous l'État du «*mandat*» devenu totalement «*israélien*» (situation post-1967) dès 1948, avec toute la population du «mandat» y restant, soit aux deux-tiers non-«*juives*» ou non-«*israélites*»? L'institution d'un totalitarisme «*national-religieux*» n'y aurait pas eu plus de chance que la «*démocratie*» militarisée qui y sévit depuis **(6)**.

A ce titre, la situation syrienne de 2011 à aujourd'hui, est tragiquement l'illustration de ce que les États, leurs Dieux et le Capital peuvent imposer aux populations: quand en 2011 les classes populaires des grandes villes syriennes se révoltèrent, l'État syrien se décomposa au point où l'économie s'organisa selon les choix des populations révoltées, et sous son contrôle, - et il serait hasardeux de porter un jugement de valeur sur ce qu'elles y firent. La capacité de réaction de l'État syrien fut la conséquence de la création d'une force militaire, issue de la dislocation d'une partie de l'armée syrienne, qui prit le contrôle des zones révoltées sous le nom d'*Armée syrienne libre*, avant que une autre partie de cette armée ne devienne celle de l'*Émirat islamique*, avec toute l'aide de la famille Al'Assad.

Débarrassée de l'État, toute population est à même de créer ses conditions économiques d'existence en envisageant la disparition de l'exploitation sociale, et en faisant fi des convictions religieuses des uns et des autres, de leurs origines ethniques et de leurs cultures linguistiques.

---

(5) Voir cette carte dans: *«L'islam contre l'islam; l'interminable guerre des sunnites et des chiites»* - Antoine SFEIR – Livre de poche – 2014 – pp.187-188; ou sur www.uas-pelloutier.fr/archives_as/documents/autres_documents.html

(6) Les éditons d'avril à novembre 2018 du *Monde libertaire* (n°1794 à 1800), sous la signature de Pierre SOMMERMEYER, abordent bien des aspects de cette question épineuse.

Les formes utilisées sont à moment-là celles que le socialisme a toujours mis en avant: association, coopération, syndicalisation, communalisation, départementalisation, fédération, confédération... et que les partis ont toujours mis en cause pour satisfaire leurs Dieux et leurs États.

SEPTIÈME PARTIE: *L'ÉTAT ISRAËLIEN ET SES CONSÉQUENCES...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 208 - janvier - février 2019.

Du «*Dieu du peuple*»...

- Y a-t-il au monde une population qui n'ait pas, dans les premiers temps de son Histoire, placé son origine son existence et son devenir sous les auspices d'une ou plusieurs divinités?

- A priori: aucune!

- Quel avenir ont eu les divinités «*locales*»?

- Les panthéons polythéistes les ont accueillies, quand les tribus et les cités se sont agglomérées, garants de la paix civile au sein de l'État nouveau, jusqu'au premier temps des Empires anciens.

- Les panthéons polythéistes avaient-ils une vocation perpétuelle?

- Les Empires s'affaiblissaient et s'affadissaient au gré de leurs conquêtes; la «*panthéonisation universelle*» engendrait une hiérarchie des divinités à l'image de la hiérarchie sociale ou nationale; l'État impérial ne pouvait garantir son unité organique qu'en abandonnant les panthéons au profit d'une divinité unique, en outre apte à s'imposer aux royaumes conquis. Les classes possédantes et régnantes en comprirent bien tôt la nécessité.

... au «*Peuple de Dieu*»...

Un culte monothéiste, qui aurait dû s'imposer à tout l'Empire égyptien selon les vœux d'Amenhotep III dit Akhenaton, aurait peut-être pu permettre à la cité d'Akhetaton/Tell-el-Amarna de supplanter Jérusalem, Rome et La Mecque dans la suite de l'Histoire...

Le refus du culte unique par les autres cités égyptiennes fut vraisemblablement la cause de l'expulsion *(Exode!)* de ses partisans vers le pays de Canaan (Hébreux) ou le Soudan (Maasaï), sous la protection du *Divin père* Aï **(7)**.

Ce «*peuple religieux*» transplanté arrivait sur une terre promise par le pharaon Aï, qui n'en avait pas pour autant expulsé les populations antérieures. Y imposer un culte unique fut une gageure telle qu'aucun royaume monothéiste ne s'imposa, ou imposa son culte à toute sa population.

... et à «*l'État de Dieu*»...

Le prosélytisme inhérent au monothéisme le rendit universaliste. Les cultes israélite, christien et mahométan, malgré ou grâce aux nombreux schismes qui jalonnèrent leurs Histoires respectives, imposèrent des conversions, fustigèrent les apostats, isolèrent, ostracisèrent, exterminèrent... quand les situations le leur permettaient, par l'intermédiaire des États où ils dominaient.

Celui qui voudrait définir une hiérarchie dans la barbarie monothéiste voudra bien chercher déjà dans les «*livres saints*» le récit de leurs méfaits respectifs: il y constatera une continuité dans laquelle la société des Hommes fut la seule victime, ces Hommes qui, dès l'Antiquité, cherchèrent à défaire leur existence des Dieux, et des États qui ne sont jamais que la généralisation de la communauté religieuse à l'ensemble de la société **(8)**.

Du «*paradis terrestre*» perdu aux «*ghettos*»...

Il y eut cependant, parmi les descendants et convertis au Dieu unique d'Akhenaton, un désavantage perpétuel pour le culte israélite: celui de n'avoir jamais accéder au rang de religion officielle d'un Empire. Si son statut de «*Communauté religieuse du Livre*» lui donna parfois droit de cité, parfois quelques royautés, parfois une assimilation de ses élites dans la caste étatique, la tolérance impériale (christienne ou mahométane) n'était jamais considéré que comme une étape vers l'assimilation religieuse, et elle restait soumise à des règles de séparations des autres communautés.

---

(7) Voir: Messod et Roger SABBAGH - *Les mystères de l'Exode* - Éditions Godefroy - 2000.

(8) Voir: Michel BAKOUNINE - *Dieu et l'État*.

... aux «*progroms*» et à la Shoah ...

Si l'Empire faisait parfois preuve de mansuétude, les chefs des communautés religieuses officielles attisaient fortement la haine inter-communautaire jusqu'aux massacres périodiques des membres des communautés israélites accusés de répandre les malheurs sur eux-autres, - la théorie du complot ne date pas d'hier, - ... et de s'approprier leurs biens.

Et quand l'Empire national-socialiste allemand en décida l'extermination totale, il bénéficia de la mansuétude ouverte des Pontifes luthériens, catholiques, orthodoxes, et mahométans.

... et à la recherche d'une terre «*salvatrice*»

Parmi tous les «*peuples de Dieu*» existant, les israélites furent les seuls (mis à part quelques «*sectes anabaptistes*» bien remarquables) à devoir considérer leur présence dans la plupart des États comme n'étant que passagère. Seule l'émancipation des individus dans certains États ayant adopté une «*Déclaration des droits de l'Homme*» leur donna même droit de cité que tous leurs concitoyens, les engagea à la reconnaissance absolue de la *Loi de la collectivité* et leur fit défense de revendiquer à leur bénéfice la *Loi de leur communauté* **(9)**.

La quête permanente d'une terre d'accueil fiable fut une gageure qui donna naissance au «*sionisme*». Cet «*idéal*» fondé sur la nécessité pour le «*peuple juif*» **(10)** de trouver un lieu où aucune stigmatisation ni oppression n'aurait plus cours, amena son initiateur, Theodor HERZL à chercher d'abord une solution (ottomane) dans le Sinaï, puis un territoire (britannique) dans l'est de l'Afrique, au mépris des populations y vivant.

L'idée sioniste...

Ce mouvement, démocrate-religieux quand il conduisait des partis dans les lieux de résidence est-européen, prit un tout autre aspect quand, en visant la création de l'*État des juifs (Der Judenstaat)* **(11)**, c'est-à-dire d'une «*communauté de destin nationale*» fondée sur les principes religieux israélites, devenait national-religieux, c'est à dire totalitaire.

... et la quête émancipatice

Cet «*idéal*» fut très minoritaire parmi les juifs de l'est de l'Europe *(ashkenazim)*... à ce moment-là; le *Bund* **(12)**, parti social-démocrate, considérait que, sur le plan politique, les juifs devaient obtenir la reconnaissance de la «*nationalité yiddish*» **(13)** dans un État laïque; les juifs *sefarim* et *magrebim* ne se posaient pas la question, ni dans l'Algérie du décret Crémieux, ni dans le Maroc indépendant ou sous protectorat français; et ceux du moyen-orient (juifs «*arabisés*» de Palestine et *misrahim*) attendaient avec les autres populations moyen-orientales une issue... post-ottomane **(14)**.

De l'implantation de colonies...

Les juifs qui créèrent les premières colonies en Palestine les bâtirent pour eux, sans relations avec les autres populations palestiniennes, notamment les israélites autochtones.

Originaires de l'Empire russe, cette communauté d'*ashkenazim* constitua l'essentiel de la population juive de Palestine d'avant et, de surcroît, d'après la Seconde guerre mondiale... et il serait de mauvais goût dans ce contexte de condamner des «*juifs irréligieux*» d'avoir chercher refuge en Palestine entre 1910 et 1960 **(15)**...

... à la création d'un État judéo-centrique

La fin du mandat britannique amena la création

---

(9) En aucun cas on ne peut assimiler le «*décret Crémieux*» n°136 du 24 octobre 1870, attribuant la citoyenneté française aux israélites algériens à une déclaration de droits à vocation universelle, car, parallèlement, le décret 137 maintenait les musulmans algériens sous le statut de l'indigénat (et de loi coranique); les israélites algériens francisés ont seulement été assimilés à la caste coloniale, avec, en conséquence à l'indépendance, la qualification d'«*oppresseurs*» du côté qu'ils durent quitter, celle de «*pieds-noirs*» après un «*retour*» ... «*en métropole*» (sic)!!!

(10) Voir: Shlomo SAND, *Comment le peuple juif fut inventé,* Paris, Fayard, 2008, et *Comment la terre d'Israël fut inventée,* Paris, Flammarion, 2012.

(11) Le terme «*juif*» désignera dans ce texte tout individu, israélite ou non, qui se reconnait «*juif*», pour ses propres raisons, sans autre avis extérieur ni autorisation préalable.

(12) Voir: Henri MINCZELES - *Une histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif* - 1999 - (*Algemeyner Yidisher Arbeter Bund in Lite, Poyln un Rusland - Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie*.

(13) La terminologie «*nationalité*» désignait en ces temps, dans les Empires russe et austro-hongrois notamment, les minorités linguistiques assujetties.

(14) Une région autonome de peuplement juif fut créée en extrême-orient sibérien à la fin des années 20, autour de la ville de Birobidjan; les juifs d'U.R.S.S. ne se précipitèrent pas dans ce camp de concentration qui n'accueille plus guère que 1% de locuteurs yiddish parmi sa population.

(15) Les éditons d'avril à novembre 2018 du *Monde libertaire* (n°1794 à 1800), sous la signature de Pierre SOMMERMEYER, abordent bien des aspects de cette question épineuse.

de l'État d'Israël, *État pour les juifs*, qui... *«assurera la plus complète égalité sociale et politique à tous ses habitants sans distinction de religion, de race ou de sexe; il garantira la liberté de culte, de conscience, de langue, d'éducation et de culture...»* **(16)**.

Cet État s'est étendu, de fait, en deux guerres (48 et 67), sur l'ensemble du territoire de la Palestine mandataire. Sa population s'est accrue de populations israélites expulsées d'États islamo-centriques en réaction aux occupations territoriales israéliennes, et de celles de la Russie post-soviétique désireuses de revivre en régime communautaire religieux.

Ainsi la population de l'ancienne Palestine mandataire est aujourd'hui à 50% *«juive»* et 50% *«arabe»*, avec un ratio de 80-20 dans l'*État d'Israël* et 20-80 dans l'*État de Palestine*. La population juive majoritairement ashkénaze en 1948, est aujourd'hui à dominante *mizrahim, e*t la religiosité (traditionnalistes, orthodoxes, ultra-orthodoxes) n'atteint que la moitié de cette population.

De la sanctuarisation d'un royaume religieux...

L'adoption d'une nouvelle *Loi fondamentale*, loi qui, en l'absence de Constitution, définit les fondements de l'État, et à laquelle doivent se conformer toutes les autres lois, - à la majorité simple des députés (62 pour, 55 contre) et non à une majorité qualifiée ou par référendum, - définissant l'État d'Israël en tant qu'*État juif*, met la *«nationalité arabe»* et toutes les populations non-israélites en situation de second ordre, assujetties à la *«nationalité juive»* **(17)**.

L'ensemble des lois adoptées depuis la déclaration d'indépendance n'a jamais confirmé autre chose qu'une égalité *«votative»* pour une minorité *«nationale»* tolérée, mais aucune égalité de droits n'a jamais existé dans l'État d'Israël **(18)**.

Est-ce par absence d'opportunité, ou par *«excès d'esthétisme»* qu'il n'y a jamais été définit un *«Statut personnel»* des membres des communautés religieuses non-israélites, ou un *«Code de l'indigénat»* pour les palestiniens des *«Territoires occupés»*? Je pense qu'une grande partie des hiérarques musulmans ne rechignerait pas à y gérer l'application de la *Loi coranique* aux populations supposées musulmanes par une quelconque filiation.

... à la perspective d'une république trans-palestinienne ...

Quand, en 1948, un quart de la *«nationalité arabe»* palestinienne resta en... Israël **(19)**, elle pensait certainement que son émancipation n'était pas dans un royaume ou une république pan-bédouine **(20)**; un autre quart fut expulsé par les armées israéliennes, et la moitié partit du fait des combats engagés par les royaumes et républiques pan-bédouins environnants... en leur nom (re-sic)!!!

Soixante-dix ans après la création de l'État d'Israël, cinquante ans après l'occupation de la totalité de la Palestine mandataire par ce même État, vingt-cinq ans après la création d'une *Autorité palestinienne* sans autorité, cinq ans après la création d'un *État de Palestine* sans consistance sauf en matière répressive tant en Cisjordanie qu'à Gaza, une revendication de structure étatique permettant l'égalité politique (civique) entre tous les habitants de ce territoire géographique homogène semble bien une gageure. La vie politique étant gérée par des partis politiques, ceux-ci ayant, là plus qu'ailleurs, besoin de maintenir pléthore de *«particularismes»* pour continuer d'exister par le bénéfice étatique de toutes ces *«particularités»*, il n'y en a aucun qui soit suffisamment con pour se suicider **(21)**, - même si ça pouvait bien nous plaire, - et nous ne sommes pas assez sots de notre côté pour nous mettre à rêver à un État salvateur.

Mais si les populations de l'ensemble des territoires de l'ex-Palestine mandataire se mettait d'accord pour définir une *Collectivité nationale commune*, sur la base d'une *«Déclaration des droits»* applicable à tous les résidents actuels de ce territoire, il faut bien reconnaître que ce serait

---

(16) Voir la déclaration d'indépendance d'Israël sur: https://revue-pouvoirs.fr/IMG/pdf/72Pouvoirs_p121-123_declaration_independance.pdf

(17) Voir le point de vue d'un israélien (athé?) Shlomo SAND, qui ne veut plus être *«juif»* sur: https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/interview-shlomo-sand-isra-l-voulu-b-tir-un-mur-institutionnel-1023999478

(18) Voir sur l'ensemble des lois inégalitaires, spoliatrices et ségrégationnistes en Israël, l'article de Michèle SIBONY: *Le régime légal de l'Apartheid israélien* - 18 nov. 2018, sur: https://ujfp.org/spip.php?article6796

(19) Essentiellement d'ailleurs sur le territoire du *Royaume d'Israël* biblique tandis que les implantations pionnières furent dans les royaumes phénicien et judéen de la Palestine biblique (sic!).

(20) *Shoah* et *Nakba* ont la même signification (désastre, catastrophe, anéantissement) en hébreu et en arabe respectivement.

(21) *«Moi, j'biche, car je les adore sous la forme de makabim»* (*macchabées* en hébreu) - selon Georges BRASSENS - *Hécatombe*.

une avancée notable, au moins dans la voie de la civilisation **(22)**.

De l'effacement des classes sociales...

Cependant, si les partis politiques peuvent promettre à leurs affidés des années de *«combat politique»* sans résultats institutionnels, et que ceux-ci continuent des décennies plus tard de les suivre encore, il y a certainement une partie des habitants de ces contrées pour qui les conditions économiques d'existence méritent une issue plus immédiate, voire bien plus urgente, et en toute indépendance des partis et de leurs États.

Les Confédérations syndicales créées en Palestine mandataire, que ce soit du côté *«juif»* ou du côté *«arabe»*, l'ont été sur des bases *«nationales»* et *«nationalistes»*, chacune pour *«regrouper»* **(23)** leurs travailleurs en vue du combat politique de leurs *«communautés»* respectives. Aucune de ces deux organisations n'a, de ses origines à aujourd'hui, mis la destinée des populations laborieuses qu'elles *«représentaient»*, sous l'égide de l'antienne de l'*Association internationale des Travailleurs* **(24)**: *«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»*.

Les budgets de fonctionnement de ces organisations n'ont jamais dépendu des cotisations de leurs affiliés, seulement des subsides des bourgeoisies de mêmes confessions, et des États où celles-ci ont de l'influence.

Leurs activités, du côté *«juif»* a d'abord consisté à accueillir et installer les immigrants, sorte de service social subsidiaire au profit des classes hautes et de l'État en cours d'installation. Cette *«mission»* a perduré au rythme des vagues migratoires des prolétaires et sous-prolétaires, notamment les noirs africains israélites dits *falashas*, peu assimilés encore en Israël **(25)**.

Ces activités du côté *«arabe»*, ont consisté à distribuer les subsides à vocation sociale en provenance des États du golfe arabo-persique, jusqu'à ce que ceux-ci leur préfèrent, en partie, les milices vertes du Hamas.

Des deux côtés, l'intégration à l'État et le bénéfice des subsides de la bourgeoisie sont les raisons d'être de ces organisations d'effacement des intérêts de classe.

Dans les années 70-80, des syndicalistes de la CGT-FO animèrent la société des *Amis syndicalistes de la Histadrout,* à l'initiative de laquelle figurait nombre de syndicalistes d'origine sépharade ou berbère *(magrebim)*. Ils entendaient soutenir ceux des affiliés à la *Histadrout* œuvrant pour la transformation de celle-ci en une organisation de combat économique des salariés, avec leurs propres cotisations.

Les partisans de l'intégration syndicale à l'État, et par la même occasion partisans inavoués de l'association Capital-Travail, créèrent en réaction la société des *Amis de l'Histadrout;* il ne manquait plus qu'une société des *Amis de la C.F.D.T.* ... en Israël... **(26).**

Les souvenirs de la guerre d'Algérie, qui s'est conclue par l'instauration d'un régime de parti et de syndicat intégré uniques, incitaient ces camarades à soutenir toutes activités syndicalistes, tant que le régime en place le permet, c'est un exemple de solidarité internationaliste à ne pas oublier.

... à leur renaissance organisationnelle

Contrairement à Shlomo SAND (voir note n°10),

---

(22) Suite à la décision américaine de transférer son ambassade de Tel Aviv à Jésuralem, Saëb EREKAT, Secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine, déclarait au journal HAARETZ, le 8 déc. 2017: *«Nous, Palestiniens, n'avons plus d'autre option que de revendiquer l'égalité des droits dans un seul et même État... Notre lutte devrait se concentrer sur cet objectif de l'égalité des droits»*. (Cité par Bernard GUETTA dans sa chronique *Géopolitique* du 13 décembre 2017, sur France-Inter: *Le faux-ami d'Israël).*

(23) *Hahistadrout haklalit shel ha'ovdim be'Eretz Yisra'el, traduisible - Fédération générale des travailleurs de la Terre d'Israël* et *Palestinian General Federation of Trade Unions -Fédération générale des syndicats de Palestine.*

(24) Crée en 1864, dissoute en 1876, elle vit en 1872 le départ des partis marxistes; la branche issue de cette scission disparut dès 1873; la dénomination *«Première internationale»* n'a été utilisée par la suite que par ceux-ci pour y rattacher *«génétiquement»* leurs deuxième, troisième, quatrième... internationales, dont les fondateurs n'ont jamais eu la volonté de regrouper les salariés pour leurs émancipation, seulement pour leurs accessions au pouvoir, avec les conséquences que l'on a connues.

(25) Ces *«juifs»* éthiopiens subissaient de la part des chrétiens éthiopiens dominant l'Empire *rastafarique*, la même interdiction de propriété foncière que dans toutes les contrées où les religions christiennes dominaient les États. Ils sont le prototype idéal de sous-prolétaires colorés que toute bourgeoisie envient de disposer, tout en en exhibant quelques-uns qui ont eu le mérite d'accéder à sa caste ou classe supérieure. L'origine de l'antisémitisme des *«stars»* du reggae vient sans nul doute de l'antijudaïsme des christiens éthiopiens.

(26) Voir: Alexandre HÉBERT - *Propos d'un archéo,* dans *L'Anarcho-syndicaliste* - n°62 - sept.-oct. 1988.

je ne pense pas qu'il faille aborder le problème du fascisme en tant que problème exclusivement *«politique»,* en l'occurrence de liberté civique ou d'expression, mais avant tout d'oppression économique létale.

La *«théorie fasciste»,* telle que définit par Georges VALOIS (ou Georges SOREL), ne prévoyait pas une dictature politique pour assujettir les classes laborieuses à l'État et au Capital. Disons même qu'ils misaient sur une acceptation mystique de l'assujettissement économique. Les seules libertés misent en cause étaient les libertés économiques et d'organisation de classe. Une fois cet état admis, le citoyen réduit à la *«personne juridique»* peut jouir des mêmes droits civiques *(«Un homme, une voix!»),* même dits *«républicains»*. Dans ces circonstances, on ne peut être surpris de voir Georges VALOIS demander, en 1935, son adhésion à la S.F.I.O., avec le parrainage de... Marceau PIVERT **(27)**, et de le voir au *Comité d'organisation* du *Comité contre la guerre et l'Union sacrée,* en 1935, en compagnie des communistes non-staliniens (dont les trotskystes de M. TROTSKY **(28)**).

C'est ainsi que l'on a vu MUSSOLINI et ses *Chemises noires*, appliquant les théories sociales de VALOIS et la théorie de la violence de SOREL, détruire, dès 1919, les *Bourses du Travail* italiennes et les coopératives ouvrières de production ou de consommation qui leur étaient liées. L'assassinat des syndicalistes qui leur résistaient était de rigueur, alors que la *Chambre des députés* continua d'exister avec les *«socialistes politiques»* en leur sein... jusqu'en 1925.

En effet, l'adhésion mystique au fascisme théorique ne courait pas les rues, au contraire, c'est plutôt la résistance qui risquait de se manifester si les restes des institutions représentatives parlementaires *(Républicaines?)* perduraient!... le pensaient-ils du moins!... et ils s'engagèrent, en sus de la dictature économique, dans la dictature politique. En Allemagne également...

... Sauf qu'en Allemagne, l'antijudaïsme catholique et luthérien était tellement virulent parmi les adhérents à l'idéal fasciste, que l'antisémitisme, ce troisième barbarisme, s'y développa rapidement et à outrance, tandis qu'en Italie l'adhésion de la bourgeoisie israélite au *Parti national-fasciste*... et les visites de Chaïm WEISMANN, alors président de l'*Organisation sioniste mondiale* avant de devenir le premier Président de l'État d'Israël, reportèrent l'application de lois antisémites à 1938, malgré la mansuétude antisémite papale (la liquidation du *Ghetto de Rome* fut avant tout une œuvre allemande... et peut-être papiste) **(22)**.

Il n'y a pas fondamentalement de différence de buts entre les versions barbares noires, brunes ou rouges du fascisme, et les versions *modernes-soft* colorées en rose, en orange, en bleu, en vert... puisque ce sont leurs couleurs dominantes actuellement.

La bataille contre la perspective fasciste passe par le développement syndicaliste, celui des institutions économiques propres aux syndicats de salariés, aux syndicat d'artisans et de paysans sans salariés, hormis toute implication dans les institutions étatiques qui poursuivent le but contraire.

L'acception courante du terme fasciste reste et restera liée longtemps encore à ses versions noire, brune et rouge, des plus violentes, des plus guerrières, et des plus barbares. Ses versions les plus insidieuses aujourd'hui se font bien plus discrètes; si certaines, de coloration rose, bleue, verte ou rouge pâle, prolifèrent, elles le font dans le lit du syndicalisme intégré, du corporatisme moderne, cette version non-violente couramment en vigueur aujourd'hui **(23)**.

Ce qui importe à mon sens pour avancer dans la libération sociale des populations laborieuses de l'ex-Palestine mandataire, c'est l'existence et le soutien aux organisations syndicalistes qui mènent leur combat en dehors des Dieux et des États, et, in fine... contre-eux **(24)**... même si, à un moment donné, ce combat occasionnait corollairement, une république où l'égalité des droits de tous les résidents soit garanti... et les lois communautaires jetées aux orties...

---

(20) Voir: Michel ROGER, *Envers et contre tout - De l'Opposition de gauche à l'Union communiste,* Éditions *«Ni patrie, ni frontières»* - n.d.

(21) Voir: *La Révolution prolétarienne* - n°204 et n°205 - 1935.

(22) Voir: Jonh CORNWELL, *Le Pape et HITLER* - Albin Michel-Le Club - 1999.

(23) Il semblerait peut-être anachronique de remarquer que Georges VALOIS est mort à Bergen-Belsen, résistant déporté; et que Henri PITAUD, activiste corporatiste paysan, refusant les baronnies foncières agricoles et la *Corporation paysanne* pétainiste, devint résistant et s'exila après la seconde guerre mondiale au Paraguay. Il n'y a rien de tranché a priori en matière de corporatisme.

(24) J'ai noté l'existence de deux organisations syndicalistes libres, l'une en Israël, l'autre dans les Territoires occupés: *https://en.wikipedia.org/wiki/Koah_LaOvdim* et *https://en.wikipedia.org/wiki/Federation_of_Independent_%26_Democratic_Trade_Unions_%26_Workers%27_Committees_in_Palestine.* Sans autres renseignements que ceux figurant sur *Wikipedia*, je ne me permettrait pas de porter un jugement sur leurs activités. Mais il est sans doute utile de s'y intéresser...

Huitième (et dernière) partie: *Quelques spécialités coloniales françaises...*

L'Anarcho-syndicaliste - n° 209 - mars 2019.

Reliquats d'Empire...

Parmi ces reliquats, faisons d'abord une distinction entre les petites îles des océans atlantique, indien, ou pacifique, et des territoires plus consistants, fussent-ils insulaires, tels la Nouvelle-Calédonie et la Guyane.

Dans les premières, reliquats de possessions coloniales importantes à un moment, elles ont le statut de départements français (hormis la Polynésie et Wallis-et-Futuna), et leurs structures économiques sont étroitement liées à leurs relations économiques avec la métropole.

Dans les secondes, d'importances géographiques beaucoup plus significatives, la question du devenir institutionnel peut prendre un aspect différent dans la mesure où ces territoires possèdent des ressources minières de grand rapport capitalistique.

Indépendance nationale...

Dans les petites unités territoriales, la propriété foncière est restée fondamentalement entre les mains des coloniaux, et la richesse créée par les populations transplantées également. Cette dernière n'a, comme autre issue que l'acceptation de sa situation servile ou le départ vers la *«métropole».* Y compris au niveau des fonctionnaires d'État, une carrière des métropolitains dans ces entités est hautement considérée, tandis que l'autochtone devra aller *«faire ses preuves»* dans la région parisienne avant de revenir *«fonctionnaire brillant»* dans son île.

La *«départementalisation»* de ces territoires, sous la couverture de l'égalité des droits politiques, a sanctuarisé la situation sociale issue de la *«coloniale».* Y compris à S.Pierre et Miquelon, entité n'ayant pas de population transplantée par l'esclavagisme, nombre de décisions économiques relèvent des autorités supérieures établies parfois... en Normandie.

Dans les entités plus importantes: la richesse minière calédonienne ou guyanaise est l'enjeu d'une bataille foncière entre les populations autochtones primo-propriétaires (sans actes!!!) de ces terres, et l'État qui, aujourd'hui comme hier, détermine les droits de concession d'exploitation, qui sont de fait des droits de propriété perpétuelle sur la richesse minière.

En Calédonie, la récupération des territoires correspondant a été un combat politique qui, après les dernières explosions des années 80, a conduit à un début de partage de la richesse foncière entre les populations aborigènes et allogènes... ou du moins entre la bourgeoisie allogène et ce qui pourrait devenir, pour le plus grand bien de cette dernière, une bourgeoisie aborigène.

En Guyane, l'orpaillage illégal combattu à l'aide de maintes forces de gendarmerie (parce que brésilien) est promis à la légalité sous une forme industrielle que les populations aborigènes refusent au motif de la mise en cause environnementale fondamentale qu'elle engendrera.

... ou libération sociale

Quand, dans les petites entités, les populations asservies économiquement se révoltent, c'est immédiatement la propriété foncière et industrielle qui est en cause, et là, les *«politiques»* se terrent en attendant que la *«force publique»* rétablisse l'ordre social qui conditionne la perpétuation de leur situation.

Sitôt *«l'ordre rétabli»,* l'État rassembleur s'acoquine avec l'ensemble des forces politiques à la recherche de solutions, y compris les *«indépendantistes»,* dont le fond de commerce se limite à l'électoralisme, les *«révolutionnaires»* s'occupant de soumettre le mouvement d'émancipation social à leur avenir politique putatif.

Subsidiarité bien ordonnée...

Dans les grandes entités: aucun mouvement indépendantiste ne s'est développé en Guyane, la fusion des populations aborigènes, transplantées ou implantées (indochinois) se faisant dans le mouvement social, tandis que les kanaks peuvent, eux, se revendiquer d'une existence nationale homogène ante-coloniale.

La situation référendaire dans l'archipel calédonien, est-elle illustrative d'une modification de l'état d'esprit d'une partie de la population allogène sur l'avenir institutionnel de la Calédonie?

En 1987, sur un corps électoral de 85.002 inscrits, 57.17% se prononçaient pour le statu-quo, le reste de population s'abstenait ou boycottait.

En 2018, sur un corps électoral de 174.165 inscrits, 45.2% se prononcent pour le statu-quo, 34.56% pour l'indépendance, et 18.99% se sont abstenus.

La population kanak représentant environ 40% de la population totale, elle ne semble pas intégralement acquise à l'idée d'indépendance, et les populations allogènes (dont la micronésienne) semblent bien refuser cette perspective. Sur un sujet aussi sensible, une abstention aussi importante atteste du refus de 20% du corps électoral de poser le problème de leur avenir en des termes politiques seulement.

Quoi qu'il en soit, les *«indépendantistes»,* ici comme ailleurs, espèrent accéder au pouvoir, et une fois qu'ils en bénéficieront, ils participeront à sa perpétuation, l'indépendance-association issue des statuts de l'Empire est euro-compatible, et seule à même, si nécessaire, d'assurer la perpétuation de l'état de sujétion économique et sociale des individus exploités.

Il ne fait guère de doute que la primauté du combat c'est celui de l'émancipation économique totale des populations, la question institutionnelle se posera ensuite, ou non; pour le moment poser le problème dans l'autre sens est une perte de temps, et la durée de vie d'un individu est bien courte eu égard à l'histoire de l'humanité.

FIN.

Georges RIVALIN.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang-Bernard
44400 REZÉ

Abonnement pour 20 n^{os}: 40 euros
Abonnement de soutien: 50 euros
Verser à:
Association des Groupes Fernand PELLOUTIER
N° CCP 9998 28D Nantes
19, rue de l'Étang-Bernard - 44400 REZÉ

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*
Dépôt légal: *Bibliothèque nationale de France*

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT
Directeur de publication: Marc HÉBERT.

http://www.uas-pelloutier.fr
uas.pelloutier@laposte.net

En guise de postface:

EN REVENIR AUX FONDAMENTAUX - RÉFORMISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE - DU SYNDICALISME

Une première édition de cette brochure numérique gratuite est parue en 2017, elle était intitulée: *Espagne-Catalogne-2017;* elle constitue la première partie de cette dernière édition. Nous y avions mis les documents d'actualité qui, sensation du moment, nous semblaient les plus notables parmi les prises de position et opinions émises dans le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste, essentiellement ibérique ou d'ascendance ibérique.

Publiée dans le feu d'une actualité tendue, elle était ce qu'elle était, sans doute incomplète, peut-être imparfaite, mais elle avait le mérite d'exister!

Nos amis du groupe *La Sociale* de Montréal (Canada) ont souhaité poursuivre la compilation documentaire ainsi commencée. Nous leur avons remis les fichiers-source, et une deuxième édition par eux composée intégra d'autres textes issus du mouvement anarchiste, ainsi que quelques textes de groupes d'obédience «*marxiste*». Par souci d'homogénéité de la composition, nous avons repris ce travail, images comprises, en tentant de ne pas dénaturer leur ouvrage. Le titre par eux choisi, - *Ni Catalunya, ni España*, - oh combien perspicace!, - a été par nous conservé pour la deuxième partie cette dernière édition.

Une série d'articles d'un même rédacteur, dans la revue de l'*Union des anarcho-syndicalistes, - L'Anarcho-syndicaliste,* - publiée de février 2018 à mars 2019, abordant différentes situations d'actualité en divers endroits de la planète, posant l'alternative: *Indépendance nationale, ou libération sociale?,* démystifie la prétention libératrice des «*nationalistes*» qui, rattachant leur souhait séparatiste au mythe d'un royaume ancien idéal, réel ou supposé, entendent perpétuer, voire aggraver, l'exploitation économique que ces États personnifient.

Si aucun jugement de valeur n'y est porté sur les voies qui conduiront à l'émancipation sociale, la construction d'organismes syndicaux de classe indépendant des États et des partis, - quels qu'ils soient, ils ne savent que perpétuer voire aggraver l'oppression et l'exploitation, - y est posée.

La troisième partie de cette brochure reprend le titre de cette série de huit articles: *Indépendance nationale, ou libération sociale?*

Le syndicalisme ouvrier français a, dès ses origines, posé la question de l'émancipation intégrale des producteurs, tant vis-a-vis du Capital que de l'État, et, par voie de conséquence, des partis qui s'évertuent à maintenir ce dernier pour perpétuer le pouvoir et la rente de la classe politique.

Malgré les tentatives réitérées de ceux-ci d'asservir les organisations syndicales aux buts et œuvres de leurs politiques, y compris en intégrant leurs responsables dans de multiples organismes étatiques rémunérateurs, - et il ne manque pas de candidats à cette cause!, - les syndicalistes (qu'ils soient syndicalistes-réformistes, syndicalistes-révolutionnaires ou anarcho-syndicalistes) se réunissent et alertent régulièrement leurs camarades sur les dangers du moment.

Lors d'une réunion tenu à Beaugency (Loiret) le 1er juin dernier, la déclaration suivante, qui a servi de base à cette réunion a été confirmée, et la décision de tenir une deuxième réunion à l'automne a été prise.

Souhaitons que ce type d'initiative permettent en tous lieux de regrouper les individus désireux de mener le combat de l'émancipation sociale jusqu'à son terme, sans s'égarer dans les aléas des batailles voulues par une partie de la classe capitaliste et de la classe politique, et de partis soit au pouvoir, soit aspirant à y accéder.

Anti.mythes, *4 thermidor 227, 22 juillet 2019.*

Lutte de classe - Charte d'Amiens Remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices

Nous sommes des militants syndicalistes de sensibilités, de générations et de secteurs d'activités différents, public et privé.

Quels que soient nos expériences et nos parcours personnels, nous sommes indignés et révoltés par la dégradation brutale des conditions de vie et de travail qui touche une partie grandissante de la population. Nous sommes indignés et révoltés par les violences policières de répression contre les manifestants (syndicalistes, gilets jaunes…) et l'accumulation sans précédent des mesures liberticides contre le droit de manifester.

Nous en tirons la nécessité prioritaire d'une large discussion avec l'ensemble des syndiqués afin de remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices.

Nous inscrivons ce débat dans la perspective historique tracée par les fondateurs du mouvement syndical: abolition du patronat et du salariat, lutte pour l'émancipation sociale, en finir avec la domination de la finance destructrice des droits humains et des ressources de la planète.

Le 1er juin 2019 à Beaugency (Loiret) s'est tenue la première rencontre de discussion et d'action sur la base de cet appel. Les participants ont décidé de se constituer en comité de préparation à une deuxième rencontre, à l'automne 2019, et d'assurer le suivi de cette campagne.

Dans l'attente de cette réunion, nous soumettons à la discussion les points ci-dessous:

Point 1: La première des urgences syndicales est la reconnaissance de l'urgence sociale.

Il a fallu le mouvement des gilets jaunes pour révéler à tous, y compris à ceux qui en sont victimes, que plus de la moitié de la population dans notre pays n'arrive pas à boucler les fins de mois.

Point 2: Il a fallu la répression gouvernementale et les violences policières pour constater que ceux qui occupent les plus hautes responsabilités dans le pays se considèrent en état de guerre permanent.

Face à une véritable révolte contre sa politique, le gouvernement a immédiatement mis tous les moyens pour écraser celle-ci dans l'œuf.

Point 3: Dès le premier jour, les confédérations syndicales ont refusé d'apporter leur soutien au mouvement des Gilets jaunes,

alors même que des syndiqués étaient sur les ronds-points et dans les manifestations du samedi, et allant jusqu'à reprendre la position infamante du gouvernement en écrivant dans leur communiqué intersyndical du 6/12/2018: *«C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications»*. Nous affirmons que les violences subies par les manifestants relèvent de la responsabilité de la politique gouvernementale.

Au contraire les dirigeants des organisations syndicales ont opposé à la recherche d'une riposte généralisée globale la tactique des journées d'action sans lendemain et source de découragement.

Point 4: L'état social exact de notre pays n'est plus au cœur, ni pris en compte par les instances syndicales.

Les directions des confédérations n'ont-elles pas progressivement abandonné le niveau d'analyses et d'études économiques que la situation rendait nécessaire.

Malgré l'activité réelle des secteurs économiques, il n'y jamais eu de campagnes appuyées sur des analyses et des chiffres sur la nature et la signification de la mondialisation.

En collectant les données à l'échelle internationale, cela aurait mis en évidence, pour tous, les traits caractéristiques de la mondialisation à savoir l'exacerbation de la mise en concurrence des travailleurs entre eux dans chaque usine, dans chaque pays, dans chaque continent.

La mondialisation est un résultat direct d'un recul imposé à tout le mouvement ouvrier international.

Nos organisations syndicales, leur attitude et leur action, ont-elles été dictées par la réponse à apporter à cette offensive de la finance privée?

Y-a-t-il eu dans nos confédérations une réelle discus-

sion des racines des caractéristiques de cette offensive capitaliste?

La discussion sur l'élaboration d'une véritable stratégie globale de défense au niveau de la gravité de l'offensive subie a-t-elle été menée?

Il faut bien reconnaitre que non.

Point 5: Ce qu'est le modèle social français.

Il n'est ni un modèle économique ni un nouveau système économique. C'est un compromis issu des conditions de la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est donc un équilibre instable.

Point 6: L'organisation syndicale

En réduisant l'indépendance syndicale à celle vis à vis des partis et des programmes politiques, la libre discussion a été empêchée et a laissé la place à la domination du débat par les courants politiques agissant dans le syndicat de façon souterraine au travers de fractions organisées.

Pendant ce temps, l'offensive capitaliste s'attaquait à tous les droits syndicaux préalablement acquis. Cette offensive patronale de la finance privée, combinée à la perte massive des emplois et aux externalisations, a directement contribué à l'affaiblissement des syndicats.

Contre les conventions collectives permettant d'atténuer la concurrence entre les entreprises et les branches professionnelles, les employeurs ont mis en avant la spécificité de chacune d'entre elles pour obtenir des dérogations en leur faveur.

Du point de vue de l'exploitation, il n'y a aucune spécificité d'entreprise, en accepter le principe c'est trahir le syndicalisme confédéré à l'origine de la loi du 11 février 1950.

Point 7: Que signifie le retour aux fondamentaux?

Rappelons ce que disent:

Extrait de l'article 1 des statuts adoptés au Congrès de 1948:

«La Confédération Générale du Travail Force Ouvrière régie par les présents statuts, a pour but de grouper, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques et religieuses, toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener contre toutes les formes d'exploitation, privées ou d'État, pour la disparition du salariat et du patronat et désireux de défendre leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels…».

Extrait de la* Charte d'Amiens *adoptée au Congrès de la CGT de 1906:

«Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique:

- Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l 'augmentation des salaires, etc...

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme;

il prépare, l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste…».

Extraits du rapport introductif de Robert Bothereau au Congrès constitutif de la Cgt Force Ouvrière les 12 et 13 avril 1948 au Palais de la Mutualité (Paris):

«La première conférence nationale Force Ouvrière s'est tenue à Paris, je le rappelle, les 8 et 9 novembre derniers (1947). Je pense qu'il est utile - si cet exposé doit servir un peu l'histoire - de relire la décision prise par cette conférence, en m'excusant de cette lecture. Voilà ce qu'elle disait :

Cette conférence approuve pleinement notre position:

Devant les dangers des groupes Force Ouvrière; «Réunie à Paris, salle Lancry, les 8 et 9 novembre 1947; Expression nationale du syndicalisme ouvrier indépendant;

Affirme que l'unité ouvrière est plus que jamais nécessaire;

Déclare que cette unité ne pourrait résister à la politisation des organisations syndicales;

Rappelle l'impérieuse nécessité, pour le syndicalisme, de se déterminer lui-même à l'endroit de tous problèmes de sa compétence dont il juge utile de se saisir, ce qui implique qu'il ait la pleine maîtrise de sa structure de son administration et de ses actes, selon l'esprit ayant inspiré en 1906 le Congrès Confédéral d'Amiens;

Se déclare également en plein accord avec la Charte d'Unité de 1936, devenue préambule des statuts de la C.G.T., selon quoi le mouvement syndical ne peut s'isoler dans la nation et lui reconnaît, en conséquence, le droit de provoquer des rapprochements ou des collaborations en vue d'une action déterminée;

1) «Pour nous, anciens confédérés, anciens minoritaires de la CGT, pour nous syndicalistes Force Ouvrière, le syndicalisme est une fin en soi. Pour nous, le mouvement syndical doit se déterminer lui-même, et se déterminer lui seul, en dehors de toute influence politique et ne jamais servir les intérêts d'un parti politique».

2) «Nous avons pensé que nos amis réagiraient et, d'accord avec nous, feraient l'effort nécessaire pour

reconquérir la CGT, ou plus exactement, pour la rendre aux syndicalistes, pour lui redonner son véritable visage. Nous n'avons pas voulu agir seuls. Nous avons décidé de réunir en une conférence nationale les groupes «Force Ouvrière», nos camarades responsables de ces groupes, soit sur le plan territorial, soit sur le plan professionnel. La première conférence nationale de Force Ouvrière s'est tenue à Paris, je le rappelle, les 8 et 9 novembre derniers (1947)».

Les fondateurs de la CGT à Limoges en 1895 se sont prononcés ouvertement pour l'absolue nécessité de la réorganisation économique et sociale de toute la société. Au nom de quelle conception les appareils syndicaux ont-ils abandonné ce rôle?

En renonçant dans l'activité syndicale à illustrer les divisions de la société en classes sociales aux intérêts contradictoires et distincts, les directions confédérales ont contribué à semer la confusion.

La conscience de classe n'est-elle pas une nécessité pour tout syndiqué sollicitant un mandat?

En renonçant à cet objectif historique, les organisations n'ont-elles pas semé l'illusion que tous ces acquis n'étaient qu'une justice sociale octroyée et éternelle et non l'enjeu central et permanent de toutes les luttes passées et à venir?

Point 8: A l'échelle internationale.

Remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices doit commencer par un bilan. La CISL s'est créé au lendemain de la seconde guerre mondiale afin de résister à l'entrisme du parti communiste et du mouvement chrétien dans le mouvement syndical international.

Le 1er novembre 2006, la CISL s'est dissoute pour se fondre avec la FSM et la CMT et former la CSI.

La C.S.I. n'est pas de même nature et ses statuts portent en eux le germe d'une dépendance aux organisme internationaux (OMC, ONU, FMI...). Elle a marqué la dislocation de la solidarité internationale, notamment en direction des plus opprimés comme le peuple palestinien.

Auparavant, en 1973, malgré l'opposition de la CGT-FO, la branche européenne (CESL) de la CISL s'était transformé en CES (Confédération Européenne des syndicats). La CES s'est très vite avérée n'être rien d'autre que la courroie de transmission de la commission Européenne ayant pour objectif de transformer les organisations syndicales en structure subsidiaire impliquée dans la mise en œuvre des directives européennes visant à créer le fameux marché libre à l'échelle de notre continent, ce qui passe nécessairement par la destruction des droits et acquis de la classe ouvrière.

Il est clair que l'affiliation à ces instances *«subsidiaires»* doit être revue, annulée et remplacée par de véritables liens fraternels et solidaires entre tous les syndicats libres et indépendants de tous les pays.

En conclusion

Place à la discussion libre, sans préjugés. Ce sont les réalisations ouvrières elles-mêmes qui ont toujours été le moteur de l'élaboration des stratégies et tactiques syndicales prenant en compte l'évolution des sociétés.

Par nature, le syndicalisme est internationaliste. Le combat de chaque syndicat se développe dans chaque pays mais sur un plan commun à toutes les classes ouvrières de tous les pays.

Nous disons, l'enjeu de cette discussion est la réponse à la nécessité absolue et urgente de briser la domination de la finance privée.

Nous réaffirmons que le temps n'est plus aux sectes ou aux groupes politiques dont les chefs dictent la conduite à tenir aux travailleurs.

Sous la pression du mouvement ouvrier naissant, la République de l'époque a garanti: *«La liberté de conscience»* par l'adoption de la loi de 1905.

Cette liberté, mère de toutes les libertés est la condition indispensable à la construction d'une stratégie ouvrière indépendante.

le 14/03/2019.

Premiers signataires, initiateurs de l'appel ci-dessus:

Bruno Aguirre, Josiane Ansquer, Antoine Antonini, Christine Aubéry, Wilfredo Barrionuevo, Yoann Bars, Jean-Pierre Battais, Jean Mary Bedu, René Benedetti, Mireille Bergerard, Yvon Bourhis, Kamel Boussaid, Pierre Bray, Patrick Brossard, Marie Christine Carena, Denis Collin, Florent Crapin, Catherine Creach, Joseph Cuadrado, Gérard Da Sylva, Roland Dadena, Alain Delmas, Bernard Denamiel, Axel Djoumer, Michèle Dubois, Marie Christine Dumoutier, Jean Louis Ernis, Nicolas Fattore, Pierre Yves Germond, Christophe Gratigny, Abdel Haroufi, Maïté Hébert, Marc Hébert, Solange Hervé/Branski, Jean Philippe Hiblot, Hélène Jacquemin, Régis Jacquot, Jean Jayer, Michel Joly, Christian Joyeux-Bouillon, Dominique Kern, Octave Lambruschnini, Denis Langlet, Christine Lassalle, Monique Lefèvre, Patrick le Goas, Roger Lemoine, André Loret, Lucien Maillard, Michèle Malinosky, Martine Marchand, Christelle Martin, Max Martinasso, Yann Martinou, Stéphane Masschlein, Christian Mazoyer, Eric Meurisse, Françoise Naturel, Philippe Penin, Marie-Louise Pichon, Jean-Marc Pinet, Brigitte Reix, Gérard Reix, Yves Rieu, Georges Rivalin, Huguette Rocton, Jacqueline Saliou, Alain Sereuil, Christine Shrempp, Laurence Striby, Jean Pierre Vialle, Alice Volkine.

Les initiateurs de cet appel vous invitent à y souscrire en remplissant avec soin le coupon ci-dessous et à le renvoyer à:

retourauxfondamentaux@gmail.com

-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

FORMULAIRE DE PRISE DE CONTACT:

Ayant pris connaissance du texte: *«Pour remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices»* daté du 14/03/2019, j'apporte mon soutien à cette initiative d'une discussion d'ensemble, sans tabou ni préjugé, sans invective et dans la tradition démocratique et fraternelle.

Les initiateurs de cet appel font leur la devise *«l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».*

Nous invitons celles et ceux qui, par leur signature, soutiennent cette démarche à se saisir de leur plume sans attendre la conférence pour faire part de leur contribution à cette discussion.

Afin de s'assurer que chacun puisse disposer des documents de tous, les contributions qui parviendront seront transmises au fur et à mesure à tous ceux qui auront fourni leur adresse mail à cette fin.

Nom Prénom : _____

Adresse mail: _____

Téléphone: _____

Date de la première adhésion à un syndicat: _____

Contribution: _____

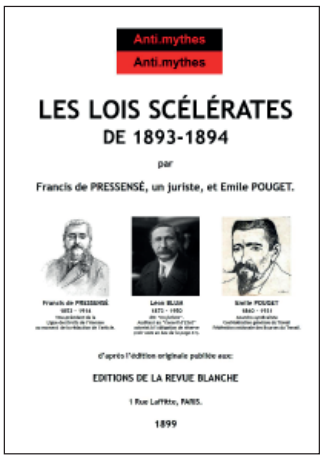
_____

_____

_____

C.G.T. FORCE OUVRIÈRE PROGRÈS LIBERTÉ CONTRE TOUTE EMPRISE POLITIQUE

ONT ÉTÉ PUBLIÉES PRÉCÉDEMMENT:


Anti.mythes
Anti.mythes

LES LOIS SCÉLÉRATES
DE 1893-1894

par

Francis de PRESSENSÉ, un juriste, et Emile POUGET.

d'après l'édition originale publiée aux:

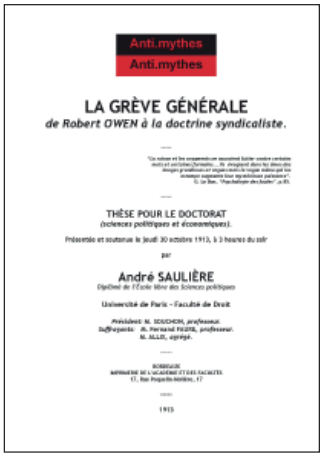
EDITIONS DE LA REVUE BLANCHE

1 Rue Laffitte, PARIS.

1899

=> n° 1: «Les lois scélérates de 1893-1894», par Francis de PRESSENCÉ, un juriste, et Émile POUGET.

sur http://www.antimythes.fr/editions/b1_lois_scelerates/les_lois_scelerates.pdf


Anti.mythes
Anti.mythes

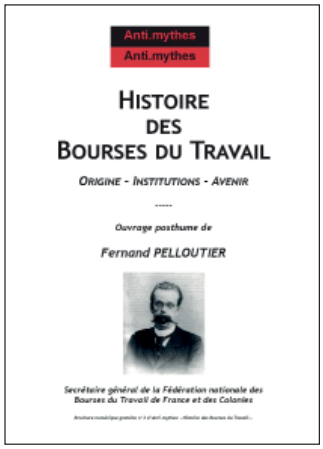
LA GRÈVE GÉNÉRALE
de Robert OWEN à la doctrine syndicaliste.

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(sciences politiques et économiques).

André SAULIÈRE

=> n° 2: «La grève générale, de Robert OWEN à la doctrine syndicaliste», par André SAULIÈRE.

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b2_greve_generale/sauliere_greve_generale.pdf


Anti.mythes
Anti.mythes

HISTOIRE
DES
BOURSES DU TRAVAIL
ORIGINE - INSTITUTIONS - AVENIR

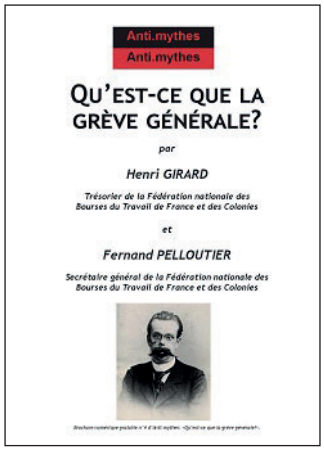
Ouvrage posthume de

Fernand PELLOUTIER

Secrétaire général de la Fédération nationale des Bourses du Travail de France et des Colonies

=> n° 3: «Histoire des Bourses du Travail», par Fernand PELLOUTIER.

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b3_histoire_bourses_du_travail/histoire_des_bourses_du_travail.pdf


Anti.mythes
Anti.mythes

QU'EST-CE QUE LA
GRÈVE GÉNÉRALE?

par

Henri GIRARD

Trésorier de la Fédération nationale des Bourses du Travail de France et des Colonies

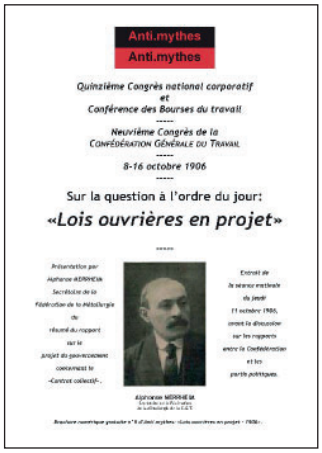
et

Fernand PELLOUTIER

Secrétaire général de la Fédération nationale des Bourses du Travail de France et des Colonies

=> n° 4: «Qu'est-ce que la grève générale?», par Henri GIRARD et Fernand PELLOUTIER.

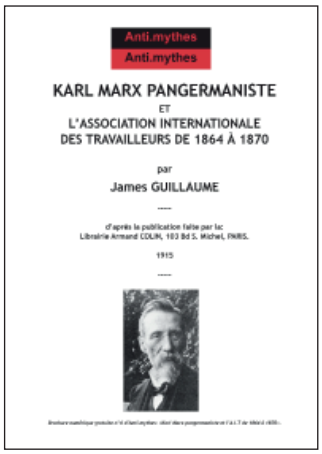
sur: http://www.antimythes.fr/editions/b4_greve_generale_pelloutier/greve_generale_pelloutier.pdf



=> n° 5: «Lois ouvrières en projet», au Congrès de 1906 - Amiens - de la C.G.T.

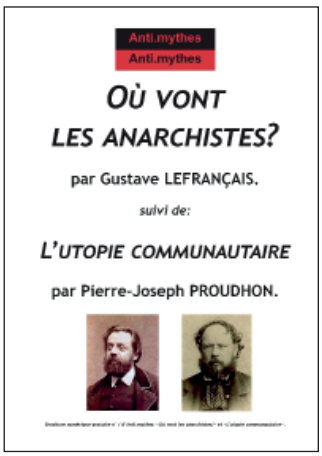
par Alphonse MERRHEIM.

sur: http://www.antimythes.fr/editions/b5_loi_travail_1906/loi_travail_1906.pdf



=> n° 6: «Karl MARX pangermaniste - et l'Association internationale des Travailleurs de 1864 à 1870», par James GUILLAUME.

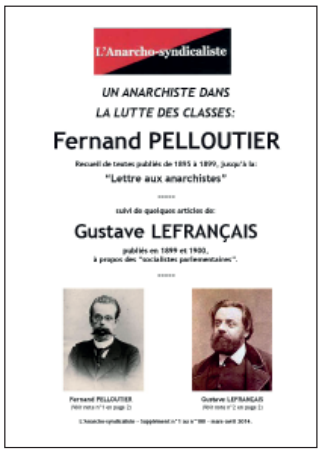
sur: http://www.antimythes.fr/editions/b6_marx_pangermaniste/marx_pangermaniste.pdf



=> n° 7: «Où vont les anarchistes?», par Gustave LEFRANÇAIS;

et «L'utopie communautaire», par Pierre-Joseph PROUDHON.

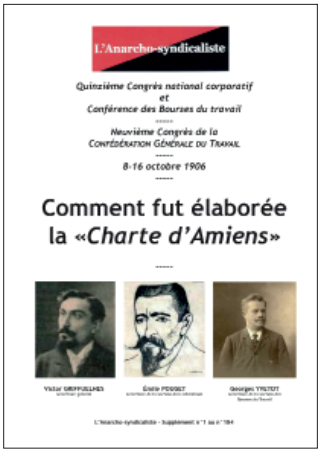
sur: http://www.antimythes.fr/editions/b7_lefrancais_proudhon/ou_vont_anarchistes.pdf



A VOIR ÉGALEMENT

AUX ÉDITIONS NUMÉRIQUES GRATUITES

DE

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

http://www.uas-pelloutier.fr/livres/livres.html